

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
NOVEMBRE 2025**

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - INVESTISSEMENT
5ÈME RAPPORT POUR 2025**

Sommaire

| | |
|---|-----|
| EXPOSÉ DES MOTIFS | 3 |
| PROJET DE DÉLIBÉRATION | 8 |
| ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION | 15 |
| Annexe 1 - Fiches projets équipements sportifs de proximité | 16 |
| Annexe 2 - Fiches projets terrains synthétiques | 163 |
| Annexe 3 - Fiches projets équipements sportifs mis à disposition des lycées | 182 |
| Annexe 4 - Fiche projet équipement sportif structurant d'intérêt régional | 208 |
| Annexe 5 - Fiches projets Conventions - Versailles et Paris Basketball | 211 |
| Annexe 6 - Paris Football Club Protocole - Convention et fiche projet | 232 |
| Annexe 7 - Racing Club de France Rugby Protocole - Convention et fiche projet | 250 |
| Annexe 8 - Football Club de Versailles - Protocole - Convention - Fiche projet | 268 |
| Annexe 9 - Recapitulatif publications offres de stage clubs professionnels | 286 |
| Annexe 10 - Versailles - FP modifiée - Convention spécifique | 289 |
| Annexe 11 - Fiche projet avenant EX088816 | 301 |
| Annexe 12 - Fiches projets plan régional piscines et patinoires | 308 |
| Annexe 13 - Fiches projets acquisition de matériel sportif | 317 |
| Annexe 14 - Fiches projets et conventions - Le Blanc Mesnil - FF Rugby - Paris Basketball | 336 |
| Annexe 15 - Fiches projet Minibus | 367 |
| Annexe 16 - Information relatives aux annexes non diffusables CLUBS SPORTIFS | 378 |

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Soutien régional à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens

1.1 Affectations de subventions

Le présent rapport propose, au titre du dispositif de « Soutien régional à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens » adopté par délibération n° CP 2024-085 du 28 mars 2024 modifiée, d'affecter un montant global de **7 283 413,72 €** d'autorisations de programme se déclinant comme suit :

- **3 027 961,46 €** pour le soutien à **60** projets d'équipements sportifs de proximité, présentés en annexe **1** à la présente délibération ;
- **867 985,30 €** pour le soutien à **6** projets de terrains synthétiques de grands jeux, présenté en annexe **2** à la présente délibération ;
- **2 961 493,36 €** pour le soutien à **8** projets d'équipements sportifs mis à disposition des lycées, présentés en annexe **3** à la présente délibération ;
- **425 973,60 €** pour le soutien de **1** projet d'équipement sportif d'intérêt régional, présenté en annexe **4**.

Il est également proposé de soutenir hors dispositif, compte-tenu de l'intérêt de cet équipement pour le territoire, **1** projet présenté en annexe **5** à la délibération, pour un montant d'affectation de **129 718,56 €**. Celui-ci consiste en la réhabilitation d'un centre d'entraînement à Noisy-le-Grand.

1.2 Modification des projets de la Commune de Versailles

Par délibération n° CP 2022- 410 du 10 novembre 2022 modifiée par délibération n° CP 2023-363 du 17 novembre 2023, la Région a accordé une subvention de **300 000 €** à la commune de Versailles pour la modernisation du stade de Versailles (fiche projet n°EX069365). Aucune avance ou acompte n'ont été versés. La commune ayant décidé d'abandonner la réalisation de ce projet, il est proposé le retrait et la désaffectation de la subvention.

A contrario, la commune souhaite être accompagnée à cette même hauteur pour son projet de construction de vestiaires féminins au stade Bernard de Jussieu. Il vous est proposé de soutenir ce projet, hors dispositif, compte-tenu de l'intérêt de l'équipement pour le territoire. Celui-ci vous est présenté en annexe **5** à la délibération, pour un montant d'affectation de **300 000 €**.

Enfin, la Commune a informé la Région d'une modification de son projet de rénovation des équipements du terrain d'honneur au stade de Porchefontaine. Le périmètre d'intervention a été recentré sur la construction d'un bâtiment composé de vestiaires, d'une salle de musculation et des espaces fonctionnels sur ce même site. Dès lors, il vous est proposé de voter une fiche projet modifiée pour le dossier n° EX079441, initialement voté par délibération n° CP2023-363 du 17 novembre 2023. Les dates de travaux, le descriptif du projet et le plan de subvention sont actualisés en conséquence, sans incidence sur le montant de subvention. La convention spécifique n'ayant pas encore été signée, elle prendra bien en compte les modifications apportées par la délibération. La fiche projet modifiée et la convention spécifique vous sont présentées en annexe **10** à la délibération.

2. Soutien à l'Institut de Santé Parasport Connecté - Hors dispositif

La Région a décidé de soutenir l'association ISPC Synergies dans son projet de création d'un « Institut de Santé Parasport Connecté ». Ce projet consiste à bâtir sur le site de Bécheville - Les Mureaux, un institut permettant de regrouper au sein du même site les activités de formation, de recherche, de rééducation et réadaptation, de détection, d'entraînement autour du parasport-santé.

Par délibération n° CP 2024-326 du 15 novembre 2024, la commission permanente a ainsi attribué, hors dispositif, à cette association une première subvention de 1 000 000 €.

En outre, cette association fait l'objet d'une fusion-absorption par la fondation reconnue d'utilité publique « INSTITUT PARASPORT ET SANTE (IPS) ».

Il vous est proposé d'accorder, pour ce projet, une seconde subvention d'un montant de **4 000 000 €** et d'adopter l'avenant n°1 permettant de transférer le montant total des subventions votées à la fondation INSTITUT PARASPORT ET SANTE (IPS).

La fiche projet rectificative (**EX088816**) et l'avenant N°1 à la convention vous sont présentés en annexe **11** à la présente délibération.

3. Plan régional piscines et patinoires

3.1. Affectations de subventions

Il est proposé d'affecter un montant de **1 480 000 €** d'autorisation de programme pour soutenir 3 projets relevant du dispositif « Plan régional piscines et patinoires », adopté par délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 modifiée.

La fiche projet vous est présentée en annexe **12** à la délibération.

3.2 Désaffectation partielle d'une subvention

Par délibération n° CP 2022-190 du 20 mai 2022, la Région a accordé une subvention de 119 375 € à la commune de Chatou pour la rénovation énergétique de la piscine Jean-François Henry (fiche projet n°EX062776). Un acompte d'un montant de 61 870,87 € a été versé le 04 juillet 2023. Les travaux ont été achevés au cours du 4ème trimestre 2022 pour un montant total de 269 032,48 € HT. Par courrier du 31 janvier 2025, la Ville a informé la Région que le montant des travaux était inférieur à celui indiqué dans la fiche projet, et qu'elle renonçait au versement du solde de subvention. Il vous est par conséquent proposé la désaffectation partielle de la subvention pour un montant de **57 504,13 €**.

4. Soutien à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs et parasportifs

Il est proposé d'affecter un montant de **110 040,35 €** d'autorisation de programme pour le soutien à **6** projets au titre du dispositif « Soutien à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs et parasportifs » adopté par délibération n° CP 2024-085 du 28 mars 2024 modifiée. Les fiches projets vous sont présentées en annexe **13** à la présente délibération.

Il vous est par ailleurs proposé d'affecter un montant de **959 558,16 €** d'autorisation de programme pour soutenir **3** projets d'acquisition de matériels sportifs hors dispositif et d'adopter les conventions afférentes présentées en annexe **14** à la présente délibération.

5. Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins des structures sportives

5.1 Affectations de subventions

Il est proposé d'affecter un montant de **133 000 €** d'autorisation de programme pour le soutien à **5** projets au titre du dispositif « Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins des structures sportives » adopté par délibération n° CP 2023-020 du 25 janvier 2023 modifiée. Les fiches projets vous sont présentées en annexe **15** à la présente délibération.

5.2 Retrait et désaffectation

Par délibération n° CP 2024-326 du 31 janvier 2024, la Région a accordé une subvention de 15 000 € à la ligue Île-de-France de Judo dans le cadre du dispositif « aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes ». Aucune avance ou acompte n'a été versé. Il est proposé le retrait et la désaffectation de la subvention accordée, le bénéficiaire s'orientant finalement vers l'acquisition d'un véhicule neuf électrique en lieu et place d'un véhicule d'occasion. Une nouvelle fiche projet (25004577) vous est présentée dans le présent rapport en annexe **15** à la délibération.

6. Partenariats avec des clubs sportifs

6.1 Protocoles partenariat

Il est proposé d'approuver les protocoles de partenariat respectivement avec le Paris Football Club, le RCF Rugby et le FC Versailles 78, qui sont présentés en annexes **6, 7 et 8** à la présente délibération.

6.2 Affectations

Il est proposé d'attribuer **5 200 000 €** en autorisations de programme pour soutenir les projets d'investissement de ces clubs sportifs professionnels et d'adopter les conventions associées aux protocoles de partenariat concernés. Les fiches projets, les conventions et les documents conformes aux dispositions de l'article R. 113-3 du Code du sport, vous sont présentées en annexes **6, 7 et 8** à la présente délibération.

L'attribution et le versement des présentes subventions au Racing Club de France Rugby et au Football Club de Versailles 78 sont subordonnés à la condition suspensive de l'obtention, par les bénéficiaires, de l'ensemble des droits réels nécessaires à la réalisation des projets de **réhabilitation du stade Yves du Manoir et de construction du nouveau stade à Saint-Germain-en-Laye** sur les emprises foncières concernées.

Cette condition sera réputée satisfaite dès que les bénéficiaires auront fourni à la Région une copie de l'acte authentique ou de tout document juridique probant attestant de la pleine et entière maîtrise foncière du site.

En l'absence de fourniture de ce document au plus tard le **31 mars 2027**, les présentes conventions seront considérées comme caduques et les attributions des subventions seront annulées de plein droit, sans indemnité de part et d'autre.

6.3 Mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens »

Par délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée, la Région a adopté la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Par mesure de simplification, il vous est proposé de définir annuellement le nombre d'offres de stages à publier pour chaque club professionnel, ceci valant pour l'ensemble des aides régionales accordées au titre de l'année. Une liste vous est présentée en annexe **9** à la présente délibération

pour l'année 2026.

7. Transfert d'autorisations de programme

Il vous est proposé d'abonder l'action 13200305 « Equipements sportifs de proximité », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », sous-fonction 32 « Sports (autres que scolaires) » du chapitre 933 « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » :

- d'un montant de 300 000 € disponible sur le budget 2025 à partir de l'action 13400303 « Maison des Outre-mer », programme HP348-003 « Projets de territoires Jeunesse et Développement social », Code fonctionnel 348 « Autres », Sous-fonction 34 « Vie sociale et citoyenne » du chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » ;
- d'un montant de 302 791,15 € disponible sur le budget 2025 à partir de l'action 13300102 « Accessibilité des Îles de loisirs aux personnes en situation de handicap », programme HP 338-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes », sous-fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et loisirs » du chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » ;
- d'un montant de 1 057 537,77 € disponible sur le budget 2025 à partir de l'action 13900103 « Sécurisation des îles de loisirs », programme HP 39-001 (139001) « sécurité dans les propriétés régionales », code fonctionnel 39 « Sécurité » du chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs ».
- d'un montant de 3 894 118,76 € disponible sur le budget 2025 à partir de l'action 13200501 « Participation de la Région au financement des JOP 2024 », programme HP 325-005, code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », sous-fonction 32 « Sports (autres que scolaires) » du chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs ».

Il vous est proposé d'abonder l'action 13200301 « Équipements sportifs de niveau régional », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », sous-fonction 32 « Sports (autres que scolaires) » du chapitre 933 « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » :

- d'un montant de 2 326 596,16 € disponible sur le budget 2025 à partir de l'action 13200501 « Participation de la Région au financement des JOP 2024 », programme HP 325-005, code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », sous-fonction 32 « Sports (autres que scolaires) » du chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » ;
- d'un montant de 618 000 € disponible sur le budget 2025 à partir de l'action « Plan piscines » (13200101), programme HP 323-001 « Piscines », code fonctionnel 323 « Piscines », sous-fonction 32 « Sports (autres que scolaires) » du chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs ».

Il vous est enfin proposé d'abonder l'action 13200302 « Achat d'équipements en faveur du handisport », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », sous-fonction 32 « Sports (autres que scolaires) » du chapitre 933 « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » d'un montant de 979 785,08 € disponible sur le budget 2025 à partir de l'action 13200501 « Participation de la Région au financement des JOP 2024 », programme HP 325-005, code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », sous-fonction 32 « Sports (autres que scolaires) » du chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs ».

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - INVESTISSEMENT 5ÈME RAPPORT POUR 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du sport ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 modifiée portant les nouvelles ambitions pour le sport en Île-de-France - Première partie ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-471 du 17 octobre 2018 relative à la politique régionale du sport en Ile de France – Investissement – 6ème rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant sur les délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CP 2022-190 du 20 mai 2022 portant sur la politique régionale du sport en Île-de-France - investissement - 3^{ème} rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022- 410 du 10 novembre 2022 portant sur la politique régionale du sport en Île-de-France - investissement – 6^{me} rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-020 du 25 janvier 2023 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France - investissement - 1^{er} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-363 du 17 novembre 2023 portant sur la politique régionale du sport en Île-de-France - investissement – 6^{me} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2024-085 du 28 mars 2024 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France / affirmer le principe de laïcité, les valeurs de la République et prévenir la radicalisation - Révision des règlements d'intervention ;

VU la délibération n° CP 2024-151 du 30 mai 2024 portant sur la politique régionale du sport en Île-de- France - fonctionnement et investissement - 3^{ème} rapport pour 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-326 du 15 novembre 2024 portant sur la politique régionale du sport en Île-de-France - investissement - 5^{ème} rapport pour 2024 ;

VU la délibération n° CP 2025-007 du 30 janvier 2025 portant sur la politique régionale du sport en Île- de-France - fonctionnement et investissement – 1^{er} rapport pour 2025 ;

VU la délibération la n° CP 2025-082 du 27 mars 2025 portant sur la politique régionale du sport en Île-de-France - investissement – 2^{ème} rapport pour 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-131 du 19 juin 2025 relative à Oriane – Jeunesse et Promesse Républicaine – 3^{ème} rapport pour 2025 ;

VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-317 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien régional à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexes **1 à 4** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **7 283 413,72 €**.

Subordonne le versement des autres subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2024-085 du 28 mars 2024 modifiée par la CP2025-131 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **6 857 440,12 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200305 « Équipements sportifs de proximité » du budget 2025.

Affecte une autorisation de programme de **425 973,60 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200301 « Équipements sportifs de niveau régional » du budget 2025.

Article 2 : Soutien à un projet d'équipements – hors dispositif

Décide d'attribuer la subvention d'un montant maximum prévisionnel de **129 718,56 €** pour le financement d'un projet détaillé dans la fiche projet en annexe **5** à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention spécifique détaillée en annexe **5** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **129 718,56 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200301 « Équipements sportifs de niveau régional » du budget 2025.

Article 3 : Soutien au club professionnel - Paris Football Club

Décide d'approuver le protocole de partenariat de la Région Île-de-France avec le Paris Football Club tel qu'il figure en annexe **6** de la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide d'attribuer une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 700 000 €** à sa filiale, Paris Football Club Services, pour le financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe **6** à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention spécifique, conformément au protocole de partenariat type approuvé par délibération n° CP 2025-317 du 20 novembre 2025, détaillé en annexe **6** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 700 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200301 « Équipements sportifs de niveau régional » du budget 2025.

Les documents prévus par l'article R. 113-3 du Code du sport sont annexés à la présente délibération.

Article 4 : Soutien au club professionnel – Racing Club de France Rugby

Décide d'approuver le protocole de partenariat de la Région Île-de-France respectivement avec le Racing Club de France Rugby tel qu'il figure en annexe **7** de la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide d'attribuer cette subvention d'un montant maximum prévisionnel de **2 300 000 €** pour le financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe **7** à la présente délibération.

Subordonne l'attribution de la subvention relative au projet N° **EX097822** à l'obtention de droits réels sur le foncier avant le 31/03/2027 et à la signature, par le bénéficiaire, d'une convention détaillée en annexe **7** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention spécifique, conformément au protocole de partenariat type approuvé par délibération n° CP 2025-317 du 20 novembre 2025, détaillé en annexe **7** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 300 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements

sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200301 « Équipements sportifs de niveau régional » du budget 2025.

Les documents prévus par l'article R. 113-3 du Code du sport sont annexés à la présente délibération.

Article 5 : Soutien au Football Club de Versailles 78

Décide d'approuver les protocoles de partenariat de la Région Île-de-France respectivement avec le Football Club de Versailles 78 tel qu'il figure en annexe **8** de la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide d'attribuer de cette subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 200 000 €** pour le financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe **8** à la présente délibération.

Approuve les documents conformes aux dispositions prévues par l'article R. 113-3 du Code du sport.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention spécifique, conformément au protocole de partenariat type approuvé par délibération n° CP 2025-317 du 20 novembre 2025, détaillé en annexe **8** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 200 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200301 « Équipements sportifs de niveau régional » du budget 2025.

Les documents prévus par l'article R. 113-3 du Code du sport sont annexés à la présente délibération.

Article 6 : Mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens »

Par délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée, la Région a adopté la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Par mesure de simplification, il vous est proposé de définir annuellement le nombre d'offres de stages à publier pour chaque club professionnel, ceci valant pour l'ensemble des aides régionales accordées au titre de l'année. Une liste vous est présentée en annexe **9** à la présente délibération.

Article 7 : Soutien à la rénovation d'équipements sportifs de la commune de Versailles

Décide de retirer la subvention n° **EX069365** à la ville de Versailles, votée par délibération n° CP 2022-410 du 10 novembre 2022, dont la fiche projet a été modifiée, sans incidence financière par délibération n° CP 2023-363 du 17 novembre 2023.

Désaffecte en conséquence l'autorisation de programme correspondante d'un montant de 300 000 € disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 «

Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200305 « Équipements sportifs de proximité » du budget régional 2022.

Décide d'approuver la fiche projet modifiée n° **EX079441** en faveur de la commune de Versailles, telle qu'elle figure en annexe **10** à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention spécifique présentée en annexe **10** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Décide d'attribuer une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **300 000 €** pour le financement d'un projet détaillé dans la fiche projet, présentée en annexe **5** à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention spécifique présentée en annexe **5** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **300 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200305 « Équipements sportifs de proximité » du budget 2025.

Article 8 : Désaffectation partielle d'autorisation de programme n°EX062776 attribuée à la ville de Chatou (78)

Désaffecte partiellement l'autorisation de programme correspondante au dossier EX062776, votée par délibération n° CP 2022-190 du 20 mai 2022, pour un montant de **57 504,13 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 323 « Piscines », au titre du programme HP 323-001 « Piscines », action « Plan piscines » (13200101) du budget 2025.

Article 9 : Soutien à l'Institut Parasport et Santé - Hors dispositif

Décide d'approuver la fiche projet modifiée n°EX088816 en faveur de la fondation INSTITUT PARASPORT ET SANTE (I.P.S.), telle qu'elle figure en annexe **10** à la présente délibération.

Décide d'attribuer une subvention complémentaire d'un montant maximum prévisionnel de **4 000 000 €** pour le financement du projet détaillé dans la fiche projet modifiée, présenté en annexe **11** à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant n°1 à la convention n°EX088816, tel qu'il figure en annexe **11** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme de **4 000 000 €**, disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200301 « Équipements sportifs de niveau régional » du budget 2025.

Article 10 : Plan régional piscines et patinoires

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional piscines et patinoires » au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe **12** à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 480 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2024-151 du 30 mai 2024 modifiée par la CP2025-131 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 480 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 323 « Piscines », au titre du programme HP 323-001 « Piscines », action « Plan piscines » (13200101) du budget 2025.

Article 11 : Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs et parasportifs

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs et parasportifs » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe **13** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **110 040,35 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2024-151 du 30 mai 2024 modifiée par la CP2025-131 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **110 040,35 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200302 « Achat d'équipements en faveur du handisport » du budget 2025.

Article 12 : Soutien à des projets matériels (hors dispositif)

Décide d'attribuer la subvention d'un montant maximum prévisionnel de **959 558,16 €** pour le financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe **14** à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions spécifiques détaillées en annexe **14** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **959 558,16 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200302 « Achat d'équipements en faveur du handisport » du budget 2025.

Article 13 : Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins des structures sportives

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins des structures sportives » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe **15** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **133 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à

la convention type adoptée par délibération n° CP 2024-151 du 30 mai 2024 modifiée par la CP2025-131 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **133 000 €** disponible sur le chapitre 903« Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200305 « Équipements sportifs de proximité » du budget 2025.

Décide de retirer la subvention n°EX080072 attribuée par délibération n° CP 2024-326 du 15 novembre 2024 à la ligue Île-de-France de Judo dans le cadre du dispositif « Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes ».

Désaffecte en conséquence une autorisation de programme de **15 000 €** disponible sur le chapitre 903 'Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs ', code fonctionnel 325 ' Autres équipements sportifs ou de loisirs ', programme HP 325-003 ' Equipements sportifs d'intérêt régional ', action 13200305 ' Équipements sportifs de proximité ' du budget 2025.

Article 14 : Règlement budgétaire et financier

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexes à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches projets équipements sportifs de proximité

DOSSIER N° EX097340 - COMMUNE DE LA FORET-LE-ROI (91) : Création d'un city stade

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 103 126,00 € HT | 50,00 % | 51 563,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 51 563,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA FORET LE ROI
Adresse administrative : 2 ROUTE D'ETAMPES
91410 LA FORET LE ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Ange GANGNEBIEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city stade

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 1 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de la Forêt-le-Roi souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer aux pratiquants une activité sportive autonome.

Description :

La commune de La Forêt-le-Roi, commune de moins de deux mille habitants, s'engage activement dans le développement d'une offre sportive de proximité, accessible et inclusive. A cet effet, elle souhaite créer un city stade sur une parcelle inutilisée du stade communal de la Tourelle.

Ce nouvel équipement répond à un double objectif : favoriser la pratique sportive pour tous et valoriser un espace existant sans empiéter sur les zones résidentielles. Le projet présente une infrastructure moderne et ouverte aux enfants, adolescents, adultes et personnes en situation de handicap, dans un cadre sécurisé.

Le projet prévoit des travaux d'aménagement complets. Le terrassement et la mise en forme d'une plateforme de 452 m² seront réalisés avec la pose d'un fond de forme en grave compactée, bordures périphériques et longrine béton pour accueillir le gazon synthétique. Une allée d'accès de 70 m² sera également aménagée, facilitant l'accessibilité à l'équipement grâce à un revêtement en stabilisé et un encadrement en bordures P1.

Le terrain sera équipé d'un module multisports comprenant des installations adaptées pour le football, le basket et le handball. Le sol en gazon synthétique avec sablage et marquage de lignes sportives, assurera confort et résistance.

Cet équipement profitera à un large public et permettra notamment aux enfants de l'école maternelle de réaliser leurs séances d'éducation physique dans des conditions optimales. Les autres écoles du regroupement pédagogique intercommunal y auront également accès. En dehors de ces pratiques encadrées, le terrain restera accessible librement à tous les habitants pour une pratique sportive autonome.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », la commune bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à la publication d'une ou plusieurs offre(s) de stage ou de contrat d'apprentissage en raison du nombre d'habitants inférieur à 2 000 administrés.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 103 126 €

Montant HT des travaux éligibles : 103 126 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 51 563 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LA FORET-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 103 126,00 | 100,00% |
| Total | 103 126,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres | 20 625,00 | 20,00% |
| Subvention Région (proposée) | 51 563,00 | 50,00% |
| Agence Nationale pour le Sport | 30 938,00 | 30,00% |
| Total | 103 126,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097364 - MAULE (78) : Réhabilitation du complexe du Radet

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 43 539,00 € HT | 50,00 % | 21 769,50 € |
| Montant total de la subvention | | | 21 769,50 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAULE

Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
78580 MAULE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur OLIVIER LEPRETRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réhabilitation du complexe du Radet

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 28 février 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Maule se distingue par un tissu associatif dense, une vie scolaire dynamique avec deux groupes scolaires, un collège et un lycée professionnel, ainsi qu'une offre sportive diversifiée.

Le complexe du Radet, situé à proximité immédiate du collège de la Mauldre, regroupe plusieurs équipements : terrains de football, tennis, gymnases et un terrain multisports extérieur, seul espace en libre accès de cette envergure. Fort d'une fréquentation importante et du rôle structurant qu'il joue dans la pratique sportive libre, la commune a engagé une réflexion globale sur sa réhabilitation. L'enjeu est double : préserver un site largement fréquenté en le sécurisant et prolonger sa durée d'usage en y intégrant les attentes des pratiquants.

L'état actuel du terrain révèle de nombreuses dégradations : un revêtement en fin de vie, fissuré, irrégulier, présentant des risques de chute, mais aussi une usure avancée du matériel et la quasi-disparition des tracés au sol (basket, handball, pistes de saut).

La concertation menée avec les enseignants d'EPS du collège de la Mauldre a confirmé ces constats et apporté des recommandations concrètes : maintenir les équipements principaux, supprimer les éléments dangereux (fosses et plots béton superflus) et réhabiliter le revêtement dans sa totalité. Ces échanges,

complétés par les retours des associations et des habitants, ont mis en évidence la nécessité d'une réhabilitation respectueuse de l'usage existant.

Ainsi le projet de rénovation prévoit une remise à neuf complète de l'aire de jeu sur une surface d'environ 1 200 m². Les travaux incluent la mise en œuvre d'une base en grave et la pose d'un enrobé neuf (0/6 noir) garantissant praticabilité et robustesse. Le traçage comprendra quatre terrains de basket 3x3 aux normes actuelles FIBA, un terrain de handball et six pistes de saut en longueur.

Le terrain multisports de Maule constitue un maillon essentiel dans la politique sportive et éducative de la ville. Il est utilisé quotidiennement par les élèves du collège de la Mauldre dans le cadre des cours d'EPS, les jeunes en période extrascolaire, les familles et les associations locales.

Sa rénovation bénéficiera également à l'ensemble des pratiquants en accès libre tout en améliorant la sécurité, le confort d'usage et la qualité des pratiques sportives.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 103 149 €

Montant HT des travaux éligibles : 43 539 € (sont exclus les frais liés à la reprise et démolition de 59 610 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 21 769,50 €

Le montant de la subvention représente 50% du montant HT de la base subventionnable, soit 21,10% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MAULE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 103 149,00 | 100,00% |
| Total | 103 149,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 81 379,50 | 78,90% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 21 769,50 | 21,10% |
| Total | 103 149,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097410 - COMMUNE D'EAUBONNE (95) : Rénovation de l'éclairage du stade Émile Wildermuth

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 45 939,00 € HT | 20,00 % | 9 187,80 € |
| | Montant total de la subvention | | 9 187,80 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EAUBONNE

Adresse administrative : 1 RUE D'ENGHIEN BP 50020
95601 EAUBONNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame MARIE-JOSE BEAULANDE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de l'éclairage du stade Émile Wildermuth

Dates prévisionnelles : 21 octobre 2024 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune d'Eaubonne souhaite finaliser cette opération pour le compte de la saison sportive 2024/2025 afin de proposer de nouveaux créneaux aux pratiquants.

Description :

Dans une démarche de modernisation des infrastructures sportives et de réduction de la consommation énergétique, la commune d'Eaubonne souhaite rénover l'éclairage du stade Émile Wildermuth.

Cet équipement, essentiel pour la pratique sportive locale, dispose actuellement d'un système d'éclairage vieillissant, énergivore et de moins en moins adapté aux besoins des pratiquants. La commune a mené une étude préalable afin d'identifier une solution performante et éco-responsable, garantissant un éclairage optimal tout en réduisant les coûts énergétiques. Le choix s'est porté sur un éclairage LED permettant d'améliorer à la fois la visibilité et le confort des pratiquants, tout en répondant aux normes actuelles pour les compétitions.

Les travaux consistent à remplacer les installations actuelles par des projecteurs LED de dernière génération. Ces nouveaux dispositifs offrent une intensité lumineuse homogène, évitant les zones d'ombre et garantissant une visibilité optimale sur l'ensemble du terrain. En plus de leur faible consommation énergétique, ces projecteurs sont conçus pour limiter la pollution lumineuse, améliorant ainsi l'expérience des joueurs et des spectateurs tout en respectant l'environnement. Cette modernisation

permet également de maintenir l'homologation du stade au niveau 5 (T5) pour la pratique du football ainsi que la certification E6 pour l'éclairage, critères essentiels pour l'accueil des compétitions et l'utilisation en soirée.

Ce projet bénéficiant directement à un large public, les établissements scolaires de la commune et notamment le collège André Chénier, le lycée Louis Armand et les écoles élémentaires, profiteront d'un éclairage adapté. Le CSME Football permet à environ 20 joueuses, réparties dans différentes tranches d'âge, de participer aux entraînements mixtes et, pour les plus jeunes, aux rencontres de championnat. Les associations sportives locales verront également leurs conditions d'entraînement et de compétition améliorées, notamment l'AS Lycée Athlétisme, le CSME Athlétisme et EFCVO, le VMT Triathlon, le CSME Football ainsi que la Ligue d'Île-de-France d'athlétisme espoir.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif :

Montant HT des travaux : 48 915 €

Montant HT des travaux éligibles : 45 939 € (sont exclus les frais liés à la dépose de 2 976 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 9 187,80 €

Le montant de la subvention proposée représente 20% du montant HT de la base subventionnable, soit 18,78% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 48 915,00 | 100,00% |
| Total | 48 915,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres de la Commune | 10 378,20 | 21,22% |
| Subvention Région Ile-de-France (proposée) | 9 187,80 | 18,78% |
| Subvention Département (sollicitée) | 12 228,75 | 25,00% |
| Participation Ligue ou Fédération | 17 120,25 | 35,00% |
| Total | 48 915,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097432 - COMMUNE DE NEMOURS (77) : Réhabilitation du city stade et création d'un terrain de basket 3x3

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 65 451,50 € HT | 50,00 % | 32 725,75 € |
| Montant total de la subvention | | | 32 725,75 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEMOURS

Adresse administrative : 39 RUE DU DOCTEUR CHOPY
77140 NEMOURS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame VALERIE LACROUTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du city stade et création d'un terrain de basket 3x3

Dates prévisionnelles : 1 avril 2025 - 30 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Nemours souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer de nouvelles activités sportives en libre accès.

Description :

La commune de Nemours souhaite moderniser ses infrastructures sportives, en particulier dans le quartier du Mont Saint Martin, identifié comme secteur prioritaire où l'accès au sport et aux loisirs constitue un levier essentiel pour le bien-être et l'intégration des habitants.

L'actuel city stade, créé il y a plus de trente ans, ne répond plus ni aux impératifs de sécurité, ni aux besoins des usagers : ses structures sont vétustes, son sol endommagé et ses équipements dépassés. Sa réhabilitation est devenue une nécessité pour garantir un espace sécurisé, attractif et inclusif.

Ce projet s'inscrit également dans une volonté d'encourager la pratique sportive féminine. Ainsi la commune souhaite soutenir des initiatives locales comme le programme Ladies Football Club, qui vise à promouvoir la pratique du football auprès des jeunes filles et des femmes, dans un environnement valorisant et adapté.

Ce programme met en avant l'égalité d'accès au sport, la confiance en soi et la convivialité à travers des ateliers, des séances d'entraînement encadrées et des événements ouverts à toutes. Le futur équipement constituera un support idéal pour ces actions, en offrant un terrain de qualité, sécurisé et accessible.

En renforçant le maillage des infrastructures de proximité, la commune entend favoriser la mixité sociale, l'inclusion des publics éloignés de la pratique sportive et la création de nouvelles dynamiques locales autour du sport et de la citoyenneté.

Ainsi les travaux consistent à démolir le city stade existant et à construire un nouvel équipement moderne, conforme aux normes fédérales. Le cœur de l'aménagement sera un terrain multisport de dimensions réglementaires (environ 24 x 12 m), recouvert d'un gazon synthétique fibrillé de dernière génération, avec remplissage en sable stabilisé pour garantir durabilité, confort de jeu et entretien réduit. Les marquages au sol seront réalisés par incrustation afin de permettre la pratique de plusieurs disciplines : football, handball et volley-ball.

Un terrain de basket 3x3 sera également intégré, doté d'un sol en enrobé sportif avec finition en peinture spécifique homologuée par la Fédération Française de Basket-Ball (FFBB). Cette finition assure une excellente adhérence, une lisibilité durable des tracés et des conditions de jeu optimales.

Les clôtures périphériques seront composées de panneaux en acier galvanisé plastifié, d'une hauteur de 4 m, assurant sécurité et résistance aux chocs. Les portillons d'accès seront équipés de fermetures sécurisées pour garantir la protection du site. Les buts multisports et paniers de basket seront en acier renforcé avec filets anti-vandalisme.

Enfin, l'aménagement inclura un traitement des sols périphériques avec enrobé ou stabilisé, ainsi qu'un éclairage LED basse consommation, favorisant l'usage du site en fin de journée dans des conditions sécurisées.

Ce nouvel espace sportif sera en accès libre et pensé pour répondre à des besoins variés : pratique encadrée par les associations, usage scolaire, et loisirs spontanés des habitants. Il offrira un cadre moderne, inclusif et durable, contribuant au dynamisme du quartier.

L'intégration du programme Ladies Football Club dans ce nouvel équipement favorisera une appropriation par les jeunes filles et constituera un levier puissant pour l'égalité dans les pratiques sportives.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Acquisition ou création ou réhabilitation d'équipements spécifiques extérieurs dédiés à la pratique du basket-ball 3x3, 5x5 et réhabilitation d'un équipement en accès libre

Montant HT des travaux : 82 370,67 €

Montant HT des dépenses éligibles : 65 451,50 € (sont exclus les frais liés aux abords, études, jeux récréatifs d'un montant de 16 919,17€)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 32 725,75 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable, soit 39,73% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 1 840,00 | 2,23% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 74 372,00 | 90,29% |
| Autres dépenses (préciser) | 6 159,00 | 7,48% |
| Total | 82 371,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 20 515,25 | 24,91% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 32 725,75 | 39,73% |
| Dotation Politique de la Ville | 25 200,00 | 30,59% |
| Département | 2 430,00 | 2,95% |
| MSA | 1 500,00 | 1,82% |
| Total | 82 371,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097435 - COMMUNE DE VIGNEUX-SUR-SEINE 78 : Réhabilitation de deux courts de tennis extérieurs

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 88 600,00 € HT | 15,00 % | 13 290,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 13 290,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIGNEUX SUR SEINE

Adresse administrative : 75 RUE PIERRE MARIN
91270 VIGNEUX SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Thomas CHAZAL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réhabilitation de deux courts de tennis extérieurs

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Vigneux-sur-Seine souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer de nouvelles activités sportives urbaines.

Description :

La commune de Vigneux-sur-Seine dispose d'un large éventail d'équipements sportifs multisports au sein du complexe Georges Brassens, incluant également deux courts de tennis en résine. Ce complexe accueille diverses disciplines comme le football, le judo, l'athlétisme et le rugby.

Afin de renforcer son offre sportive et répondre aux attentes des habitants et des associations, la commune a décidé de réhabiliter les deux courts de tennis extérieurs Françoise Leluc. Ces infrastructures, qui n'ont pas bénéficié de travaux majeurs depuis plus de 15 ans, sont actuellement fermées en raison de leur état de vétusté, rendant la pratique du tennis dangereuse pour les pratiquants.

Les travaux débiteront par la mise en place d'un géotextile sur un fond compacté, suivie d'une nouvelle structure composée de plusieurs couches d'enrobés bitumeux. Un revêtement en résine bicolore sera ensuite appliqué reprenant les coloris actuels (ocre à l'intérieur et vert clair en extérieur) et les tracés FFT seront réalisés. L'ensemble du mobilier sportif, comprenant poteaux, filets, chaises d'arbitre, sera renouvelé pour garantir une infrastructure fonctionnelle. Enfin, une clôture grillagée de 3 mètres de

hauteur sera installée et deux portillons d'accès seront aménagés.

Cette réhabilitation bénéficiera directement aux associations sportives locales, dont le Club Olympique Vigneux Tennis qui compte 134 adhérents dont 57 pratiquantes, ainsi qu'aux habitants en accès libre, en leur offrant des installations adaptées à la pratique en loisir et en compétition.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 98 450 €

Montant HT des travaux éligibles : 88 600 € (sont exclus les frais liés à la dépose et aux installations de chantier de 9 850 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15 %

Montant de la subvention proposée : 13 290 €

Le montant de la subvention proposée représente 15% du montant HT de la base subventionnable, soit 13,50% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VIGNEUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 98 450,00 | 100,00% |
| Total | 98 450,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 85 160,00 | 86,50% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 13 290,00 | 13,50% |
| Total | 98 450,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097446 - COMMUNE D'ARBONNE-LA-FORET (77) : Création d'un espace escalade et d'agrès sportifs

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 37 900,00 € HT | 50,00 % | 18 950,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 18 950,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARBONNE LA FORET
Adresse administrative : 58 RUE DE LA MAIRIE
77630 ARBONNE LA FORET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur ANTHONY VAUTIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un espace escalade et d'agrès sportifs

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune d'Arbonne-la-Forêt souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer de nouvelles activités en accès libre aux pratiquants.

Description :

La commune d'Arbonne-la-Forêt souhaite enrichir son offre sportive en installant un rocher d'escalade et plusieurs équipements destinés à favoriser la pratique d'activités physiques pour tous les âges.

Ce projet s'inscrit dans une volonté d'accessibilité et de dynamisation du sport au sein de la commune, en complément des infrastructures existantes. En rendant ces équipements disponibles aux établissements scolaires et aux activités périscolaires, la commune ambitionne de sensibiliser les jeunes à la pratique sportive tout en encourageant les familles et les adultes.

L'objectif est aussi de renforcer la collaboration avec les associations locales, notamment celles dédiées à l'escalade, afin d'intégrer ces nouvelles installations dans une démarche de promotion du sport en plein air. L'accès libre tout au long de l'année garantira une utilisation large et inclusive, permettant à chacun de découvrir et pratiquer différentes disciplines.

Le projet comprend l'installation d'un rocher d'escalade équipé de 67 prises, conçu pour offrir une

expérience adaptée aux pratiquants. Pour garantir la sécurité et la durabilité de l'équipement, une dalle de réception en concassé avec bordures sera réalisée. En complément, quatre agrès destinés à l'équilibre et à la motricité (corde, étriers, échelle perroquet et passage du vide) seront installés et fixés sur un sol en herbe. Trois agrès de fitness intergénérationnels viendront enrichir l'espace afin de favoriser la remise en forme et l'activité physique pour tous les publics. La mise en place des équipements comprendra des travaux de scellement, l'aménagement de plots en béton et l'ajout de gazon de protection pour garantir le confort et la sécurité des usagers. L'ensemble du dispositif vise à offrir une aire d'activité complète et modulable, adaptée aux besoins des différentes tranches d'âge et aux pratiques variées.

Ces installations bénéficieront à un large public allant des jeunes enfants pour les agrès adaptés à la petite enfance, aux adolescents et adultes pratiquant l'escalade ou souhaitant s'initier à cette discipline. Les écoles maternelles et élémentaires pourront y accéder pendant le temps scolaire et les activités périscolaires, offrant aux élèves un cadre ludique et sportif pour développer leur motricité et leur équilibre. En favorisant l'initiation à l'escalade et à d'autres activités physiques, cette installation vise à encourager une pratique régulière et à renforcer le développement sportif et social au sein de la commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », la commune bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à la publication d'une ou plusieurs offre(s) de stage ou de contrat d'apprentissage en raison du nombre d'habitants inférieur à 2 000 administrés.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 37 900 €

Montant HT des travaux éligibles : 37 900 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50 %

Montant de la subvention proposée : 18 950 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ARBONNE-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 26 900,00 | 70,98% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 11 000,00 | 29,02% |
| Total | 37 900,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 7 580,00 | 20,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 18 950,00 | 50,00% |
| Agence Nationale du Sport | 11 370,00 | 30,00% |
| Total | 37 900,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097477 - COMMUNE DE CONCHES-SUR-GONDOIRE (77) : Rénovation de l'éclairage du terrain de tennis municipal

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 28 796,70 € HT | 20,00 % | 5 759,34 € |
| Montant total de la subvention | | | 5 759,34 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CONCHES SUR GONDOIRE

Adresse administrative : 6 PLACE DE L'EGLISE
77600 CONCHES SUR GONDOIRE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame MARTINE DAGUERRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de l'éclairage du terrain de tennis municipal

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2024 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Conches-sur-Gondore souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2024 afin de proposer de nouveaux créneaux pour la pratique du tennis aux pratiquants.

Description :

La commune de Conches-sur-Gondore s'engage dans une dynamique de modernisation de ses infrastructures sportives, en intégrant pleinement les enjeux liés à la transition énergétique. Le pôle tennis, situé au cœur de la commune, est un espace de pratique très fréquenté par les clubs, les scolaires et les habitants. Toutefois, les installations existantes, et notamment l'éclairage des courts, sont devenues obsolètes et consommatrices d'énergie. La commune souhaite donc transformer ce site en un complexe sportif plus moderne, accessible et respectueux de l'environnement.

Ce projet s'inscrit dans une politique globale visant à optimiser les équipements communaux et à renforcer leur attractivité. L'objectif est de concilier développement de l'offre sportive et réduction de l'empreinte carbone. La rénovation de l'éclairage des terrains de tennis, combinée à une meilleure accessibilité et sécurité, permettra de diversifier les usages.

Les travaux concernent la modernisation de l'éclairage d'un terrain de tennis par la mise en place d'un

système LED de dernière génération. Les anciens projecteurs seront remplacés par des projecteurs LED de 118 W (4000K) d'une durée de vie de près de 80 000 heures. Cette nouvelle installation permettra d'assurer une meilleure qualité d'éclairage tout en réduisant considérablement la consommation électrique.

Le système sera modulable sur trois niveaux d'intensité afin d'adapter la luminosité aux besoins réels des pratiquants et d'optimiser les dépenses énergétiques. Les travaux électriques comprendront le tirage et le raccordement des câbles, l'installation des boîtes de dérivation et des connecteurs garantissant le bon fonctionnement et la sécurité du dispositif.

Les bénéficiaires directs de cette rénovation sont d'abord les clubs de tennis locaux, qui disposeront d'un terrain modernisé et mieux adapté à l'organisation d'entraînements et de compétitions en soirée. Les établissements scolaires profiteront également d'un site amélioré pour leurs cours d'éducation physique et sportive. Enfin, les habitants de la commune auront accès à un terrain mieux éclairé, favorisant la pratique libre.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif

Montant HT des travaux : 32 396,70 €

Montant HT des travaux éligibles : 28 796,70 € (sont exclus les frais liés à la dépose de 3 600 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 5 759,34 €

Le montant de la subvention proposée représente 20% du montant HT de la base subventionnable, soit 17,78% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- CONCHES-SUR-GONDOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 32 396,00 | 100,00% |
| Total | 32 396,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres de la Commune | 26 636,66 | 82,22% |
| Subvention Région Ile-de-France (proposée) | 5 759,34 | 17,78% |
| Total | 32 396,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097500 - COMMUNE FONTAINE-LE-PORT (77) : Rénovation de l'éclairage du gymnase communal

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 24 048,20 € HT | 20,00 % | 4 809,64 € |
| Montant total de la subvention | | | 4 809,64 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTAINE LE PORT

Adresse administrative : 3 RUE DU GENERAL ROUX
77590 FONTAINE LE PORT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Béatrice MOTHRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de l'éclairage du gymnase communal

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2024 - 30 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Fontaine-le-Port souhaite finaliser cette opération avant la fin de la saison sportive 2024/2025 afin de permettre de nouveaux créneaux pour les pratiquants.

Description :

Le gymnase communal de Fontaine-le-Port est un équipement sportif central pour la vie associative et scolaire de la commune. Il est occupé quotidiennement par de nombreuses disciplines : tennis de table, tennis, basket-ball, badminton, tir à l'arc, boxe thaï, mais aussi par des activités scolaires. Trois fois par semaine, les élèves du groupe scolaire viennent y pratiquer l'éducation physique dans le cadre de créneaux réservés. Ce lieu accueille ainsi aussi bien l'initiation, les entraînements réguliers que les compétitions.

Cependant, l'éclairage intérieur est fortement dégradé : deux tiers des tubes fluorescents sont aujourd'hui hors d'usage, ce qui réduit sensiblement la visibilité, impacte la qualité des entraînements et compromet la sécurité des pratiquants. Dans ce contexte, la modernisation de l'éclairage s'impose pour garantir des conditions d'utilisation optimales, améliorer le confort visuel et réduire la consommation énergétique.

Les travaux consistent au remplacement intégral des tubes fluorescents existants par un système LED moderne. Les anciens luminaires, énergivores et en grande partie défectueux, seront déposés. Ils seront remplacés par des luminaires LED haute performance, offrant une intensité lumineuse adaptée à la pratique sportive en intérieur.

Les nouveaux dispositifs permettront une meilleure homogénéité de l'éclairage sur l'ensemble du plateau sportif, réduisant les zones d'ombre et augmentant la sécurité des joueurs. La durée de vie des LED, estimée à près de 50 000 heures, garantira également une réduction des coûts de maintenance, tout en limitant les interventions techniques futures.

Les travaux incluront le retrait et la mise en décharge des anciens équipements, l'installation de luminaires LED conformes aux normes sportives en vigueur, ainsi que le tirage et le raccordement des câbles électriques nécessaires. Un simulateur lumineux a déjà été réalisé en amont pour s'assurer de la conformité de la solution proposée avec les besoins réels du gymnase. Grâce à cette modernisation, la consommation énergétique sera fortement réduite, contribuant à une maîtrise des dépenses de la commune.

Les bénéficiaires de cette rénovation sont l'ensemble des associations sportives locales qui utilisent quotidiennement le gymnase pour leurs entraînements et compétitions, qu'il s'agisse du badminton, du tennis de table, du basket, du tir à l'arc ou encore de la boxe thaï. Les scolaires profiteront également de conditions plus sûres et plus confortables lors de leurs séances hebdomadaires d'éducation physique.

Au-delà des clubs et des élèves, cette modernisation bénéficie également aux partenaires institutionnels tels que le SDIS et la gendarmerie, qui utilisent ponctuellement l'équipement. En améliorant la qualité de l'éclairage et en réduisant les risques liés à la vétusté des installations, la commune renforce la sécurité et le confort de pratique pour tous.

Ce projet s'inscrit enfin dans une logique de transition énergétique, en réduisant durablement la consommation électrique et l'empreinte carbone de l'équipement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », la commune bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à la publication d'une ou plusieurs offre(s) de stage ou de contrat d'apprentissage en raison du nombre d'habitants inférieur à 2 000 administrés.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif

Montant HT des travaux : 24 048,20 €

Montant HT des travaux éligibles : 24 048,20 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention appliquée : 4 809,64 €

Le montant de la subvention proposée représente 20% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- FONTAINE-LE-PORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 24 048,84 | 100,00% |
| Total | 24 048,84 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 19 239,20 | 80,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 4 809,64 | 20,00% |
| Total | 24 048,84 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097507 - COMMUNE DE LA FRETTE-SUR-SEINE (95) : Création de deux terrains de padel

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 232 319,21 € HT | 15,00 % | 34 847,88 € |
| Montant total de la subvention | | | 34 847,88 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA FRETTE-SUR-SEINE

Adresse administrative : 55 QUAI DE SEINE
95530 LA FRETTE SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe AUDEBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de deux terrains de padel

Dates prévisionnelles : 15 février 2025 - 15 avril 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de la Frette-sur-Seine souhaite finaliser cette opération avant l'été 2025 afin de proposer des activités en extérieur et des nouveaux équipements pour la pratique du padel.

Description :

La commune de Frette-sur-Seine, rattachée à la Communauté d'Agglomération Val Parisis, bénéficie d'une offre sportive structurée autour de son association de tennis.

Avec 400 licenciés, le Tennis Club de La Frette joue un rôle central dans la dynamique locale, notamment auprès des scolaires qui profitent déjà de séances de tennis. Afin de diversifier les pratiques et de répondre à l'engouement pour le padel, la commune souhaite développer cette nouvelle discipline au sein des infrastructures existantes.

Le projet prévoit l'aménagement de deux courts de padel sur un site équipé de terrains de tennis, permettant ainsi de mutualiser les infrastructures (vestiaires et club-house,).

Les travaux incluent la mise en place de fondations solides avec des drains, un mur de soutènement et une dalle en béton poreux. Les terrains de padel seront installés avec une structure métallique, des

panneaux en verre trempé et un gazon synthétique. L'éclairage LED sera ajouté pour garantir une bonne visibilité et un grillage de 3 mètres avec un portillon sécurisé délimitera l'espace.

Ces nouveaux équipements bénéficieront à un large public, puisque les licenciés du club profiteront d'une offre enrichie, tandis que les scolaires pourront découvrir cette discipline dans le cadre de leurs activités sportives. Le projet mettra un accent particulier sur le développement de la pratique féminine, avec des sessions spécifiques et des événements dédiés.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération: Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 267 186 €

Montant HT des travaux éligibles: 232 319,21 € (sont exclus les frais liés à la dépose, démolition, entretien et terrassement de 34 866,79 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention proposée : 34 847,88 €

Le montant de la subvention proposée représente 15% du montant HT de la base subventionnable, soit 13,04% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LA FRETTE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 267 186,00 | 100,00% |
| Total | 267 186,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 62 994,12 | 23,58% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 34 847,88 | 13,04% |
| Agence nationale du sport | 102 547,00 | 38,38% |
| Département | 66 797,00 | 25,00% |
| Total | 267 186,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097527 - SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE BAILLY-NOISY-LE-ROI : Création d'un terrain de Cécifoot en gazon synthétique et de deux terrains de basket 3x3 avec éclairage

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041582-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 406 487,22 € HT | 18,45 % | 75 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 75 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIBANO SIVOM DE BAILLY ET NOISY LE ROI
Adresse administrative : 1 RUE DES CHENES
78870 BAILLY
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur SALVADOR LUDENA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un terrain de Cécifoot en gazon synthétique et de deux terrains de basket 3x3 avec éclairage

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le Syndicat Intercommunal de Bailly-Noisy-Le-Roi souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer de nouvelles activités sportives en extérieures aux pratiquants.

Description :

Dans le cadre de l'héritage des Jeux Paralympiques de Paris 2024, les villes de Bailly et Noisy-le-Roi ont fait le choix de développer un pôle sportif inclusif sur leur territoire, en aménageant durablement l'un des terrains de Cécifoot utilisés pendant les Jeux, initialement implanté sous la Tour Eiffel.

Ce projet incarne une volonté partagée entre les collectivités, le SIBANO (Syndicat Intercommunal de Bailly Noisy-le-Roi), la Fédération Française Handisport et les acteurs locaux de favoriser l'accessibilité du sport pour les personnes en situation de handicap. En parallèle, le développement du basket 3x3, discipline en plein essor, vient compléter l'ambition d'un complexe multifonctionnel et fédérateur au cœur du Complexe Sportif du SIBANO.

L'opération comprend la transformation du terrain multisport existant en gazon synthétique avec la création d'un terrain de Cécifoot et l'aménagement de deux terrains de basket 3x3.

Les équipements seront complétés par un éclairage adapté incluant des dispositifs de guidage pour les personnes malvoyantes. Le terrain sera équipé de mâts d'éclairage LED de 6 mètres de hauteur, dotés de projecteurs asymétriques permettant une diffusion homogène de la lumière sans éblouir les joueurs, en particulier les personnes malvoyantes. Ces équipements intègrent une gestion en deux zones distinctes (Cécifoot et espaces annexes) permettant de moduler l'intensité lumineuse selon les besoins et les horaires. L'ensemble du système est conforme aux recommandations de la Fédération Française Handisport pour les installations spécifiques aux sports visuels. Les éclairages seront commandés par horloge astronomique et détecteurs de présence pour allier efficacité énergétique et confort d'usage.

Les travaux prévoient la réfection de la structure drainante, la pose d'une couche de souplesse garantissant performance sportive et durabilité. L'ensemble du terrain sera équipé de palissades isophoniques et antivibratoires, conçues pour limiter les nuisances sonores lors des frappes de balle, ainsi que de buts en aluminium renforcé spécifiquement adaptés à la pratique du Cécifoot. Trois containers-tribunes seront ajoutés, offrant une capacité totale de 246 places assises, associés à un système d'éclairage intégré au-dessus des gradins. Un gazon synthétique périphérique lesté de sable sera également posé autour du terrain.

Les travaux comprennent également l'aménagement de deux terrains de basket 3x3, chacun de 19 mètres par 15, avec un couloir extérieur de 2 mètres. Après la dépose des anciens enrobés et la réfection de la structure drainante, les terrains recevront une couche de béton bitumineux double sur laquelle sera appliquée une résine acrylique bicolore en trois couches, offrant à la fois esthétique, adhérence et performance. Les paniers de basket 3x3 installés seront homologués pour les compétitions avec structure autoportante, filet anti-vandalisme et traitement anticorrosion.

Ce futur pôle sportif bénéficiera à un large public. Le club résident, le SFCBN, structure formatrice de 600 licenciés, dont une section féminine labellisée, s'est engagé dans une dynamique d'inclusion en initiant une section Cécifoot avec l'appui d'associations spécialisées telles que l'UNADEV, Valentin Haüy ou la Fédération Handisport.

Ce terrain permettra d'offrir aux pratiquants aveugles ou malvoyants de l'Ouest francilien un espace dédié et accessible, aujourd'hui inexistant sur ce territoire. L'objectif est clair : faire de ce site un pôle régional de référence pour le Cécifoot. Le terrain accueillera également des actions de sensibilisation au handicap pour les scolaires, avec un potentiel de rayonnement éducatif fort. En complément, la polyvalence de l'équipement permettra d'accueillir des compétitions, stages, rencontres associatives et scolaires dans un environnement sécurisé et accessible, dans la continuité des valeurs véhiculées par les Jeux Olympiques et Paralympiques. Ce projet s'inscrit pleinement dans la dynamique d'un sport pour tous, durable et au service du vivre ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Opération 1 : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif extérieur dédié aux disciplines sportives fédérales alternatives

Montant HT des travaux : 79 796,50 €

Montant HT des travaux éligibles : 65 494 € (sont exclues les dépenses liées à la dépose et au terrassement de 14 302,50 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50 %

Montant de la subvention proposée : 32 747 €

Opération 2 : Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 305 265,72 €

Montant HT des travaux éligibles : 305 265,72 €
Taux d'intervention maximum ramené à : 11,10%
Montant de la subvention proposée : 33 917,50 €

Opération 3 : Création ou modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif

Montant HT des travaux : 41 677,50 €
Montant HT des travaux éligibles : 41 677,50 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %
Montant de la subvention proposée : 8 335,50 €

Projet global : opérations 1 + 2 +3
Montant HT des travaux du projet : 426 739,72 €
Montant HT des travaux éligibles du projet : 412 437,22 €
Taux d'intervention pour le projet : 18,18%
Montant de la subvention proposée : 75 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 18,18% du montant HT de la base subventionnable, soit 17,58% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- NOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 399 139,72 | 93,53% |
| Maitrise d'œuvre | 27 600,00 | 6,47% |
| Total | 426 739,72 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 151 739,72 | 35,56% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 75 000,00 | 17,58% |
| Département | 100 000,00 | 23,43% |
| Agence Nationale du Sport | 100 000,00 | 23,43% |
| Total | 426 739,72 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097740 - COMMUNE DE MERIEL (77) : Transformation d'un terrain de football en city stade

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 87 351,00 € HT | 15,00 % | 13 102,65 € |
| Montant total de la subvention | | | 13 102,65 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERIEL

Adresse administrative : 62 GRANDE RUE
95630 MERIEL

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEROME FRANCOIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation d'un terrain de football en city stade

Dates prévisionnelles : 1 juin 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Mériel souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer un nouvel équipement extérieur multisports aux habitants de la commune.

Description :

La commune de Mériel souhaite réhabiliter le terrain de football du parc du Château Blanc pour y implanter un city stade moderne et polyvalent. Situé au cœur de la ville, ce parc constitue un lieu central de vie et de rencontre, ce qui en fait un site stratégique pour accueillir un équipement intergénérationnel et accessible.

Lauréate du label Terre de Jeux 2024, la commune renforce ainsi sa dynamique sportive et inclusive, en cohérence avec ses actions en faveur des valeurs olympiques, de la santé publique et du vivre-ensemble. L'ambition affichée est de créer un espace qui favorise la mixité, l'insertion et la cohésion sociale grâce à la pratique sportive partagée.

Le projet consiste à installer un city stade, d'une dimension de 12,12 m par 24,66 m, sur l'emplacement du terrain actuel. La structure, conçue en acier galvanisé garantit une durabilité dans le temps. Les palissades et frontons seront montés sans soudures et équipés d'amortisseurs pour limiter les nuisances sonores, et une main courante en aluminium anodisé assurera la sécurité périphérique. Le sol sera

recouvert de 270 m² de gazon synthétique de 22 mm, lesté de sable roulé non blessant, avec traçage multisports permettant la pratique du football, du basketball, du volley et du badminton.

L'équipement intégrera des buts de football et handball de 3 x 2 m, des panneaux de basket réglables avec cercles renforcés, ainsi que des filets anti-vandalisme couvrant les fonds de but et la moitié des côtés. Les travaux incluront la préparation des sols, le scellement au béton et les tests de solidité réglementaires.

Les bénéficiaires de cette nouvelle infrastructure sont nombreux et diversifiés. Les scolaires, de la maternelle à l'élémentaire, l'utiliseront dans le cadre des activités sportives municipales. Les associations locales, notamment l'USMA Volley-Ball et l'Association de Gymnastique Volontaire, disposeront de créneaux réservés, ce qui leur permettra de renforcer leurs activités auprès d'un public féminin déjà très présent. Le Foyer Hévéa, accueillant des adultes atteints de troubles autistiques, pourra également utiliser l'espace pour ses activités de motricité et d'inclusion.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des dépenses : 100 567 €

Montant HT des dépenses éligibles : 87 351 € (sont exclus les frais liés à la dépose et l'évacuation de 13 216 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention proposée : 13 102,65 €

Le montant de la subvention proposée représente 15% du montant HT de la base subventionnable, soit 13,03% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 100 567,00 | 100,00% |
| Total | 100 567,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 25 956,35 | 25,81% |
| Région Île-de-France : montant demandé au titre du dispositif objet de la demande | 13 102,65 | 13,03% |
| Département | 25 141,00 | 25,00% |
| Agence Nationale du Sport | 36 367,00 | 36,16% |
| Total | 100 567,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098174 - COMMUNE DE GUERMANTES (77) : Création d'un city stade

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 90 165,03 € HT | 50,00 % | 45 082,52 € |
| | Montant total de la subvention | | 45 082,52 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GUERMANTES

Adresse administrative : MAIRIE
77600 GUERMANTES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Annie VIARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city stade

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 30 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Guermantes souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de permettre aux habitants de la commune de nouvelles activités de sports extérieurs urbains.

Description :

La commune de Guermantes, comptant 1 160 habitants, s'engage dans la création d'un nouvel équipement sportif de proximité. Depuis plusieurs années, la municipalité développe des espaces dédiés aux loisirs et à la pratique sportive, avec notamment une aire de jeux pour les enfants en bas âge et des agrès de fitness installés sur la plaine de jeux. Toutefois, il manquait un espace spécifiquement adapté aux enfants, adolescents et jeunes adultes, afin d'encourager l'activité physique et favoriser la convivialité.

Ce projet de city stade s'inscrit dans une volonté de répondre aux attentes des habitants en offrant un équipement sécurisé, libre d'accès et propice au renforcement de la cohésion sociale. Le choix du site, une parcelle de 12 000 m² située entre une zone pavillonnaire et le parcours de golf de Bussy-Guermantes, témoigne de la volonté d'inscrire ce projet au cœur de la vie communale.

Les travaux consistent à aménager un terrain multisports de 22,04 m par 12,59 m clôturé et sécurisé, conçu pour la pratique du football et du basketball. La structure portante, entièrement galvanisée et

plastifiée, sera constituée de poteaux de 102 mm et d'une main courante de 60 mm. Les remplissages seront réalisés en barreaudage d'acier carré de 30 x 30 mm et de tubes verticaux de 26 mm, mécano-soudés et galvanisés à chaud. Les buts permettront la double pratique du football et du handball, complétés par deux panneaux de basketball en polyester de 1,20 m x 0,90 m, avec cercles renforcés fixés directement à la structure. Le sol sera recouvert de 280 m² de gazon synthétique de 20 mm, lesté de sable de rivière, garantissant à la fois confort de jeu et résistance. Les travaux prévoient également la pose de géotextile et de bordurettes P1, ainsi que la mise en œuvre de couches de grave compactée et de béton bitumineux.

Les bénéficiaires de ce nouvel équipement seront en premier lieu les jeunes guermantais, qui disposeront d'un espace moderne et sécurisé pour pratiquer le sport collectif et développer des habitudes de vie active. Les familles trouveront également un lieu convivial favorisant le partage et l'activité physique intergénérationnelle en accès libre. Le city stade profitera aussi aux associations locales qui pourront l'intégrer dans leurs activités, contribuant ainsi au dynamisme communal. Enfin, au-delà de sa fonction sportive, ce projet incarne un outil de cohésion sociale et de qualité de vie. La commune souhaite faire de ce nouvel espace un lieu de rencontre et de mixité, où se rejoignent pratique libre, animation éducative et initiatives associatives.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », la commune bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à la publication d'une ou plusieurs offre(s) de stage ou de contrat d'apprentissage en raison du nombre d'habitants inférieur à 2 000 administrés.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 90 165,03 €

Montant HT des travaux éligibles : 90 165,03 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 45 082,51 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% de la base subventionnable du montant HT et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- GUERMANTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 90 165,03 | 100,00% |
| Total | 90 165,03 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 18 033,01 | 20,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 45 082,51 | 50,00% |
| Département | 27 049,51 | 30,00% |
| Total | 90 165,03 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098177 - COMMUNE DE CHARENTON-LE-PONT (94) : Création d'un espace de musculation en libre accès

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 46 034,96 € HT | 50,00 % | 23 017,48 € |
| Montant total de la subvention | | | 23 017,48 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHARENTON LE PONT

Adresse administrative : 48 RUE DE PARIS
94225 CHARENTON LE PONT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Hervé GICQUEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un espace de musculation en libre accès

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 30 avril 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Charenton-le-Pont souhaite finaliser cette opération avant l'été 2026 afin de permettre aux pratiquants une nouvelle activité physique en accès libre.

Description :

La commune de Charenton-le-Pont s'engage à renforcer son offre sportive de proximité afin de répondre aux attentes des habitants en matière de sport et de santé. Dans ce contexte, le projet de création d'un espace de musculation en plein air, accessible librement, constitue une réponse concrète.

L'espace retenu est situé au parc de Conflans, un site emblématique de la ville qui abrite déjà plusieurs terrains de sport et des aires de jeux. Une zone d'environ 300 m², actuellement occupée par une aire de jeux pour adolescents vieillissante et obsolète, sera réaménagée. Cet emplacement est stratégique car central, arboré, accessible aux personnes à mobilité réduite, et entouré de quartiers résidentiels.

L'objectif est d'offrir aux charentonnais un lieu moderne et inclusif, adapté à tous les publics, des jeunes aux seniors, des pratiquants réguliers aux débutants, y compris les personnes à mobilité réduite.

Le projet consiste à aménager une aire de fitness et de street workout de 180 m² pouvant accueillir jusqu'à 17 utilisateurs en simultané et offrant 12 activités différentes. Elle sera équipée de 7 agrès sportifs

variés : une station de street workout pour le renforcement global, un rameur, un vélo, un vélo elliptique, un duo PMR adapté aux personnes à mobilité réduite, des abdominaux inclinés et des barres de dips.

Tous les équipements seront en acier galvanisé et traités anti-corrosion, avec des finitions résistantes aux intempéries et à l'usage intensif. Ils seront posés sur un sol souple en EPDM de 20 à 60 mm d'épaisseur, garantissant sécurité et confort, avec des motifs thématiques sportifs. Des panneaux pédagogiques et réglementaires viendront compléter l'aménagement. Les travaux comprennent la préparation du chantier, la fourniture et la pose des agrès, ainsi que la mise en place du sol amortissant.

Cet espace de street workout et de remise en forme contribuera durablement au bien-être des habitants et au dynamisme du territoire

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 53 594,96 €

Montant HT des travaux éligibles : 46 034,96 € (sont exclus les frais de dépose de 7 560 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 23 017,48 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable, soit 42,94% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 28 865,35 | 53,86% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 24 729,61 | 46,14% |
| Total | 53 594,96 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 10 720,96 | 21,52% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 23 017,48 | 46,21% |
| Agence Nationale du Sport | 16 077,00 | 32,27% |
| Total | 49 815,44 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098179 - COMMUNE DE COMBS-LA-VILLE (77) : Réhabilitation d'un espace sportif en plein air

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 89 256,85 € HT | 33,61 % | 30 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 30 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COMBS-LA-VILLE

Adresse administrative : COMBS-LA-VILLE
77380 COMBS LA VILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Guy GEOFFROY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation d'un espace sportif en plein air

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2025 - 10 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Combs-la-Ville souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de permettre de nouvelles activités de gym urbaine en accès libre.

Description :

La commune de Combs-la-Ville souhaite valoriser ses espaces publics et encourager la pratique sportive libre. Dans ce cadre, un projet global d'aménagement sportif en plein air, soutenu par le Conseil de Quartier, s'inscrit dans une démarche de concertation citoyenne. Cet équipement répond aux attentes exprimées par les habitants, l'objectif étant de favoriser la pratique régulière d'une activité physique, de lutter contre la sédentarité et de renforcer le rôle social et convivial des espaces de proximité.

Ce projet vise également à moderniser un patrimoine sportif vieillissant. Le parcours de santé existant, aujourd'hui dégradé et peu attractif, sera rénové pour retrouver sa fonction première : proposer des activités adaptées à tous les âges et à tous les niveaux de pratique.

L'aménagement prévoit la création d'un espace complet de street workout, composé de barres parallèles, barres de traction, espaliers et autres modules de renforcement musculaire. Ces équipements, robustes et conçus pour l'extérieur, permettront une pratique variée, allant du simple échauffement à l'entraînement intensif.

Un vélo elliptique en libre accès sera également installé, afin d'offrir une activité cardio accessible à tous, y compris aux personnes en reprise d'activité physique. En parallèle, plusieurs équipements vétustes du parcours de santé seront remplacés : barres fixes, haies basses, bancs d'abdominaux, planches d'étirement et panneaux pédagogiques.

L'ensemble des installations sera réalisé avec des matériaux durables, résistants aux intempéries et limitant les besoins d'entretien. La surface totale aménagée intégrera des zones stabilisées pour assurer confort et sécurité d'utilisation, ainsi que des panneaux signalétiques pour guider les pratiquants.

Par cette action, la commune affirme sa volonté de développer une politique de sport-santé ambitieuse et accessible, en créant un équipement multifonctionnel, inclusif et gratuit, qui profitera aux familles, aux jeunes, aux seniors ainsi qu'aux associations locales.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 89 256,85 €

Montant HT des travaux éligibles : 89 256,85 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Taux d'intervention ramené à : 33,61%

Montant de la subvention proposée : 30 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 33,61% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 89 256,85 | 100,00% |
| Total | 89 256,85 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 59 256,85 | 66,39% |
| Région Île-de-France : montant demandé au titre du dispositif objet de la demande | 30 000,00 | 33,61% |
| Total | 89 256,85 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098180 - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-BORDES (77) : Création d'un city stade

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 78 980,00 € HT | 37,98 % | 30 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 30 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-BORDES

Adresse administrative : RUE DE MONTIGNY
77154 VILLENEUVE LES BORDES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Sabine CHARLES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city stade

Dates prévisionnelles : 16 juillet 2025 - 16 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Villeneuve-les-Bordes souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer aux habitants de la commune de nouveaux sports extérieurs urbains.

Description :

La commune de Villeneuve-les-Bordes, commune de moins de 1000 habitants, projette la création d'un nouvel équipement sportif extérieur afin de répondre aux besoins croissants de ses habitants en matière d'activités physiques et de loisirs.

Installé sur un terrain en terre végétale d'environ 800 m², cet aménagement a pour vocation de devenir un lieu central pour la pratique libre et encadrée, avec une attention particulière portée aux jeunes collégiens, lycéens et pratiquants réguliers. Ce projet s'inscrit dans une stratégie communale visant à favoriser le sport pour tous, encourager la cohésion sociale et améliorer l'attractivité locale, tout en respectant les normes d'accessibilité et de sécurité.

Les travaux prévoient ainsi la mise en place d'une plateforme de 27 m sur 15 m, creusée sur 0,30 m de profondeur, avec évacuation des gravats vers une carrière agréée. Un géotextile sera installé sur 25 cm d'épaisseur, suivi d'un compactage soigné et d'essais de plaque pour garantir la stabilité. Seront également réalisées des bordures type P1, posées sur béton. La surface comprendra un enrobé

d'épaisseur compactée, sur une surface totale de 405 m².

Le terrain multisports sera de 24,4 x 11,8 m, en acier galvanisé et peint, avec poteaux de 102 mm et panneaux en treillis soudé renforcé. Il comprendra deux frontons de 5 m de haut avec pare-ballons, deux cages de football/handball/basket (3 x 2 m) avec panneaux de basket réglables, mains courantes latérales équipées de systèmes anti-bruit et anti-vibrations, ainsi que des poteaux multifonctions permettant la pratique du volley, badminton, tennis ou tennis-ballon. L'accès PMR sera assuré par un portillon à clé. Le sol sera recouvert d'un gazon synthétique multisport haut de gamme, lesté au sable, avec traçage intégré des lignes de jeu. Deux agrès fitness de qualité (barres parallèles et ski de fond) seront installés et posés sur herbe.

Cet espace, ouvert à tous, sera particulièrement fréquenté par les jeunes de la commune et des environs. Il permettra la pratique de sports collectifs comme le football, le handball, le basket ou le volley, mais aussi d'activités complémentaires comme le fitness et la remise en forme. Grâce à son aménagement polyvalent, il favorisera les échanges intergénérationnels, l'initiation sportive et l'amélioration de la santé des usagers. Conçu avec des matériaux résistants et des équipements conformes aux normes en vigueur, il constituera un atout durable pour Villeneuve-les-Bordes, tant sur le plan social que sur celui de l'attractivité du territoire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », la commune bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à la publication d'une ou plusieurs offre(s) de stage ou de contrat d'apprentissage en raison du nombre d'habitants inférieur à 2 000 administrés.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 79 880 €

Plafond HT des travaux éligibles : 79 880 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI et majoration : 80% (50% +30% majoration territoire carencé)

Taux d'intervention ramené à : 37,98%

Montant de la subvention proposée : 30 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 37,98% de la base subventionnable du montant et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-LES-BORDES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 32 880,00 | 41,16% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 47 000,00 | 58,84% |
| Maitrise d'œuvre | 0,00 | 0,00% |
| Autres dépenses (préciser) | 0,00 | 0,00% |
| Travaux de rénovation énergétique ou autres travaux | 0,00 | 0,00% |
| Total | 79 880,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 25 016,00 | 31,67% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 30 000,00 | 37,98% |
| Dotation d'équipements des territoires ruraux | 23 964,00 | 30,34% |
| Total | 78 980,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098182 - COMMUNE DE SAINT-BRICE-SOUS-FORET (95) : Rénovation de l'éclairage des terrains couverts

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 23 410,00 € HT | 20,00 % | 4 682,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 4 682,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT BRICE SOUS FORET

Adresse administrative : 8 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU
95350 SAINT BRICE SOUS FORET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Virginie PREHOUBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de l'éclairage des terrains couverts

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 7 mars 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Saint-Brice-sous-Forêt souhaite finaliser cette opération avant la fin du premier trimestre 2025 afin de proposer de nouveaux créneaux aux pratiquants.

Description :

Le complexe sportif José Bandeira, situé sur la commune de Saint-Brice-sous-Forêt, constitue un pôle essentiel de la pratique sportive locale. Parmi ses équipements, les quatre terrains de tennis couverts sont utilisés quotidiennement par les associations, les scolaires et les habitants pour des activités sportives tout au long de l'année.

Cependant, ces installations souffrent d'un système d'éclairage devenu obsolète, à la fois énergivore, peu performant et ne garantissant plus une qualité visuelle suffisante pour les entraînements et compétitions.

Face à ce constat, la commune de Saint-Brice-sous-Forêt a décidé d'agir dans le cadre de sa politique d'amélioration énergétique et de modernisation de ses infrastructures sportives. L'objectif est d'assurer la continuité de l'usage sportif dans des conditions optimales, tout en renforçant la sécurité, le confort des pratiquants et la performance énergétique globale du site.

Les travaux prévus portent sur le remplacement complet des projecteurs des quatre terrains couverts. L'opération consiste à déposer les anciens blocs d'éclairage pour installer de nouveaux projecteurs LED haute performance, plus économes en énergie et mieux adaptés aux exigences sportives actuelles.

La dépose des anciens luminaires a permis l'installation de 48 projecteurs LED professionnels, répartis selon une trame assurant une couverture uniforme de chaque terrain. Ces luminaires affichent une puissance unitaire de 161 W avec une température de couleur de 4 000 K, procurant une lumière blanche neutre idéale pour le confort visuel et la perception des balles en mouvement. L'ensemble du dispositif permet d'atteindre un niveau d'éclairement moyen supérieur à 500 lux au sol, conformément aux prescriptions de la Fédération Française de Tennis pour les courts couverts. Les projecteurs sont fixés à une hauteur de 7 mètres sur les charpentes métalliques, en respectant les contraintes architecturales du bâtiment.

Les pratiquants du complexe dont l'amicale des anciens élèves de Saint Brice (AAESB) Tennis, les établissements scolaires et les pratiquants libres pourront bénéficier d'un éclairage performant, sécurisé et durable.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif

Montant HT des travaux : 29 394 €

Montant HT des travaux éligibles : 23 410 € (sont exclus les frais liés à la dépose et la reprise de 5 984 €)

Taux maximum d'intervention ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 4 682 €

Le montant de la subvention proposée représente 20% de la base subventionnable du montant HT, soit 15,93% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- SAINT-BRICE-SOUS-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux de rénovation énergétique ou autres travaux | 29 394,00 | 100,00% |
| Total | 29 394,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 7 075,60 | 24,07% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 4 682,00 | 15,93% |
| Dotation d'équipements des territoires ruraux | 13 227,30 | 45,00% |
| Département | 4 409,10 | 15,00% |
| Total | 29 394,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098196 - COMMUNE DE LIVRY-GARGAN (93) : Création d'un terrain de basket 3X3

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 59 498,51 € HT | 30,00 % | 17 849,55 € |
| | Montant total de la subvention | | 17 849,55 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIVRY GARGAN

Adresse administrative : 3 PLACE FRANCOIS MITTERRAND
93190 LIVRY GARGAN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pierre-Yves MARTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un terrain de basket 3X3

Dates prévisionnelles : 7 avril 2025 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Livry-Gargan souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'été 2025 afin de proposer aux pratiquants une nouvelle activité en accès libre dédiée au basketball.

Description :

Le parc Georges Clemenceau, situé sur la commune de Livry-Gargan, est un espace vert très fréquenté par les habitants, familles et sportifs. Actuellement, l'offre en équipements sportifs y reste limitée.

Avec la montée en popularité des sports urbains et en particulier du basket 3x3, la commune souhaite enrichir les activités proposées. La mise en place d'un terrain de basket 3x3 dans ce parc répondrait à une forte demande locale, favoriserait l'accessibilité à la pratique sportive sans contraintes d'inscription, et renforcerait la mixité sociale. L'objectif est de dynamiser le parc en créant un point de rencontre et de convivialité pour les pratiquants.

Le projet comprend la préparation complète de la zone d'implantation avec remblais, nivellement, compactage et pose d'un géotextile de séparation. Une grave naturelle sera ensuite mise en place pour assurer la stabilité, suivie de la mise en œuvre d'un revêtement adapté en enrobé drainant ou béton bitumineux, garantissant résistance et confort de jeu.

Le terrain sera dimensionné à 15 mètres sur 11 mètres, conforme aux normes actuelles, et équipé d'un panier spécifique basket 3x3 scellé sur massif béton. Le sol sportif sera constitué de dalles modulaires en polypropylène antidérapant, avec structure amortissante intégrée.

Les finitions comprendront des rampes d'accès biseautées sur l'ensemble de la périphérie pour permettre un accès aisé, y compris aux personnes à mobilité réduite, ainsi que des angles de finition pour un rendu esthétique optimal. Le traçage réglementaire du terrain sera réalisé en peinture polyuréthane blanche haute résistance.

L'aménagement intégrera également la pose de bordures, des zones de sécurité périphériques et la mise en place de clôtures fixes en tôle métallique galvanisée plastifiée de 2 mètres de hauteur, avec portail et porte d'accès sécurisés.

Ce terrain, en accès libre et gratuit, offrira un espace sportif moderne et durable pensé pour favoriser la pratique régulière notamment autonome.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif extérieur dédié aux disciplines sportives fédérales alternatives

Montant HT des travaux : 59 498,51 €

Montant HT des travaux éligibles : 59 498,51 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Taux d'intervention ramené à : 30%

Montant de la subvention proposée : 17 849,55 €

Le montant de la subvention représente 30% du montant HT de la base subventionnable et montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 59 498,51 | 100,00% |
| Total | 59 498,51 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 11 899,70 | 20,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 17 849,55 | 30,00% |
| Agence Nationale du Sport | 29 746,26 | 50,00% |
| Total | 59 495,51 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098202 - COMMUNE DE LESIGNY (77) : Création de 3 terrains de jeux de boules

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 36 666,00 € HT | 50,00 % | 18 333,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 18 333,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LESIGNY
Adresse administrative : 6 RUE DE VILLARCEAU
77150 LESIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICHEL PAPIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de 3 terrains de jeux de boules

Dates prévisionnelles : 14 juillet 2025 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Lesigny souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'été 2025 afin de proposer de nouvelles activités en accès libre.

Description :

La commune de Lesigny a engagé depuis plusieurs années une politique visant à renforcer les équipements de proximité. En 2022, quatre terrains de jeu de boules ont été réalisés sur l'esplanade de l'Entre Deux Parcs. Ces aménagements ont rencontré un vif succès auprès des habitants, avec une fréquentation en constante progression. Cet espace, devenu trop restreint, ne suffit plus à accueillir l'ensemble des pratiquants.

Afin de répondre à cette demande croissante et encourager la convivialité et les rencontres intergénérationnelles, la commune souhaite aujourd'hui compléter cet aménagement en créant trois nouveaux terrains. L'objectif est de renforcer l'offre sportive et récréative, tout en favorisant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite grâce à des cheminements adaptés. Ce projet s'inscrit dans une logique de continuité, visant à développer les lieux de loisirs accessibles.

Situés dans un cadre verdoyant et central, ces nouveaux terrains permettront d'élargir l'offre disponible et de diversifier les espaces de vie collective. Ils contribueront à dynamiser encore davantage l'esplanade de l'Entre Deux Parcs, déjà perçue comme un lieu de rassemblement convivial.

Les travaux prévoient l'aménagement d'une nouvelle plateforme de 15 x 9 m avec terrassement de l'ensemble de la surface. Afin de garantir une bonne stabilité et une durabilité dans le temps, un réseau de drains annelés sera installé en fond de fouille, raccordé au réseau existant d'évacuation des eaux pluviales.

La plateforme sera ensuite recouverte d'une nappe géotextile, puis d'un fond de forme en grave naturelle 0/20. Des fondations en béton dosé à 350 kg seront mises en œuvre, sur lesquelles viendront s'ancrer des poutres en bois de section 15 x15 cm servant à délimiter l'aire de jeu.

Le revêtement de surface sera réalisé en gravillons 6/10, garantissant un confort de jeu adapté à la pratique de la pétanque. Enfin, un cheminement en béton désactivé sera créé pour assurer l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, facilitant ainsi l'accès à tous les publics. L'ensemble des matériaux choisis respecte les normes techniques et assure une qualité pérenne des installations.

Au-delà de la dimension sportive, cet aménagement constitue un véritable projet de lien social et de dynamisation du territoire. En offrant un espace de loisirs accessible librement, adapté aux pratiques autonomes et à tous les publics, la commune confirme sa volonté d'investir pour le bien-être et la qualité de vie de ses habitants.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 36 666 €

Montant HT des travaux éligibles : 36 666 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Montant de la subvention proposée : 18 333 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LESIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 36 666,00 | 100,00% |
| Total | 36 666,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 18 333,00 | 50,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 18 333,00 | 50,00% |
| Total | 36 666,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098221 - TENNIS CLUB MUNICIPAL BOIS D'ARCY (78) : Création d'un éclairage pour trois courts extérieurs de tennis

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 45 429,00 € TTC | 20,00 % | 9 085,80 € |
| Montant total de la subvention | | | 9 085,80 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TCMBA TENNIS CLUB MUNICIPAL BOIS D ARCY
Adresse administrative : ALLEE DES ACACIAS
78390 BOIS D ARCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARION ARNAUD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un éclairage pour trois courts extérieurs de tennis

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2024 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le Tennis Club Municipal de Bois d'Arcy souhaite finaliser cette opération avant la fin de la saison sportive 2024/2025 afin de proposer à ses adhérents de nouveaux créneaux extérieurs pour la pratique du tennis.

Description :

Le projet porté par le Tennis Club Municipal de Bois d'Arcy concerne l'installation d'un éclairage sur trois courts de tennis extérieurs, situés dans le parc des Sports Jean Moulin.

Le club de tennis dispose de plusieurs infrastructures, dont six courts extérieurs, quatre courts couverts, deux pistes de padel éclairées et un club-house. Face à une demande croissante et à la nécessité d'améliorer l'accès aux installations en soirée, le club souhaite optimiser l'utilisation des terrains extérieurs en leur offrant un éclairage adapté. Cette modernisation permettra d'élargir les créneaux de jeu, d'accueillir un plus grand nombre d'adhérents et de répondre aux attentes des pratiquants en loisir comme en compétition.

Le projet prévoit l'installation d'un système d'éclairage à LED sous forme de barres linéaires fixées sur les poteaux de clôture des terrains. Ce choix technique permet de limiter les coûts d'infrastructure tout en

garantissant une consommation énergétique maîtrisée et un éclairage performant, sans éblouissement ni pollution lumineuse excessive. L'équipement inclut également un dispositif de gestion du temps d'éclairage afin d'optimiser la consommation énergétique et de garantir un usage adapté aux besoins du club.

L'installation de cet éclairage bénéficiera directement aux adhérents du club, en particulier ceux pratiquant en soirée, ainsi qu'aux compétiteurs nécessitant des plages horaires étendues pour leurs entraînements et matchs. Cette amélioration favorisera aussi l'accessibilité aux jeunes, aux familles et aux publics scolaires souhaitant bénéficier d'un espace sportif moderne et fonctionnel. Le Tennis Club Municipal de Bois d'Arcy accorde une attention particulière au développement de la pratique féminine, avec des créneaux dédiés et des actions de promotion visant à encourager la participation des femmes et des jeunes filles au tennis et au padel.

L'éclairage des terrains extérieurs permettra d'amplifier ces initiatives en facilitant l'organisation d'entraînements et de compétitions adaptées aux joueuses. En optimisant la disponibilité des terrains, le club pourra également accroître sa capacité d'accueil et renforcer son attractivité au sein de la commune de Bois d'Arcy.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : création ou modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif

Montant TTC des travaux : 45 429 €

Montant TTC des travaux éligibles : 45 429 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 9 085,80 €

Le montant de la subvention proposée représente 20% du montant TTC de la base subventionnable et du montant TTC du projet.

Localisation géographique :

- BOIS-D'ARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 45 429,00 | 100,00% |
| Total | 45 429,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 27 943,00 | 61,51% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 9 085,80 | 20,00% |
| Participation Ligue ou Fédération | 8 400,00 | 18,49% |
| Total | 45 428,80 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098220 - COMMUNE DE NEUVILLE-SUR-OISE (95) : Construction d'un plateau multisport

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 128 521,85 € HT | 38,90 % | 50 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 50 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEUVILLE SUR OISE

Adresse administrative : 65 RUE CORNUDET
95000 NEUVILLE SUR OISE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Gilles LE CAM, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un plateau multisport

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2024 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Neuville-sur-Oise souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'été 2025 afin de proposer de nouvelles activités sportives en accès libre.

Description :

La commune de Neuville-sur-Oise, bénéficie d'un cadre privilégié entre espaces naturels et pôles d'activités stratégiques. La croissance démographique a nécessité l'adaptation des infrastructures publiques, notamment scolaires et périscolaires.

Cependant, l'offre en équipements sportifs ouverts au public reste limitée. Le plateau sportif attenant à la salle de sport communale, devenu obsolète, n'est plus adapté aux besoins des habitants. La commune souhaite donc aménager un nouvel espace multisports accessible aux scolaires et aux habitants, répondant aux attentes locales en matière de pratique sportive.

Le projet consiste à réhabiliter l'ancien plateau sportif pour en faire un terrain polyvalent adapté aux sports collectifs et à l'athlétisme. La structure existante, en bon état, sera conservée, mais le revêtement sera renouvelé avec trois types de surfaces : un sol souple pour la zone de jeu, une résine spécifique pour la piste de course et une mise en peinture pour le reste du plateau. Le terrain permettra la pratique du football, du basketball et du handball, avec l'installation de buts et de paniers de basket. Une piste de course à deux couloirs sera aménagée ainsi qu'une aire dédiée au saut.

Cet équipement bénéficiera aux élèves du groupe scolaire Gustave Eiffel et sera mis à disposition du public pour favoriser l'accès au sport et encourager la pratique libre dans un cadre sécurisé.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 141 821,85 €

Montant HT des travaux éligibles : 128 521,85 € (sont exclus les frais liés à la reprise et au mobilier urbain de 13 300 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 38,90%

Montant de la subvention proposée : 50 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 38,90% du montant HT de la base subventionnable, soit 35,26% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- NEUVILLE-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 31 400,00 | 22,14% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 90 155,00 | 63,57% |
| Etudes et maîtrise d'œuvre | 11 800,00 | 8,32% |
| Aléas | 8 466,85 | 5,97% |
| Total | 141 821,85 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres de la Commune | 56 366,39 | 39,74% |
| Subvention Région Ile-de-France (proposée) | 50 000,00 | 35,26% |
| Subvention Département (sollicitée) | 35 455,46 | 25,00% |
| Total | 141 821,85 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098403 - STADE FRANCAIS (75) : création de trois pistes de padel

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 374 936,08 € TTC | 15,00 % | 56 240,41 € |
| | Montant total de la subvention | | 56 240,41 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STADE FRANCAIS

Adresse administrative : 2 RUE DU CDT GUILBAUD
75016 PARIS 16E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame PASCALE PIQUEMAL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de trois pistes de padel

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le club du Stade Français souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de permettre de nouveaux créneaux pour la pratique du padel aux adhérents.

Description :

Le complexe sportif Géo-André est un site emblématique du Stade Français. Cet espace, au cœur d'un territoire en pleine évolution, joue un rôle majeur dans l'offre sportive locale et répond déjà à une forte demande des habitants, des scolaires et des associations. Toutefois, l'évolution des pratiques sportives et l'émergence de disciplines nouvelles mettent en évidence la nécessité de moderniser et de diversifier les équipements.

Dans ce cadre, la création de terrains de padel apparaît comme une opportunité pour enrichir l'offre du complexe et répondre aux attentes d'un public toujours plus diversifié. Sport en pleine croissance, le padel attire de plus en plus de pratiquants grâce à sa dimension conviviale et intergénérationnelle. Sa mise en place permettrait de renforcer l'attractivité du site, tout en contribuant à l'animation et à la vitalité du quartier.

Les travaux prévoient la création de trois terrains panoramiques de padel dernière génération. Chacun sera équipé d'une structure métallique galvanisée, protégée par une peinture thermo-laquée adaptée aux conditions extérieures, garantissant robustesse et durabilité. Les parois seront constituées de panneaux

de verre trempé de 12 mm d'épaisseur, sécurisés par un système de fixation renforcé, assurant à la fois transparence et sécurité.

Le sol sera recouvert d'un gazon synthétique fibrillé de 13 mm, spécialement conçu pour résister à une pratique intensive et aux rayons UV, complété par un remplissage de sable de silice pour améliorer la qualité du rebond et limiter l'usure.

Cette surface, d'environ 38 m x 22 m, nécessitera des ajustements techniques spécifiques. Les aménagements comprendront la réfection complète du sol, avec la mise en place d'un revêtement poreux garantissant la sécurité des pratiquants et le respect des normes sportives. L'ensemble bénéficiera d'un éclairage LED performant, avec huit projecteurs par terrain fixés à six mètres de hauteur, permettant une pratique de jour comme de nuit dans des conditions optimales.

Ces nouvelles installations profiteront en premier lieu aux adhérents du Stade Français, qui disposeront d'un nouvel espace moderne et convivial pour diversifier leurs pratiques sportives. Les établissements scolaires du secteur pourront également bénéficier de créneaux dédiés, permettant d'initier les élèves à ce sport en plein essor. Les entreprises locales auront la possibilité d'organiser des séminaires et des activités de cohésion autour du padel, renforçant les liens sociaux par le sport. Enfin, le public extérieur au Stade Français, habitants du quartier et passionnés de sport, pourront accéder à ces terrains, favorisant ainsi l'ouverture et l'ancrage territorial du projet.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant TTC des travaux : 374 936,08 €

Montant TTC des travaux éligibles : 374 936,08 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention proposée : 56 240,41 €

Le montant de la subvention proposée représente 15% du montant TTC de la base subventionnable et du montant TTC du projet.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 162 191,08 | 43,26% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 212 745,00 | 56,74% |
| Total | 374 936,08 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 168 721,24 | 45,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 56 240,41 | 15,00% |
| Agence Nationale du Sport | 149 974,43 | 40,00% |
| Total | 374 936,08 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098479 - COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78) : Réhabilitation des vestiaires au stade Georges Lefèvre

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 25 074,60 € HT | 20,00 % | 5 014,92 € |
| | Montant total de la subvention | | 5 014,92 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE

Adresse administrative : 9 RUE HENRI IV JARD DES ART
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Arnaud PERICARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation des vestiaires au stade Georges Lefèvre

Dates prévisionnelles : 23 juillet 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Saint-Germain-en-Laye souhaite finaliser cette opération avant la fin d'année 2025 afin de proposer de nouveaux créneaux aux pratiquants.

Description :

La commune de Saint-Germain-en-Laye souhaite moderniser les infrastructures sportives de son complexe Georges Lefèvre, un site accueillant de nombreuses disciplines sportives et des clubs de haut niveau. Situés sous la tribune du terrain d'honneur de football, les vestiaires actuels présentent un état général vieillissant et ne répondent plus aux exigences des fédérations sportives en matière de sécurité, de confort et de fonctionnalité.

La fréquentation du stade par des équipes évoluant au niveau national, des stages sportifs et des séances d'entraînement de haut niveau, nécessite une réhabilitation complète de ces espaces.

Ce projet s'inscrit dans la volonté de la commune d'offrir des équipements modernes, accessibles et conformes aux standards fédéraux, tout en soutenant le développement du sport féminin et la mixité dans les pratiques sportives.

Les travaux portent sur la réhabilitation intégrale des vestiaires situés sous la tribune principale. L'opération comprend la rénovation complète des espaces dédiés aux joueurs et aux arbitres,

l'agrandissement des zones intérieures par la dépose de cloisons obsolètes et la création d'espaces mieux adaptés aux flux de circulation. Les revêtements intérieurs seront intégralement repris : sols en carrelage antidérapant, faïences murales dans les zones douches, peintures acryliques lessivables pour les murs et plafonds. Les menuiseries seront remplacées par des châssis en aluminium double vitrage, améliorant à la fois la luminosité et le confort.

L'installation électrique sera mise aux normes, avec un éclairage LED basse consommation, des interrupteurs à détection de présence et des systèmes d'aération conformes à la réglementation actuelle. Les sanitaires et douches seront entièrement refaits avec des matériaux résistants à l'humidité. L'ensemble des équipements sera conçu pour une durabilité optimale, dans le respect des normes environnementales actuelles.

Ce projet profitera directement aux équipes locales, notamment celles de niveau national, aux jeunes en formation et aux clubs partenaires utilisant régulièrement les installations du stade. Les vestiaires rénovés permettront d'accueillir dans de meilleures conditions les joueurs et arbitres lors des compétitions, mais également d'organiser des stages de préparation sportive pour des équipes de haut niveau. La réhabilitation s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue du complexe Georges Lefèvre, afin de maintenir son statut de pôle sportif majeur pour la commune de Saint-Germain-en-Laye.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction de vestiaires Construction modulaire de type préfabriqué

Montant HT des travaux : 51 245 €

Montant HT des travaux éligibles : 25 074,60 € (sont exclus les frais de dépose, démolition, dépoussiérage, fibre optique de 26 170,40 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 5 014,92 €

Le montant de la subvention proposée représente 20% du montant HT de la base subventionnable, soit 9,79% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 51 245,00 | 100,00% |
| Total | 51 245,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 46 230,08 | 90,21% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 5 014,92 | 9,79% |
| Total | 51 245,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098535 - COMMUNE DE CESSON (77) : Création d'un city stade et d'un espace street workout

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 200 000,00 € HT | 50,00 % | 100 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 100 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CESSON
Adresse administrative : 8 ROUTE DE SAINT-LEU
77240 CESSON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier CHAPLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city stade et d'un espace street workout

Dates prévisionnelles : 14 août 2025 - 14 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Cesson souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer de nouvelles activités physiques et sportives en accès libre aux pratiquants.

Description :

La commune de Cesson, soucieuse de renforcer l'offre sportive et de loisirs pour ses habitants, a engagé un projet d'aménagement d'un espace multisports et d'une zone de street workout.

Situé sur la plaine du moulin à vent, dans un environnement accessible et proche des zones résidentielles, cet équipement a pour vocation de favoriser la pratique sportive libre. Le projet répond à plusieurs enjeux : encourager l'activité physique régulière, proposer des équipements modernes et sécurisés et offrir aux jeunes et aux familles un espace sportif attractif. Les activités visées incluent le football, le handball, le basket, le volley, le tennis, le badminton, ainsi que des disciplines de renforcement musculaire et de remise en forme.

Les travaux prévoient la création d'une structure multisports de 30 m par 15 m (surface de jeu de 407 m²), équipée de frontons de 3 m et 2 m avec pare-ballons, de quatre buts brésiliens et de deux buts multisports intégrant des panneaux de basket. Les matériaux retenus garantissent robustesse et sécurité :

structure métallique tubulaire de 90 mm, panneaux en lattes de plastique recyclé anti-escalade, cages de buts en acier et panneaux latéraux en métal. Les fixations se feront sur platines, avec réalisation de massifs d'ancrage en béton dosé à 350 kg/m³. Le revêtement sera en gazon synthétique, hauteur de brin 24 mm, lesté au sable, avec marquage intégré des lignes de jeu. Une piste attenante de 250 m² sera traitée en résine synthétique, offrant un confort de jeu optimal et une durabilité renforcée.

L'espace street workout comprendra une gamme complète d'agès : vélo elliptique, vélo droit, balancelle, combiné push-pull, machine à squat, barreur volant, station combinée barre fixe et abdos inclinés, banc de musculation, stations combinées multi-postes, ainsi qu'un sol coulé en EPDM de 20 mm d'épaisseur.

L'accès à cet équipement sera ouvert à tous et bénéficiera particulièrement aux scolaires, pratiquants réguliers des sports de glisse et de terrain. Il s'inscrit pleinement dans une dynamique communale de développement des infrastructures sportives de proximité, en proposant une offre adaptée, attractive et durable, capable de répondre aux besoins actuels tout en anticipant les évolutions futures de la pratique sportive.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 259 320 €

Plafond HT des travaux éligibles : 200 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% de la base subventionnable du montant HT soit 38,56% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- CESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 259 320,00 | 100,00% |
| Total | 259 320,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 159 320,00 | 61,44% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 100 000,00 | 38,56% |
| Total | 259 320,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098569 - COMMUNE DE RUNGIS (94) : Réhabilitation des vestiaires et sanitaires du stade Grelinger

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 300 000,00 € HT | 20,00 % | 60 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 60 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUNGIS

Adresse administrative : 5 RUE SAINTE-GENEVIEVE
94150 RUNGIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno MARCILLAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation des vestiaires et sanitaires du stade Grelinger

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 1 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Rungis souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2026 afin de proposer de nouveaux créneaux multisports aux pratiquants.

Description :

La commune de Rungis mène depuis plusieurs années une politique en faveur du sport pour tous, dans un contexte démographique et territorial en pleine évolution.

Forte d'un bassin d'emplois de plus de 20 000 salariés, elle doit répondre à des besoins variés : clubs locaux en croissance, scolaires, salariés et habitants recherchant des espaces sportifs accessibles. Le stade Lucien Grelinger, équipement structurant, accueille aujourd'hui une large palette d'activités sportives et associatives. Toutefois, ses locaux vieillissants ne répondent plus aux normes actuelles ni aux attentes des pratiquants en matière de confort, de sécurité ou d'accessibilité.

A cet effet, la commune a engagé un projet ambitieux de réhabilitation, restructuration et extension de cet équipement. L'objectif est de moderniser les espaces existants, d'améliorer la qualité des services pour les sportifs et les arbitres, de renforcer l'accueil des publics scolaires et associatifs, mais aussi de développer le sport-santé et le handisport. La demande est liée directement aux vestiaires.

La modernisation passe également par la charpente et la couverture, avec la mise en place de structures

bois et la réfection complète de la toiture en tuiles et étanchéité. Les menuiseries extérieures aluminium seront intégralement remplacées, assurant luminosité et performance énergétique. Les lots techniques sont également majeurs : rénovation des réseaux électriques, modernisation du chauffage et de la ventilation, et reprise complète de la plomberie et des sanitaires pour répondre aux besoins des vestiaires.

Les vestiaires, objet de la demande, constituent un volet essentiel des travaux : il est prévu l'aménagement de 4 vestiaires collectifs d'environ 40 m² chacun, conçus pour accueillir simultanément des équipes de 15 à 20 joueurs. Ils seront complétés par 2 vestiaires arbitres de 15 m². Chaque vestiaire comprendra des bancs muraux en bois traité, des patères en inox et des sols carrelés antidérapants. Les cloisons seront réalisées en plaques hydrofugées sur ossature métallique, avec peinture lavable pour un entretien facilité.

Les sanitaires seront modernisés avec une séparation nette Femmes/Hommes. On comptera 16 douches collectives (8 par vestiaire joueur), équipées de cabines carrelées avec parois faïencées et receveurs antiglis. Les sanitaires comprendront également 12 WC dont 2 accessibles PMR, avec cuvettes en grès émaillé, cloisons de séparation stratifiées et robinetterie temporisée pour limiter la consommation d'eau.

Les bénéficiaires de cette rénovation sont nombreux et variés. Le club résident, l'Union Sportive de Rungis, rassemble 676 licenciés dont une école de football de 20 équipes (U6 à U13), une catégorie « babyfoot » dès 4 ans et depuis 2024, une section féminine U13 en plein essor. Le club vise à structurer une véritable école de football féminine et à développer la formation régionale pour ses jeunes. Les équipes masculines et féminines évoluent en compétition départementale et régionale, avec plusieurs titres récents.

Les scolaires constituent également un public majeur, grâce à l'école de football et aux activités périscolaires, mais aussi via l'accueil de plus de 2 400 élèves par an dans le cadre d'initiatives éducatives. Les stages organisés pendant les vacances associent sport et thématiques citoyennes (environnement, égalité, savoir-être), permettant aux enfants qui ne partent pas en vacances de bénéficier d'un cadre sportif et éducatif de qualité.

Enfin, les habitants et pratiquants libres profiteront d'installations modernisées et accessibles, tandis que l'ouverture aux publics spécifiques (handisport, seniors, sport-santé) permettra de diversifier les pratiques.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : Type opération : Réhabilitation ou construction de vestiaires Construction modulaire de type préfabriqué

Montant HT des travaux : 1 920 455 €

Plafond HT des travaux éligibles : 300 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 60 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 20% du montant HT de la base subventionnable, soit 3,12% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 1 920 455,00 | 100,00% |
| Total | 1 920 455,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 1 611 104,00 | 83,89% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 60 000,00 | 3,12% |
| Agence Nationale du Sport | 249 351,00 | 12,98% |
| Total | 1 920 455,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098634 - COMMUNE DE VOISENON (77) : Création d'une aire de fitness

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 23 705,50 € HT | 50,00 % | 11 852,75 € |
| | Montant total de la subvention | | 11 852,75 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VOISENON
Adresse administrative : 8 RUE DE ECOLES
77950 VOISENON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Julien AGUIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une aire de fitness plein air

Dates prévisionnelles : 1 août 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Voisenon souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer de nouvelles activités physiques et sportives en accès libre.

Description :

La commune de Voisenon souhaite proposer des infrastructures qui incitent à la pratique régulière d'une activité physique. Sa population, composée d'une part croissante de jeunes et de personnes âgées, exprime un besoin fort en matière d'équipements sportifs accessibles et de proximité.

À ce jour, la commune ne dispose pas de structure dédiée à la remise en forme. Les habitants doivent se tourner vers d'autres communes ou vers des salles privées, souvent coûteuses et donc inaccessibles à une partie de la population. Le projet de création d'une aire de fitness en plein air constitue donc une réponse concrète en termes de santé publique et d'amélioration de la qualité de vie.

Le projet prévoit l'installation d'un ensemble varié d'agès de fitness et de street workout. La gamme fitness comprendra notamment un vélo elliptique, un vélo, une machine de squat double et une chaise romaine. Des équipements plus techniques comme le combiné push-pull multiprises ou le barreur volant viendront compléter l'offre, en respectant les critères d'accessibilité.

La partie street workout intégrera une barre fixe double, un module de dips, un banc incliné pour

abdominaux et une barre de pompes. Ces dispositifs permettent de travailler aussi bien le renforcement musculaire que la souplesse et l'endurance. Les équipements seront conçus à partir de matériaux recyclés et écoresponsables, spécialement choisis pour résister aux intempéries, aux UV et à l'usure liée à une utilisation intensive. L'aire sera implantée sur un sol stabilisé et sécurisé, avec une finition pensée pour le confort des pratiquants.

En créant un lieu attractif et accessible, la commune de Voisenon affirme son engagement en faveur de la prévention santé et du sport pour tous. L'aire de fitness favorisera des usages variés : pratique libre en famille, activité encadrée par les associations locales, et moments de partage entre générations.

Au-delà de la simple pratique sportive, cet espace sera un lieu de rencontre, de cohésion et de dynamisation du tissu social. À terme, cette réalisation permettra d'ancrer Voisenon dans une dynamique de développement durable et inclusif, en dotant la ville d'un équipement moderne.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 23 705,50 €

Montant HT des travaux éligibles : 11 852,75 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 11 852,75 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VOISENON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 14 694,50 | 61,99% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 5 202,00 | 21,94% |
| Maîtrise d'œuvre | 3 809,00 | 16,07% |
| Total | 23 705,50 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 11 852,75 | 50,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 11 852,75 | 50,00% |
| Total | 23 705,50 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098635 - COMMUNE DE VAUCRESSON (92) : Création d'un parcours santé

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 28 095,50 € HT | 50,00 % | 14 047,75 € |
| | Montant total de la subvention | | 14 047,75 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUCRESSON

Adresse administrative : 8 GRANDE RUE
92420 VAUCRESSON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Véronique JACQUELINE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un parcours santé

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Vaucresson souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer de nouvelles activités sportives en accès libre.

Description :

La commune de Vaucresson souhaite réaménager l'aire de jeux existante du quartier Beauvillier afin d'y intégrer des équipements de fitness en plein air. Ce projet s'inscrit dans une démarche d'amélioration du cadre de vie et d'encouragement à l'activité physique pour tous les publics. L'objectif est de mettre à disposition des habitants, quel que soit leur âge ou leur niveau, des installations modernes, sécurisées et accessibles. Ces nouveaux équipements permettront de diversifier les pratiques de l'espace public, en favorisant à la fois la pratique libre et le sport santé au quotidien.

Ce projet s'appuie sur une volonté forte de la commune de promouvoir la santé et le bien-être à travers le sport, mais aussi de renforcer la convivialité dans le quartier. L'aménagement proposé contribuera à dynamiser les espaces communs et à offrir une véritable valeur ajoutée aux habitants, en particulier ceux qui ne fréquentent pas les équipements sportifs traditionnels.

Les travaux consistent à équiper l'aire de jeux de plusieurs agrès de fitness adaptés à différents profils d'utilisateurs : un module « abdominaux simples » (132 x 42 x 59 cm), un vélo elliptique (162 x 66 x 169 cm), un pec-press assis avec vérin réglable, ainsi qu'un vélo-up conçu pour améliorer la mobilité et la

coordination. Une tour de type street workout (148 x 148 x 242 cm) sera également implantée, permettant la pratique d'exercices de traction et de renforcement musculaire. L'ensemble de ces modules a été sélectionné pour leur robustesse, leur ergonomie et leur adaptabilité à différents niveaux de pratique sportive.

Ces équipements sont réalisés en matériaux résistants et durables. Les structures métalliques sont en acier galvanisé et inox pour limiter la corrosion, les assises et poignées en élastomère assurent confort et adhérence et les revêtements bénéficient de peintures polyester de haute qualité avec une bonne tenue aux UV. Les modules respectent les normes actuelles relatives aux équipements d'entraînement physique installés en plein air, garantissant sécurité et accessibilité. L'implantation sera réalisée par scellement au sol et une clôture en treillis soudé, complétée d'un portillon sécurisé, viendra délimiter l'espace pour en assurer la protection.

Les bénéficiaires de cet équipement sont variés : habitants du quartier, sportifs occasionnels, familles, mais aussi personnes en situation de mobilité réduite grâce à des équipements accessibles.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 30 125,50 €

Montant HT des travaux éligibles : 28 095,50 € (sont exclus les frais liés à la dépose de 2 030 €)

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Montant de la subvention proposée : 14 047,75 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable, soit 46,63% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VAUCRESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 30 125,50 | 100,00% |
| Total | 30 125,50 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 16 077,75 | 53,37% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 14 047,75 | 46,63% |
| Total | 30 125,50 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098439 - PARIS EST MARNE ET BOIS (94) : Construction d'un skatepark

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 200 000,00 € HT | 50,00 % | 100 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 100 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EST MARNE ET BOIS

Adresse administrative : 14 RUE LOUIS TALAMONI
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur OLIVIER CAPITANIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un skatepark

Dates prévisionnelles : 1 juin 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'établissement public de coopération intercommunale Paris Est Marne et Bois souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer de nouvelles activités de sports de glisse en accès libre.

Description :

La commune de Saint-Maur-des-Fossés, en lien avec l'établissement public territorial Paris Est Marne et Bois, poursuit sa politique de création d'équipements sportifs accessibles à tous. Après les réalisations du city stade et de plusieurs skateparks dans d'autres communes, le projet consiste à aménager un espace de glisse, le long des bords de Marne.

Ce site a été choisi en réponse à une forte demande des habitants de disposer d'un lieu en accès libre. Les objectifs sont clairs : offrir un équipement de qualité aux pratiquants débutants comme confirmés, encourager la mixité sociale et favoriser les rencontres intergénérationnelles.

Malgré les contraintes d'un espace restreint, le projet a été conçu pour s'intégrer harmonieusement à son environnement. Il s'inscrit dans une volonté de dynamiser la vie locale par la pratique sportive libre et l'organisation d'événements sportifs.

Les travaux débiteront par la mise en place du fond de forme qui sera réglé, nivelé et compacté sur 300 m², puis recouvert d'un géotextile de séparation et d'une grave naturelle non traitée sur 115 m³ pour

assurer stabilité et drainage.

Les aménagements incluront la pose de 64 m linéaires de bordures type P, avec fondation et épaulement, puis la mise en œuvre d'un revêtement en béton bitumineux et d'un enrobé drainant pour assurer confort et durabilité.

Côté équipement sportif, le projet intègre un bowl fermé et un espace street en béton projeté, posés sur une plateforme plane. Les surfaces seront recouvertes de 252 m² de dalles modulaires en polypropylène antidérapantes, avec structure amortissante intégrée, fixées par un système de verrouillage breveté. Des rampes d'accès et des angles de finition assureront un accès facilité, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

Le bowl fermé, implanté côté habitations pour limiter les nuisances sonores, offrira un espace continu aux courbes variées, idéal pour les pratiquants expérimentés en skate, roller ou BMX souhaitant enchaîner les figures fluides. Sa conception mixera des éléments des variantes 1 et 2 pour offrir à la fois profondeur et zones plus accessibles.

L'espace street reproduira l'environnement urbain avec ses modules : curbs, rails, ledges, plans inclinés et marches. Cet espace conviendra particulièrement aux trottinettes, skates et rollers en recherche de figures techniques. Les couloirs de liaison permettront de relier les différentes zones de manière fluide, tout en intégrant des modules intermédiaires accessibles à tous les niveaux.

Le marquage au sol réglementaire sera réalisé avec une peinture polyuréthane blanche haute résistance, après application d'un primaire spécifique. Une clôture périphérique sécurisera l'accès, avec un unique point d'entrée centralisé.

Le skatepark sera accessible à tout public, sans restriction d'âge ni de niveau, mais il s'adresse en priorité aux jeunes collégiens, lycéens et pratiquants réguliers de sports de glisse. Il constituera un lieu d'entraînement pour les adeptes confirmés tout en restant adapté aux débutants grâce à la diversité des modules et aux zones différenciées. Cet espace favorisera la rencontre entre générations de pratiquants, la mixité des disciplines (skate, trottinette, roller, BMX) et encouragera une pratique libre, sécurisée et encadrée par les aménagements mis en place.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 590 495 €

Montant HT des travaux éligibles : 359 820 € (sont exclus les frais liés à la VRD et l'aménagement paysager de 230 675 €)

Plafond HT des travaux éligibles : 200 000 €

Taux maximum d'intervention ciblé dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable, soit 16,93% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 590 495,00 | 100,00% |
| Total | 590 495,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 118 099,00 | 20,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 100 000,00 | 16,93% |
| Dotation de soutien à l'investissement local | 372 396,00 | 63,07% |
| Total | 590 495,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098440 - COMMUNE DE RUNGIS (94) : Création d'une aire de fitness en plein air

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 26 667,00 € HT | 50,00 % | 13 333,50 € |
| | Montant total de la subvention | | 13 333,50 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUNGIS

Adresse administrative : 5 RUE SAINTE-GENEVIEVE
94150 RUNGIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno MARCILLAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une aire de fitness en plein air

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 30 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Rungis souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer de nouvelles activités sportives en accès libre.

Description :

La commune de Rungis s'engage depuis plusieurs années dans une politique de sport pour tous en lien avec ses objectifs de santé publique, de cohésion sociale et de dynamisation de son espace urbain.

Forte d'un territoire particulièrement actif, la commune s'attache à maintenir une offre d'équipements variée, accessibles et adaptés aux besoins de ses habitants.

L'espace vert de la colline Cacao constitue un lieu emblématique pour les rungissois. Déjà équipé d'aires de jeux, de terrains et d'un centre sportif polyvalent, il représente un cadre privilégié pour la pratique libre d'activités physiques et sportives. C'est dans ce contexte que la commune souhaite y implanter une nouvelle aire de fitness en plein air, pensée comme un levier pour renforcer l'attractivité de ce parc et favoriser l'activité physique autonome.

L'équipement prévu consiste en une station de fitness de type "3 faces", implantée sur une surface stabilisée d'environ 40 m². La structure centrale, en acier galvanisé et thermolaqué, est conçue pour résister à un usage intensif en extérieur et à l'usure liée aux conditions climatiques. Chaque face est équipée de modules d'exercices fixés sur un pylône central, avec des poignées ergonomiques en inox et

des assises en polyéthylène. L'ensemble est conforme aux normes PMR.

L'aire sportive permettra jusqu'à 10 utilisateurs en simultané. Les agrès intégrés comptent un poste de traction-assis, une station d'abdominaux, des barres parallèles, un vélo fixe à résistance hydraulique, et un banc de musculation. Une attention particulière est portée aux modules adaptés pour tous les niveaux (avec assistance progressive), seniors compris, notamment via des zones de travail en position assise et des supports antidérapants.

Un revêtement de sol en béton drainant assurera la stabilité de la plateforme tout en permettant l'infiltration naturelle des eaux pluviales. Enfin, la signalétique pédagogique et les parcours numériques contribueront à l'autonomisation des pratiquants dans leurs pratiques.

Cette nouvelle aire viendra compléter les équipements existants dans le parc (chemins de jogging, parcours en bois, engins guidés), permettra au Centre d'Initiation Sports et Loisirs d'y organiser des séances hebdomadaires et offrira un point d'accès libre pour les pratiquants.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 26 667 €

Montant HT des travaux éligibles : 26 667 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50 %

Montant de la subvention proposée : 13 333,50 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 8 776,00 | 32,91% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 17 891,00 | 67,09% |
| Total | 26 667,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 13 333,50 | 50,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 13 333,50 | 50,00% |
| Total | 26 667,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098626 - COMMUNE DE MASSY (91) : Réhabilitation du plateau multisports Paul Cézanne

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 200 000,00 € HT | 37,50 % | 75 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 75 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MASSY
Adresse administrative : 1 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
91300 MASSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas SAMSOEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du plateau multisports Paul Cézanne

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2025 - 30 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Considérant la nature et les délais du projet, la ville souhaite une ouverture de l'équipement sportif en décembre 2025, afin d'en limiter l'impact pour les pratiquants.

Description :

La commune de Massy souhaite rénover le plateau multisports Paul Cézanne, afin de favoriser le dynamisme sportif et le lien intergénérationnel en accès libre, avec une amplitude d'ouverture maximale pour accueillir le plus grand nombre. Ce plateau multisports est aujourd'hui dangereux pour les usagers et sa rénovation devient nécessaire. Le football et le basket sont des disciplines phares, complétés par le street work out, discipline en plein développement, ainsi que le tennis de table et une aire de pétanque, qui rassemble un large public et dont cette partie du territoire était dépourvue.

Le projet prévoit :

- la rénovation complète du city stade de 420 m² (23,50 m x 13 m) pour la pratique du football et du basket-ball : gazon synthétique multisport, 2 buts normaux, 4 buts brésiliens, 2 paniers de basket, 1 fronton pare-ballon, panneaux métalliques « Silent » ;
- le remplacement de la table de tennis de table actuelle par une neuve de marque Cornilleau ;
- la création d'un terrain de pétanque stabilisé de 60 m² (15 m x 4 m) ;
- la création de zones en enrobé drainant avec quelques marquages appliqués sur les sols de cross training sur tous les cheminements piétons du site, afin d'optimiser la pratique de l'éveil et du

renforcement musculaire ;

- la création d'une zone de fitness comportant les agrès suivants : vélo elliptique, balancelle, combiné push-pull multiprises, pédalier simple ;
- la création d'une zone de street work out comportant les agrès suivants : station de cross training, combiné barre fixe et abdos incliné.

Détail du calcul de la subvention :

Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 237 782,15 €

Montant HT des travaux éligibles : 212 441,55 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose, de démolition, de débroussaillage et d'évacuation d'un montant de 25 340,60 €)

Plafond HT des travaux : 200 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 37,50 %

Montant de la subvention proposée : 75 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 37,50 % du montant HT des travaux éligibles, soit 31,54 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 146 309,31 | 61,53% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 91 472,84 | 38,47% |
| Total | 237 782,15 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 132 782,15 | 55,84% |
| Subvention Région Île-de-France (proposée) | 75 000,00 | 31,54% |
| Agence Nationale du Sport | 30 000,00 | 12,62% |
| Total | 237 782,15 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098465 - COMMUNE DE RUNGIS (94) : Réhabilitation du skatepark

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 200 000,00 € HT | 50,00 % | 100 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 100 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUNGIS

Adresse administrative : 5 RUE SAINTE-GENEVIEVE
94150 RUNGIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno MARCILLAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du skatepark

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Rungis souhaite finaliser cette opération avant la fin du premier trimestre 2026 afin de proposer de nouveaux équipements aux pratiquants de sports de glisse.

Description :

La commune de Rungis a inscrit depuis plusieurs années le sport comme un levier essentiel de cohésion sociale, de santé et d'attractivité. Parmi les projets structurants figure la réhabilitation du skatepark municipal, équipement aujourd'hui dégradé, ne répondant plus aux attentes des pratiquants.

L'ancien skatepark, composé de modules métalliques installés en 2002, nécessite un entretien constant et ne permet plus une pratique sécurisée. Plusieurs éléments avaient été remplacés, certains interdits d'accès, et de nombreux pratiquants s'étaient détournés de l'équipement par crainte d'accidents.

L'enjeu est d'offrir aux jeunes, mais également aux familles et à de nouveaux pratiquants, un équipement moderne, sécurisé et attractif. Ce projet s'inscrit dans une logique de sport pour tous, d'ouverture vers les disciplines émergentes et de valorisation de l'espace public comme lieu de rencontre, de loisirs et de santé.

Le nouveau skatepark sera réalisé en béton, garantissant robustesse, sécurité et durabilité. L'emprise totale sera de 1 500 m² sur une parcelle de 2 080 m². Il intégrera un espace de 600 m² avec plusieurs

modules (tables, rampes, barres, palettes, volcano), ainsi qu'un bowl d'au moins 200 m² avec des profondeurs adaptées, jusqu'à 1,50 m. Un espace initiation sera également prévu pour les plus jeunes et les scolaires.

Les travaux comprennent la mise en place de remblais techniques et de radiers, ainsi que la création de dallages en béton lissé. Des modules préfabriqués en béton viendront compléter la structure. Les réseaux existants seront mis à niveau et un système d'évacuation des eaux sera intégré pour assurer la pérennité de l'équipement.

La conception a été pensée pour répondre aux besoins d'un large public : skateboard, trottinette, roller, BMX mais aussi fauteuils roulants sportifs. La surface roulable continue limitera les risques de blessure et favorisera une pratique fluide.

Le skatepark sera intégré à un parc arboré, pensé pour accueillir non seulement les pratiquants, mais aussi leurs familles, les scolaires et les promeneurs.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 409 677,95 €

Plafond HT des travaux éligibles : 200 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50 %

Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable, soit 24,41% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 396 620,30 | 96,81% |
| Maitrise d'œuvre | 13 057,65 | 3,19% |
| Total | 409 677,95 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 309 677,95 | 75,59% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 100 000,00 | 24,41% |
| Total | 409 677,95 | 100,00% |

DOSSIER N° EX090965 - COMMUNE DE FONTAINEBLEAU (77) : Création d'un skatepark

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 875 000,00 € HT | 15,43 % | 135 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 135 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTAINEBLEAU

Adresse administrative : RUE GRANDE
77300 FONTAINEBLEAU

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JULIEN GONDARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un skatepark

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 1 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé du projet afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel de l'opération.

Description :

La commune de Fontainebleau poursuit depuis 2020 une politique sportive tournée vers l'évolution des pratiques. Ainsi, le projet de création d'un skatepark évolutif, avec une zone dédiée à l'apprentissage des sports de glisse, s'est imposé comme prioritaire à la suite d'une consultation publique organisée en 2022.

Le futur skatepark sera situé au sein du stade Philippe Mahut, un des équipements structurants de la commune, à proximité immédiate d'un site naturel répertorié comme Site Patrimonial Remarquable.

Le projet prévoit la création des espaces suivants, sur une surface totale d'environ 5600 m² :

- une zone de street de 950 m² (800 m² hors plateformes) et 15 éléments ;
- un bowl de 800 m² minimum (600 m² hors plateformes), et 3 profondeurs différentes de 1,80m à 2,70m ;
- une zone d'initiation composée d'un chemin praticable avec une partie plane et quelques éléments de relief ;
- une mini-rampe en bois de 9m de long et 9m de large avec différentes hauteurs (1,40 à 1,80m) et différents rayons ;
- des aménagements spécifiques (zone d'accueil staff et compétiteurs, podium, zone de circulation des secours, gradins...).

Afin de respecter l'environnement paysager du site, limiter le piétinement des espèces végétales et éviter l'imperméabilisation des surfaces, des pavés gazonnants seront installés. Il est également prévu des zones d'ombres, qui seront constituées d'arbres et de plantations. Celles-ci permettront de limiter les phénomènes d'îlots de chaleur sans entraver la pratique sportive.

Les travaux prévoient également des aménagements spécifiques pour l'accessibilité des personnes en situation de handicap moteur, auditif et visuel.

Le site sera enfin équipé d'un système d'éclairage flexible et polyvalent afin de couvrir à la fois les besoins de la pratique courante semi nocturne (éclairage diffus de 7,5 lux avec possibilité d'animations douces colorées) mais également les impératifs liés à la pratique compétitive nocturne (150 lux).

Cet équipement a également pour ambition de contribuer à l'image et au rayonnement de la commune, avec l'organisation de compétitions de niveaux régional et national. Il aura également pour objectif d'être positionné comme pôle de développement haut-niveau pour le skateboard, la trottinette et le BMX.

Une association a ainsi été créée afin d'accompagner la construction de cette installation et mettre en œuvre un projet sportif à la hauteur de l'infrastructure, qui favorisera notamment la pratique féminine.

Détail du calcul de la subvention :

Opération 1 : réhabilitation ou construction d'un équipement sportif extérieur

Montant HT des travaux : 1 103 000 €

Montant HT des travaux éligibles : 853 800 € (sont exclus les honoraires de maîtrise d'œuvre antérieurs à la date de début du projet, les dépenses relatives à la démolition et aux aménagements des espaces piétonniers, tables de pique-nique et espaces verts, d'un montant de 249 100 €)

Plafond HT des travaux : 800 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention proposée : 120 000 €

Opération 2 : création ou modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif

Montant HT des travaux : 107 000 €

Plafond HT des travaux éligibles : 75 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20%

Montant de la subvention proposée : 15 000 €

Projet global : opérations 1 + 2

Montant HT des travaux du projet : 1 210 000 €

Montant HT des travaux éligibles du projet : 875 000 €

Taux d'intervention pour le projet : 15.43%

Montant de la subvention proposée : 135 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 15.43% du montant HT de la base subventionnable, soit 11.16% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 779 000,00 | 64,38% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 21 000,00 | 1,74% |
| Maitrise d'œuvre | 99 000,00 | 8,18% |
| Eclairage et bureau de contrôle | 111 000,00 | 9,17% |
| Travaux de rénovation énergétique ou autres travaux | 200 000,00 | 16,53% |
| Total | 1 210 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 855 000,00 | 70,66% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 135 000,00 | 11,16% |
| Agence Nationale du Sport | 220 000,00 | 18,18% |
| Total | 1 210 000,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX095810 - SIVU POUR LA CONSTRUCTION DU CES DE NEZANT DE ST-BRICE GROSLAY (95) : Réhabilitation des équipements sportifs extérieurs du complexe sportif de Nézant

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041582-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 800 000,00 € HT | 12,50 % | 100 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 100 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIVU POUR LA CONSTRUCTION DU CES
DE NEZANT DE ST-BRICE GROSLAY

Adresse administrative : 8 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU
95350 SAINT BRICE SOUS FORET

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique

Représentant : Monsieur SEBASTIEN GALL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation des équipements sportifs extérieurs du complexe sportif de Nézant

Dates prévisionnelles : 12 mai 2025 - 15 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le syndicat sollicite un démarrage anticipé du projet afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et envisager une réouverture du site au début de la saison sportive 2025-2026.

Description :

Le syndicat intercommunal à vocation unique du CES de Nézant est chargé de l'exploitation et la gestion des infrastructures sportives du complexe sportif de Nézant. Celui-ci comprend un gymnase, un dojo, un plateau multisports ainsi qu'une piste d'athlétisme.

Construit en 1976 et situé sur la commune de Saint-Brice-sous-Forêt, ce site a déjà connu plusieurs opérations de réhabilitation. Néanmoins, la piste d'athlétisme et le plateau multisports sont aujourd'hui dans un état de vétusté qui ne permet plus de garantir une pratique sportive dans des conditions de sécurité optimales.

Le projet consiste d'une part à réaménager une nouvelle infrastructure d'athlétisme composée d'une piste homologuée de 4 couloirs et de plusieurs ateliers spécifiques (sauts et lancers) et d'autre part à réhabiliter le plateau multisports pour y accueillir 4 terrains de basketball et 2 terrains de handball.

Les travaux envisagés prévoient ainsi :

- la réalisation d'un nouvel enrobé et d'un réseau de drainage pour l'ensemble du site ;
- la mise en œuvre d'un revêtement synthétique collé ;
- la rénovation de l'éclairage avec la pose de 10 projecteurs LED ;
- l'installation de 4 buts de handball et 8 panneaux de basketball ;
- l'aménagement de sautoirs avec l'installation de fosses de réception remplies de sable.

Outre le collège rattaché à cette installation, le site sera également utilisé par plusieurs associations sportives dont « Saint-Brice Athlétisme ». Ce club, labellisé FFA (Fédération Française d'Athlétisme), compte 54% d'adhérentes et mène une forte activité de formation auprès des jeunes (sections baby athlé, école d'athlétisme, organisation et participation régulières aux compétitions).

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif extérieur

Montant HT des travaux : 2 024 750 €

Montant HT des travaux éligibles : 1 904 750 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de démolition et de dépose des équipements existants, d'un montant de 120 000 €)

Plafond HT des travaux éligibles : 800 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Taux d'intervention ramené à : 12.5 %

Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 12.5% du montant HT de la base subventionnable, soit 4.94% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- SAINT-BRICE-SOUS-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 1 993 850,00 | 98,47% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 30 900,00 | 1,53% |
| Total | 2 024 750,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 464 850,00 | 22,96% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 100 000,00 | 4,94% |
| Dotation d'équipements des territoires ruraux | 809 900,00 | 40,00% |
| Commune | 500 000,00 | 24,69% |
| Département | 150 000,00 | 7,41% |
| Total | 2 024 750,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° EX093784 - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU (77)
: Modernisation des éclairages de plusieurs équipements sportifs**

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041582-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 199 400,00 € HT | 20,00 % | 39 880,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 39 880,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA DU PAYS DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : 80 ROUTE DE VALVINS
77920 SAMOIS SUR SEINE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur PASCAL GOUHOURY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : modernisation des éclairages de plusieurs équipements sportifs

Dates prévisionnelles : 29 septembre 2025 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La communauté d'agglomération sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et le phasage des opérations, et limiter ainsi l'impact sur les usagers.

Description :

La communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau est propriétaire de 7 terrains de grands jeux et d'un plateau sportif situés sur les communes d'Achères-la-Forêt, Chailly-en-Bière, Fontainebleau et Vulaines-sur-Seine. Ces sites sont actuellement équipés de projecteurs d'anciennes générations à forte consommation.

Dans le cadre de sa politique de modernisation des équipements sportifs et de sobriété énergétique, la communauté d'agglomération a décidé de remplacer les éclairages existants par la mise en place de systèmes LED.

Pour la commune d'Achères-la-Forêt, première opération du projet, les travaux concernent le terrain d'honneur de football et consistent à mettre en place 6 projecteurs d'une puissance de 1500W et 775W selon les modules, permettant de garantir un niveau d'éclairage de 100 lux et obtenir le classement E7 de la Fédération Française de Football.

Pour la commune de Chailly-en-Bière, deuxième opération du projet, les travaux concernent également le terrain d'honneur de football et consistent à mettre en place 8 projecteurs d'une puissance de 1500W, permettant de garantir un niveau d'éclairage de 100 lux et obtenir le classement E7 de la Fédération Française de Football.

Pour la commune de Fontainebleau, troisième opération du projet, les travaux se situent sur le complexe sportif Philippe Mahut et concernent les terrains suivants :

- un terrain synthétique mixte football / rugby, avec la mise en place de 12 projecteurs de 1500W permettant de garantir un niveau d'éclairage de 150 lux et obtenir le classement E6 de la Fédération Française de Football ;
- un terrain de rugby engazonné, avec la mise en place de 8 projecteurs de 1500W et 4 projecteurs de 775W selon les modules permettant de garantir un niveau d'éclairage de 150 lux ;
- un terrain de football stabilisé, avec la mise en place de 12 projecteurs de 1500W permettant de garantir un niveau d'éclairage de 150 lux et obtenir le classement E6 de la Fédération Française de Football.

Pour la commune de Vulaines-sur-Seine, quatrième opération du projet, les travaux se situent sur le complexe sportif Pierre de Coubertin et concernent les terrains suivants :

- deux terrains synthétiques de football, avec la mise en place sur chacun des terrains de 12 projecteurs de 1500W permettant de garantir un niveau d'éclairage de 150 lux et obtenir le classement E6 de la Fédération Française de Football ;
- un plateau sportif, avec la mise en place de 6 projecteurs de 1500W et 2 projecteurs de 775W selon les modules permettant de garantir un niveau d'éclairage de 100 lux.

Le projet prévoit également la création, pour chacun des équipements, d'une armoire de commande permettant de disposer de plusieurs niveaux d'allumage, de programmer et suivre à distance l'éclairage.

Toutes les installations concernées par le projet sont utilisées par des clubs résidents (E.S. 77, E.S. Pays de Bière, E.S de la forêt) notamment dans le cadre de leur pratique féminine.

Détail du calcul de la subvention :

Opération 1 : création ou modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif (commune d'Achères-la-Forêt)

Montant HT des travaux : 24 700 €

Montant HT des travaux éligibles : 21 100 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose, d'un montant de 3 600 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention proposée : 4 220 €

Opération 2 : création ou modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif (commune de Chailly-en-Bière)

Montant HT des travaux : 30 700 €

Montant HT des travaux éligibles : 28 300 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose, d'un montant de 2 400 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20%

Montant de la subvention proposée : 5 660 €

Opération 3 : création ou modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif (commune de Fontainebleau)

Montant HT des travaux : 111 900 €

Montant HT des travaux éligibles : 104 700 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose, d'un montant de 7 200 €)

Plafond HT des travaux éligibles : 75 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20%

Montant de la subvention proposée : 15 000 €

Opération 4 : création ou modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif (commune de Vulaines-sur-Seine)

Montant HT des travaux : 117 600 €

Montant HT des travaux éligibles : 109 200 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose, d'un montant de 8 400 €)

Plafond HT des travaux éligibles : 75 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20%

Montant de la subvention proposée : 15 000 €

Projet global : opérations 1 + 2 + 3 + 4

Montant HT des travaux du projet : 284 900 €

Montant HT des travaux éligibles du projet : 199 400 €

Taux d'intervention pour le projet : 20%

Montant de la subvention proposée : 39 880 €

Le montant de la subvention proposée représente 20% du montant HT de la base subventionnable, soit 14% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU
- CHAILLY-EN-BIERE
- VULAINES-SUR-SEINE
- ACHERES-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux opération 1 | 24 700,00 | 8,67% |
| Travaux opération 2 | 30 700,00 | 10,78% |
| Travaux opération 3 | 111 900,00 | 39,28% |
| Travaux opération 4 | 117 600,00 | 41,28% |
| Total | 284 900,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 86 670,60 | 30,42% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 39 880,00 | 14,00% |
| Dotation de soutien à l'investissement local | 27 700,00 | 9,72% |
| Dotation d'équipement des territoires ruraux | 130 649,40 | 45,86% |
| Total | 284 900,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX093403 - COMMUNE D'ORGEVAL (78) : Travaux de réhabilitation et de modernisation du complexe sportif Saint-Marc

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 354 044,12 € HT | 15,79 % | 55 911,62 € |
| Montant total de la subvention | | | 55 911,62 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D ORGEVAL
Adresse administrative : 123 RUE DU DOCTEUR MAURER
78630 ORGEVAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hervé CHARNALLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de réhabilitation et de modernisation du complexe sportif Saint-Marc

Dates prévisionnelles : 15 mars 2025 - 1 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel des travaux et le phasage des opérations.

Description :

La commune d'Orgeval est dotée d'un équipement sportif structurant d'une superficie de 26000 m², le complexe sportif Saint-Marc, composé de deux terrains de football, quatre courts de tennis dont un couvert, un skatepark, un city stade, une aire de fitness de 10 appareils, un boulodrome, un dojo ainsi qu'une salle polyvalente.

Dans le cadre d'un plan de modernisation de ses équipements sportifs, et afin de répondre aux attentes de la population, la commune souhaite procéder à des travaux visant à améliorer l'offre et les conditions de pratique sur le complexe.

Le projet consiste ainsi à créer deux nouveaux terrains de padel et, sur les courts de tennis extérieurs, modifier la clôture et installer un éclairage LED.

Pour la première opération (création des terrains de padel et clôture des courts de tennis), les travaux prévoient notamment :

- la réalisation d'une plateforme en béton poreux de 644 m² ;
- la mise en place d'un système d'évacuation des eaux pluviales ;
- la pose d'une main courante constituée d'une lisse en tube rond de 60 mm de diamètres ;
- l'installation de parois vitrées en verre trempé ;
- la pose d'un gazon synthétique sablé ou semi-sablé ;
- la pose d'une clôture simple torsion de 3m de hauteur et d'un portillon de 2m de hauteur et 1.20m de large.

Pour la seconde opération (création d'un éclairage pour les courts tennis), les travaux prévoient notamment :

- la réalisation des tranchées pour la pose des gaines d'alimentation électriques et le raccordement des mâts jusqu'à l'armoire ;
- la pose de deux mât d'éclairage de 10m de hauteur ;
- l'installation de quatre projecteurs LED de 1000W équipés de barres de maintien réglables et orientables ;
- l'installation d'une armoire électrique en métal incluant un module d'alimentation, un disjoncteur séparé et une horloge permettant de maîtriser les créneaux d'allumage.

Ces équipements sont utilisés et gérés par un club résident, le Tennis Club d'Orgeval, qui engage une équipe féminine senior en championnat départemental.

Détail du calcul de la subvention :

Opération 1 : réhabilitation ou construction d'un équipement sportif extérieur (création courts de padel et réfection clôture tennis)

Montant HT des travaux : 303 006.62 €

Montant HT des travaux éligibles : 297 944.12 € (sont exclues les dépenses relatives à la dépose des équipements existants d'un montant de 5 062.50 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention proposée : 44 691.62 €

Opération 2 : création ou modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif

Montant HT des travaux : 56 100 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20%

Montant de la subvention proposée : 11 220 €

Projet global : opérations 1 + 2

Montant HT des travaux du projet : 359 106.62 €

Montant HT des travaux éligibles du projet : 354 044.12 €

Taux d'intervention pour le projet : 15.79%

Montant de la subvention proposée : 55 911.62 €

Le montant de la subvention proposée représente 15.79% du montant HT de la base subventionnable, soit 15.57% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ORGEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 303 006,62 | 84,38% |
| Travaux éclairage | 56 100,00 | 15,62% |
| Total | 359 106,62 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 303 195,00 | 84,43% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 55 911,62 | 15,57% |
| Total | 359 106,62 | 100,00% |

DOSSIER N° EX095889 - COMMUNE D'ERAGNY (95) : Création de deux pistes de padel et d'un court de tennis

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 235 896,47 € HT | 15,00 % | 35 384,47 € |
| Montant total de la subvention | | | 35 384,47 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ERAGNY-SUR-OISE
Adresse administrative : RUE DE L'HOTEL DE VILLE
95610 ERAGNY-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur THIBAUT HUBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de deux pistes de padel et d'un court de tennis

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 30 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et permettre ainsi une mise en service des équipements pour la rentrée sportive 2025-2026.

Description :

La commune d'Eragny-sur-Oise, lauréate du label Ville Active et Sportive en 2024, mène une politique sportive orientée vers le développement de l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives, en accompagnant le mouvement sportif et en exploitant de nombreuses infrastructures sportives.

A ce titre, la commune poursuit un plan de modernisation du complexe sportif de la Butte qui s'inscrit dans une démarche globale de valorisation du patrimoine sportif communal. Cet équipement se compose notamment d'un terrain de grands jeux destiné à la pratique du football, d'un gymnase et d'une infrastructure tennis intégrant plusieurs courts couverts et extérieurs.

Afin de répondre au besoin de la population et soutenir le développement du club de tennis local, la commune souhaite créer deux pistes de padel ainsi qu'un court de tennis extérieur supplémentaire.

Les travaux envisagés consistent à effectuer les opérations suivantes, conformément au cahier des charges de la Fédération Française de Tennis :

Pour les deux pistes de padel :

- coffrage et coulage d'une longrine périphérique en béton armé de 45 x 40 de section pour la fixation de la structure Padel ;
- construction des dalles en béton poreux sur 477 m2 ;
- pose d'une clôture type treillis soudé ;
- mise en place de deux ossatures « terrains de Padel » en acier sur platine comprenant des treillis soudés et des panneaux de verre trempé de 12 mm d'épaisseur fixés par visserie inox ;
- pose d'un revêtement gazon synthétique monofilament sur 400 m2.

Pour le terrain de tennis :

- pose d'un enrobé sur 648 m2 avec une couche de fondation en grave naturelle ;
- pose d'une clôture de 3m de hauteur avec une ossature acier galvanisé thermolaqué ;
- installation d'un éclairage LED, d'une puissance de 1800W, composé de barres lumineuses pré-connectées en aluminium et de 2 boîtiers d'alimentation ;
- mise en œuvre d'un revêtement synthétique en résine sur 3 couches ;
- mise en place des tracés et fourniture des poteaux et du filet.

Ces nouveaux équipements seront utilisés dans le cadre des activités sportives municipales et par le club résident, le Tennis Club d'Eragny, qui compte 120 adhérentes sur un total de 450 adhérents.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement sportif extérieur

Montant HT des travaux : 275 083.95 €

Montant HT des travaux éligibles : 235 896.47 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de dépose, décapage et évacuation, d'un montant de 39 187.48 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention proposée : 35 384.47 €

Le montant de la subvention proposée représente 15% du montant HT de la base subventionnable, soit 12.86% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ERAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 275 083,95 | 100,00% |
| Total | 275 083,95 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 60 895,53 | 22,14% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 35 384,47 | 12,86% |
| Département | 68 770,75 | 25,00% |
| Agence Nationale du Sport | 70 033,20 | 25,46% |
| Participation Ligue ou Fédération | 40 000,00 | 14,54% |
| Total | 275 083,95 | 100,00% |

DOSSIER N° EX095899 - COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT (92) : Réhabilitation du city stade du square Jean Guillon

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 117 056,71 € HT | 28,52 % | 33 388,47 € |
| | Montant total de la subvention | | 33 388,47 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Adresse administrative : 26 AVENUE ANDRE MORIZET
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur PIERRE-CHRISTOPHE BAGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du city stade du square Jean Guillon

Dates prévisionnelles : 12 mai 2025 - 22 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et permettre ainsi une mise en service de l'équipement pour la rentrée sportive 2025-2026.

Description :

La commune de Boulogne-Billancourt est engagée dans une politique sportive ayant notamment pour objectif de favoriser l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives, notamment en veillant à maintenir ses équipements dans les meilleures conditions de pratique.

Le city stade situé dans le square Jean Guillon est un équipement sportif très sollicité par la population dont la vétusté ne permet désormais plus de garantir une pratique sportive dans des conditions de sécurité optimales.

Le projet consiste à installer un nouveau terrain multisports de dimension 22m x 15m constitué des éléments suivants :

- une structure porteuse en aluminium thermolaqué avec un remplissage en lames ;
- des buts « foot/hand » de 3m x 2m intégrés au fronton ;
- trois panneaux de basket ;

- des poteaux multifonctions en acier scellés à l'extérieur du terrain avec filet multifonctions muni d'un système de tension ;
- un sol souple coulé monocouche d'une épaisseur de 10 mm.

Les travaux comprennent également une opération de terrassement destinée à la reprise de la plateforme existante, avec un ragréage en mortier sur 264m², le scellement des poteaux en aluminium et la découpe de l'enrobé actuel.

Cet équipement sera en libre accès pendant les horaires d'ouverture du square dans lequel il se situe.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 125 578.31 €

Montant HT des travaux éligibles : 117 056.71 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de dépose et d'évacuation, d'un montant de 8 521.60 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Taux d'intervention ramené à : 28.52%

Montant de la subvention proposée : 33 388.47 €

Le montant de la subvention proposée représente 28.52% du montant HT de la base subventionnable, soit 26.59% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 33 882,24 | 26,98% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 91 696,07 | 73,02% |
| Total | 125 578,31 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 29 400,68 | 23,41% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 33 388,47 | 26,59% |
| Agence Nationale du Sport | 62 789,16 | 50,00% |
| Total | 125 578,31 | 100,00% |

DOSSIER N° EX094075 - COMMUNE D'ANTONY (92) : Réaménagement du skatepark du Pont de Pierre

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 200 000,00 € HT | 50,00 % | 100 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 100 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANTONY
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92161 ANTONY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Yves SENANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaménagement du skatepark du Pont de Pierre

Dates prévisionnelles : 1 mai 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé du projet afin de respecter le calendrier prévisionnel des travaux et limiter ainsi leur impact sur les usagers.

Description :

La commune d'Antony poursuit une politique sportive axée sur le développement de tous les types de pratique sportive (sport santé, sports loisirs, pratique compétitive) ainsi que sur la modernisation et la création de nouveaux équipements sportifs. A ce titre, l'accès à des équipements en accès-libre répond à un besoin identifié de la population et s'est déjà traduit par l'aménagement de terrains de basketball, d'un mur d'escalade, d'aires de fitness et de deux skateparks.

Construit en 2005, le skatepark du Pont de Pierre est une installation vieillissante avec des modules inadaptes qui ne correspondent plus aux attentes des usagers.

Le projet consiste, après une opération préalable de démolition, à réaménager entièrement le skatepark actuel et à l'inscrire dans un nouveau schéma d'orientation paysagère du site.

Les travaux prévoient ainsi :

- la création d'une zone sportive en béton moulé de 720 m² ;
- la réalisation d'une tranchée pour canalisation ;
- l'aménagement de surfaces spécifiques (quarters, bosses, waterfalls, plans inclinés) ;
- la pose d'une barre de glisse en acier et de deux copings de diamètres différents.

Il est également prévu de nombreux travaux d'aménagements paysagers (création d'une noue, installation de mobiliers urbains, création de cheminements piétonniers, mise en place d'une prairie naturelle de 900 m²) non intégrés dans la base subventionnable du projet. En effet, au-delà de sa dimension sportive, le projet porte plusieurs autres ambitions : répondre aux enjeux environnementaux du site, réduire l'effet d'îlots de chaleur en augmentant les surfaces ombragées, développer l'intégration paysagère de la zone sportive, créer des zones d'accueil de qualité pour les usagers et leurs accompagnateurs.

Le nouveau skatepark sera adapté à l'ensemble des sports de glisse urbaine et permettra la pratique du skateboard, du roller, du BMX et de la trottinette.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 420 466.59 €

Montant HT des travaux éligibles : 314 286.31 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux d'aménagements paysagers et piétonniers ainsi qu'à la dépose des équipements existants, d'un montant de 106 180.28 €)

Plafond HT des travaux éligibles : 200 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable, soit 23.78% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 148 027,08 | 35,21% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 272 439,51 | 64,79% |
| Total | 420 466,59 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 199 488,13 | 47,44% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 100 000,00 | 23,78% |
| Métropole Grand Paris | 23 735,00 | 5,64% |
| Agence Nationale du Sport | 50 278,46 | 11,96% |
| Autres recettes (Agence de l'Eau Seine Normandie) | 46 965,00 | 11,17% |
| Total | 420 466,59 | 100,00% |

DOSSIER N° EX095943 - COMMUNE DE LEVALLOIS-PERRET (92) : Remplacement des sols sportifs de deux salles au palais des sports Marcel Cerdan

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 104 120,88 € HT | 15,00 % | 15 618,13 € |
| Montant total de la subvention | | | 15 618,13 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEVALLOIS-PERRET
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Agnès POTTIER-DUMAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement des sols sportifs de deux salles au palais des sports Marcel Cerdan

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 29 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et permettre ainsi une mise en service des équipements pour la rentrée sportive 2025-2026.

Description :

La commune de Levallois-Perret mène une politique sportive ambitieuse, orientée vers la promotion du sport pour tous, le développement du haut- niveau et la mise à disposition d'infrastructures de qualité. Cet engagement fait du sport un pilier essentiel de la vie locale, à la fois levier de cohésion sociale, d'éducation, de santé publique et de rayonnement territorial.

Le Palais des sports Marcel-Cerdan est un équipement sportif structurant qui accueille de nombreuses manifestations sportives nationales et internationales, ainsi que les associations sportives communales dans le cadre de leur pratique quotidienne. D'une surface de 7 800 m² répartie sur 4 niveaux, le site propose une offre variée de disciplines : aikido, basketball, volleyball, badminton, boxe anglaise et française, escalade, judo, karaté, gymnastique, danse, fitness, lutte.

Ce site a déjà fait l'objet de quatre phases de travaux de modernisation et de réhabilitation, subventionnées par la Région, qui ont permis d'en améliorer la qualité, la sécurité et la fonctionnalité. La commune poursuit aujourd'hui cette dynamique à travers un nouveau projet de réhabilitation ayant pour objet, d'une part la réfection totale du parquet de la salle de danse « Hébert » et, d'autre part, la pose d'un nouveau sol sportif collé dans la salle omnisports « Busnel ».

Malgré plusieurs opérations d'entretien, comprenant des réparations ponctuelles ainsi que des ponçages et vitrifications successifs, le revêtement de ces deux salles présente aujourd'hui une usure avancée qui ne permet plus de garantir des conditions optimales de sécurité et de confort pour les usagers.

Pour la salle de danse, les travaux consistent à installer un nouveau parquet massif en chêne, posé sur lambourdes, avec une dalle béton en support, d'une superficie de 238 m².

Pour la salle omnisports, destinée principalement à la pratique de l'escalade, du badminton, du basketball et du volleyball, les travaux consistent à coller sur le sol sportif actuel un revêtement spécifique de type P1 et d'une hauteur de 6.2mm.

Ces deux salles sont occupées par un club résident, le « Levallois Sporting Club », dont les sections concernées par le projet ont une pratique féminine importante.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif couvert

Montant HT des travaux : 117 883,88 €

Montant HT des travaux éligibles : 104 120.88 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de dépose et d'évacuation, d'un montant de 13 763 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention proposée : 15 618.13 €

Le montant de la subvention proposée représente 15% du montant HT de la base subventionnable, soit 13.25 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux salle de danse | 63 099,93 | 53,53% |
| Travaux salle omnisports | 54 783,95 | 46,47% |
| Total | 117 883,88 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 102 265,75 | 86,75% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 15 618,13 | 13,25% |
| Total | 117 883,88 | 100,00% |

DOSSIER N° EX094079 - COMMUNE DE YERRES (91) : Rénovation du city stade de La Sablière

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 74 330,25 € HT | 50,00 % | 37 165,12 € |
| | Montant total de la subvention | | 37 165,12 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE YERRES

Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
91330 YERRES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur OLIVIER CLODONG, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du city stade de La Sablière

Dates prévisionnelles : 2 février 2026 - 14 mars 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Yerres est engagée dans une politique sportive ayant pour objectif de favoriser l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives, notamment en veillant à maintenir ses équipements dans les meilleures conditions de pratique.

Le city stade situé dans le quartier de La Sablière est un équipement sportif très sollicité par la population dont la vétusté ne permet désormais plus de garantir une pratique sportive dans des conditions de sécurité optimales.

Le projet consiste à installer un nouveau terrain multisports de dimension 24m x 11.50m constitué des éléments suivants :

- une structure porteuse en aluminium thermolaqué avec un remplissage en lames ;
- des buts « foot/hand » de 3m x 2m intégrés au fronton ;
- 6 panneaux de basket ;
- des poteaux multifonctions en acier scellés à l'extérieur du terrain avec filet multifonctions muni d'un système de tension ;
- un gazon synthétique de 25mm lesté de sable ;
- quatre « basket goal » brésiliens et deux kits de basket.

Les travaux comprennent également une opération de terrassement destinée à la reprise de la plateforme existante, le scellement des poteaux en aluminium et la découpe de l'enrobé existant.

Quelques créneaux pourront être réservés par le groupe scolaire situé à proximité (maternelle et primaire), mais le projet prévoit de garantir le libre accès au site le reste du temps.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 74 330.25 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 37 165.12 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- YERRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 74 330,25 | 100,00% |
| Total | 74 330,25 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 37 165,13 | 50,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 37 165,12 | 50,00% |
| Total | 74 330,25 | 100,00% |

DOSSIER N° EX096255 - COMMUNE DE NOISEAU (94) : Travaux de modernisation du gymnase Léo Lagrange

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 686 501,14 € HT | 11,65 % | 80 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 80 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISEAU
Adresse administrative : 2 RUE PIERRE VIENOT
94880 NOISEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yvan FEMEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de modernisation du gymnase Léo Lagrange

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 1 janvier 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Noiseau poursuit un plan de modernisation de ses équipements publics en cohérence avec ses projets d'aménagement et de développement territorial. Celui-ci se traduit notamment par le projet de modernisation du gymnase Léo Lagrange qui est situé dans un des principaux îlots de la commune réunissant plusieurs équipements publics communaux.

Cette installation, construite dans les années 1970 et d'une surface de 1100m², comprend une salle omnisports, deux vestiaires et des locaux techniques. Elle n'a jusqu'à présent pas fait l'objet de travaux de réhabilitation et présente des signes de vétusté qui ne permettent ni de garantir une pratique sportive dans des conditions optimales ni de répondre aux usages et besoins actuels.

Le gymnase nécessite dès lors une réhabilitation complète sur le plan structurel, énergétique et fonctionnel. A cet effet, le projet prévoit de réaliser les travaux de modernisation suivants :

- réaménager les circulations et la zone d'accueil ;
- remplacer, dans les parties communes, le sol et les menuiseries ;
- mettre en accessibilité PMR l'ensemble du site et remplacer les systèmes de sécurité incendie ;
- remplacer les installations techniques (électricité, CVC...) ;

- réaménager et rénover les vestiaires, sanitaires et locaux de stockage ;
- remplacer le sol sportif de la salle omnisports ;
- créer un mur d'escalade intégré à la salle omnisports en structure bois-métal, composé de plusieurs zones et d'un espace modulable.

Ce complexe sportif est utilisé par le public scolaire, les activités municipales et plusieurs clubs résidents ayant une pratique féminine (twirling, futsal, handball).

Le projet intègre également des travaux de rénovation énergétique qui font l'objet d'une instruction au titre de l'AAP Rénovation énergétique des équipements sportifs (dossier EX094083).

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 1 920 735.59 €

Montant HT des travaux éligibles : 686 501.14 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de rénovation énergétique, de démolition et de dépose, les diagnostics, les assurances et les aménagements paysagers, d'un montant de 1 234 234.45 € HT)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Taux d'intervention ramené à : 11.65%

Montant de la subvention proposée : 80 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 11.65% du montant HT de la base subventionnable, soit 4.17% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- NOISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|-----------------------------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux de rénovation énergétique | 783 950,89 | 40,82% |
| Travaux de modernisation | 686 501,14 | 35,74% |
| Autres dépenses inéligibles | 450 283,56 | 23,44% |
| Total | 1 920 735,59 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 1 136 485,59 | 59,17% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 80 000,00 | 4,17% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre de la rénovation énergétique | 292 000,00 | 15,20% |
| Dotation d'équipements des territoires ruraux | 100 000,00 | 5,21% |
| Autre subvention Etat | 312 250,00 | 16,26% |
| Total | 1 920 735,59 | 100,00% |

**DOSSIER N° EX096539 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE (77)
: Création d'un city stade sur la commune de Tigeaux**

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 79 656,00 € HT | 20,00 % | 15 931,20 € |
| Montant total de la subvention | | | 15 931,20 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CACPB COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION COULOMMIERS
PAYS DE BRIE
Adresse administrative : 13 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77120 COULOMMIERS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Ugo PEZZETTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city stade sur la commune de Tigeaux

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 31 mars 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La communauté d'agglomération sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une ouverture de l'équipement pendant la saison sportive 2025-2026.

Description :

La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie poursuit une politique sportive qui vise à offrir des équipements sportifs de qualité et de proximité à l'ensemble des habitants de son territoire. Elle participe ainsi à la construction et à la rénovation d'installations sportives diversifiées telles que l'extension d'un gymnase, la création de salles spécialisées, la rénovation d'un centre aquatique ou la réalisation d'une halle des sports.

La commune de Tigeaux, qui appartient à cette intercommunalité et compte moins de 2000 habitants, est un territoire carencé en équipement sportif. Elle se trouve dès lors dépourvue de structure en accès-libre, utilisable par toutes les tranches d'âges, dans le cadre d'une pratique libre et autonome.

Fort de ce constat, et dans l'objectif de lutter contre la sédentarité, contribuer au bien-être de la population et améliorer le lien social par la création de véritables lieux de vie et de partage, la communauté d'agglomération a pour projet de créer un city stade dans cette commune.

Les travaux envisagés consistent à installer une structure multisports en acier galvanisé thermolaqué de dimensions 24m x 12m comprenant 2 frontons et 2 palissades latérales, 2 buts « foot/hand » de 3m x 2m intégrés aux frontons, 2 panneaux de basket réglables au-dessus des buts, 4 mini buts « foot/hockey », 4 kits de basket latéraux, 2 poteaux multisports et 1 filet multisports.

Cette structure sera en outre entièrement habillée de planches en composite recyclables et équipée de fonds de but constitués de panneaux en acier sur cadre porteur monobloc, dotée d'un accès PMR et d'un gazon synthétique de 22mm lesté de sable et composé de fibre fibrillée.

Les travaux comprennent également une opération de terrassement destinée à la création d'une plateforme de 28m x 16m, incluant la pose d'un géotextile non tissé de 493m² et la mise en œuvre d'une couche de matériaux drainants réglée au laser.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 79 656 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Taux d'intervention ramené à : 20%

Montant de la subvention proposée : 15 931.20 €

Le montant de la subvention proposée représente 20% du montant HT de la base subventionnable et du montant du projet.

Localisation géographique :

- TIGEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 79 656,00 | 100,00% |
| Total | 79 656,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres de la Commune | 23 896,80 | 30,00% |
| Subvention Région Ile-de-France (proposée) | 15 931,20 | 20,00% |
| Subvention Etat (sollicitée) | 39 828,00 | 50,00% |
| Total | 79 656,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX096746 - COMMUNE DE MAROLLES-SUR-SEINE (77) : Modernisation de l'éclairage des deux terrains de football

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 31 500,00 € HT | 20,00 % | 6 300,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 6 300,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAROLLES-SUR-SEINE

Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
77130 MAROLLES SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Julien POIREAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : modernisation de l'éclairage des deux terrains de football

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 30 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé du projet afin de respecter le calendrier prévisionnel des travaux et limiter ainsi leur impact sur les usagers.

Description :

La commune de Marolles-sur-Seine, qui compte moins de 2000 habitants, est propriétaire de deux terrains extérieurs de grands jeux, l'un en gazon naturel et l'autre en revêtement stabilisé, dédiés à la pratique du football. Ces deux équipements sont actuellement équipés de projecteurs d'anciennes générations à forte consommation.

Dans le cadre de sa politique de sobriété énergétique et d'accès à la pratique sportive, la commune a décidé de remplacer les éclairages existants sur ces deux terrains par la mise en place de systèmes LED.

Pour le terrain stabilisé, actuellement équipé de 24 projecteurs de 400W, les travaux consistent notamment à mettre en place 8 projecteurs LED de 638W ainsi qu'un boîtier de dérivation étanche, permettant de garantir un niveau d'éclairement de 75 lux conforme à un classement E7 auprès de la Fédération Française de Football.

Pour le terrain en gazon naturel, actuellement équipé de 20 projecteurs de 400W, les travaux consistent également à mettre en place 8 projecteurs LED de 638W ainsi qu'un boîtier de dérivation étanche, permettant de garantir un niveau d'éclairage de 75 lux conforme à un classement E7 auprès de la Fédération Française de Football.

Ces deux équipements sont régulièrement utilisés par le club de football (A.S. Marolles-sur-Seine) qui compte des joueuses féminines dans son école de football.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », la commune bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à la publication d'une ou plusieurs offre(s) de stage ou de contrat d'apprentissage en raison du nombre d'habitants inférieur à 2 000 administrés.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : création ou modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif

Montant HT des travaux : 31 500 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20%

Montant de la subvention proposée : 6 300 €

Le montant de la subvention proposée représente 20% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MAROLLES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux modernisation des éclairages | 31 500,00 | 100,00% |
| Total | 31 500,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 20 160,00 | 64,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 6 300,00 | 20,00% |
| Participation Ligue ou Fédération | 5 040,00 | 16,00% |
| Total | 31 500,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX096855 - COMMUNE DE VIGNEUX-SUR-SEINE (91) : Réhabilitation de la toiture du gymnase André Pardoux

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 66 183,00 € HT | 15,95 % | 10 558,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 10 558,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIGNEUX SUR SEINE

Adresse administrative : 75 RUE PIERRE MARIN
91270 VIGNEUX SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Thomas CHAZAL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation de la toiture du gymnase André Pardoux

Dates prévisionnelles : 14 avril 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel de l'opération et limiter ainsi l'impact des travaux sur les usagers.

Description :

La commune de Vigneux-sur-Seine mène une politique sportive ayant pour objectif de développer et de diversifier l'offre de pratique sportive sur son territoire. A ce titre, elle poursuit un plan de réhabilitation de son patrimoine sportif qui consiste notamment à moderniser et optimiser les espaces existants.

Le gymnase André Pardoux est une salle spécialisée composée de deux espaces dédiés exclusivement à la pratique de la gymnastique : une salle d'agrès de 275m² et une seconde salle plus polyvalente de 205m². La toiture de cet équipement s'avère aujourd'hui vétuste et présente de nombreux problèmes d'étanchéité qui ne permettent plus de garantir une pratique sportive dans des conditions optimales.

A ce titre, un diagnostic technique a confirmé l'existence de nombreux désordres : dégradation du support en bac acier de la toiture terrasse, rétention d'eau au droit de la zone infiltrante, dégradation de l'isolant, décollement de la membrane PVC, insuffisance des sections d'évacuation des eaux pluviales, dégradation des boiseries périphériques.

Le projet consiste à modifier l'ensemble de la toiture terrasse en membrane PVC et à effectuer les travaux suivants :

- remplacement du revêtement d'étanchéité actuellement en membrane PVC par un complexe d'étanchéité classique sur deux couches ;
- modification des éléments récoltant les eaux pluviales ;
- modification de la terrasse existante en deux terrasses indépendantes afin d'optimiser la récolte et la répartition des eaux pluviales ;
- remplacement de l'isolation dégradée ;
- remplacement des descentes pluviales et création d'orifices supplémentaires pour récupérer les eaux pluviales ;
- mise en place de couvertines périphériques en rive pour protéger les boiseries périphériques.

Cet équipement est essentiellement occupé par un club résident, L'Espérance de Vigneux, qui dispose de 25 heures de créneaux hebdomadaire, et par les groupes scolaires et collèges situés sur la commune à raison de 30 heures hebdomadaire.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'une salle spécialisée

Montant HT des travaux : 70 386.40 €

Montant HT des travaux éligibles : 66 183 € (sont exclues les dépenses relatives à la dépose et à la démolition des équipements existants, d'un montant de 4 203.40 €)

Taux maximum ciblé dans le RI : 20%

Taux d'intervention ramené à : 15.95%

Montant de la subvention proposée : 10 558 €

Le montant de la subvention proposée représente 15.95% du montant HT de la base subventionnable, soit 15% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VIGNEUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 70 386,40 | 100,00% |
| Total | 70 386,40 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 59 828,40 | 85,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 10 558,00 | 15,00% |
| Total | 70 386,40 | 100,00% |

DOSSIER N° EX096720 - COMMUNE DE GAGNY (93) : Réhabilitation du gymnase Lamartine

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 239 645,00 € HT | 15,00 % | 35 946,75 € |
| Montant total de la subvention | | | 35 946,75 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GAGNY
Adresse administrative : 1 ESPLANADE MICHEL TEULET
93220 GAGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Rolin CRANOLY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du gymnase Lamartine

Dates prévisionnelles : 23 mai 2025 - 30 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé du projet afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une réouverture de l'équipement pour le début de la saison sportive 2025-2026.

Description :

La commune de Gagny est engagée dans une politique sportive ayant pour objectif de favoriser l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives, notamment en proposant une offre importante d'équipements sportifs et en veillant à les maintenir dans les meilleures conditions de pratique.

Elle compte ainsi deux complexes sportifs d'envergure, six gymnases, une piscine, deux stades et plusieurs courts de tennis et pistes de padel.

Situé dans un quartier prioritaire politique de la ville, le gymnase Lamartine est constitué d'un bâtiment d'environ 400m² qui intègre une salle de pratique sportive d'une surface de 265m² ainsi que des vestiaires, sanitaires, locaux de rangement et techniques. Il présente aujourd'hui des signes de vétusté qui ne permettent ni de garantir une pratique sportive dans des conditions optimales ni de répondre aux usages et besoins actuels. Cet équipement nécessite dès lors une réhabilitation complète sur le plan structurel, énergétique et fonctionnel.

A ce titre, le projet prévoit de réaliser les travaux de réhabilitation suivants :

- le réaménagement et la modernisation des vestiaires afin de pouvoir créer des vestiaires féminins, comprenant l'intégration de douches individuelles ;
- l'amélioration de la consommation énergétique du site avec d'une part un passage en éclairage LED dans l'ensemble du bâtiment et d'autre part la modification du système de chauffage (comprenant le remplacement de la chaudière actuelle au fuel par une installation électrique) ;
- le remplacement du sol sportif ;
- la mise en accessibilité PMR du site avec la création d'une rampe extérieure, de cabines sanitaires et douches adaptées, l'élargissement des circulations, la mise en conformité des blocs-portes, la gestion des pentes ;
- le ravalement des façades et le remplacement du bardage existant ;
- la mise en peinture de l'ensemble des espaces intérieurs.

Cet équipement est principalement utilisé par le groupe scolaire situé à proximité, ainsi que les clubs résidents de tir à l'arc et de tennis de table qui comptent tous deux une pratique féminine importante.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif couvert

Montant HT des travaux : 315 310 €

Montant HT des travaux éligibles : 239 645 € (sont exclues les dépenses relatives au désamiantage, à la démolition et la dépose des équipements existants, ainsi qu'aux aléas, d'un montant de 75 665 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention proposée : 35 946.75 €

Le montant de la subvention proposée représente 15% du montant HT de la base subventionnable, soit 11.40% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- GAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 315 310,00 | 100,00% |
| Total | 315 310,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 74 411,75 | 23,60% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 35 946,75 | 11,40% |
| Métropole Grand Paris | 157 655,00 | 50,00% |
| Agence Nationale du Sport | 47 296,50 | 15,00% |
| Total | 315 310,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097105 - COMMUNE D'ARGENTEUIL (95) : Réhabilitation du dojo Pierre Brossolette

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 447 483,37 € HT | 10,73 % | 48 001,43 € |
| Montant total de la subvention | | | 48 001,43 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARGENTEUIL

Adresse administrative : BOULEVARD LEON FEIX
95100 ARGENTEUIL

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur GEORGES MOTHON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du dojo Pierre Brossolette

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2024 - 23 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une réouverture de l'équipement pour le début de la saison sportive 2024-2025.

Description :

La commune d'Argenteuil, qui a obtenu un troisième laurier en 2022 dans le cadre du label Ville Active et Sportive, mène une politique sportive ayant pour objectif de développer et de diversifier l'offre de pratique sportive sur son territoire. A ce titre, elle met en œuvre plusieurs dispositifs d'animation sportive tout au long de l'année et poursuit un plan de réhabilitation de son patrimoine sportif qui consiste notamment à ouvrir et optimiser les espaces existants.

Ouvert en 1966, le dojo Pierre Brossolette était initialement un gymnase omnisports. Cet équipement, composé d'un espace de pratique sportive de 230 m² et de deux vestiaires avec douches et sanitaires, accueille désormais de nombreuses disciplines, dont le judo, le jujitsu et des activités d'éveil sportif principalement à l'usage des seniors.

Il présente aujourd'hui des signes de vétusté qui ne permettent pas de garantir une pratique sportive dans des conditions optimales et nécessite dès lors des travaux de réhabilitation.

A cet effet, le projet prévoit de réaliser les travaux suivants :

- rénovation et isolation de la toiture : amélioration de l'isolation thermique de la toiture afin de limiter les déperditions de chaleur, prévenir les infiltrations d'eau et s'assurer une meilleure gestion thermique du bâtiment ;
- ventilation : installation d'un système de ventilation performant et adapté aux besoins du gymnase, avec une ventilation mécanique contrôlée (VMC) ou un système de ventilation double flux pour améliorer la qualité de l'air intérieur tout en réduisant les pertes de chaleur ;
- rénovation des menuiseries extérieures : remplacement des fenêtres et portes extérieures actuelles par des menuiseries à haute performance énergétique pour améliorer l'étanchéité à l'air, l'isolation thermique et réduire les infiltrations ;
- ravalement de la façade afin d'améliorer l'isolation thermique du site, protéger et moderniser l'apparence du site.

Le dojo est régulièrement utilisé par les établissements scolaires de la commune mais aussi par plusieurs associations sportives pour lesquelles la pratique féminine est significative : à l'exemple du judo, karaté, capoeira et jujitsu brésilien.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'une salle spécialisée

Montant HT des travaux : 480 014.31 €

Montant HT des travaux éligibles : 447 483.37 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de dépose et d'évacuation, d'un montant de 32 530.94 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20%

Taux d'intervention ramené à : 10.73%

Montant de la subvention proposée : 48 001.43 €

Le montant de la subvention proposée représente 10.73% du montant HT de la base subventionnable, soit 10% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 480 014,31 | 100,00% |
| Total | 480 014,31 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 120 003,58 | 25,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 48 001,43 | 10,00% |
| Autre subvention Etat | 192 005,72 | 40,00% |
| Département | 120 003,58 | 25,00% |
| Total | 480 014,31 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098172 - SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU COLLEGE DE LA REGION DE NEAUPHLETTE - SICOREN (78) : Travaux de modernisation du gymnase de Bréal

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041582-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 778 315,25 € HT | 15,00 % | 116 747,28 € |
| Montant total de la subvention | | | 116 747,28 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU COLLEGE DE LA REGION DE NEAUPHLETTE SICOREN

Adresse administrative : 2 RUE DES TOURELLES
78980 LONGNES

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur CHRISTOPHE DEBAST, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de modernisation du gymnase de Bréal

Dates prévisionnelles : 7 juin 2025 - 30 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le syndicat sollicite un démarrage anticipé du projet afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et limiter ainsi leur impact sur les usagers.

Description :

Le syndicat intercommunal du collège de la région de Neauphlette (SICOREN), qui regroupe 7 communes, est notamment chargé de l'exploitation et la gestion du gymnase du collège de Bréal.

Cet équipement construit en 1991 accueille les élèves du collège sur le temps scolaire mais également plusieurs activités associatives (badminton, volleyball, escalade...) en soirée et le week-end. Il constitue ainsi un véritable lieu de vie pour les habitants du territoire et contribue au développement de la pratique sportive, à la cohésion sociale et à l'animation du tissu associatif local.

Le bâtiment comprend une salle multisports de plus de 1000 m² destinée à la pratique des sports collectifs et de l'escalade, une seconde salle plus polyvalente, ainsi que quatre vestiaires. Il présente aujourd'hui des signes de vétusté qui ne permettent ni de garantir une pratique sportive dans des conditions optimales ni de répondre aux usages et besoins actuels. Il nécessite dès lors une réhabilitation complète

tant au niveau structurel et énergétique que fonctionnel.

A ce titre, le projet prévoit de réaliser les travaux de modernisation suivants :

- création d'un nouvel espace vestiaires / accueil comprenant un réaménagement et un agrandissement des vestiaires actuels ;
- pose d'un nouveau sol sportif dans la salle omnisports ;
- mise à niveau des installations électriques et remplacement des systèmes de détection et de lutte contre les incendies ;
- amélioration de l'accessibilité avec la création d'une rampe PMR et de sanitaires adaptés ;
- installation d'un nouveau mur d'escalade dans la grande salle omnisports et d'un second mur dans l'autre salle.

Le projet intègre également des travaux de rénovation énergétique qui font l'objet d'une instruction au titre de l'AAP Rénovation énergétique des équipements sportifs (dossier EX096096).

Cet équipement dispose d'un club résident, l'association BSL (Bréval Sports et loisirs), dont la pratique féminine est importante dans chacune des sections utilisatrices du gymnase (badminton, volleyball, escalade, karaté).

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif couvert

Montant HT des travaux : 1 944 145, 25 €

Montant HT des travaux éligibles : 778 315,25 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de rénovation énergétique, à la dépose des équipements existants ainsi que les travaux d'aménagements en périphérie, d'un montant de 1 165 830 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention proposée : 116 747,28 €

Le montant de la subvention proposée représente 15% du montant HT de la base subventionnable, soit 6,01% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- BREVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux de modernisation | 778 315,25 | 40,03% |
| Travaux de rénovation énergétique ou autres travaux | 1 110 410,00 | 57,12% |
| Autres travaux | 55 420,00 | 2,85% |
| Total | 1 944 145,25 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 638 273,22 | 32,83% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 116 747,28 | 6,01% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre de la rénovation énergétique des équipements sportifs | 225 000,00 | 11,57% |
| Dotation d'équipements des territoires ruraux | 117 000,00 | 6,02% |
| Autre subvention Etat | 467 939,60 | 24,07% |
| Agence Nationale du Sport | 379 185,15 | 19,50% |
| Total | 1 944 145,25 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098225 - COMMUNE DE CLICHY (92) : Création d'un second terrain de beach-volley

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 29 500,00 € HT | 50,00 % | 14 750,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 14 750,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLICHY
Adresse administrative : 80 BD JEAN JAURES
92112 CLICHY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Rémi MUZEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un second terrain de beach-volley

Dates prévisionnelles : 23 juin 2025 - 4 juillet 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une ouverture des équipements pour la période estivale.

Description :

La commune de Clichy, qui a obtenu un 3ème laurier « Ville active et sportive » et la labellisation « Terre de jeux Paris 2024 », poursuit une politique de développement de l'offre sportive sur son territoire. Elle connaît aujourd'hui une augmentation de sa démographie et dispose d'un taux d'équipements sportifs inférieur à la moyenne de l'EPT Boucle Nord Seine (T5).

Le développement et la création de nouveaux espaces sportifs constituent donc à la fois une opportunité pour rattraper ce taux d'équipements et pour accroître son attractivité, tout en favorisant la place du sport dans le quotidien de ses habitants.

Après avoir aménagé un premier terrain de beach-volley en 2024 (projet soutenu par la Région) au sein du parc des impressionnistes, principal parc public de Clichy de 5 hectares, situé à proximité du nouveau centre sportif Camille Muffat, la commune envisage de réaliser un second terrain.

Les travaux comprennent :

- le montage d'une structure surélevée de type Beach Masters Pro ;
- la livraison de sable blanc siliceux conforme à la réglementation fédérale ;
- la mise en place des équipements sportifs (embases, poteaux, lignes, mires et protections).

Ce nouvel équipement sera entièrement en accès-libre et s'inscrira dans la dynamique du projet urbain, social et économique du quartier de la ZAC du Bac d'Asnières, quartier en profonde mutation.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 29 500 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 14750 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant HT de la base subventionnable et montant HT du projet.

Localisation géographique :

- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 29 500,00 | 100,00% |
| Total | 29 500,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Région Île-de-France : montant proposé | 14 750,00 | 50,00% |
| Commune | 14 750,00 | 50,00% |
| Total | 29 500,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098237 - COMMUNE DU PECQ (78) : Création d'un skatepark

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 200 000,00 € HT | 37,50 % | 75 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 75 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PECQ

Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
78230 LE PECQ

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Laurence BERNARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un skatepark

Dates prévisionnelles : 2 juin 2025 - 14 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une ouverture de l'équipement pendant la saison sportive 2025-2026.

Description :

La commune du Pecq souhaite favoriser le développement de la pratique sportive pour tous au quotidien. Elle a ainsi pour ambition de répondre aux attentes des habitants, en particulier des jeunes, en matière d'accès à des infrastructures sportives modernes, sécurisées et ouvertes à tous.

Depuis 2024 et la dépose de l'ancien skatepark pour permettre la réalisation d'une maison médicale, la commune ne dispose plus d'installation destinée à la glisse urbaine. Le projet prévoit ainsi la création d'une nouvelle structure, à proximité du parc Jean Moulin qui est déjà doté de plusieurs équipements sportifs en accès-libre (parcours santé, terrains de volley et de basket, tables de tennis-de-table), afin de répondre à une attente forte de la population.

Ce nouvel équipement sera réalisé en structure béton sur une surface totale de 2780m² intégrant 873m² dédiés exclusivement à la pratique sportive. Il comprendra une partie street, un flowpark hybride ainsi qu'un bowl complet avec deux profondeurs distinctes, une mini rampe et une possibilité de sortie sur une funbox.

Le skatepark sera adapté à l'ensemble des sports de glisse urbaine et permettra la pratique du skateboard, du roller, du BMX et de la trottinette. Il intégrera des zones d'élan variées et plusieurs lignes d'évolution destinées à tous les niveaux de pratique.

Les travaux prévoient également des opérations de terrassement avec la pose d'une couche de réglage, l'installation de copings en acier galvanisé sur 74 mètres de linéaire, la pose de 2 barres de glisse et la réalisation de gradins pour l'accueil du public.

Le projet prévoit enfin la possibilité de mettre en place des actions d'initiation sur le temps scolaire pour les écoles élémentaires et le collège Jean Moulin, ainsi que sur le temps périscolaire dans le cadre de l'école municipale des sports et des accueils de loisirs.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 367 852 €

Montant HT des travaux éligibles : 306 027 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de décapage et d'évacuation, aux travaux des abords ainsi qu'aux honoraires antérieurs à la date d'éligibilité, d'un montant de 61 825 €)

Plafond HT des travaux : 200 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Taux d'intervention ramené à : 37.5%

Montant de la subvention proposée : 75 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 37.5% du montant HT de la base subventionnable, soit 20.39% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LE PECQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 338 852,00 | 92,12% |
| Maitrise d'œuvre | 29 000,00 | 7,88% |
| Total | 367 852,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 197 142,00 | 53,59% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 75 000,00 | 20,39% |
| Dotation d'équipements des territoires ruraux | 95 710,00 | 26,02% |
| Total | 367 852,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098301 - COMMUNE D'AUBERGENVILLE (78) : Création de deux terrains de football à 5 en accès-libre

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 181 791,25 € HT | 33,00 % | 60 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 60 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUBERGENVILLE
Adresse administrative : 1 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles LÉCOLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de deux terrains de football à 5 en accès-libre

Dates prévisionnelles : 8 septembre 2025 - 31 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une ouverture de l'équipement pendant la saison sportive 2025-2026.

Description :

La commune d'Aubergenville est dotée de deux installations sportives structurantes qui comprennent notamment deux gymnases, un dojo, trois terrains de grands jeux dédiés à la pratique du football et du rugby, une piste d'athlétisme, un pas de tir à l'arc et un skatepark.

Elle poursuit aujourd'hui une politique sportive tournée vers l'accès de l'ensemble de la population aux pratiques sportives, notamment en créant de nouveaux équipements sportifs en accès-libre, mais demeure dépourvue d'installation spécifique extérieure dédiée à la pratique du football à 5.

Le projet consiste donc à créer, au sein d'une grande aire de jeux enherbée mais actuellement inutilisée, deux terrains de football à 5 de dimensions 35m x 25m, en libre accès.

Les travaux envisagés prévoient :

- la construction d'une plateforme en béton avec des bordures de type P1 ;

- la pose de deux terrains de football à 5 avec un revêtement synthétique sablé ;
- l'installation de clôtures basses de type main-courante complétées de panneaux rigides autour des terrains ;
- l'installation d'une clôture haute avec filets pare ballons d'une hauteur de 6 mètres.

Le projet prévoit également la réalisation d'aménagements extérieurs comprenant la création d'un cheminement en grave drainante, le profilage d'un talus et la pose d'une barrière forestière pivotante (non éligibles).

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 229 413,25 €

Montant HT des travaux éligibles : 181 791,25 € (sont exclues les dépenses relatives à la dépose et l'évacuation des équipements existants, ainsi que les travaux concernant les abords du site, d'un montant de 47 622 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Taux d'intervention ramené à : 33%

Montant de la subvention proposée : 60 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 33% du montant HT de la base subventionnable, soit 26.15% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- AUBERGENVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 229 413,25 | 100,00% |
| Total | 229 413,25 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 169 413,25 | 73,85% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 60 000,00 | 26,15% |
| Total | 229 413,25 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098544 - COMMUNE DE BRY-SUR-MARNE (94) : Travaux de modernisation du gymnase Clémenceau

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 2 259 234,64 € HT | 13,28 % | 300 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 300 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE BRY SUR MARNE

Adresse administrative : 1 GRANDE RUE CHARLES DE GAULLE
94360 BRY SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Charles ASLANGUL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de modernisation du gymnase Clémenceau

Dates prévisionnelles : 5 mai 2025 - 6 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une ouverture de l'équipement pour le début de la prochaine saison sportive.

Description :

La commune de Bry-sur-Marne est dotée de 4 équipements sportifs couverts dont le gymnase Clémenceau. Construit en 1972, celui-ci accueille le public scolaire (primaires et secondaires), les associations sportives (badminton, basketball, handball, futsal...), et constitue un véritable lieu de vie pour les habitants du territoire. Cette infrastructure, par ailleurs labellisée « Architecture Contemporaine Remarquable », contribue ainsi au développement de la pratique sportive, à la cohésion sociale et à l'animation du tissu associatif local.

Cet équipement, qui comprend une salle multisports de 30m X 20m, une salle polyvalente et deux vestiaires, présente des signes de vétusté qui ne permettent plus de garantir une pratique sportive dans des conditions optimales, sécurisées et conformes aux usages et besoins actuels. Le site est ainsi fermé depuis 2022 et nécessite une réhabilitation complète tant au niveau structurel et énergétique que fonctionnel.

A cet effet, le projet prévoit de réaliser les travaux de modernisation suivants :

- création d'un parvis d'accès, avec une rampe PMR et remplacement de l'ensemble des clôtures ;
- transformation du logement en locaux techniques et de stockage ;
- installation d'un ascenseur ;
- rénovation complète intérieure des deux salles et leurs annexes : revêtements de sol sportif, peinture, plafonds, installation de revêtements acoustiques en bois ;
- création d'un bureau pour le gardien et les associations ;
- réaménagement et rénovation complète de vestiaires et sanitaires (carrelages, robinetterie, sanitaires, peinture, équipements...) ;
- installation d'un système de vidéosurveillance et d'un système de contrôle d'accès ;
- installation d'une centrale SSI et remplacement de l'alarme incendie ;
- remplacement des équipements sportifs (paniers de basket, buts de handball...) et traçage des aires de jeux dans la salle à l'étage.

Le projet intègre également des travaux de rénovation énergétique qui font l'objet d'une instruction au titre de l'AAP Rénovation énergétique des équipements sportifs (dossier EX097195).

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif couvert

Montant HT des travaux : 3 349 131.34 €

Montant HT des travaux éligibles : 2 259 234.64 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de rénovation énergétique, aux aléas et travaux divers, ainsi qu'aux opérations de démolition, dépose et évacuation, d'un montant de 1 089 896.70 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Taux d'intervention ramené à : 13.28%

Montant de la subvention proposée : 300 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 13.28% du montant HT de la base subventionnable, soit 8.96% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- BRY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux de modernisation | 2 259 234,64 | 67,46% |
| Autres dépenses (aléas, démolitions...) | 284 713,21 | 8,50% |
| Travaux de rénovation énergétique | 805 183,49 | 24,04% |
| Total | 3 349 131,34 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 2 027 536,34 | 60,54% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 300 000,00 | 8,96% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre de la rénovation énergétique | 322 073,00 | 9,62% |
| Fonds vert | 300 000,00 | 8,96% |
| Métropole Grand Paris | 399 522,00 | 11,93% |
| Total | 3 349 131,34 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098570 - COMMUNE DE PERSAN (95) : Construction d'un complexe sportif au stade Louis Odinot

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 3 000 000,00 € HT | 13,33 % | 400 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 400 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PERSAN
Adresse administrative : 88 AVENUE GASTON VERMEIRE
95340 PERSAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Valentin RATIEUVILLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un complexe sportif au stade Louis Odinot

Dates prévisionnelles : 2 décembre 2024 - 31 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une ouverture de l'équipement pour la saison sportive 2026-2027.

Description :

La commune de Persan, labellisée Ville Active et Sportive et Terre de Jeux 2024, met en œuvre un programme ambitieux de création et de rénovation de ses équipements sportifs afin de favoriser l'accès de toute la population aux pratiques sportives. Elle souhaite à ce titre créer un nouvel équipement sportif au sein du stade Odinot afin de répondre à l'augmentation significative de sa population.

Le projet consiste ainsi à construire un complexe sportif, sur une emprise au sol totale de 3500m², permettant d'accueillir simultanément des usagers dans les 4 espaces suivants : une salle multisports avec gradins de 1100m², un dojo, une salle de boxe et une salle polyvalente de 300m² chacune.

Le bâtiment, réalisé en béton blanc et gris et équipé d'un bardage métallique d'aspect brossé et d'une toiture végétalisée, sera composé de trois volumes :

- le plus petit volume, sous une toiture terrasse se prolongeant en auvent accueillera l'espace accueil, les salles de réunion, les sanitaires, les vestiaires et les locaux techniques ;

- le volume intermédiaire, accueillera le dojo, la salle de boxe et leurs rangements ;
- le plus grand et plus haut volume accueillera la salle multisports et 250 places assises, en fond de parcelle. Celle-ci sera entièrement équipée d'un coffrage en bois et d'un soubassement vitré panoramique ouvert sur le paysage.

Le projet prévoit l'utilisation de bois massif pour l'ossature, d'une charpente métallique en acier partiellement recyclée et s'accompagne de la mise en œuvre d'un béton à faible empreinte carbone. Il est également envisagé la mise en place d'importants aménagements paysagers des abords afin de garantir une bonne intégration de ce nouvel équipement.

Cette installation sera utilisée par le public scolaire (primaire et secondaire), les activités sportives municipales ainsi que les associations sportives dans les disciplines suivantes : Basket, Futsal, Handball, Judo, Taekwondo, Boxe, Kickboxing dont la majorité d'entre elles compte une pratique féminine importante.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif couvert

Montant HT des travaux : 7 608 400 €

Montant HT des travaux éligibles : 6 617 800 € (sont exclues les dépenses relatives aux aménagements extérieurs d'un montant de 990 600 €)

Plafond HT des travaux éligibles : 3 000 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Taux d'intervention ramené à : 13.33 %

Montant de la subvention proposée : 400 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 13.33% du montant HT de la base subventionnable, soit 5.26% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- PERSAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 7 608 400,00 | 100,00% |
| Total | 7 608 400,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres de la Commune | 4 436 720,00 | 58,31% |
| Subvention Région Ile-de-France (proposée) | 400 000,00 | 5,26% |
| Subvention Département (sollicitée) | 1 250 000,00 | 16,43% |
| Autres subventions publiques (ANS) | 1 521 680,00 | 20,00% |
| Total | 7 608 400,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098625 - COMMUNE DE YERRES (91) : Rénovation des vestiaires du stade Pierre Mollet

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 131 456,00 € HT | 20,00 % | 26 291,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 26 291,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE YERRES

Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
91330 YERRES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur OLIVIER CLODONG, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation des vestiaires du stade Pierre Mollet

Dates prévisionnelles : 1 avril 2026 - 14 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Yerres souhaite rénover les vestiaires situés au stade Pierre Mollet, afin de répondre à sa mise en conformité exigée par la Fédération Française de Football pour permettre au club local d'évoluer au niveau de compétition régionale R1 dans laquelle il évolue depuis 3 ans.

Le projet prévoit des travaux :

- de second œuvre (curage, reprise de façades, revêtements de sols, plâtrerie et doublage thermique, peinture, menuiserie intérieure...) ;
- de menuiseries extérieures ;
- de chauffage, de ventilation et de plomberie.

Le Val Yerres Crosne Association Football est le club résident du stade Pierre Mollet de Yerres. L'ensemble des créneaux sont attribués à ce club les soirs de semaine et les week-ends. Le Val Yerres Crosne Association Football compte 1 150 licenciés, dont une section féminine et une section handisport.

Détail du calcul de la subvention :

Réhabilitation ou construction de vestiaires :

Montant HT des travaux : 137 256 €

Montant HT des travaux éligibles : 131 456 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose d'un montant de 5 800 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 26 291 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20 % du montant HT des travaux éligibles, soit 19,15 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- YERRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 137 256,00 | 100,00% |
| Total | 137 256,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 110 965,00 | 80,85% |
| Subvention Région Île-de-France (proposée) | 26 291,00 | 19,15% |
| Total | 137 256,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098626 - COMMUNE DE MASSY (91) : Réhabilitation du plateau multisports Paul Cézanne

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 200 000,00 € HT | 37,50 % | 75 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 75 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MASSY
Adresse administrative : 1 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
91300 MASSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas SAMSOEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du plateau multisports Paul Cézanne

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2025 - 30 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Considérant la nature et les délais du projet, la ville souhaite une ouverture de l'équipement sportif en décembre 2025, afin d'en limiter l'impact pour les pratiquants.

Description :

La commune de Massy souhaite rénover le plateau multisports Paul Cézanne, afin de favoriser le dynamisme sportif et le lien intergénérationnel en accès libre, avec une amplitude d'ouverture maximale pour accueillir le plus grand nombre. Ce plateau multisports est aujourd'hui dangereux pour les usagers et sa rénovation devient nécessaire. Le football et le basket sont des disciplines phares, complétés par le street work out, discipline en plein développement, ainsi que le tennis de table et une aire de pétanque, qui rassemble un large public et dont cette partie du territoire était dépourvue.

Le projet prévoit :

- la rénovation complète du city stade de 420 m² (23,50 m x 13 m) pour la pratique du football et du basket-ball : gazon synthétique multisport, 2 buts normaux, 4 buts brésiliens, 2 paniers de basket, 1 fronton pare-ballon, panneaux métalliques « Silent » ;
- le remplacement de la table de tennis de table actuelle par une neuve de marque Cornilleau ;
- la création d'un terrain de pétanque stabilisé de 60 m² (15 m x 4 m) ;
- la création de zones en enrobé drainant avec quelques marquages appliqués sur les sols de cross

training sur tous les cheminements piétons du site, afin d'optimiser la pratique de l'éveil et du renforcement musculaire ;

- la création d'une zone de fitness comportant les agrès suivants : vélo elliptique, balancelle, combiné push-pull multiprises, pédalier simple ;

- la création d'une zone de street work out comportant les agrès suivants : station de cross training, combiné barre fixe et abdos incliné.

Détail du calcul de la subvention :

Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 237 782,15 €

Montant HT des travaux éligibles : 212 441,55 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose, de démolition, de débroussaillage et d'évacuation d'un montant de 25 340,60 €)

Plafond HT des travaux : 200 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 37,50 %

Montant de la subvention proposée : 75 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 37,50 % du montant HT des travaux éligibles, soit 31,54 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 146 309,31 | 61,53% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 91 472,84 | 38,47% |
| Total | 237 782,15 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 132 782,15 | 55,84% |
| Subvention Région Île-de-France (proposée) | 75 000,00 | 31,54% |
| Agence Nationale du Sport | 30 000,00 | 12,62% |
| Total | 237 782,15 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098627 - COMMUNE DE CHATENAY-SUR-SEINE (77) : Création d'agès de fitness de plein air en accès libre à proximité du city stade

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 15 190,00 € HT | 50,00 % | 7 595,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 7 595,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATENAY SUR SEINE
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA MAIRIE - RUE GRANDE
77126 CHATENAY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Stéphanie BANOS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'agès de fitness de plein air en accès libre à proximité du city stade

Dates prévisionnelles : 29 septembre 2025 - 10 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Considérant la nature et les délais du projet, la ville souhaite une ouverture de l'équipement sportif en octobre 2025, afin d'en limiter l'impact pour les pratiquants.

Description :

La commune de Châtenay-sur-Seine souhaite implanter des agès de fitness de plein air en accès libre à proximité du city stade existant, afin de promouvoir la santé, de lutter contre la sédentarité et d'animer son espace public.

Le projet concerne les agès suivants :

- vélo elliptique ;
- marcheur double ;
- appareil de step ;
- appareil adducteur ;
- barre de traction ;
- station de dips ;
- échelle horizontale.

Ces équipements proposeront une pratique sportive gratuite, libre et accessible à tous les âges,

compléteront l'offre sportive existante autour du city stade et offriront un espace convivial favorisant les rencontres intergénérationnelles.

Détail du calcul de la subvention :

Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 15 190 €

Montant HT des travaux éligibles : 15 190 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50 %

Montant de la subvention proposée : 7 595 €

Le montant de la subvention appliquée représente 50 % du montant HT des travaux éligibles, soit 50 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- CHATENAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 15 190,00 | 100,00% |
| Total | 15 190,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 7 595,00 | 50,00% |
| Subvention Région Île-de-France (proposée) | 7 595,00 | 50,00% |
| Total | 15 190,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098646 - COMMUNE DE PUTEAUX (92) : Réhabilitation avec extension du skatepark de l'île de Puteaux

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 200 000,00 € HT | 40,00 % | 80 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 80 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUTEAUX

Adresse administrative : 131 RUE DE LA REPUBLIQUE
92800 PUTEAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation avec extension du skatepark de l'île de Puteaux

Dates prévisionnelles : 1 avril 2025 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une ouverture des équipements pour la période estivale.

Description :

La commune de Puteaux mène une politique sportive ambitieuse tournée vers l'accès des pratiques sportives pour tous les publics et la réalisation d'un important programme de création et de rénovation de ses équipements sportifs. Elle met ainsi à disposition près de 90 installations destinées tant aux disciplines traditionnelles qu'aux pratiques émergentes.

L'île de Puteaux accueille un espace sportif multifonctionnel composé de 5 zones distinctes : une zone de pilotage urbain, une zone d'apprentissage vélo, un skatepark, une zone mixte et un terrain de hockey. Le skatepark comprend divers modules (wallride, funbox, pyramides, tables, barres de slide, curbs) devenues inadaptes et qui présentent de nombreuses dégradations. La fréquentation du site est par ailleurs aujourd'hui saturée et ne répond plus aux attentes des usagers.

Le projet, qui consiste à réhabiliter le skatepark et à lui créer une extension de 450m², comprend les travaux suivants :

- sur la partie existante : remplacement des modules dégradés par des équipements modernes, mise aux

normes de l'ensemble du site (accessibilité PMR, éclairage, sécurité), réaménagement des circulations internes pour sécuriser les trajectoires ;

- sur l'extension : création de 3 nouvelles zones qui se déclinent en une zone freestyle comprenant des équipements adaptés au BMX et à la trottinette (rampe large, spine, quarter-pipe), une zone initiation comprenant des petits modules accessibles aux enfants et débutants et une zone plus technique dédié aux pratiquants confirmés.

Il est également prévu d'aménager des espaces verts en périphérie et un espace convivial intégrant des zones de repos, des ombrières et des gradins légers.

Ce skatepark sera adapté à l'ensemble des sports de glisse urbaine et permettra la pratique du skateboard, du roller, du BMX et de la trottinette. En accès-libre pendant les horaires d'ouverture du site, un éducateur sportif sera cependant toujours présent pour surveiller et encadrer les activités.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif de proximité en accès libre

Montant HT des travaux : 217 335,40 €

Plafond HT des travaux éligibles : 200 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%

Taux d'intervention ramené à : 40%

Montant de la subvention proposée : 80 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 40% du montant HT de la base subventionnable, soit 36,81% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 186 835,40 | 85,97% |
| Maitrise d'œuvre | 30 500,00 | 14,03% |
| Total | 217 335,40 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 137 335,40 | 63,19% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 80 000,00 | 36,81% |
| Total | 217 335,40 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098647 - COMMUNE DE ROISSY-EN-BRIE (77) : Réhabilitation de la toiture du gymnase Anceau de Garlande

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 119 870,00 € HT | 15,00 % | 17 980,50 € |
| Montant total de la subvention | | | 17 980,50 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROISSY-EN-BRIE
Adresse administrative : 9 RUE PASTEUR
77680 ROISSY EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRANCOIS BOUCHART, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation de la toiture du gymnase Anceau de Garlande

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2026 - 28 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Roissy-en-Brie mène une politique sportive ayant notamment pour objectif de moderniser et développer son patrimoine sportif. Elle dispose aujourd'hui de 5 gymnases, 4 salles spécialisées, 1 complexe tennis comprenant 8 terrains, 1 stade comprenant 4 terrains de grands jeux et 1 piste d'athlétisme, 1 centre équestre, plusieurs équipements sportifs en accès-libre.

Construit en 1980 et ayant déjà fait l'objet d'une première réhabilitation en 2009, le gymnase Anceau de Garlande est un équipement sportif composé d'une salle multisports de 904m². La toiture de cet équipement s'avère aujourd'hui vétuste et présente de nombreux problèmes d'étanchéité qui ne permettent plus de garantir une pratique sportive dans des conditions optimales.

Le projet consiste à réhabiliter entièrement la couverture du gymnase afin d'en assurer sa pérennité, son étanchéité et sa performance énergétique. A cet effet, les travaux envisagés prévoient :

- la pose d'une ossature métallique neuve sur l'ossature existante afin de renforcer la structure porteuse actuelle et de garantir la stabilité de l'ensemble de la toiture ;
- la pose de bacs acier anti-condensation qui permettent de limiter la formation d'humidité et d'éviter les désordres liés à la corrosion ou aux infiltrations ;

- la vérification et la reprise de l'étanchéité sur les parties de toiture-terrasse ;
- le traitement des points singuliers (pénétrations, relevés d'étanchéité, jonctions avec les murs...) pour garantir une continuité d'étanchéité.
- la remise à neuf de l'évacuation des eaux pluviales ce qui comprend le remplacement des gouttières et des descentes d'eaux pluviales, le traitement des évacuations existantes et la pose de nouveaux tuyaux d'évacuation en PVC, installés en traversée de bardage. Les jonctions sont réalisées par emboîtement et collage à la colle PVC pour garantir une parfaite étanchéité.

Cet équipement est essentiellement occupé par plusieurs clubs résidents, « Cie d'arc de Roissy-en-Brie », « US Roissy-en-Brie section basket » et « US Roissy-en-Brie section roller » qui comptent tous une pratique féminine importante.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif couvert

Montant HT des travaux : 119 870 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention proposée : 17 980.50 €

Le montant de la subvention proposée représente 15% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ROISSY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 119 870,00 | 100,00% |
| Total | 119 870,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 23 974,00 | 20,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 17 980,50 | 15,00% |
| Dotation de soutien à l'investissement local | 77 915,50 | 65,00% |
| Total | 119 870,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098670 - COMMUNE DE CHELLES (77) : Création d'un bloc de vestiaires pour la pratique du rugby au complexe sportif Maurice Grouselle

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 300 000,00 € HT | 20,00 % | 60 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 60 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHELLES
Adresse administrative : PARC SOUVENIR E FOUCHARD
77500 CHELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Brice RABASTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un bloc de vestiaires pour la pratique du rugby au complexe sportif Maurice Grouselle

Dates prévisionnelles : 2 février 2026 - 30 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Chelles souhaite créer des vestiaires pour la pratique du rugby au complexe sportif Maurice Grouselle, afin de répondre à l'augmentation des pratiquants. L'existence de seulement deux vestiaires dédiés à la pratique du rugby rend quasiment impossible l'essor d'une véritable section féminine locale.

Il est donc prévu la création d'un bâtiment modulaire supplémentaire, identique en tous points au bloc vestiaires actuellement existant, qui sera installé entre ce dernier et le terrain de football.

L'Union Sportive Ovalie Chelles Rugby est le club résident du Complexe sportif Maurice Grouselle. L'ensemble des créneaux sont attribués à ce club les soirs de semaine et les week-ends. L'Union Sportive Ovalie Chelles Rugby compte 251 licenciés, dont 26 licenciées féminines.

Détail du calcul de la subvention :

Réhabilitation ou construction de vestiaires :

Montant HT des travaux : 476 241,91 €

Montant HT des travaux éligibles : 363 859,91 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de démolition, de déblai et de voirie d'un montant de 112 382 €)

Plafond HT des travaux : 300 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 60 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20 % du montant HT des travaux éligibles, soit 12,60 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 408 262,19 | 85,73% |
| Autres dépenses (études et missions préalables, aléas) | 67 979,72 | 14,27% |
| Total | 476 241,91 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 200 124,81 | 42,02% |
| Subvention Région Île-de-France (proposée) | 60 000,00 | 12,60% |
| Agence Nationale du Sport | 216 117,10 | 45,38% |
| Total | 476 241,91 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098443 - COMMUNE DE NOGENT-SUR-MARNE (94) : Travaux d'améliorations techniques du dojo "Espace sportif David Douillet"

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 76 096,24 € HT | 20,00 % | 15 219,25 € |
| Montant total de la subvention | | | 15 219,25 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOGENT SUR MARNE

Adresse administrative : PLACE ROLAND NUNGESSER
94130 NOGENT SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jacques MARTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Error! Unknown op code for conditional.

Dates prévisionnelles : 7 juillet 2025 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une réouverture de l'équipement pour le début de la saison sportive 2025-2026.

Description :

La commune de Nogent-sur-Marne, labellisée « Terre de jeux 2024 » et « Centre de préparation », s'engage dans le cadre de sa politique sportive, à garantir l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives et à s'inscrire pleinement dans l'héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Le dojo « Espace sportif David Douillet » est à ce titre un équipement sportif de proximité dédié à la pratique des sports d'opposition et de combat. Créé en 2010, ce site comprend deux espaces de pratique de 300m² chacun ainsi que des vestiaires, sanitaires, locaux de rangement et techniques.

Les aménagements techniques du dojo ne permettent plus de garantir une pratique sportive dans des conditions optimales et de répondre aux usages et besoins actuels. En effet, l'augmentation de sa fréquentation et l'évolution du niveau de pratique génèrent de nouvelles contraintes liées au renouvellement et au traitement de l'air.

Le projet prévoit de réaliser les travaux de réhabilitation suivants :

- modification des faux-plafonds ;
- pose de nouvelles unités extérieure et intérieure de chauffage et de rafraîchissement ;
- installation d'un nouveau réseau avec une liaison frigorifique ;
- installation d'un nouveau diffuseur de soufflage et adaptation des réseaux aérauliques existants ;
- mise en place d'une isolation acoustique.

Cet équipement est utilisé par les établissements scolaires et par plusieurs clubs résidents qui comptent tous une pratique féminine importante : Aïkido Nogent, Karaté Club de Nogent, Taekwondo Club des Tigres Nogentais, Punching Boxe de Nogent.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'une salle spécialisée

Montant HT des travaux : 87 958.80 €

Montant HT des travaux éligibles : 76 096.24 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de dépose et de démolition, d'un montant de 11 862.56 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20%

Montant de la subvention proposée : 15 219.25 €

Le montant de la subvention proposée représente 20% du montant HT de la base subventionnable, soit 17.30% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- NOGENT-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 87 958,80 | 100,00% |
| Total | 87 958,80 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 72 739,55 | 82,70% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 15 219,25 | 17,30% |
| Total | 87 958,80 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098444 - COMMUNE DE L'ISLE-ADAM (95) : Couverture de deux courts de tennis

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 208 049,00 € HT | 15,38 % | 32 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 32 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ISLE-ADAM

Adresse administrative : 45 GRANDE RUE
95290 L'ISLE ADAM

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Sébastien PONIATOWSKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : couverture de deux courts de tennis

Dates prévisionnelles : 12 septembre 2025 - 5 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé du projet afin de respecter le calendrier prévisionnel des travaux et limiter ainsi leur impact sur les usagers.

Description :

La commune de L'Isle-Adam, qui a obtenu 2 lauriers du label « Ville active et sportive », dispose d'une installation sportive, le Tennis Club Adamois, comprenant 5 courts en terre-battue et 4 courts en résine. Actuellement, seuls 2 courts disposent d'une charpente et 1 court d'une bulle gonflable permettant de garantir de bonnes conditions de pratique tout au long de l'année.

Dans le cadre de sa politique d'amélioration et de modernisation des équipements sportifs, la commune a décidé de procéder à la couverture de 2 courts. Le projet consiste à installer une nouvelle structure gonflable sur le court n°5 et à améliorer la bulle actuelle située sur le court n°4.

Les travaux envisagés prévoient :

- l'installation de longrines de lestage et d'ancrage de la structure périphérique ;
- la réalisation de massifs en béton pour les mâts d'éclairage ;
- la réalisation de nouvelles canalisations pour le passage des câbles électriques ;
- la pose d'une structure gonflable composée d'un textile polyester et d'un enduit en PVC de dimensions 36m X 18m sur le court n°5 ;

- la révision de la toile existante et le remplacement à neuf des écrous d'ancrage de la structure sur le court n°4 ;
- la mise en place d'éclairages LED composés de 16 projecteurs de 200 à 240 W.

Ces travaux permettront d'augmenter le volume annuel de créneaux disponibles et de pouvoir ainsi répondre aux besoins du club résident, le Tennis Club Adamois. Celui-ci dispose de nombreuses équipes féminines dans les différentes catégories d'âges et d'une école de tennis comprenant un public féminin.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Couverture d'un équipement sportif

Montant HT des travaux : 208 049 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20%

Taux d'intervention ramené à : 15.38%

Montant de la subvention proposée : 32 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 32% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 208 049,00 | 100,00% |
| Total | 208 049,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 144 841,65 | 69,62% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 32 000,00 | 15,38% |
| Département | 31 207,35 | 15,00% |
| Total | 208 049,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098448 - GRAND PARIS SEINE ET OISE (78) : Création d'un parcours de canoë-kayak slalom au Stade Nautique International de Mantes-la-Jolie

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 25 154,00 € HT | 19,88 % | 5 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 5 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE

Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE

Statut Juridique : Communauté Urbaine

Représentant : Madame Cécile ZAMMIT-POPESCU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un parcours de canoë-kayak slalom au Stade Nautique International de Mantes-la-Jolie

Dates prévisionnelles : 4 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au regard de la nature et des délais du projet, Grand Paris Seine et Oise souhaite une ouverture de l'équipement sportif en janvier 2026, afin d'en limiter l'impact pour les pratiquants.

Description :

Grand Paris Seine et Oise souhaite créer un parcours de canoë-kayak slalom au Stade Nautique International de Mantes-la-Jolie, afin de diversifier les pratiques sportives nautiques du site, de valoriser une partie non utilisée à ce jour et d'offrir la possibilité d'y accueillir de nouvelles compétitions de haut niveau.

Le projet, pensé dans le respect du caractère naturel du site, prévoit les travaux suivants :

- Réutilisation des 3 massifs bétons avec poutrelle en acier, stockés près de l'espace Guyader, et déplacement pour une installation pleine fouille sur fond de gravier sur la rive Est ;
- Haubenage de trois arbres pour créer un ancrage fiable, durable et pouvant recevoir le câble porteur ;
- Fixation de 12 câbles transversaux sur le câble porteur du côté du bassin et dans les arbres du côté de la berge ;
- Installation de 24 portes (12 vertes et blanches, 12 rouges et blanches).

Ce projet, qui s'inscrit dans l'héritage des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, permettra ainsi d'accompagner l'ambition des clubs sportifs dans leur évolution, de mettre à disposition des rameurs des espaces répondant aux exigences du haut niveau, de rééquilibrer l'offre de parcours de canoë-kayak slalom en eau calme sur le territoire intercommunal et de proposer aux scolaires une nouvelle pratique sportive nautique.

L'A.S. Mantaise section canoë-kayak est le club résident du Stade Nautique International. Les créneaux du lundi, mardi, jeudi et vendredi seront attribués à ce club pour ses entraînements. D'autres créneaux hebdomadaires seront mis à disposition de scolaires et de collégiens. La section canoë-kayak de l'A.S. Mantaise compte 174 licenciés, dont 80 féminines.

Détail du calcul de la subvention :

Réhabilitation, construction d'une salle spécialisée - Base nautique

Montant HT des travaux : 25 154 €

Montant HT des travaux éligibles : 25 154 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Taux d'intervention ramené à : 19,88 %

Montant de la subvention proposée : 5 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 19,88 % du montant HT des travaux éligibles, soit 19,88 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 25 154,00 | 100,00% |
| Total | 25 154,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 20 154,00 | 80,12% |
| Subvention Région Île-de-France (proposée) | 5 000,00 | 19,88% |
| Total | 25 154,00 | 100,00% |

Annexe 2 - Fiches projets terrains synthétiques

DOSSIER N° EX093846 - SYNDICAT DE COMMUNES POUR L'ETUDE, LA REALISATION ET LA GESTION D'INSTALLATIONS SPORTIVES ET AUTRES - SCERGIS (95) : Réhabilitation du complexe sportif A. Schweitzer

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041582-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 3 582 378,80 € HT | 11,17 % | 400 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 400 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT DE COMMUNES POUR L'ETUDE, LA REALISATION ET LA GESTION D'INSTALLATIONS SPORTIVES ET AUTRES

Adresse administrative : 2 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
95230 SOISY SOUS MONTMORENCY

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur LUC STREHAIANO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du complexe sportif A. Schweitzer

Dates prévisionnelles : 1 mai 2025 - 30 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le syndicat sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et permettre une mise en service des installations pour le début de la saison sportive 2025-2026.

Description :

Le Syndicat de communes pour l'étude, la réalisation et la gestion d'installations sportives (SCERGIS) est un syndicat intercommunal à vocation unique, situé dans le département du Val-d'Oise, qui dispose d'une compétence spécifique en matière d'acquisition, de gestion et de maintenance du complexe sportif du Docteur A. Schweitzer situé à Soisy-sous- Montmorency.

Ce site sportif, d'une surface de plus de 8 hectares, comprend 4 terrains de grands jeux destinés au football et au rugby, une infrastructure d'athlétisme, un complexe dédié aux arts martiaux et un gymnase intégrant 4 salles.

Le SCERGIS, qui souhaite valoriser de manière durable et optimale son patrimoine sportif afin de répondre aux attentes actuelles et futures des usagers (collectivités, clubs, scolaires...), met en œuvre un plan de réhabilitation et de modernisation du complexe.

A ce titre, le projet consiste à :

- rénover et mettre aux normes l'infrastructure athlétisme (opération 1) ;
- transformer le terrain de football en gazon naturel, situé au centre de la piste d'athlétisme, en un terrain en gazon synthétique et créer un système d'éclairage (opération 2) ;
- réhabiliter le terrain de football en gazon synthétique existant et moderniser son éclairage (opération 3) ;
- rénover le terrain de rugby en gazon naturel et moderniser son éclairage (opération 4) ;
- créer un système d'éclairage pour le quatrième terrain de grands jeux du site (opération 5).

Pour la première opération, les travaux envisagés concernent la mise en œuvre d'un nouveau revêtement en résine pour une piste de 6 couloirs, la réalisation d'un nouveau réseau de drainage et d'évacuation, la création de nouveaux ateliers pour les lancers et les sauts, et l'installation d'un système de chronométrage.

Pour la deuxième opération, les travaux envisagés concernent la pose d'une couche de souplesse et d'un gazon synthétique de 40mm avec un remplissage liège, ainsi que l'installation de 4 mâts d'éclairage et 29 projecteurs LED d'une puissance comprise entre 600W et 1500W destinés à obtenir un niveau d'éclairement de 250 lux. Il est ainsi attendu un classement T3 et E5 auprès de la F.F.F.

Pour la troisième opération, les travaux envisagés concernent la pose d'une couche de souplesse et d'un gazon synthétique de 40mm avec un remplissage liège, l'installation de 2 buts de football à 11 et 4 buts de football à 8 rabattables, ainsi que le remplacement de l'ensemble des fourreaux et câbles du système d'éclairage. Il est ainsi attendu un classement T5 et E6 auprès de la F.F.F.

Pour la quatrième opération, les travaux envisagés concernent la réalisation d'un nouveau réseau de drainage, l'installation de 2 buts de rugby sur charnière et 4 buts de football à 8 rabattables, la rénovation de l'ensemble du système d'arrosage, la pose d'une main-courante et d'un filet pare-ballons, ainsi que l'installation de 14 projecteurs LED d'une puissance comprise entre 1000W et 1500W destinés à obtenir un niveau d'éclairement de 200 lux. Il est ainsi attendu un classement D auprès de la F.F.R. et E5 auprès de la F.F.F.

Pour la cinquième opération, les travaux envisagés concernent la pose de 4 mâts d'une hauteur de 22m et 12 projecteurs LED d'une puissance comprise entre 1000W et 1500W destinés à obtenir un niveau d'éclairement de 150 lux.

Le projet prévoit également la mise en place d'un système de vidéoprotection, la rénovation des éclairages et des travaux d'aménagement dans les circulations du site, ainsi que la mise en place d'un système de récupération des eaux de pluie (dépenses non éligibles).

Ces 5 équipements sportifs sont occupés par des clubs résidents ayant tous une pratique féminine importante.

Détail du calcul de la subvention :

Opération 1 : réhabilitation ou construction d'un équipement sportif extérieur (athlétisme)

Montant HT des travaux : 2 811 216.60 €

Montant HT des travaux éligibles : 2 145 712.60 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de dépose, démolition et décapage, d'un montant de 665 504 €)

Plafond HT des travaux : 800 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Taux d'intervention ramené à : 12.03%

Montant de la subvention proposée : 96 250 €

Opération 2 : réhabilitation ou construction d'un terrain extérieur de grands jeux normés (football + éclairage)

Montant HT des travaux : 1 892 659 €

Montant HT des travaux éligibles : 1 467 765 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de dépose, démolition et décapage, d'un montant de 424 894 €)

Plafond HT des travaux : 1 000 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Taux d'intervention ramené à : 9.63%

Montant de la subvention proposée : 96 250 €

Opération 3 : réhabilitation ou construction d'un terrain extérieur de grands jeux normés (football + éclairage)

Montant HT des travaux : 1 477 741 €

Montant HT des travaux éligibles : 1 013 542 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de dépose, démolition et décapage, d'un montant de 464 199 €)

Plafond HT des travaux : 1 000 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Taux d'intervention ramené à : 9.63%

Montant de la subvention proposée : 96 250 €

Opération 4 : réhabilitation ou construction d'un terrain extérieur de grands jeux normés (rugby + éclairage)

Montant HT des travaux : 919 575,80 €

Montant HT des travaux éligibles : 707 378,80 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de dépose, démolition et décapage, d'un montant de 212 197 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Taux d'intervention ramené à : 13.61%

Montant de la subvention proposée : 96 250 €

Opération 5 : création ou modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif

Montant HT des travaux : 191 770 €

Montant HT des travaux éligibles : 188 350 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de dépose, d'un montant de 3 420 €)

Plafond HT des travaux éligibles : 75 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20%

Montant de la subvention proposée : 15 000 €

Projet global : opérations 1 + 2 + 3 + 4 + 5

Montant HT des travaux du projet : 8 413 874 €

Montant HT des travaux éligibles du projet : 3 582 378,80 € (sont également exclues les dépenses inéligibles hors du champ des 5 opérations)

Taux d'intervention pour le projet : 11.17%

Montant de la subvention proposée : 400 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 11.17% du montant HT de la base subventionnable, soit 4.75% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- SOISY-SOUS-MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|-------------------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux opération 1 | 2 811 216,60 | 33,41% |
| Travaux opération 2 | 1 892 659,00 | 22,49% |
| Travaux opération 3 | 1 477 741,00 | 17,56% |
| Travaux opération 4 | 919 575,80 | 10,93% |
| Travaux opération 5 | 191 770,00 | 2,28% |
| Travaux hors opérations | 1 120 911,60 | 13,32% |
| Total | 8 413 874,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 2 874 735,00 | 34,17% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 400 000,00 | 4,75% |
| Dotation de soutien à l'investissement local | 1 682 774,00 | 20,00% |
| Autre subvention Etat (agence de l'eau) | 100 000,00 | 1,19% |
| Département | 2 256 365,00 | 26,82% |
| Agence Nationale du Sport | 1 000 000,00 | 11,89% |
| Fédération Française de Football | 100 000,00 | 1,19% |
| Total | 8 413 874,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098478 - COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78) : Réhabilitation du terrain de hockey sur gazon et de son éclairage

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 406 914,00 € HT | 15,48 % | 62 985,30 € |
| Montant total de la subvention | | | 62 985,30 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE

Adresse administrative : 9 RUE HENRI IV JARD DES ART
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Arnaud PERICARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du terrain de hockey sur gazon et de son éclairage

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Saint-Germain-en-Laye souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer de nouveaux créneaux aux pratiquants.

Description :

La commune de Saint-Germain-en-Laye souhaite moderniser ses installations sportives au sein du complexe Georges Lefèvre, un site accueillant des milliers de pratiquants chaque année.

Ce vaste ensemble sportif comprend huit terrains de grands jeux, une piste d'athlétisme, vingt courts de tennis, deux terrains de padel, quatre terrains de beach-volley et une aire de street workout. Parmi ces infrastructures, le terrain de hockey dit « mixte » occupe une place importante car il permet à la fois la pratique du hockey et du football loisir. Ce terrain, dont la surface actuelle provient du réemploi de l'ancien terrain d'honneur, montre aujourd'hui des signes d'usure avancée. La pelouse synthétique, devenue glissante et fragile, ne garantit plus la sécurité des usagers et compromet la qualité du jeu. Le projet s'inscrit dans la volonté municipale d'offrir des équipements performants, sécurisés et respectueux de l'environnement, tout en favorisant la diversité des usages et l'accès pour tous.

Les travaux portent principalement sur le remplacement complet de la surface synthétique et sur la modernisation du système d'éclairage. Le terrain, situé sur la parcelle cadastrale, couvrira une surface

équivalente à un terrain de compétition de 105 x 68 m. Le gazon sera composé de fibres en polyéthylène texturées, traitées anti-UV et anti-abrasion. Le remplissage, sans microplastique, sera constitué d'un mélange naturel de sable calibré et de liège, garantissant à la fois confort de jeu, stabilité et respect de l'environnement. Sous la pelouse, une sous-couche élastomère recyclée assurera une absorption optimale des chocs, contribuant à la prévention des blessures, tandis qu'un réseau de drainage à haute perméabilité permettra une évacuation des eaux de pluie et une utilisation continue.

Les anciens projecteurs à iodures, très énergivores, seront remplacés par un éclairage LED modulable offrant une luminosité conforme aux normes sportives tout en divisant la consommation énergétique. Les équipements électriques et le câblage seront remis aux normes et un système de gestion automatisée de l'éclairage sera installé pour optimiser les temps d'allumage et de coupure.

Ce projet bénéficiera directement à une large diversité de pratiquants. Le terrain est utilisé en semaine par cinq établissements scolaires, les lycées Saint-Augustin, Poquelin, Saint-Thomas-de-Villeneuve, Agro Campus et Saint-Erembert dans le cadre des cours d'éducation physique. En dehors du temps scolaire, il est occupé par le Saint-Germain-en-Laye Hockey Club pour les entraînements et compétitions régionales, ainsi que par plusieurs associations locales pour la pratique du football loisir et de l'ultimate. Le public non affilié dispose également de créneaux en accès libre, notamment le jeudi soir et le dimanche après-midi.

En réhabilitant cet équipement, la commune renforce son offre sportive de proximité, soutient le développement du hockey sur gazon et encourage la pratique féminine et intergénérationnelle dans un cadre modernisé, durable et inclusif.

Détail du calcul de la subvention :

Opération 1 : Pour les terrains extérieurs de grands jeux normés

Montant HT des travaux : 420 392 €

Montant HT des travaux éligibles : 367 950 € (sont exclus les frais de travaux préparatoires, dépose, démolition et abords de 52 442 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15 %

Montant de la subvention proposée : 55 192,50 €

Opération 2 : Création ou modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif

Montant HT des travaux : 42 764 €

Montant HT des travaux éligibles : 38 964 € (sont exclus les frais de dépose de 3 800 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 7 792,80 €

Projet global : opérations 1 + 2

Montant HT des travaux du projet : 463 156 €

Montant HT des travaux éligibles du projet : 406 914 €

Taux d'intervention pour le projet : 15,48%

Montant de la subvention proposée : 62 985,30 €

Le montant de la subvention proposée représente 15,48% du montant HT de la base subventionnable, soit 13,60% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 463 156,00 | 100,00% |
| Total | 463 156,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 62 985,30 | 13,60% |
| Commune | 400 170,70 | 86,40% |
| Total | 463 156,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098617 - COMMUNE DE PARAY-VIEILLE-POSTE (91) : Rénovation du terrain de football synthétique et de son éclairage au stade Pierre de Coubertin

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 478 987,16 € HT | 15,66 % | 75 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 75 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PARAY VIEILLE POSTE

Adresse administrative : PLACE HENRI BARBUSSE
91550 PARAY-VIEILLE-POSTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame NATHALIE LALLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du terrain de football synthétique et de son éclairage au stade Pierre de Coubertin

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la commune souhaite une ouverture de l'équipement sportif en septembre 2025, afin de limiter l'impact de fermeture pour les pratiquants.

Description :

La commune de Paray-Vieille-Poste souhaite rénover le revêtement synthétique du terrain de football et son éclairage, situés au stade Pierre de Coubertin, afin de développer la dynamique de son club résident, labellisé « Jeunes » niveau espoirs en 2023 et « Filles » en 2024, et répondre aux enjeux sportifs, économiques et environnementaux des pratiquants.

Le terrain de football synthétique, d'une dimension de 100 m x 60 m, sera composé d'une couche de souplesse, de fibres d'une épaisseur de 45 mm, d'un lestage en sable et d'un remplissage en liège. Ce terrain fait l'objet d'une homologation aux normes T5 auprès de la Fédération Française de Football.

La commune s'engage à respecter les exigences particulières de protection des pratiquants.

L'éclairage sera de niveau E6 en conformité avec la réglementation de la Fédération Française de

Football. Il sera composé de 6 mâts, chacun équipé de 4 projecteurs de 1 500 W à LED.

Le Paray F.C. est le club résident du stade Pierre de Coubertin. L'ensemble des créneaux sont attribués à ce club les soirs de semaine et les week-ends. Le Paray F.C. compte 574 licenciés, dont 68 licenciées féminines.

Détail du calcul de la subvention :

Opération 1 : réhabilitation d'un terrain extérieur de grands jeux normés

Montant HT des travaux : 448 824,96 €

Montant HT des travaux éligibles : 400 358,16 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose et de démolition d'un montant de 48 466,80 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15 %

Taux d'intervention ramené à : 14,99 %

Montant de la subvention proposée : 60 000 €

Opération 2 : modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif

Montant HT des travaux : 86 597 €

Montant HT des travaux éligibles : 78 629 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose d'un montant de 7 968 €)

Plafond HT des travaux : 75 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 15 000 €

Projet global : opérations 1 + 2

Montant HT des travaux du projet : 486 031,04 €

Montant HT des travaux éligibles du projet : 478 987,16 €

Taux d'intervention pour le projet : 15,66 %

Montant de la subvention proposée : 75 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 15,66 % du montant HT des travaux éligibles, soit 15,43 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- PARAY-VIEILLE-POSTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux terrain synthétique | 14 619,04 | 3,01% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 384 815,00 | 79,17% |
| Travaux éclairage | 86 597,00 | 17,82% |
| Total | 486 031,04 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 141 031,04 | 29,02% |
| Subvention Région Île-de-France (proposée) | 75 000,00 | 15,43% |
| Agence Nationale du Sport | 270 000,00 | 55,55% |
| Total | 486 031,04 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098618 - COMMUNE D'ANTONY (92) : Transformation du terrain engazonné en terrain synthétique au parc des sports de la Croix de Berny

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 1 000 000,00 € HT | 15,00 % | 150 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 150 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANTONY
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92161 ANTONY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-YVES SENANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation du terrain engazonné en terrain synthétique au parc des sports de la Croix de Berny

Dates prévisionnelles : 5 mai 2025 - 30 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une ouverture de l'équipement pour la saison sportive 2025-2026.

Description :

La commune d'Antony poursuit une politique sportive axée sur le développement de tous les types de pratique sportive (sport santé, sports loisirs, pratique compétitive) ainsi que sur la modernisation et la création de nouveaux équipements sportifs. Cette ambition s'est notamment traduite par l'acquisition fin 2024 auprès de la RATP d'une partie (6,5 hectares) du parc des sports de la Croix de Berny. La parcelle acquise par la ville regroupe 2 gymnases, 1 piste d'athlétisme, 8 courts de tennis extérieurs et 3 terrains de grands jeux, dont 2 en gazon naturel et 1 en revêtement synthétique adapté à la pratique du hockey.

Ces installations nécessitent un plan pluriannuel d'investissements afin de les moderniser et de les mettre aux normes. Un des terrain de grands jeux en gazon naturel ne permet aujourd'hui plus de répondre à la demande des associations sportives et des usagers scolaires en raison d'un défaut de perméabilité qui le rend impraticable une partie de la saison. Son taux d'occupation est par ailleurs limité à 3 séances d'entraînement (4h30) en semaine et 2 matchs officiels le week-end pour garantir une pratique optimale et

durable lors des périodes d'ouverture.

Fort de ce constat, la commune souhaite créer un terrain de football en gazon synthétique en lieu et place du terrain en gazon naturel et moderniser le réseau d'éclairage pour passer à un système de technologie LED.

Le projet consiste, pour un classement fédéral en catégorie T4 pour le football et D pour le rugby, à réaliser les travaux suivants :

- effectuer les opérations de terrassement avec fourniture d'un géotextile et mise en œuvre d'une grave ;
- installer un gazon synthétique comprenant une hauteur de fibres 60 mm, après réalisation préalable d'une couche de souplesse ;
- procéder à un remplissage en liège ;
- poser une bordure P1 ;
- réaliser les tracés destinés à la pratique du rugby et du football à 8 et à 11 ;
- installer 2 poteaux de rugby, 2 buts de football à 11, 4 buts de football à 8 rabattables et de nouveaux abris touches ;
- monter une clôture en treillis soudés et des filets pare-ballon d'une hauteur de 6 mètres,

Il est également envisagé d'obtenir, pour l'éclairage, le niveau de classement E6 de la FFF (soit 150 lux) en installant 16 projecteurs LED d'une puissance de 1500W.

Ce terrain sera essentiellement utilisé par plusieurs clubs résidents : Antony Football Evolution, la section football de l'US Métro et le club de rugby Antony Métro 92, qui comptent tous une pratique féminine importante.

L'association Antony Football Evolution a par ailleurs mis en place une section adaptée, qui est dédiée à l'inclusion des personnes en situation de handicap sensoriel. Elle est encadrée par des éducateurs parlant la langue des signes, formés et sensibilisés à l'accueil et à l'accompagnement d'enfants en situation de handicap sensoriel et trouble du neurodéveloppement (TND). Des interactions et passerelles avec les autres sections du club sont régulièrement organisées afin de favoriser une pratique mixte, renforcer le lien social et lutter contre l'isolement. Le club envisage pour la saison 2025-2026 d'accueillir 30 joueurs sur 3 créneaux d'entraînement différents.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un terrain extérieur de grands jeux normés

Montant HT des travaux : 1 250 604.82 €

Montant HT des travaux éligibles : 1 034 344.42 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de dépose, démolition, décapage, et les diagnostics, d'un montant de 216 260.40 €)

Plafond HT des travaux éligibles : 1 000 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI et majoration : 15% et 40 000 € au titre de la politique sportive en faveur des personnes en situation de handicap

Taux d'intervention ramené à : 15%

Montant de la subvention proposée : 150 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 15% du montant HT de la base subventionnable, soit 11.99% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|------------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 1 189 432,32 | 95,11% |
| Maitrise d'œuvre | 31 937,50 | 2,55% |
| Diagnostics | 29 235,00 | 2,34% |
| Total | 1 250 604,82 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 550 604,82 | 44,03% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 150 000,00 | 11,99% |
| Agence Nationale du Sport | 550 000,00 | 43,98% |
| Total | 1 250 604,82 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098622 - COMMUNE DE VOISINS-LE-BRETONNEUX (78) : Rénovation du terrain de football synthétique n° 2 du Parc des Sports du Grand Pré

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 551 808,00 € HT | 14,50 % | 80 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 80 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VOISINS-LE-BRETONNEUX

Adresse administrative : 1 PLACE CHARLES DE GAULLE
78960 VOISINS-LE-BRETONNEUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Alexandra ROSETTI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du terrain de football synthétique n° 2 du Parc des Sports du Grand Pré

Dates prévisionnelles : 16 juin 2025 - 1 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Considérant la nature et les délais du projet, la commune souhaite une ouverture de l'équipement sportif en septembre 2025, afin de limiter l'impact de fermeture pour les pratiquants.

Description :

La commune de Voisins-le-Bretonneux souhaite rénover le revêtement synthétique du terrain de football n° 2, situé au Parc des Sports du Grand Pré, afin de permettre une utilisation permanente par tous les temps, qui augmentera le taux d'occupation et offrira une nouvelle qualité de jeu aux pratiquants, scolaires et associatifs.

Le terrain de football synthétique, d'une dimension de 100 m x 60 m, sera composé d'une couche de souplesse, de fibres mixtes d'une épaisseur de 42 mm, d'un lestage en sable et d'un remplissage en liège. Ce terrain fait l'objet d'une homologation aux normes T5 auprès de la Fédération Française de de Football.

La commune s'engage à respecter les exigences particulières de protection des pratiquants.

Le projet prévoit également :

- paires de buts de football à 11 ;
- tracés de l'aire de jeu ;
- deux abris de touche pour les joueurs et un abri pour les officiels ;
- piquets de corner ;
- grille gratte-pieds.

Voisins Football Club est le club résident du Parc des Sports du Grand Pré. L'ensemble des créneaux sont attribués à ce club les soirs de semaine et les week-ends. Voisins Football Club compte 841 licenciés, dont 165 féminines.

Détail du calcul de la subvention :

Réhabilitation d'un terrain extérieur de grands jeux normés

Montant HT des travaux : 711 468 €

Montant HT des travaux éligibles : 551 808 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose, de démolition, de déblai et d'évacuation d'un montant de 159 660 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15 %

Taux d'intervention ramené à : 14,50 %

Montant de la subvention proposée : 80 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 14,50 % du montant HT des travaux éligibles, soit 11,24 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VOISINS-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 684 281,00 | 96,18% |
| Maitrise d'œuvre | 10 200,00 | 1,43% |
| Autres dépenses (bureau de contrôle, coordinateur SPS, étude de sols) | 16 987,00 | 2,39% |
| Total | 711 468,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 561 828,00 | 78,97% |
| Subvention Région Île-de-France (proposée) | 80 000,00 | 11,24% |
| Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines | 69 640,00 | 9,79% |
| Total | 711 468,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098669 - COMMUNE DE MAISONS-LAFFITTE (78) : Réhabilitation d'un terrain de football stabilisé en gazon synthétique avec éclairage pour la pratique du football et du hockey au stade Desaix

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 704 815,39 € HT | 14,19 % | 100 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 100 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAISONS LAFFITTE

Adresse administrative : 48 AVENUE DE LONGUEIL
78605 MAISONS LAFFITTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JACQUES MYARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation d'un terrain de football stabilisé en gazon synthétique avec éclairage pour la pratique du football et du hockey au stade Desaix

Dates prévisionnelles : 2 juin 2025 - 18 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la commune souhaite une ouverture de l'équipement sportif en octobre 2025, afin de limiter l'impact de fermeture pour les pratiquants.

Description :

La commune de Maisons-Laffitte souhaite réhabiliter un terrain de football stabilisé, situé au stade Desaix, en gazon synthétique pour la pratique du football et du hockey sur gazon, et rénover son éclairage, afin de développer l'activité du hockey sur gazon sur son territoire et rendre utilisable son équipement pour tous les pratiquants et par tout temps.

Le terrain synthétique, d'une dimension de 84 m x 50 m, sera composé d'une couche de souplesse, de fibres mixtes d'une épaisseur de 45 mm, d'un lestage en sable et d'un remplissage en liège. Ce terrain ne fait pas l'objet d'une homologation fédérale et sera exclusivement utilisé pour les entraînements de football et de hockey sur gazon.

La commune s'engage à respecter les exigences particulières de protection des pratiquants.

Le projet prévoit également :

- paires de buts de football à 11 et de football à 8 amovibles ;
- tracés des aires de jeux ;
- une main courante remplie, une clôture treillis avec portail et portillons, ainsi que des pare-ballons ;
- piquets de corner.

L'éclairage sera en conformité avec la réglementation de la Fédération Française de Football et sera équipé de 4 projecteurs de 1 500 W à LED.

Le club de football Maisons-Laffitte F.C. et le club de hockey Maisons-Laffitte H.C. sont les clubs résidents du stade Desaix. L'ensemble des créneaux sont attribués à ces clubs les soirs de semaine. Le club Maisons-Laffitte F.C. compte 490 licenciés, dont 8 équipes féminines, et le club Maisons-Laffitte H.C. compte 53 licenciés, dont 15 licenciées féminines.

Détail du calcul de la subvention :

Opération 1 : réhabilitation d'un terrain extérieur de grands jeux normés

Montant HT des travaux : 758 881,86 €

Montant HT des travaux éligibles : 660 922,15 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose, de démolition, de d'arrachage, de débroussaillage et d'évacuation d'un montant de 97 959,71 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15 %

Taux d'intervention ramené à : 13,79 %

Montant de la subvention proposée : 91 121 €

Opération 2 : modernisation des systèmes d'éclairage d'un équipement sportif

Montant HT des travaux : 44 662,38 €

Montant HT des travaux éligibles : 43 893,24 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose d'un montant de 769,14 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 8 879 €

Projet global : opérations 1 + 2

Montant HT des travaux du projet : 803 544,24 €

Montant HT des travaux éligibles du projet : 704 815,39 €

Taux d'intervention pour le projet : 14,19 %

Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 14,19 % du montant HT des travaux éligibles, soit 12,44 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MAISONS-LAFFITTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 788 584,24 | 98,14% |
| Maitrise d'œuvre | 14 960,00 | 1,86% |
| Total | 803 544,24 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 703 544,24 | 87,56% |
| Subvention Région Île-de-France (proposée) | 100 000,00 | 12,44% |
| Total | 803 544,24 | 100,00% |

Annexe 3 - Fiches projets équipements sportifs mis à disposition des lycées

DOSSIER N° EX096864 - FOSSES (95) : requalification et réhabilitation du stade Auguste DELAUNE (terrain d'honneur, terrain d'entraînement, terrain foot à 5, piste athlétisme)

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 3 000 000,00 € HT | 10,00 % | 300 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 300 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FOSSES

Adresse administrative : 1 PLACE DU 19 MARS 1962
95470 FOSSES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame JACQUELINE HAESINGER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : requalification et réhabilitation du stade Auguste DELAUNE (terrain d'honneur, terrain d'entraînement, terrain foot à 5, piste athlétisme)

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2023 - 1 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé :

La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le phasage des travaux et limiter ainsi l'impact des fermetures sur la pratique des usagers. Elle envisage une mise en service de la totalité des équipements pour la rentrée sportive 2025-2026.

Description :

Le stade Auguste DELAUNE est un équipement sportif vétuste, surfréquenté, qui ne répond plus, ni aux besoins croissants des établissements scolaires (collège/lycée), ni à ceux du club résident de football, utilisateurs du complexe sportif.

Le complexe sportif existant est constitué de :

- 3 terrains de football ;
- 1 piste de saut en longueur en béton ;
- 1 zone en friche ;
- des vestiaires ;
- un gymnase ;
- un terrain de beachvolley.

Les 3 terrains de football sont engazonnés et répartis de la façon suivante :

- le terrain d'honneur est interdit aux scolaires ;
- un terrain dit « du milieu » est dangereux car impraticable ;
- un terrain dit « du Haut » est utilisable, mais partagé en fonction des effectifs.

Au regard des contraintes liées à l'entretien de l'ensemble de ces terrains, la commune souhaite requalifier et réhabiliter le site dans son ensemble, afin de disposer de deux terrains de football synthétiques (un d'honneur et un d'entraînement), d'un terrain de football à 5 et d'une piste d'athlétisme autour du terrain d'entraînement, pour répondre aux nouveaux besoins de ces utilisateurs.

Le projet est découpé en deux phases.

La 1ère phase consiste en :

La transformation du terrain d'honneur engazonné de 105 x 68 mètres en gazon synthétique, composé d'une couche de souplesse, de fibres d'une épaisseur de 45 mm, d'un lestage en sable et d'un remplissage en liège. Ce terrain a fait l'objet d'une homologation aux normes T3 auprès de la Fédération Française de Football.

Il comprend aussi les équipements suivants :

- paires de buts de football à 11 et de football à 8 amovibles ;
- tracés des aires de jeux ;
- deux abris de touche pour les joueurs et un abri pour les officiels ;
- piquets de corner ;
- grille gratte-pieds.
- lisse périphérique ;
- filets pare-ballons ;
- bancs de touche ;
- éclairage 4 mâts de 18 mètres.

En lieu et place des terrains dit « du milieu » et « du haut », la construction d'un seul terrain d'entraînement de 105 x 60 mètres en gazon synthétique composé d'une couche de souplesse, de fibres d'une épaisseur de 45 mm, d'un lestage en sable et d'un remplissage en liège. Ce terrain a fait l'objet d'une homologation aux normes T5 auprès de la Fédération Française de Football.

Il comprend aussi les équipements suivants :

- paires de buts de football à 11 et de football à 8 amovibles ;
- tracés des aires de jeux ;
- deux abris de touche pour les joueurs et un abri pour les officiels ;
- piquets de corner ;
- grille gratte-pieds ;
- lisse périphérique ;
- filets pare-ballons ;
- bancs de touche ;
- éclairage 2 mâts de 12 mètres.

La 2ème phase consiste en :

La création d'une piste d'athlétisme en caoutchouc vulcanisé de 250m de longueur autour du terrain d'entraînement et la réhabilitation de la piste de vitesse de 150 mètres avec la création d'un bac à sable de 8.00 x 5.50 mètres pour le saut en longueur.

Sur la zone de friche, la construction d'un terrain de foot à 5 de 45 x 35 mètres en gazon synthétique sans remplissage avec une couche de souplesse, réalisé suivant les prescriptions de la FFF, avec les équipements suivants :

- paires de buts de football à 5 ;

- tracés des aires de jeux ;
- filets pare-ballons ;
- éclairage 2 mâts.

Les utilisateurs principaux du site sont :

- le club de football « Union Fosses Football » (500 licenciés, dont 99 féminines, 8 dirigeantes et une arbitre) qui a pour projet de créer une section sportive football entre le club et le collège STENDHAL dès la rentrée 2025-2026, avec des créneaux mis à disposition les soirs en semaine, le mercredi après-midi et toute la journée le week-end ;
- le collège STENDHAL (800 élèves) avec une utilisation de plus de 35h/semaine ;
- le lycée BAUDELAIRE (1100 élèves) avec une utilisation de plus de 35h/semaine.

La commune s'engage à ce que le lycée bénéficie d'une mise à disposition à titre gracieuse de 20h par semaine minimum sur cet équipement et à la garantir pour la durée de la convention conclue avec la Région.

La commune s'engage également à respecter les exigences particulières de protection des pratiquants pour l'ensemble de ces équipements.

Enfin, pour le terrain de football à 5, la commune s'engage à réserver des créneaux aux clubs locaux et structures affiliés FFF, dont "l'Union Fosses Football", dès lors qu'ils organisent des actions d'initiation et de détection.

Détail du calcul de la subvention :

Opération 1 : réhabilitation d'un terrain extérieur de grands jeux normés pour un usage lycéen (Terrain d'honneur)

Montant HT des travaux : 1 010 501.80 €
 Plafond HT des travaux éligibles : 1 000 000 €
 Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 35%
 Taux d'intervention ramené à : 10%
 Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Opération 2 : construction d'un terrain extérieur de grands jeux normés pour un usage lycéen (Terrain d'entraînement)

Montant HT des travaux : 1 078 947.31 €
 Plafond HT des travaux éligibles : 1 000 000 €
 Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 35%
 Taux d'intervention ramené à : 10%
 Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Opération 3 : création d'un équipement sportif extérieur dédié aux disciplines sportives fédérales alternatives (Terrain Foot à 5)

Montant HT des travaux : 271 185.20 €
 Plafond HT des travaux éligibles : 200 000 €
 Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 50%
 Taux d'intervention ramené à : 25 %
 Montant de la subvention proposée : 50 000 €

Opération 4 : réhabilitation ou création d'un équipement sportif extérieur pour un usage lycéen (Piste athlétisme)

Montant HT des travaux : 860 405.29 €
Plafond HT des travaux éligibles : 800 000 €
Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%
Taux d'intervention ramené à : 6.25 %
Montant de la subvention proposée : 50 000 €

Projet global : opérations 1 + 2 + 3 + 4
Montant HT des travaux du projet : 3 221 039.60 €
Montant des plafonds HT des travaux éligibles du projet : 3 000 000 €
Taux d'intervention pour le projet : 10%
Montant de la subvention proposée pour le projet : 300 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 10% du montant HT de la base subventionnable, soit 9.31% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------------------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux Terrain d'honneur | 1 010 501,80 | 31,37% |
| Travaux Terrain d'entraînement | 1 078 947,31 | 33,50% |
| Travaux Terrain Foot à 5 | 271 185,20 | 8,42% |
| Travaux Piste athlétisme | 860 405,29 | 26,71% |
| Total | 3 221 039,60 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région Ile-de-France (proposée) | 300 000,00 | 9,31% |
| Subvention Etat (sollicitée)- Action "Petites villes de demain" | 561 936,40 | 17,45% |
| Subvention Département (sollicitée) | 802 634,45 | 24,92% |
| Fonds propres | 1 556 468,75 | 48,32% |
| Total | 3 221 039,60 | 100,00% |

DOSSIER N° EX095922 - COMMUNE DE LIMEIL-BREVANNES (94) : Création d'un nouveau complexe sportif

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 3 000 000,00 € HT | 25,00 % | 750 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 750 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMEIL-BREVANNES
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94456 LIMEIL-BREVANNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame FRANCOISE LECOUFLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un nouveau complexe sportif

Dates prévisionnelles : 6 juin 2025 - 6 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et permettre ainsi une mise en service des équipements pour la rentrée sportive 2026-2027.

Description :

La commune de Limeil-Brévannes met en œuvre un programme ambitieux de création et de rénovation de ses équipements sportifs afin de favoriser l'accès de toute la population aux pratiques sportives. Elle souhaite à ce titre créer un nouvel équipement sportif dans un quartier qui connaît une évolution significative de la population mais dont les infrastructures actuelles ne permettent plus de répondre aux besoins identifiés.

D'une superficie de 3505 m² sur deux niveaux, cette installation sera notamment composée :

- d'une salle multisports intégrant un mur d'escalade de dimension 51m x 25m ;
- d'une tribune de 400 places, dont 9 emplacements PMR accessibles en ascenseur ;
- d'un dojo modulable comprenant plusieurs aires de combat de dimension 27m x 26m et 40 places assises dont 2 PMR ;
- d'un hall d'accueil, un espace club house et un espace convivialité adapté à l'organisation des compétitions sportives ;

- de plusieurs espaces sanitaires et vestiaires pour le public, les usagers et les arbitres.

Ce projet s'inscrit dans une démarche environnementale significative en intégrant les énergies renouvelables par la mise en place de panneaux photovoltaïques et de pompes à chaleur aérothermique, une part importante de matériaux biosourcés et un système de récupération des eaux de pluie destiné à alimenter les espaces verts communaux. Enfin, une grande partie des espaces extérieurs sera végétalisée en pleine terre.

Le complexe sera destiné aux publics scolaires et à plusieurs associations sportives dans les disciplines suivantes : volleyball, basketball, tennis de table, escalade et judo. Les clubs résidents concernés ont par ailleurs tous une pratique féminine importante.

La commune s'engage à ce que le lycée Guillaume Budé bénéficie d'une mise à disposition à titre gracieuse de 20h par semaine sur cet équipement et à la garantir pour la durée de la convention conclue avec la Région.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement sportif couvert avec mise à disposition pour un usage lycéen

Montant HT des travaux : 10 401 566.84 €

Montant HT des travaux éligibles : 8 437 348.28 € (sont exclues les dépenses relatives aux honoraires de MOE antérieurs à la date d'éligibilité, aux opérations de dépose et d'évacuation, à l'installation de panneaux photovoltaïques ainsi qu'aux aménagements extérieurs, d'un montant de 1 964 218.56 € HT)

Plafond HT des travaux éligibles : 3 000 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 25%

Montant de la subvention proposée : 750 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 25% du montant HT de la base subventionnable, soit 7.21% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LIMEIL-BREVANNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------|---------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 9 501 779,00 | 91,35% |
| Honoraires MOE | 899 787,84 | 8,65% |
| Total | 10 401 566,84 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|---------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 5 632 803,51 | 54,15% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 750 000,00 | 7,21% |
| Dotation de soutien à l'investissement local | 1 818 763,33 | 17,49% |
| Métropole Grand Paris | 1 000 000,00 | 9,61% |
| Agence Nationale du Sport | 1 200 000,00 | 11,54% |
| Total | 10 401 566,84 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097882 - COMMUNE DE PONTOISE (95) : Construction d'un gymnase

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 3 000 000,00 € HT | 23,00 % | 690 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 690 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE

Adresse administrative : 2 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Stéphanie VON EUW, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un gymnase

Dates prévisionnelles : 27 mai 2026 - 3 septembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La ZAC Bossut, située au sud-ouest de Pontoise, constitue un vaste projet de réaménagement urbain, visant à renforcer la liaison entre la ville historique et les développements récents de Cergy. Au sein de cette opération, la commune de Pontoise accueillera un futur équipement sportif dont l'ambition est de répondre aux besoins croissants en matière de pratiques sportives, aussi bien pour les établissements scolaires que pour les habitants et les associations locales.

Cette initiative s'inscrit dans une logique d'articulation avec les infrastructures éducatives existantes, notamment l'INSPE, le SUAPS, l'ILEPS et plusieurs écoles primaires voisines. Le terrain, aujourd'hui en friche, nécessite un important nivellement afin d'accueillir ce nouveau pôle sportif au sein d'un environnement cohérent et attractif.

Le projet prévoit la réalisation d'un gymnase comprenant un bâtiment structuré sur deux niveaux, intégrant une salle multisports avec tribunes de 150 places et une salle sportive polyvalente dédiée aux pratiques d'expression corporelle et arts martiaux. La salle multisports de 1 070 m², disposera de gradins de 150 places dont 6 PMR, et offrira un espace de jeu de 44 x 23,7 mètres avec une hauteur libre de 9 m. Elle permettra la pratique de sports collectifs comme le handball, le futsal et le basket sur terrain homologué, ainsi que du volleyball et du badminton sur plusieurs terrains transversaux.

La seconde salle, polyvalente, de 390 m², sera partagée entre une zone à parquet pour les disciplines d'expression corporelle (danse, yoga, arts du cirque...) et un espace de 14 x 14 m recouvert de tapis pour les arts martiaux.

Chaque salle sera équipée de deux vestiaires avec sanitaires, complétés par des vestiaires pour les arbitres et enseignants, ainsi que des espaces de stockage. À l'étage, une salle de formation permettra d'allier théorie et pratique sur un même site. L'équipement a été conçu selon des normes exigeantes : éclairage LED à détection, ventilation performante, chauffage, contrôle d'accès sécurisé, avec des toitures végétalisées et des aménagements extérieurs pensés pour favoriser la biodiversité.

L'équipement bénéficiera à une diversité d'acteurs : scolaires, notamment ceux de l'INSPE pour leurs formations pratiques, scolaires du premier degré pour les activités physiques, clubs sportifs locaux à des fins d'entraînement, ainsi que les habitants de la commune à travers des activités de loisirs. Plusieurs associations sportives sont déjà identifiées comme utilisatrices régulières : le Cergy Pontoise Basket Ball, l'Association Volley Osny Pontoise, le Badminton Club, les Arts Martiaux de Pontoise pour la pratique du judo, ainsi que LSK pour la boxe et le kick boxing.

Une attention particulière sera portée au développement de la pratique handisport. Le Cergy Pontoise Basket Ball compte 791 licenciés dont 12 joueurs en situation de handicap affiliés à la Fédération Française du Sport Adapté (FFSA). Le Budo Karaté de Pontoise, qui utilisera le dojo, rassemble 92 licenciés dont 3 pratiquants en handisport. La volonté partagée par la ville et les clubs est de renforcer progressivement l'activité handisport au sein de ce gymnase, en réservant des créneaux adaptés et en favorisant l'inclusion de tous les publics.

La commune s'engage à ce que le lycée Camille Pissarro bénéficie d'une mise à disposition à titre gracieuse de 20h par semaine sur cet équipement et à la garantir pour la durée de la convention conclue avec la Région.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert avec mise à disposition pour un usage lycéen

Montant HT des travaux : 6 739 324 €

Plafond travaux HT des travaux éligibles : 3 000 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI et majoration : 25% et 40 000 € au titre de la politique sportive en faveur des personnes en situation de handicap

Taux d'intervention ramené à : 23%

Montant de la subvention proposée : 690 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 23% du montant HT de la base subventionnable, soit 10,24% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 5 420 000,00 | 80,42% |
| Maitrise d'œuvre | 561 000,00 | 8,32% |
| Honoraires techniques/assurances/ Frais divers/rémunération mandataire | 758 324,00 | 11,25% |
| Total | 6 739 324,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 1 469 324,00 | 21,80% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 690 000,00 | 10,24% |
| Dotation de soutien à l'investissement local | 1 500 000,00 | 22,26% |
| Département | 1 480 000,00 | 21,96% |
| CYU+ILEPS | 1 600 000,00 | 23,74% |
| Total | 6 739 324,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX097912 - COMMUNE D'EPINAY-SUR-SEINE : Transformation d'un terrain de tennis en terrain de padel

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 47 620,00 € HT | 15,45 % | 7 359,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 7 359,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPINAY SUR SEINE

Adresse administrative : ESPLANADE F MITTERRAND
93800 EPINAY SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Hervé CHEVREAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation d'un terrain de tennis en terrain de padel

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune d'Epinay-sur-Seine souhaite finaliser cette opération avant la rentrée scolaire 2025 afin de proposer un équipement qui permettra la pratique du padel.

Description :

La commune d'Épinay-sur-Seine, dans le cadre de sa politique sportive et de diversification des pratiques, souhaite transformer l'un de ses terrains de tennis en terrain de padel.

Après avoir rénové le terrain d'honneur et les tribunes sportives, la municipalité affiche la volonté d'introduire cette discipline en plein essor, soutenue par la Fédération Française de Tennis. Le projet s'inscrit dans une logique de modernisation et d'attractivité, afin de proposer une offre sportive plus variée et inclusive aux habitants.

Les travaux consistent à réaménager la parcelle de tennis existante pour accueillir une infrastructure conforme aux normes fédérales. Le terrain de padel sera construit sur une dalle plane et drainante, réalisée en béton. La structure sera composée de tubes en acier galvanisé à chaud, garantissant solidité et durabilité, et intégrera des parois vitrées en verre trempé de 12 mm d'épaisseur, conformes aux normes de résistance au vent et aux chocs liés à la pratique. Les grillages périphériques, également en acier galvanisé, assureront la sécurité et la continuité des jeux. Le sol de l'aire de jeu sera recouvert d'un

gazon synthétique en polyéthylène de densité, sablé, afin de garantir confort de jeu et durabilité. Les équipements de jeu comprendront des poteaux de filet en acier avec tendeurs inox et filet en fibre synthétique tressée avec bande blanche.

Les bénéficiaires de ce projet sont multiples et variés. En premier lieu, les lycéens, qui disposeront de créneaux réservés, profiteront de conditions optimales pour découvrir et pratiquer le padel dans un cadre éducatif. Les habitants d'Épinay-sur-Seine, familles comme seniors, bénéficieront de ce nouvel espace sportif ouvert sur la ville et intégré au parc municipal des sports, qui est déjà un pôle structurant de la vie sportive locale.

Ce projet répond également à une attente des clubs sportifs locaux, notamment la section tennis du CSME (145 licenciés, dont 39 femmes), qui souhaitent ouvrir leur pratique à de nouveaux publics.

La commune s'engage à ce que les lycées Jacques Feyder et Louise Michel bénéficient d'une mise à disposition à titre gracieuse de 20h par semaine minimum sur cet équipement et à la garantir pour la durée de la convention conclue avec la Région.

Enfin, l'équipement participe à la dynamique régionale de promotion de sports émergents, tout en s'inscrivant dans une démarche durable grâce à l'utilisation de matériaux robustes et conformes aux normes environnementales et de sécurité.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur pour un usage lycéen

Montant HT des travaux : 49 060 €

Montant HT des travaux éligibles : 47 620 € (sont exclus les frais liés au nettoyage et transports de 1 440 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI et majoration : 30% et 40 000 € au titre de la politique sportive en faveur des personnes en situation de handicap

Taux d'intervention ramené à : 15,45%

Montant de la subvention proposée : 7 359 €

Le montant de la subvention proposée représente 15,45% du montant HT de la base subventionnable, soit 15% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 49 060,00 | 100,00% |
| Total | 49 060,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 7 359,00 | 15,00% |
| Ressources propres | 17 171,00 | 35,00% |
| Agence Nationale du Sport | 24 530,00 | 50,00% |
| Total | 49 060,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098299 - SAINT-OUEN-L'AUMONE (95) : rénovation de la piste d'athlétisme du Parc des sports

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 654 231,00 € HT | 22,93 % | 150 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 150 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT OUEN L AUMONE

Adresse administrative : 2 PLACE PIERRE MENDES FRANCE
95310 SAINT OUEN L AUMONE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Laurent LINQUETTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de la piste d'athlétisme du Parc des sports

Dates prévisionnelles : 1 mars 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé du projet afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une réouverture de l'équipement pour le début de l'année 2027.

Description :

Le projet concerne la rénovation des installations d'athlétisme entourant le terrain de football d'honneur, en gazon naturel, du Parc des Sports. Ces installations incluent :

- une piste de 400 m (6 couloirs en anneau + 7 couloirs en ligne droite) ;
- des ateliers annexes : saut en longueur, saut en hauteur, javelot, poids, disque, steeple, etc.

Pour la piste d'athlétisme, les travaux prévus sont les suivants :

- le revêtement synthétique existant est usé, déchiré et décollé. Il est entièrement déposé et évacué vers des décharges agréées ;
- les couches d'enrobés bitumineux ne sont pas réutilisables. Elles sont entièrement refaites ;
- le caniveau de bord de piste est conservé ;
- le nouveau revêtement est en bicouche imperméable de 12 mm avec EPDM rouge.

Pour les équipements annexes, les travaux prévus sont les suivants :

- Javelot : les fondations sont reprises, la racine d'arbre extraite et le revêtement est rénové ;
- Saut en hauteur : l'emplacement est conservé et le revêtement est renouvelé ;
- Poids A et Disque B : les emplacements sont conservés avec une reconstruction à neuf ;
- Saut en longueur bidirectionnel: des planches neuves sont mises en place, le sable est renouvelé (épaisseur 40 cm) et le revêtement choisi est identique à celui de la piste ;
- Disque A : il est supprimé pour accueillir le futur saut à la perche ;
- Poids B : il est remplacé par un nouveau disque sans cage ;
- Saut à la perche : un nouvel équipement unidirectionnel est prévu avec une piste d'élan de 40 m. L'implantation envisagée est dans la demi-lune droite ;
- Javelot (côté steeple) : il est rénové avec une mise à niveau ;
- Rivière de steeple : inutilisée, elle est démolie, la surface est remblayée et engazonnée ;
- Caniveaux : ils sont reconstruits pour permettre un raccordement conforme à l'homologation de niveau régionale.

L'aire de réception des lancers est le gazon naturel du terrain de football central.

Le projet prévoit également la construction d'un réseau de chronométrage circulaire pour les courses d'athlétisme et un accès à la caméra de finish situé en tribune.

Les utilisateurs principaux du site sont :

- le club d'athlétisme : « ASSOA Athlétisme » (144 licenciés, dont 73 féminines) ;
- le collège du Parc (500 élèves) avec une utilisation de plus de 35h/semaine ;
- le lycée Edmond Rostand (1200 élèves) avec une utilisation de plus de 35h/semaine ;
- le collège-Lycée privé Vauban de Pontoise avec une utilisation de plus de 35h/semaine.

La commune s'engage à ce que le lycée bénéficie d'une mise à disposition à titre gracieuse de 20h par semaine minimum sur cet équipement. D'autres équipements sportifs municipaux (le gymnase Clamart , le gymnase d'Epluches et le terrain du stade Escutary) sont également mis à disposition gracieusement de ce lycée et du lycée Jean Perrin, plus de 30h par semaine minimum. Le porteur de projet s'engage à poursuivre ces mises à disposition pour la durée de la convention conclue avec la Région.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un terrain extérieur avec mise à disposition pour un usage lycéen

Montant HT des travaux : 738 500 € (711 000 € travaux + 27 500 € MO)

Montant HT des travaux éligibles : 654 231 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de démolition, de dépose des équipements existants, de décollage et de décapage, à l'évacuation des déchets .. d'un montant de 84 269 € HT)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI et majoration : 40% (30% + majoration de 10% au titre de la prise en compte d'autres mises à disposition gracieuses)

Taux d'intervention ramené à : 22.93 %

Montant de la subvention proposée : 150 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 22.93 % du montant HT de la base subventionnable, soit 20.31% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-L'AUMONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux préalables | 17 000,00 | 2,30% |
| Maîtrise d'œuvre | 27 500,00 | 3,72% |
| Piste athlétisme 6 x 7 couloirs | 505 840,00 | 68,50% |
| Sautoir en hauteur | 66 524,00 | 9,01% |
| Aire d'élan du sautoir en longueur | 40 140,00 | 5,44% |
| Sautoir à la perche nouveau uni directionnel | 19 661,00 | 2,66% |
| Javelot rénovation des pistes d'élan | 16 220,00 | 2,20% |
| Plateaux de lancer de poids et de disque | 14 172,00 | 1,92% |
| Travaux de réaménagement de l'ensemble du stade pour adaptation à la nouvelle configuration | 18 104,00 | 2,45% |
| Construction d'un réseau de chronométrage | 13 339,00 | 1,81% |
| Total | 738 500,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Région Île-de-France subvention proposée | 150 000,00 | 20,31% |
| Commune - Fonds propres | 293 875,00 | 39,79% |
| Département | 184 625,00 | 25,00% |
| CACP de Cergy-Pontoise | 110 000,00 | 14,90% |
| Total | 738 500,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098631 - SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU LYCEE SAINT-SAËNS A DEUIL-LA-BARRE : Réhabilitation du terrain synthétique du complexe sportif Alain Mimoun

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041582-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 386 372,00 € HT | 40,82 % | 157 706,50 € |
| Montant total de la subvention | | | 157 706,50 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ST SAENS LYP DEUIL BARRE
Adresse administrative : 36 RUE CHARLES DE GAULLE
95170 DEUIL LA BARRE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Madame MURIEL SCOLAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du terrain synthétique du complexe sportif Alain Mimoun

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 30 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le syndicat sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une réouverture de l'équipement pour le début de la saison sportive 2025-2026.

Description :

Le Syndicat intercommunal du Lycée Camille Saint-Saëns à Deuil-la-Barre est chargé de l'exploitation et la gestion des infrastructures sportives du complexe sportif Alain Mimoun. Inaugurée en 1998, cette installation comprenait initialement une grande salle multisports, une salle d'échauffement, un terrain synthétique extérieur de grands jeux et une salle de tennis de table. Une extension livrée en 2020 a permis de créer une salle de gymnastique, une salle de danse et un mur d'escalade, consolidant ainsi la vocation intercommunale du site.

Le terrain synthétique de football connaît un taux d'occupation très élevé et montre des signes visibles d'usure : surface abîmée, perte d'élasticité, marquages effacés, zones irrégulières, défauts de drainage... Malgré différentes interventions, la dégradation du terrain est devenue problématique et ne permet plus de garantir une pratique sportive sécurisée.

Le projet consiste, pour un classement fédéral en catégorie T5 et une dimension de 100m x 68m, à réaliser les travaux suivants :

- contrôler la perméabilité de la couche drainante après la dépose du gazon synthétique existant ;
- installer un nouveau gazon synthétique comprenant une hauteur de fibres située entre 40mm et 45mm en fibres mixtes (monofilament et fibrillée), après réalisation d'une couche de souplesse d'une épaisseur minimum de 20mm pour permettre un drainage horizontal et vertical ;
- procéder à un remplissage en liège ;
- poser une bordure P1 ;
- effectuer les tracés pour la pratique du football à 8 et à 11 ;
- installer 2 buts de football à 11, 4 buts de football à 8 rabattables, de nouveaux abris touches et une main-courante de 1.10m de hauteur.

Ce terrain est essentiellement utilisé par le lycée Camille Saint-Saëns et les clubs de football des communes appartenant au syndicat (Deuil-la-Barre, Groslay, Montmagny et Saint-Brice-sous-Forêt) qui comptent tous une pratique féminine importante.

Le syndicat s'engage à ce que le lycée Camille Saint-Saëns bénéficie d'une mise à disposition à titre gracieuse de 20h par semaine sur cet équipement. D'autres équipements sportifs situés sur le complexe sportif sont également mis à disposition de ce lycée plus de 30h hebdomadaire.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un terrain extérieur de grands jeux normé pour un usage lycéen

Montant HT des travaux : 450 590 €

Montant HT des travaux éligibles : 386 372 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations de démolition et de dépose des équipements existants, d'un montant de 64 218 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI et majoration : 45% (35% + majoration de 10% au titre de la prise en compte d'autres mises à disposition gracieuse)

Taux d'intervention ramené à : 40.82%

Montant de la subvention proposée : 157 706.50 €

Le montant de la subvention proposée représente 40.82% du montant HT de la base subventionnable, soit 35% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MONTMAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 450 590,00 | 100,00% |
| Total | 450 590,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 160 236,00 | 35,56% |
| Région Île-de-France : montant proposé | 157 706,50 | 35,00% |
| Département | 67 588,50 | 15,00% |
| Agence Nationale du Sport | 45 059,00 | 10,00% |
| Participation Ligue ou Fédération | 20 000,00 | 4,44% |
| Total | 450 590,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098436 - COMMUNE DE DRANCY (93) : Construction du gymnase Paul Le Roland

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 2 311 912,74 € HT | 36,73 % | 849 169,46 € |
| | Montant total de la subvention | | 849 169,46 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DRANCY

Adresse administrative : PLACE DE L HOTEL DE VILLE
93700 DRANCY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame AUDE LAGARDE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction du gymnase Paul Le Roland

Dates prévisionnelles : 9 avril 2025 - 31 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Drancy souhaite finaliser cette opération pendant la saison sportive 2025/2026 afin de proposer aux habitants de nouvelles activités sportives.

Description :

La commune de Drancy connaît un déficit structurel d'équipements sportifs, ce qui affecte particulièrement la jeunesse locale et les associations sportives. L'offre sportive ne permet pas non plus de couvrir les besoins des établissements scolaires. Les lycéens doivent se déplacer vers d'autres gymnases, ce qui génère des contraintes logistiques et limite le temps effectif des cours d'éducation physique et sportive.

Dans ce contexte, la commune saisit l'opportunité d'un programme immobilier en cours, situé entre les deux lycées, pour y intégrer un gymnase, favorisant ainsi une implantation idéale et stratégique pour les usagers scolaires et associatifs.

Le futur gymnase Paul Le Rolland permettra de répondre à des besoins concrets et urgents : réduction des durées de déplacement des scolaires, augmentation du volume horaire d'activité physique et sportive et diversification de l'offre sportive scolaire.

Au cœur du bâtiment, la halle sportive principale, d'environ 835 m², permettra la pratique de nombreuses disciplines collectives et individuelles : basketball, handball, badminton, volley, futsal, gymnastique douce

ou sports de raquette. Elle sera équipée d'un sol sportif souple en PVC haute performance garantissant sécurité, confort et amorti pour les pratiquants. Des marquages au sol multisports seront prévus, ainsi que l'installation de paniers de basket mobiles, filets de badminton rétractables et buts multisports amovibles pour une utilisation polyvalente.

L'espace sera ventilé naturellement, grâce à des ouvertures zénithales et des baies vitrées en façade, offrant une bonne visibilité pour les activités sportives sans créer d'éblouissement. L'acoustique intérieure fera l'objet d'un traitement spécifique avec des plafonds absorbants afin de garantir une bonne intelligibilité des consignes et un confort sonore lors des séances collectives.

Le projet prévoit un total de quatre vestiaires : deux vestiaires joueurs, chacun équipé de douches et de sanitaires adaptés, un vestiaire dédié aux arbitres et enseignants, également doté des équipements nécessaires et un quatrième vestiaire destiné au personnel encadrant.

Le futur gymnase Paul Le Rolland accueillera un large panel d'usagers, issus à la fois du secteur scolaire, associatif et du champ médico-social. Il bénéficiera en premier lieu aux élèves des lycées Paul Le Rolland et Eugène Delacroix, situés à proximité immédiate, ainsi qu'aux pratiques de l'UNSS. Le service des sports de la ville coordonnera la mise à disposition de l'équipement pour l'Éducation nationale, notamment les écoles élémentaires de Drancy, qui pourront y organiser leurs activités sportives dans un cadre sécurisé et accessible.

Le gymnase sera également mis à disposition de nombreuses associations sportives locales, parmi lesquelles l'Union Sportive de Basketball de Drancy (USB D), l'Association Sportive Drancéenne (ASD), club pluridisciplinaire désigné comme club résident du site pour sa section handball, forte de 117 licenciés, répartis sur huit collectifs (mixtes, féminins et masculins, des catégories Baby Hand à U15). La municipalité prévoit un volume conséquent de créneaux pour permettre à l'ASD de développer sa pratique en conformité avec les normes de la Fédération Française de Handball, jusqu'au niveau régional.

En complément, le site accueillera des activités inclusives. La JA Drancy, en lien avec l'association Les Écureuils de Garges, créera une section dédiée au Sport Adapté, intitulée « JAD Sport Adapté », afin de permettre à un public en situation de handicap – notamment des adultes – de pratiquer régulièrement dans des conditions adaptées. Des créneaux hebdomadaires sont prévus pour l'entraînement et des matchs. Le gymnase sera également accessible à l'IME de Drancy (Institut Médico-Éducatif), renforçant son rôle de structure de proximité inclusive.

Enfin, l'École Municipale des Sports bénéficiera de cet espace pour ses actions éducatives et sportives auprès des enfants de la commune. Grâce à la coordination du Service des Sports de la Ville, le site offrira une programmation riche, variée et équitable, assurant un usage partagé entre scolaires, clubs, associations et structures médico-sociales.

La commune s'engage à ce que le lycée général Eugène Delacroix et le lycée professionnel Paul Le Rolland bénéficient d'une mise à disposition à titre gracieuse de 30h par semaine sur cet équipement. D'autres équipements sportifs municipaux sont également mis à disposition de ce lycée plus de 30h hebdomadaires.

Le porteur de projet s'engage à poursuivre ces mises à disposition pour la durée de la convention conclue avec la Région.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert normés avec mise à disposition pour un usage lycéen

Montant HT des travaux : 2 402 738,74 €

Montant HT des travaux éligibles : 2 311 912,74 € (sont exclus les frais liés aux travaux préparatoires, à la

sécurisation collective, au système anti-intrusion et au contrôle d'accès de 90 826 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI et majoration : 35% (25% + majoration de 10% au titre de la prise en compte d'autres mises à disposition gracieuse) et 40000 € (au titre de la politique sportive en faveur des personnes en situation de handicap)

Montant de la subvention proposée : 849 169,46 €

Le montant de la subvention proposée représente 36,73% du montant HT de la base subventionnable, soit 35,34% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 2 402 738,74 | 100,00% |
| Total | 2 402 738,74 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 592 473,78 | 24,66% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 849 169,46 | 35,34% |
| Agence Nationale du Sport | 961 095,50 | 40,00% |
| Total | 2 402 738,74 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098438 - COMMUNE DE NOISIEL (77) : Réhabilitation du terrain de tennis

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 229 033,60 € HT | 25,00 % | 57 258,40 € |
| | Montant total de la subvention | | 57 258,40 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISIEL

Adresse administrative : 26 PLACE EMILE MENIER
77186 NOISIEL

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur MATHIEU VISKOVIC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du terrain de tennis

Dates prévisionnelles : 10 avril 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune de Noisiel souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de permettre de nouveaux créneaux aux pratiquants.

Description :

Le terrain de tennis du Verger, situé sur la commune de Noisiel, présente des désordres structurels importants avec des fissures visibles et des affaissements localisés sur la dalle supportant le revêtement. La structure du bâtiment qui l'abrite reste intacte mais le sol d'assise montre une faible compacité à l'origine de ces dégradations.

Une étude géotechnique a confirmé que la solution la plus adaptée consiste à remplacer la dalle actuelle par un radier général de 30 cm d'épaisseur, reposant sur une couche de forme compactée de 60 cm. Cette solution vise à stabiliser durablement l'équipement et à en assurer la pérennité.

Le projet concerne un équipement couvert utilisé par un large public : écoles de tennis, associations locales, compétitions et loisirs. Les bénéficiaires sont donc à la fois les sportifs licenciés, les scolaires et les usagers libres, justifiant de la nécessité d'un terrain fiable, sécurisé et conforme aux standards sportifs.

Les travaux comprennent la démolition complète de la dalle existante, suivie de la mise en place d'une couche de forme de 60 cm. Sur cette base sera coulé un radier en béton armé, d'une épaisseur de 30 cm, ferrailé avec deux nappes de treillis soudés, offrant une section d'acier de 6 cm²/m dans les deux directions.

Le terrain est prévu pour supporter un poids important lié à la pratique du tennis, soit 250 kg par mètre carré, ainsi qu'un poids supplémentaire dû à la couche de finition de 5 cm (environ 110 kg par mètre carré).

L'opération bénéficie directement aux adhérents du club local, le Tennis Club de Noisiel et aux scolaires, mais également à la commune qui conserve un équipement attractif et sécurisé pour la pratique du tennis. La remise à niveau du terrain permettra de maintenir l'accueil de compétitions et d'activités associatives, contribuant à l'animation sportive et à l'attractivité de la ville.

La commune s'engage à ce que le lycée Simone Veil bénéficie d'une mise à disposition à titre gracieuse de 20h par semaine sur cet équipement.

Le porteur de projet s'engage à poursuivre ces mises à disposition pour la durée de la convention conclue avec la Région.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert pour un usage lycéen

Montant HT des travaux : 482 635,60 €

Montant HT des travaux éligibles : 229 033,60 € (sont exclus les frais liés aux démarches administratives, dépose, travaux de finition, travaux de finition de 253 602 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 25%

Montant de la subvention proposée : 57 258,40 €

Le montant de la subvention proposée représente 25% du montant HT de la base subventionnable, soit 11,86% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- NOISIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 450 552,00 | 93,35% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 32 083,60 | 6,65% |
| Total | 482 635,60 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 232 322,96 | 48,14% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 57 258,40 | 11,86% |
| Département | 193 054,24 | 40,00% |
| Total | 482 635,60 | 100,00% |

Annexe 4 - Fiche projet équipement sportif structurant d'intérêt régional

DOSSIER N° EX098402 - STADE FRANCAIS PARIS (75) : Création de la « Maison Rose »

Dispositif : Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens (n° 00001340)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien à la création et à la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens | 1 419 912,00 € TTC | 30,00 % | 425 973,60 € |
| Montant total de la subvention | | | 425 973,60 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STADE FRANCAIS PARIS
Adresse administrative : 9 ALLEE CHARLES BRENNUS
75016 PARIS 16E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE JAULIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de la « Maison Rose »

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La rénovation et la modernisation du stade Christophe Dominici s'inscrivent dans un contexte marqué par la croissance constante des activités et des besoins du Stade Français Paris. Avec près de 700 licenciés répartis en 17 catégories et plus de 14 000 utilisateurs annuels, le site est un lieu central pour l'entraînement, la formation et la compétition. Pourtant, les infrastructures actuelles ne suffisent plus à répondre aux attentes des sportifs, des bénévoles et des familles. Les espaces disponibles se limitent à deux vestiaires, une salle de musculation, une infirmerie et une tribune non couverte.

De plus, l'incendie ayant détruit l'ancien club house a privé le site d'un véritable lieu de vie et de convivialité. Les contraintes liées aux déplacements fréquents entre différents sites, ainsi que le manque de stationnement gratuit et d'espaces adaptés, freinent fortement le développement des projets de l'association et l'accompagnement des pratiquants.

Le projet vise à créer un nouvel équipement structurant, baptisé « Maison Rose », qui viendra valoriser l'existant tout en apportant des solutions concrètes aux besoins identifiés. Cette construction regroupera plusieurs espaces indispensables : des bureaux modernes, des salles de réunion modulables pour accueillir bénévoles, salariés et dirigeants, mais aussi un véritable espace de vie favorisant la convivialité et la cohésion du club.

Sur le plan sportif, de nouveaux vestiaires viendront compléter l'offre actuelle afin de répondre à l'intensité d'utilisation, tandis qu'une salle de musculation agrandie et modernisée ainsi qu'une infirmerie adaptée permettront un meilleur accompagnement des sportifs.

Le projet repose sur la valorisation du site actuel avec une construction adaptée aux normes actuelles, incluant des matériaux résistants, fonctionnels et respectueux des normes de sécurité, pour offrir des conditions d'accueil optimales. L'implantation a été pensée de manière à rationaliser les flux, tout en respectant l'identité du stade Christophe Dominici et en créant une architecture fonctionnelle et durable.

Cette opération correspond à des aménagements et équipements répondant à une mission d'intérêt général, au service de la pratique sportive, de la formation et de l'accueil des publics.

Les bénéficiaires de cette opération sont nombreux et variés. Les licenciés et les 14 000 utilisateurs annuels disposeront enfin d'espaces adaptés à la pratique sportive, à la préparation physique et à la récupération. Les bénévoles et salariés pourront travailler et se réunir dans des conditions favorables, renforçant ainsi la qualité du pilotage associatif. Les familles et les supporters trouveront un lieu de convivialité facilitant les échanges et la participation à la vie du club.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif structurant d'intérêt régional

Montant TTC des travaux : 1 651 512 €

Montant TTC des travaux éligibles : 1 419 912 € (sont exclus les frais liés au terrassement, à la logistique et à la démolition de 231 600 €)

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 30%

Montant de la subvention proposée : 425 973,60 €

Le montant de la subvention proposée représente 30% du montant TTC de la base subventionnable, soit 25,79% du montant TTC du projet.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 116 600,00 | 7,06% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 1 390 912,00 | 84,22% |
| Maitrise d'œuvre | 144 000,00 | 8,72% |
| Total | 1 651 512,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 1 225 538,40 | 74,21% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 425 973,60 | 25,79% |
| Total | 1 651 512,00 | 100,00% |

Annexe 5 - Fiches projets Conventions - Versailles et Paris Basketball

DOSSIER N° EX097708 - VERSAILLES (78) : création de vestiaires féminins au stade Bernard de Jussieu

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) | 802 836,85 € HT | 37,37 % | 300 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 300 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES

Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78011 VERSAILLES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de vestiaires féminins au stade Bernard de Jussieu

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association sportive Versailles Jussieu (ASVJ) établie depuis 1995 au sein de la ville développe la pratique du football sur le territoire et favorise l'éducation, l'inclusion et la citoyenneté par la pratique du sport pour tous.

Elle a comme objectifs pour les années à venir de :

- promouvoir l'égalité hommes/femmes dans la pratique de ce sport ;
- répondre à l'augmentation du nombre de licenciées ;
- conserver les équipes « école de football » et tenter de palier les écarts de génération ;
- poursuivre l'accompagnement des « joueurs à haut potentiel » vers le FC Versailles.

Cette association a vu son nombre de licenciés augmenter de façon exponentielle depuis quelques saisons. Une nouvelle donne suite à une forte demande de la part des filles à jouer au football et à s'insérer dans le projet du club. Les actuelles installations sont inadaptées et sous-calibrées pour y répondre favorablement (vestiaires, salle attenante, environnement sécurisé).

Pour y pallier, la Ville souhaite construire au stade Bernard de Jussieu, des vestiaires dédiés au football féminin en offrant des conditions d'accueil adaptées et en encourageant ainsi la mixité dans le sport.

Le bâtiment, en bois, d'une surface de 133 m², comprend :

- 2 vestiaires de 35 m² pour les joueuses avec cabines de douches individualisées ;
- 1 vestiaire éducateurs et arbitres de 10 m² ;
- 1 espace polyvalent et modulable pour les réunions, l'accueil des familles... ;
- 1 bureau pour l'Association de 10 m² ;
- des locaux techniques ;
- 1 hébergement pour le personnel encadrant.

Le programme comprend également des sanitaires pour les joueurs et l'arbitre et une courative extérieure.

Les utilisateurs de ces vestiaires sont :

- les jeunes filles de l'école de foot ;
- les associations du quartier ;
- les établissements scolaires.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction de vestiaires

Montant HT des dépenses : 817 836.85 €

Montant HT des dépenses éligibles : 802 836.85 € (sont exclues les dépenses liées aux travaux d'aménagements extérieurs d'un montant de 15 000 €).

Taux d'intervention appliqué : 37.37%

Montant de la subvention proposée : 300 000 €

La participation régionale représente 37.37% des dépenses éligibles, soit 36.68% du coût global du projet.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Coût de conception | 109 951,27 | 13,44% |
| Coût des travaux | 672 885,58 | 82,28% |
| Coût du mobilier | 20 000,00 | 2,45% |
| Travaux aménagements extérieurs | 15 000,00 | 1,83% |
| Total | 817 836,85 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres | 517 836,85 | 63,32% |
| Subvention Région Île-de-France (proposée) | 300 000,00 | 36,68% |
| Total | 817 836,85 | 100,00% |

CONVENTION N°EX097708

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2025-317 du 20 novembre 2025 ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : COMMUNE DE VERSAILLES
dont le statut juridique est : Commune
N° SIRET : 217806462 00016
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : 4 AVENUE DE PARIS 78011 VERSAILLES
ayant pour représentant Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Maire
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région s'engage en faveur d'un accès équitable à la pratique sportive pour tous, en soutenant une offre diversifiée, allant des premières découvertes sportives jusqu'à la haute performance, du loisir à la compétition. Face à un manque généralisé d'équipements sportifs sur le territoire, elle accompagne activement les collectivités dans leurs projets de création ou de rénovation d'infrastructures sportives.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

La Région soutient la création et la réhabilitation des équipements sportifs franciliens qui contribuent à :

- favoriser l'accès pour tous à la pratique sportive, avec une attention particulière pour le public féminin et les personnes en situation de handicap ;
- réduire les carences en équipements sportifs en Île-de-France et favoriser l'aménagement équilibré du territoire régional ;
- augmenter les créneaux horaires d'utilisation et la capacité d'accueil des pratiquants multisports ;
- répondre aux besoins des lycées publics et privés sous contrat d'association en matière d'éducation physique et sportive ;
- accompagner le développement de grands équipements structurants portés par des fédérations sportives agréées et leurs structures déconcentrées franciliennes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2025-317 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la COMMUNE DE VERSAILLES pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : création de vestiaires féminins au stade Bernard de Jussieu (référence dossier n°EX097708).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 37.37 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 802 836.85,00 €, soit un montant maximum de subvention de 300 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans selon la nature du ou des projets visés par la présente convention

Engagements communs pour tous les projets

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser (ou faire réaliser en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée) le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction durables, réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation ;
- être en conformité avec les principales orientations du SDRIF-E (schéma Directeur de la Région Ile-de-France – Environnemental) et s'inscrire prioritairement dans une démarche de renouvellement des espaces urbanisés.

A partir de la mise en service de l'équipement, quel que soit le mode de gestion retenu, le bénéficiaire s'engage à :

- prévoir les moyens nécessaires (humains, matériels et financiers) garantissant le bon fonctionnement et l'entretien approprié de l'équipement, ainsi qu'une pratique sécurisée et de qualité pour les usagers ;
- mettre l'équipement sportif soutenu, sauf s'il s'agit d'un équipement en accès libre ou sauf impossibilité déjà justifiée dans le cadre du dossier de demande de subvention, à la disposition d'un ou plusieurs clubs résidents locaux accueillant une pratique sportive mixte ou possédant une section féminine ;
- réserver des créneaux horaires à des conditions horaires privilégiées aux lycées ;
- refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 30 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre les justificatifs de réception de l'opération ainsi que, le cas échéant, l'arrêté d'ouverture au public.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 20 novembre 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N°CP 2025-317 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
COMMUNE DE VERSAILLES
Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Maire

DOSSIER N° EX097756 - PARIS BASKETBALL : Réhabilitation du centre d'entraînement à Noisy-le-Grand (93)

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) | 162 148,21 € HT | 80,00 % | 129 718,56 € |
| | Montant total de la subvention | | 129 718,56 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS BASKETBALL
Adresse administrative : 81 BOULEVARD MASSENA
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur David KAHN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du centre d'entraînement à Noisy-le-Grand (93)

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le Paris Basketball souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2025 afin de proposer de nouveaux équipements sportifs qui développeront la pratique du basketball sur le territoire francilien.

Description :

Le Paris Basketball est un club professionnel installé au complexe The One Ball à Noisy-le-Grand. Le club dispose de conditions d'entraînement solides mais désormais insuffisantes face à ses ambitions et à son statut grandissant. L'équipe première, qui dispute l'EuroLeague, nécessite un environnement moderne et fonctionnel, le centre de formation (U18 et Espoirs U21) et la nouvelle équipe féminine (seniors NF2) doivent également bénéficier d'infrastructures de qualité.

Les besoins identifiés sont multiples : offrir des vestiaires adaptés au haut niveau, sécuriser les espaces de stockage, intégrer des équipements médicaux et de récupération, améliorer l'occultation et la conformité du terrain d'entraînement aux normes FIBA, et renforcer l'accueil des jeunes du centre de formation comme de l'équipe féminine. Ces travaux s'inscrivent dans un projet global visant à consolider le club dans sa dimension professionnelle tout en développant des sections en pleine croissance, en particulier la filière féminine et les équipes jeunes franciliennes.

Ainsi, la rénovation du centre d'entraînement constitue une étape stratégique pour garantir la compétitivité sportive du Paris Basketball, renforcer son attractivité et offrir des conditions optimales à l'ensemble de ses pratiquants et pratiquantes.

Le projet prévoit la réalisation de vestiaires complets et modernes. Ils seront équipés de 16 casiers indépendants en mélaminé haute densité, avec assises renforcées, serrures à code, éclairage LED intégré, niches ouvertes et patères inox. Chaque module inclura un boîtier média (prises USB et PC) et des coussins en simili cuir pour le confort des joueurs. Les sols et douches seront revêtus de carrelages antidérapants, avec faïence murale spécifique pour résister à l'humidité. Un espace de bain froid médicalisé sera intégré pour optimiser la récupération musculaire.

Les travaux intègrent également la création de cloisons en BA13, la pose de faux plafonds adaptés aux locaux humides, la fourniture de blocs-portes coupe-feu EI30 avec isolation acoustique, et la mise en conformité des réseaux de plomberie et d'électricité. Un système d'éclairage LED moderne et économe sera déployé dans les vestiaires.

Cette opération correspond à des aménagements et équipements répondant à une mission d'intérêt général, au service de la pratique sportive, de la formation et de l'accueil des publics.

Les bénéficiaires de cette rénovation sont nombreux et variés. En premier lieu, l'équipe professionnelle disposera d'infrastructures conformes aux standards internationaux, renforçant sa compétitivité et sa capacité à accueillir des joueurs de haut niveau. Le centre de formation, composé des équipes U18 et Espoirs U21, bénéficiera ponctuellement de ces nouvelles installations, améliorant ainsi l'attractivité du club pour les jeunes talents franciliens.

L'équipe féminine du Paris Basketball, évoluant en NF2, profitera également de meilleures conditions d'entraînement. À moyen terme, d'autres sections féminines pourront être créées et bénéficier de cet environnement modernisé, favorisant la mixité et la féminisation du club. Enfin, le projet bénéficie indirectement aux habitants et au public francilien, en consolidant la place du Paris Basketball comme acteur structurant du sport professionnel et de la formation en Île-de-France.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation d'un centre d'entraînement

Montant HT des travaux : 162 148,21 €

Montant HT de la base subventionnable : 162 148,21 €

Taux d'intervention appliqué : 80 %

Montant de la subvention proposée : 129 718,56 €

Le montant de la subvention proposée représente 80% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 57 730,88 | 35,60% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 104 417,33 | 64,40% |
| Total | 162 148,21 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 32 429,65 | 20,00% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 129 718,56 | 80,00% |
| Total | 162 148,21 | 100,00% |

CONVENTION N° EX097756

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : PARIS BASKETBALL
dont le statut juridique est : Société Anonyme
N° SIRET : 488120452 00047
Code APE : 93.12Z
dont le siège social est situé au : 81, boulevard Masséna - 75013 PARIS
ayant pour représentant Monsieur David KAHN, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier pour la réhabilitation de son centre d'entraînement situé à Noisy-le-Grand.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le PARIS BASKETBALL pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : Réhabilitation du centre d'entraînement à Noisy-le-Grand (93) (référence dossier n° EX097756).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 80 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 162 148,21 €, soit un montant maximum de subvention de 129 718,56 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans selon la nature du ou des projets visés par la présente convention.

Engagements communs pour tous les projets

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser (ou faire réaliser en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée) le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;

- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction durables, réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation ;
- être en conformité avec les principales orientations du SDRIF-E (schéma Directeur de la Région Ile-de-France – Environnemental) et s'inscrire prioritairement dans une démarche de renouvellement des espaces urbanisés.

A partir de la mise en service de l'équipement, quel que soit le mode de gestion retenu, le bénéficiaire s'engage à :

- prévoir les moyens nécessaires (humains, matériels et financiers) garantissant le bon fonctionnement et l'entretien approprié de l'équipement, ainsi qu'une pratique sécurisée et de qualité pour les usagers ;
- mettre l'équipement sportif soutenu, sauf s'il s'agit d'un équipement en accès libre ou sauf impossibilité déjà justifiée dans le cadre du dossier de demande de subvention, à la disposition d'un ou plusieurs clubs résidents locaux accueillant une pratique sportive mixte ou possédant une section féminine ;
- réserver des créneaux horaires à des conditions horaires privilégiées aux lycées ;
- refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informez la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers,

données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 30 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document doit comporter, par ailleurs, la date de mise en service effective du bien financé par la Région.
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- l'attestation de publication d'offre de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} juillet 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
PARIS BASKETBALL
Monsieur David KAHN, Président

Annexe 6 - Paris Football Club Protocole - Convention et fiche projet

PROTOCOLE DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET LE PARIS FOOTBALL CLUB

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°CP2025-317 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Paris Football Club, société anonyme sportive professionnelle (SASP), immatriculée au RCP Paris sous le numéro 517 852 059 00032, dont le siège social est situé 17 avenue Pierre de Coubertin 75013 Paris, représenté par son président, Monsieur Pierre FERRACCI,
ci-après dénommé « le Paris Football Club »

d'autre part.

PREAMBULE

Le Paris Football Club s'impose aujourd'hui comme une référence régionale en matière de formation et de pratique sportive de haut niveau.

La Région met en œuvre une politique sportive en faveur :

- de l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives,
- de la formation des jeunes sportifs et sportives de haut niveau,
- de la féminisation de la pratique et des instances dirigeantes,
- de la réduction de la carence territoriale en équipements sportifs,
- du rayonnement et de l'attractivité de la Région Île-de-France,
- et plus généralement du développement des disciplines sportives sur son territoire.

La Région Île-de-France est pleinement engagée dans la promotion et le développement du sport comme un levier dans la lutte contre les fractures territoriales, et agit tout particulièrement en faveur de la pratique féminine. Elle a ainsi mis en œuvre de nombreux dispositifs en ce sens.

La Région en tant qu'aménageur du territoire est aujourd'hui le premier acteur du sport en Île-de-France. Depuis 2016, plus de 3100 équipements sportifs ont été construits ou rénovés grâce au concours financier de la Région Île-de-France.

La Région est également le premier financeur de la formation des dirigeants, bénévoles et arbitres au sein des fédérations sportives nationales ; plus de 130.000 formations sont soutenues chaque année par la Région.

La Région accompagne le mouvement sportif et dans ce cadre a fait le choix, en vue des grands événements sportifs qui se déroulent sur son territoire, d'accompagner les sportifs de haut niveau.

Au-delà de la simple pratique sportive, la Région joue un rôle crucial dans le domaine de la formation professionnelle en offrant des opportunités d'apprentissage et de développement des compétences adaptées aux besoins du marché du travail local.

L'ensemble des actions régionales s'inscrivent dans le cadre du respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité et de la charte régionale d'éthique et de déontologie du Sport en Île-de-France.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 - OBJET ET MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE

Le présent protocole instaure un partenariat novateur entre la Région et le Paris Football Club qui s'appuie sur les priorités de la politique sportive régionale en faveur de l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives, la formation des jeunes sportifs et sportives de haut niveau, de la féminisation, la réduction de la carence territoriale en équipements sportifs et le développement de la pratique du football d'une manière générale. L'objectif est d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité, avec une méthode de travail partagée. Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour accompagner la pratique du football, augmenter ses pratiquants et faire rayonner ce sport au plus haut niveau. Ces actions seront menées en tenant compte des enjeux liés au développement durable et aux engagements dans le cadre du SDRIF-E.

Ce partenariat s'appuie notamment sur les dispositions des articles R113-1, R113-2 et R113-3 du Code du sport qui fixe les conditions d'attribution de subventions aux clubs professionnels, les montants plafonds de celles-ci sur une année sportive et le type de missions qui sont éligibles au financement des collectivités territoriales.

Le Paris Football Club et la Région Île-de-France s'engagent à travailler conjointement pour une Région performante sur le plan sportif.

Les thématiques de partenariat entre les deux parties relèvent tant de l'aménagement d'équipements sportifs (création et rénovation) que des missions d'intérêt général prévues par le code du sport et permettant au club de bénéficier de soutiens régionaux sur :

- La formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis dans les centres de formation agréés dans les conditions prévues à l'article L. 211-4 du code du sport ;
- La participation de l'association ou de la société à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;
- La mise en œuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les enceintes sportives.

Le Paris Football Club pourra solliciter des aides régionales pour les projets. Compte tenu des spécificités propres au sport professionnel – notamment en termes de structuration, de modèles économiques et d'impact territorial – des modalités de financement particulières respectant le cadre du Code du sport sont proposées. Celles-ci dérogent aux règles établies dans le cadre des règlements d'intervention généraux de la Région, lesquels ne sont pas adaptés aux réalités et aux besoins spécifiques de ce secteur.

Les conventions de subvention susceptibles d'être conclues dans le cadre du présent protocole pourront, en fonction de la nature des actions soutenues et des besoins identifiés, être établies soit directement avec le Paris Football Club soit avec toute autre structure ou filiale qui lui sont juridiquement rattachées.

ARTICLE 2 - COMITE DE SUIVI

La mise en œuvre du présent protocole s'appuie sur un comité de suivi, qui aura en charge l'exécution de celui-ci et le suivi des relations entre le Paris Football Club et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, sur les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les parties et pouvant faire l'objet d'actions et d'initiatives communes.

Le comité de suivi est présidé par le Vice-président chargé des Sports, de l'Héritage olympique et paralympique, de la Citoyenneté et des Loisirs.

ARTICLE 3 – LES DIFFERENTS AXES D'ACCOMPAGNEMENT

Dans le cadre de son action en faveur du sport, la Région peut accompagner la pratique sportive et la professionnalisation du sport notamment sur les champs d'action suivants :

En investissement :

➤ Aide à l'équipement :

La Région en tant qu'aménageur de son territoire soutient le développement d'équipements sportifs, pour réduire la carence généralisée et favoriser le développement de la mixité de la pratique sportive francilienne (compétitive ou de loisirs), tout en répondant aux exigences de sécurité et de protection des pratiquants. Ainsi la Région est attachée à accompagner le club dans son développement et ses ambitions. Dans cette optique, elle entend soutenir le Paris Football Club concernant la création du centre de formation féminin.

➤ Aide à l'acquisition de matériel :

La Région souhaite donner la possibilité au Paris Football Club d'acquérir du matériel sportif et parasportif.

➤ Aide à la mobilité :

La Région propose aux structures sportives franciliennes une aide à l'achat de véhicules afin de répondre à leurs besoins de déplacements pour leurs activités sportives et le transport des licenciés.

En fonctionnement :

➤ Aide à l'animation territoriale :

La Région accompagne les structures franciliennes dans leurs actions d'animations territoriales et à l'occasion des rencontres à domicile, exemple : animation autour de la pratique féminine, le fair-play...

Afin de contribuer à la démocratisation du football, dans l'objectif d'offrir aux Franciliens dont les licenciés, la Région se donne également la possibilité de bénéficier de places (achats, invitations ou bons plans) pour

assister aux matchs du Paris Football Club. Ces billets seront notamment offerts aux jeunes de 15 à 25 ans inscrits sur l'application « Labaz ».

➤ **Accès aux îles de loisirs régionales :**

La Région donne la possibilité au Paris Football Club d'accéder aux îles de loisirs régionales pour favoriser le développement des pratiques au profit de tous les publics et notamment des jeunes licenciés franciliens.

➤ **Professionnalisation et insertion :**

La Région peut soutenir le centre de formation afin de renforcer l'accompagnement des jeunes sportifs dans leur double projet, en favorisant à la fois leur développement sportif et leur réussite scolaire. Une attention particulière sera portée à la section féminine.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Les parties conviennent de s'informer mutuellement et en temps utile de tout projet de manifestation ou d'action qu'elles entreprennent dans le cadre du présent partenariat. Elles s'engagent à favoriser la mise en place de communications conjointes visant à promouvoir et valoriser les actions réalisées en collaboration.

Par ailleurs, le Paris Football Club s'engage à communiquer sur la contribution régionale, dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF. Le club assure notamment de la visibilité à l'action régionale sous les formes suivantes :

- Supports de visibilité les jours des matchs des équipes professionnelles avec 3 min de LED diffusés sur la panneautique
- 3 spots de 30 secondes diffusés sur l'écran géant du stade ;
- Présence du logo + spots pub sur les écrans TV présents dans les salons VIP de l'enceinte ;
- Présence du logo sur toutes les tenues le maillot de l'équipe professionnelle féminine ;
- Naming du centre de formation féminin ;
- Mise en place d'un panneau fixe autour du terrain d'entraînement ;
- Présence du logo de la Région Île de France dans l'enceinte du camp d'entraînement à Orly, avec la mention « la Région Île-de-France soutient le centre de formation du Paris FC » ;
- Possibilité de mobilisation de quelques joueurs de l'effectif professionnel lors d'un événement soutenu ou organisé par la Région ;
- Présence du logo sur la page Partenaires du site internet du Paris Football Club ;
- Mise en avant du partenariat sur les réseaux sociaux lors d'actions communes ;
- Mise en place des expériences en lien avec le Paris Football Club (déjeuner avec les joueurs, stages de découverte, entraîneurs des équipes premières...) ;

Il accorde par ailleurs un droit à l'image à la Région et notamment un droit :

- D'utilisation du logo composite « Région Ile-de-France – Paris FC » et de l'appellation de Partenaire Institutionnel ;
- D'utilisation de l'image collective des joueurs (minimum 5 joueurs) ;
- D'accès à la base d'archives photos ou vidéos (sur demande) dont le Paris Football Club serait détenteur et libre de droits d'auteur.

5 - DURÉE DU PROTOCOLE

Le protocole est conclu pour une durée d'un an, reconductible tacitement par période de douze mois. Elle prendra fin au plus tard au 31 décembre 2028.

6 – CONDITIONS DE MODIFICATION ET DE RESILIATION DU PROTOCOLE

Toute modification du protocole fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional. En cas de non-respect d'un ou plusieurs engagements inscrits dans le présent protocole, celui-ci pourra être résilié de plein droit à la demande expresse de l'une des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le :

Le Président du
Paris Football Club

La Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France

Le Vice-président chargé des Sports, de
l'Héritage olympique et paralympique, de
la Citoyenneté et des Loisirs du Conseil
Régional d'Île-de-France

Pierre FERRACCI

Valérie PECRESSE

Patrick KARAM

**CONVENTION ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ET
LE PARIS FOOTBALL CLUB SERVICES**

**Volet Investissement
Dossiers n°EX098239**

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « **la Région** »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Paris Football Club Services
dont le statut juridique est : Société
N° SIRET : 883749871 00017
ayant son siège social situé au : Voie des Saules – 94310 ORLY
Représenté par Monsieur Fabrice HERRAULT, en sa qualité de directeur général
ci-après dénommé « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région met en œuvre une politique sportive en faveur :

- de l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives,
- de la formation des jeunes sportifs et sportives de haut niveau,
- de la féminisation de la pratique et des instances dirigeantes,
- de la réduction de la carence territoriale en équipements sportifs,
- du rayonnement et de l'attractivité de la Région Île-de-France,
- et plus généralement du développement des discipline sportive sur son territoire.

A cet effet, la Région a conclu avec le Paris Football Club un protocole de partenariat aux termes duquel il est prévu la possibilité pour ce dernier, ou sa filiale, de solliciter des aides régionales pour les projets qu'il entend réaliser en lien avec les objectifs préalablement rappelés ci-dessus.

La présente convention a ainsi pour objet de définir, pour la saison sportive 2025-2026, des modalités particulières de financement au titre des aides qui sont attribuées au bénéficiaire compte-tenu des spécificités inhérentes au sport professionnel, notamment en termes de structuration, de réglementation, de modèle économique et d'impact territorial.

Il est par ailleurs rappelé que

- l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et des conditions ci-après exposées ;
- conformément aux dispositions prévues par l'article R. 113-3 du Code du sport, le bénéficiaire a transmis les pièces suivantes au moment du dépôt de sa demande, à savoir :
 - ✓ les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ainsi que le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle la subvention est sollicitée ;
 - ✓ un rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales et leurs groupements au titre de la saison sportive précédente ;
 - ✓ un document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées.
- conformément aux dispositions de l'article R. 113-5 du Code du sport, le bénéficiaire ou la société mère (Paris Football Club) déclare avoir perçu ou percevoir pour la saison sportive 2025-2026 les aides publiques suivantes des collectivités territoriales et de leurs groupements, y compris celles qui sont versées en application de l'article L. 113-3 du Code du sport :

| Nom de l'attributaire de l'aide ou de l'acheteur | Montant en € de l'aide ou du marché | Objet |
|--|-------------------------------------|---|
| Ville de Paris | 500 000 € | Développement et organisation |
| Région Île-de-France | 1 700 000 € | Création du centre de formation féminin |

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025, la Région a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans la fiche projet annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Paris Football Club Services (dossier n°EX098239) une subvention correspondant à 26.20% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **6 488 374 €**, soit un montant maximum de subvention de **1 700 000 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans la fiche projet annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Il est rappelé que le projet subventionné participe à des missions d'intérêt général prévues par l'article R. 113-2 du Code du sport.

Le bénéficiaire s'engage à :

- ✓ réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet annexée à la présente convention ;
- ✓ maintenir pendant une durée de 30 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif du développement des activités physiques et sportive dans le cadre de la formation des sportifs de haut-niveau ;

- ✓ réaliser (ou faire réaliser en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée) le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;
- ✓ recourir à des matériaux, produits et procédés de construction durables, réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation ;
- ✓ être en conformité avec les principales orientations du SDRIF-E (schéma Directeur de la Région Ile-de-France – Environnemental) et s'inscrire prioritairement dans une démarche de renouvellement des espaces urbanisés.

A partir de la mise en service de l'équipement, quel que soit le mode de gestion retenu, le bénéficiaire s'engage à :

- ✓ prévoir les moyens nécessaires (humains, matériels et financiers) garantissant le bon fonctionnement et l'entretien approprié de l'équipement, ainsi qu'une pratique sécurisée et de qualité pour les usagers ;
- ✓ refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers ;
- ✓ mettre l'équipement sportif soutenu, sauf impossibilité déjà justifiée dans le cadre du dossier de demande de subvention, à la disposition d'une section féminine au sein du club ;
- ✓ transmettre l'avis d'homologation de la fédération du terrain extérieur de grands jeux normés.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier des offres de stage ou des contrats de travail en alternance sur

la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

Le nombre d'offres est défini annuellement par la commission permanente et prévaut pour l'ensemble des aides qui pourraient être accordées au bénéficiaire.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- ✓ informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- ✓ informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- ✓ informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- ✓ conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- ✓ faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- ✓ tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal

du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 30% du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- ✓ un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document doit comporter, par ailleurs, la date de mise en service effective du bien financé par la Région ;
- ✓ un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné ;

- ✓ un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité ;
- ✓ les justificatifs de publication des offres de stage sur la plateforme régionale <https://stages.iledefrance.fr>.

Pour chacun des projets financés, le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Pour les projets concernant des installations sportives, ou plus généralement des E.R.P. (établissement recevant du public), le bénéficiaire s'engage à transmettre les justificatifs de réception de l'opération ainsi que, le cas échéant, l'arrêté d'ouverture au public.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 04 août 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par

la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- ✓ si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- ✓ dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- ✓ en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et la fiche projet annexée adoptée par délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025.

Le 21 novembre 2025

**La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France,
Valérie PECRESSE**

Le :

**Le bénéficiaire
Paris Football Club Services
Fabrice HERRAULT, Directeur Général**

**DOSSIER N° EX098239 - PARIS FC SERVICES (94) :
Création du centre de formation féminin**

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) | 6 488 374,00 € HT | 26,20 % | 1 700 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 1 700 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS FC SERVICES

Adresse administrative : VOIE DES SAULES
94310 ORLY

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur FABRICE HERRAULT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création centre de formation féminin

Dates prévisionnelles : 4 août 2025 - 30 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le Paris FC Services sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et permettre une ouverture de l'installation pendant la saison sportive 2026-2027.

Description :

Le Paris FC souhaite se doter d'un centre de formation féminin moderne dans le cadre de son projet de développement de la pratique féminine. A cet effet, le club a déjà obtenu l'agrément officiel de la Direction Technique Nationale (DTN) et des services de l'Etat (DRAJES), sous réserve de créer un bâtiment et des terrains spécifiquement dédiés.

Aujourd'hui, 25 joueuses en formation suivent un cursus scolaire et sportif mais sont logées dans un internat à Thiais. Elles doivent en outre partager les infrastructures avec les équipes masculines. Cette situation limite leur progression et ne permet pas au club de mener pleinement son projet en faveur de la pratique féminine.

Le projet comprend 2 opérations situées au centre d'entraînement du club à Orly : la construction d'un bâtiment et la création d'un terrain d'entraînement de dernière génération.

Le bâtiment envisagé sera de type modulaire, d'une emprise au sol de 1 409 m², sur deux niveaux comprenant au rez-de-chaussée quatre vestiaires, une salle de musculation et un espace médical et, au premier étage, 16 chambres

Il sera constitué de 54 modules en acier galvanisé, aux dimensions allant de 7,36 x 3 m à 9,36 x 3 m, assemblés pour garantir performance énergétique et modularité. La toiture sera isolée par 200 mm de laine de verre et de laine de roche, et recouverte d'une toiture végétalisée de type « Hydropack ».

Le terrain sera doté d'un gazon hybride avec un système de drainage et d'irrigation. Il est également prévu d'installer une cuve de 200 m³ destinée à recycler les eaux de pluie et un système de régulation thermique pour le chauffage et la gestion énergétique du terrain.

Les bénéficiaires de cet équipement seront les 60 joueuses composant le centre de formation féminin, réparties entre catégories U16 à seniors. Parmi elles, 25 seront internes et logées sur place, bénéficiant ainsi d'un accompagnement complet. Lors des vacances scolaires, des stages permettront également d'accueillir les joueuses des catégories U13 à U15.

Cette opération correspond à des aménagements et équipements répondant à une mission d'intérêt général, au service du développement de la pratique féminine et de la formation des jeunes sportifs. Le centre de formation contribuera ainsi au développement du football féminin de haut niveau et à l'égalité des conditions d'accès à la formation pour les jeunes sportives en leur proposant des conditions identiques à celles des joueurs, tant en matière d'infrastructures que de suivi scolaire et médical. L'attractivité du club sera enfin renforcée pour pouvoir accueillir les jeunes talents franciliens.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Construction d'un centre de formation

Montant HT des travaux : 6 488 374 €

Montant HT de la base subventionnable : 6 488 374 €

Taux d'intervention appliqué : 26,20%

Montant de la subvention proposée : 1 700 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 26,20% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux bâtiment | 2 999 500,00 | 46,23% |
| Maîtrise d'œuvre | 160 444,00 | 2,47% |
| Matériel et équipements sportifs | 76 042,00 | 1,17% |
| Travaux VRD | 209 388,00 | 3,23% |
| Travaux terrain synthétique | 3 043 000,00 | 46,90% |
| Total | 6 488 374,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 4 788 374,00 | 73,80% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre de la saison 2025-2026 | 1 700 000,00 | 26,20% |
| Total | 6 488 374,00 | 100,00% |

Annexe 7 - Racing Club de France Rugby Protocole - Convention et fiche projet

PROTOCOLE DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET LE RACING CLUB DE FRANCE RUGBY

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°CP2025-317 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

et

Le Racing Club de France Rugby, société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP), immatriculée RCS Nanterre, sous le numéro 414 084 111 00098, dont le siège social est situé 5, avenue de Messine - 75008 Paris, représenté par son président, Monsieur Arnaud TOURLOUTOU, ci-après dénommé « Racing Club de France de Rugby »

d'autre part.

PREAMBULE

Le Racing Club de France Rugby fait aujourd'hui figure de référence en matière de pratique sportive de haut niveau.

La Région met en œuvre une politique sportive en faveur :

- de l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives,
- de la formation des jeunes sportifs et sportives de haut niveau,
- de la féminisation de la pratique et des instances dirigeantes,
- de la réduction de la carence territoriale en équipements sportifs,
- du rayonnement et de l'attractivité de la Région Île-de-France,
- et plus généralement du développement des disciplines sportives sur son territoire.

La Région Île-de-France est pleinement engagée dans la promotion et le développement du sport comme un levier dans la lutte contre les fractures territoriales, et agit tout particulièrement en faveur de la pratique féminine. Elle a ainsi mis en œuvre de nombreux dispositifs en ce sens.

La Région en tant qu'aménageur du territoire est aujourd'hui le premier acteur du sport en Île-de-France. Depuis 2016, plus de 3100 équipements sportifs ont été construits ou rénovés grâce au concours financier de la Région Île-de-France.

La Région est également le premier financeur de la formation des dirigeants, bénévoles et arbitres au sein des fédérations sportives nationales ; plus de 130.000 formations sont soutenues chaque année par la Région.

La Région accompagne le mouvement sportif et dans ce cadre a fait le choix, en vue des grands évènements sportifs qui se déroulent sur son territoire, d'accompagner les sportifs de haut niveau.

Au-delà de la simple pratique sportive, la Région joue un rôle crucial dans le domaine de la formation professionnelle en offrant des opportunités d'apprentissage et de développement des compétences adaptées aux besoins du marché du travail local.

L'ensemble des actions régionales s'inscrivent dans le cadre du respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité et de la charte régionale d'éthique et de déontologie du Sport en Île-de-France.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET ET MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE

Le présent protocole instaure un partenariat novateur entre la Région et le Racing Club de France Rugby qui s'appuie sur les priorités de la politique sportive régionale en faveur de l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives, la formation des jeunes sportifs et sportives de haut niveau, de la féminisation, la réduction de la carence territoriale en équipements sportifs et le développement de la pratique du rugby d'une manière générale. L'objectif est d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité, avec une méthode de travail partagée. Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour accompagner la pratique du rugby, augmenter ses pratiquants et faire rayonner ce sport au plus haut niveau. Ces actions seront menées en tenant compte des enjeux liés au développement durable et aux engagements dans le cadre du SDRIF-E.

Ce partenariat s'appuie notamment sur les dispositions des articles R113-1, R113-2 et R113-3 du Code du sport qui fixe les conditions d'attribution de subventions aux clubs professionnels, les montants plafonds de celles-ci sur une année sportive et le type de missions qui sont éligibles au financement des collectivités territoriales.

Le Racing Club de France Rugby et la Région Île-de-France s'engagent à travailler conjointement pour une Région performante sur le plan sportif.

Les thématiques de partenariat entre les deux parties relèvent tant de l'aménagement d'équipements sportifs (création et rénovation) que des missions d'intérêt général prévues par le code du sport et permettant au club de bénéficier de soutiens régionaux sur :

- La formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis dans les centres de formation agréés dans les conditions prévues à l'article L. 211-4 du code du sport ;
- La participation de l'association ou de la société à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;
- La mise en œuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les enceintes sportives.

Le Racing Club de France Rugby pourra solliciter des aides régionales pour les projets entrant dans ce cadre. Compte tenu des spécificités propres au sport professionnel – notamment en termes de structuration, de modèles

économiques et d'impact territorial – des modalités de financement particulières respectant le cadre du Code du sport sont proposées. Celles-ci dérogent aux règles établies dans le cadre des règlements d'intervention généraux de la Région, lesquels ne sont pas adaptés aux réalités et aux besoins spécifiques de ce secteur.

ARTICLE 2 - COMITE DE SUIVI

La mise en œuvre du présent protocole s'appuie sur un comité de suivi, qui aura en charge l'exécution de celui-ci et le suivi des relations entre le Racing Club de France Rugby et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, sur les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les parties et pouvant faire l'objet d'actions et d'initiatives communes.

Le comité de suivi est présidé par le Vice-président chargé des Sports, de l'Héritage olympique et paralympique, de la Citoyenneté et des Loisirs.

ARTICLE 3 – LES DIFFERENTS AXES D'ACCOMPAGNEMENT

Dans le cadre de son action en faveur du sport, la Région peut accompagner la pratique sportive et la professionnalisation du sport notamment sur les champs d'action suivants :

En investissement :

➤ Aide à l'équipement :

La Région en tant qu'aménageur de son territoire soutient le développement d'équipements sportifs, pour réduire la carence généralisée et favoriser le développement de la mixité de la pratique sportive francilienne (compétitive ou de loisirs), tout en répondant aux exigences de sécurité et de protection des pratiquants. Ainsi la Région est attachée à accompagner le club dans son développement et ses ambitions. Dans cette optique, elle entend soutenir le Racing Club de France Rugby concernant la réhabilitation du stade Yves du Manoir.

➤ Aide à l'acquisition de matériel :

La Région souhaite donner la possibilité au Racing Club de France Rugby d'acquérir du matériel sportif et parasportif.

➤ Aide à la mobilité :

La Région propose aux structures sportives franciliennes une aide à l'achat de véhicules afin de répondre à leurs besoins de déplacements pour leurs activités sportives et le transport des licenciés.

En fonctionnement :

➤ Aide à l'animation territoriale :

La Région accompagne les structures franciliennes dans leurs actions d'animations territoriales et à l'occasion des rencontres à domicile, exemple : animation autour de la pratique féminine, le fair-play...

Afin de contribuer à la démocratisation du rugby, dans l'objectif d'offrir aux Franciliens dont les licenciés, la Région se donne également la possibilité de bénéficier de places (achats, invitations ou bons plans) pour assister aux matchs du Racing Club de France de Rugby. Ces billets seront notamment offerts aux jeunes de 15 à 25 ans

inscrits sur l'application « Labaz ».

➤ Accès aux îles de loisirs régionales :

La Région donne la possibilité au Racing Club de France Rugby d'accéder aux îles de loisirs régionales pour favoriser le développement des pratiques au profit de tous les publics et notamment des jeunes licenciés franciliens.

➤ Professionnalisation et insertion :

La Région peut soutenir le centre de formation afin de renforcer l'accompagnement des jeunes sportifs dans leur double projet, en favorisant à la fois leur développement sportif et leur réussite scolaire. Une attention particulière sera portée à la section féminine.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Les parties conviennent de s'informer mutuellement et en temps utile de tout projet de manifestation ou d'action qu'elles entreprennent dans le cadre du présent partenariat. Elles s'engagent à favoriser la mise en place de communications conjointes visant à promouvoir et valoriser les actions réalisées en collaboration.

Le Racing Club de France Rugby s'engage à communiquer sur la contribution régionale, dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF. Le club assure notamment de la visibilité à l'action régionale sous les formes suivantes :

Le Racing Club de France Rugby assure notamment de la visibilité à l'action régionale sous les formes suivantes :

- 1 min de présence sur la LED Ring plusieurs fois par match ;
- 1 spot de 30 secondes diffusé les écrans géants plusieurs fois par match ;
- 4 spots de 30 secondes à diffuser sur le réseau des écrans TV présents dans les différents espaces de l'enceinte ;
- Présence du logo sur le short de l'équipe féminine et la pocket du maillot de l'équipe espoir ;
- Visibilité du logo régional autour du terrain d'entraînement
- Un drapeau à l'entrée du Racing Aréna
- Présence du logo de la Région Île de France dans l'enceinte du Racing Arena, avec la mention « le Racing 92 est soutenu par la Région Île-de-France » ;
- Possibilité de mobilisation de quelques joueurs de l'effectif professionnel lors d'un évènement soutenu ou organisé par la Région ;
- Présence du logo sur la page Partenaires du site internet du Racing Club de France Rugby ;
- Mise en avant du partenariat sur les réseaux sociaux lors d'actions communes

Il accorde par ailleurs un droit à l'image à la Région et notamment un droit :

- D'utilisation du logo composite et de l'appellation de Partenaire Institutionnel ;
- D'utilisation de l'image collective des joueurs (minimum 3 joueurs) ;
- D'accès à la base d'archives photos ou vidéos (sur demande) dont le Racing Club de France Rugby serait détenteur et libre de droits d'auteur.

5 - DURÉE DU PROTOCOLE

Le protocole est conclu pour une durée d'un an, reconductible tacitement par période de douze mois. Elle prendra fin au plus tard au 31 décembre 2028.

6 – CONDITIONS DE MODIFICATION ET DE RESILIATION DU PROTOCOLE

Toute modification du protocole fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional. En cas de non-respect d'un ou plusieurs engagements inscrits dans le présent protocole, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à la demande expresse de l'une des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Le présent protocole abroge la convention votée à l'occasion de la N° CP2025-151 du 30 mai 2024 et s'y substitue.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le :

Le Président du Racing Club
de France Rugby

La Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France

Le Vice-président chargé des
Sports, de l'Héritage olympique
et paralympique, de la
Citoyenneté et des Loisirs du
Conseil Régional d'Île-de-France

ARNAUD TOURLOUTOU

Valérie PECRESSE

Patrick KARAM

**CONVENTION ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ET
LE RACING CLUB DE FRANCE RUGBY**

**Volet Investissement
Dossiers n°EX097822**

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « **la Région** »

et

Le bénéficiaire dénommé : Le Racing Club de France Rugby
dont le statut juridique est : Société
N° SIRET : 414084111 - 00098
ayant son siège social situé au : 5, avenue de Messine, 75008 Paris
Représenté par Monsieur Arnaud TOURLOUTOU, en sa qualité de Président,
ci-après dénommé « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région met en œuvre une politique sportive en faveur :

- de l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives,
- de la formation des jeunes sportifs et sportives de haut niveau,
- de la féminisation de la pratique et des instances dirigeantes,
- de la réduction de la carence territoriale en équipements sportifs,
- du rayonnement et de l'attractivité de la Région Île-de-France,
- et plus généralement du développement des discipline sportive sur son territoire.

A cet effet, la Région a conclu avec le bénéficiaire un protocole de partenariat aux termes duquel il est prévu la possibilité pour ce dernier de solliciter des aides régionales pour les projets qu'il entend réaliser en lien avec les objectifs préalablement rappelés ci-dessus.

La présente convention a ainsi pour objet de définir, pour la saison sportive 2025-2026, des modalités particulières de financement au titre des aides qui lui sont attribuées compte-tenu des spécificités inhérentes au sport professionnel, notamment en termes de structuration, de réglementation, de modèle économique et d'impact territorial.

Il est par ailleurs rappelé que :

- l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et des conditions ci-après exposées ;

- conformément aux dispositions prévues par l'article R. 113-3 du Code du sport, le bénéficiaire a transmis les pièces suivantes au moment du dépôt de ses demandes, à savoir :
 - ✓ les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ainsi que le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle la subvention est sollicitée ;
 - ✓ un rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales et leurs groupements au titre de la saison sportive précédente ;
 - ✓ un document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées.
- conformément aux dispositions de l'article R. 113-5 du Code du sport, le bénéficiaire déclare avoir perçu ou percevoir pour la saison sportive 2025-2026 les aides publiques suivantes des collectivités territoriales et de leurs groupements, y compris celles qui sont versées en application de l'article L. 113-3 du Code du sport :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025, la Région a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans la fiche projet annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Racing Club de France Rugby (dossier n°EX098239) une subvention correspondant à 46% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **5 000 000 €**, soit un montant maximum de subvention de **2 300 000 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans la fiche projet annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX PROJETS SUBVENTIONNES

Il est rappelé que le projet subventionné participe à des missions d'intérêt général prévues par l'article R. 113-2 du Code du sport.

Engagements du bénéficiaire concernant les projets d'équipements sportifs

Le bénéficiaire s'engage à :

- ✓ transmettre à la Région, avant le 31 mars 2027, un document justifiant de la détention de droits réels sur le terrain concerné par la subvention.
- ✓ réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet annexée à la présente convention ;
- ✓ maintenir pendant une durée de 30 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif du développement des activités physiques et sportive dans le cadre d'une pratique compétitive ;
- ✓ réaliser (ou faire réaliser en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée) le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;
- ✓ recourir à des matériaux, produits et procédés de construction durables, réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation ;

- ✓ être en conformité avec les principales orientations du SDRIF-E (schéma Directeur de la Région Ile-de-France – Environnemental) et s'inscrire prioritairement dans une démarche de renouvellement des espaces urbanisés.

A partir de la mise en service de l'équipement, quel que soit le mode de gestion retenu, le bénéficiaire s'engage à :

- ✓ prévoir les moyens nécessaires (humains, matériels et financiers) garantissant le bon fonctionnement et l'entretien approprié de l'équipement, ainsi qu'une pratique sécurisée et de qualité pour les usagers ;
- ✓ refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers ;
- ✓ mettre l'équipement sportif soutenu, sauf impossibilité déjà justifiée dans le cadre du dossier de demande de subvention, à la disposition d'une section féminine au sein du club ;
- ✓ pour les projets portant un terrain extérieur de grands jeux normés et/ou un terrain synthétique, transmettre l'avis d'homologation de la ou des fédérations concernées et ne pas procéder à un remplissage en polymère si le projet prévoyait un remplissage naturel.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier des offres de stage ou des contrats de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre

type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

Le nombre d'offres est défini annuellement par la commission permanente et prévaut pour l'ensemble des aides qui pourraient être accordées au bénéficiaire.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- ✓ transmettre à la Région, avant le 31 mars 2027, un document justifiant de la détention de droits réels sur le terrain concerné par la subvention.
- ✓ informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- ✓ informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- ✓ informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- ✓ conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- ✓ faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- ✓ tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et

à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 30% du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- ✓ un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document doit comporter, par ailleurs, la date de mise en service effective du bien financé par la Région ;
- ✓ un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document

comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné ;

- ✓ un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité ;
- ✓ les justificatifs de publication des offres de stage sur la plateforme régionale <https://stages.iledefrance.fr>.

Pour chacun des projets financés, le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Pour les projets concernant des installations sportives, ou plus généralement des E.R.P. (établissement recevant du public), le bénéficiaire s'engage à transmettre les justificatifs de réception de l'opération ainsi que, le cas échéant, l'arrêté d'ouverture au public.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Les montants de subvention, tel qu'indiqués à l'article 1 de la présente convention, constituent un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} juillet 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. L'absence de transmission à la Région, avant le 31 mars 2027, d'un document justifiant de la détention de droits réels sur le terrain concerné par la subvention, constitue un motif de résiliation.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- ✓ si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- ✓ dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- ✓ en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et la fiche projet annexée adoptée par délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025

Le 21 novembre 2025

**La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France,
Valérie PECRESSE**

Le :

**Le bénéficiaire
Racing Club de France Rugby
Arnaud TOURLOUTOU, Président**

DOSSIER N° EX097822 - RCF RUGBY (92) : Réhabilitation du stade Yves du Manoir

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) | 5 000 000,00 € HT | 46,00 % | 2 300 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 2 300 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RCF RUGBY
Adresse administrative : 5 AVENUE DE MESSINE
75008 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Arnaud TOURTOULOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du stade Yves du Manoir

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 octobre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le RCF Rugby souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2026 afin de proposer un équipement sportif structurant d'intérêt régional pour la pratique du rugby.

Description :

Le projet mené par le Racing 92 s'inscrit dans une volonté forte de réancrer le club au sein de la Plaine des Sports de Colombes, site historique du Stade Yves-du-Manoir et lieu emblématique des Jeux Olympiques de 1924. Cette initiative, en parfaite cohérence avec la reconversion post-JO du site, vise à pérenniser l'usage sportif de l'équipement tout en répondant aux standards actuels du rugby professionnel.

Le site, récemment réhabilité pour les Jeux Olympiques de 2024, offre une opportunité idéale pour accueillir un projet structurant à l'échelle francilienne, conciliant histoire sportive, cohésion sociale et développement durable. Le choix des aménagements découle de cette ambition : adapter le lieu à une jauge de 14 000 spectateurs en conservant la tribune historique et en y ajoutant des structures fonctionnelles, modulables et esthétiquement intégrées.

Le projet consiste en la réhabilitation et l'extension de l'enceinte. Le terrain olympique actuel sera remplacé par un terrain synthétique répondant aux innovations environnementales, avec un remplissage à base de liège et de fibres de coco.

Deux nouvelles tribunes métalliques seront construites au sud et à l'est, permettant d'accueillir environ 6 079 spectateurs supplémentaires. Avec la tribune historique rénovée et la tribune nord intégrée à un bâtiment R+1, la capacité totale atteindra 14 000 places, dont des emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite. Les matériaux choisis, tels que le bardage en panneaux stratifiés aux couleurs du club et les châssis vitrés en aluminium, garantissent la durabilité du projet.

La structure portante sera en béton armé pour le rez-de-chaussée et en charpente métallique pour l'étage. Les façades seront habillées de panneaux stratifiés compact aux couleurs du Racing 92, tandis que les baies vitrées, d'une hauteur de 2,25 à 2,77 m et d'une largeur de 1,45 à 3,45 m, seront en aluminium anodisé noir avec double vitrage. Les sous-sols abriteront environ 1 200 m² de vestiaires joueurs et arbitres, des locaux médias, ainsi que les bureaux techniques du stade.

Le projet inclut également la réalisation de modules préfabriqués de 265 m² pour accueillir des sanitaires et des locaux médicaux. Les aménagements dédiés aux équipements sportifs comprendront des revêtements en béton poreux et stabilisé pour faciliter l'infiltration des eaux pluviales.

Les bénéficiaires de ce projet sont multiples. En premier lieu, le Racing 92 et ses équipes professionnelles disposeront d'un outil moderne et fonctionnel, conforme aux standards du rugby de haut niveau. Le stade rénové pourra également accueillir des rencontres internationales ainsi que d'autres disciplines sportives, renforçant ainsi son attractivité à l'échelle francilienne et nationale. Le projet profite également au territoire et à ses habitants, en valorisant un site patrimonial et en soutenant la vitalité économique et associative locale. L'attention portée à l'accessibilité et au confort du public, avec de nouveaux espaces hospitalités, des sanitaires modernisés et une organisation des flux sécurisée, traduit une ambition inclusive et conviviale.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement sportif structurant d'intérêt régional

Montant HT des travaux : 22 800 000 €

Plafond HT des travaux éligibles : 5 000 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 46%

Montant de la subvention proposée : 2 300 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 46% du montant HT de la base subventionnable, soit 10,09% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|------------------|---------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 19 800 000,00 | 86,84% |
| Maitrise d'œuvre | 1 950 000,00 | 8,55% |
| Aléas | 1 050 000,00 | 4,61% |
| Total | 22 800 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|---------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 20 500 000,00 | 89,91% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre de la saison 2025-2026 | 2 300 000,00 | 10,09% |
| Total | 22 800 000,00 | 100,00% |

Annexe 8 - Football Club de Versailles - Protocole - Convention - Fiche projet

PROTOCOLE DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET LE FOOTBALL CLUB DE VERSAILLES

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°CP2025-317 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Football Club de Versailles 78, société par actions simplifiée, immatriculée RCS de Versailles sous le numéro 899 891 568 00011, dont le siège social est situé 24 allée Pierre de Coubertin, 78000 Versailles, représenté par son président, Monsieur Alexandre Mulliez,
ci-après dénommé « le Football Club de Versailles »

d'autre part.

PREAMBULE

Le Football Club de Versailles, héritier d'une longue tradition sportive, fait figure de référence en matière de haut niveau et contribue pleinement au rayonnement sportif et culturel de la région.

La Région met en œuvre une politique sportive en faveur :

- de l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives,
- de la formation des jeunes sportifs et sportives de haut niveau,
- de la féminisation de la pratique et des instances dirigeantes,
- de la réduction de la carence territoriale en équipements sportifs,
- du rayonnement et de l'attractivité de la Région Île-de-France,
- et plus généralement du développement des disciplines sportives sur son territoire.

La Région Île-de-France est pleinement engagée dans la promotion et le développement du sport comme un levier dans la lutte contre les fractures territoriales, et agit tout particulièrement en faveur de la pratique féminine. Elle a ainsi mis en œuvre de nombreux dispositifs en ce sens.

La Région en tant qu'aménageur du territoire est aujourd'hui le premier acteur du sport en Île-de-France. Depuis 2016, plus de 3100 équipements sportifs ont été construits ou rénovés grâce au concours financier de la Région Île-de-France.

La Région est également le premier financeur de la formation des dirigeants, bénévoles et arbitres au sein des fédérations sportives nationales ; plus de 130.000 formations sont soutenues chaque année par la Région.

La Région accompagne le mouvement sportif et dans ce cadre a fait le choix, en vue des grands événements

sportifs qui se déroulent sur son territoire, d'accompagner les sportifs de haut niveau.

Au-delà de la simple pratique sportive, la Région joue un rôle crucial dans le domaine de la formation professionnelle en offrant des opportunités d'apprentissage et de développement des compétences adaptées aux besoins du marché du travail local.

L'ensemble des actions régionales s'inscrivent dans le cadre du respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité et de la charte régionale d'éthique et de déontologie du Sport en Île-de-France.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET ET MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE

Le présent protocole instaure un partenariat novateur entre la Région et le Football Club de Versailles qui s'appuie sur les priorités de la politique sportive régionale en faveur de l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives, la formation des jeunes sportifs et sportives de haut niveau, de la féminisation, la réduction de la carence territoriale en équipements sportifs et le développement de la pratique du football d'une manière générale. L'objectif est d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité, avec une méthode de travail partagée. Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour accompagner la pratique du football, augmenter ses pratiquants et faire rayonner ce sport au plus haut niveau. Ces actions seront menées en tenant compte des enjeux liés au développement durable et aux engagements dans le cadre du SDRIF-E.

Ce partenariat s'appuie notamment sur les dispositions des articles R113-1, R113-2 et R113-3 du Code du sport qui fixe les conditions d'attribution de subventions aux clubs professionnels, les montants plafonds de celles-ci sur une année sportive et le type de missions qui sont éligibles au financement des collectivités territoriales.

Le Football Club de Versailles et la Région Île-de-France s'engagent à travailler conjointement pour une Région performante sur le plan sportif.

Les thématiques de partenariat entre les deux parties relèvent tant de l'aménagement d'équipements sportifs (création et rénovation) que des missions d'intérêt général prévues par le code du sport et permettant au club de bénéficier de soutiens régionaux sur :

- La formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis dans les centres de formation agréés dans les conditions prévues à l'article L. 211-4 du code du sport ;
- La participation de l'association ou de la société à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;
- La mise en œuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les enceintes sportives.

Le Football Club de Versailles pourra solliciter des aides régionales pour les projets dans ce cadre. Compte tenu des spécificités propres au sport professionnel – notamment en termes de structuration, de modèles économiques et d’impact territorial – des modalités de financement particulières respectant le cadre du Code du sport sont proposées. Celles-ci dérogent aux règles établies dans le cadre des règlements d’intervention généraux, lesquels ne sont pas adaptés aux réalités et aux besoins spécifiques de ce secteur.

ARTICLE 2 - COMITE DE SUIVI

La mise en œuvre du présent protocole s’appuie sur un comité de suivi, qui aura en charge l’exécution de celui-ci et le suivi des relations entre le Football Club de Versailles et la Région Île-de-France. Ce dispositif d’information réciproque doit permettre d’échanger sur les actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, sur les dispositifs d’aide de la Région, les sujets d’intérêt commun et tout projet régional intéressant les parties et pouvant faire l’objet d’actions et d’initiatives communes.

Le comité de suivi est présidé par le Vice-président chargé des Sports, de l’Héritage olympique et paralympique, de la Citoyenneté et des Loisirs.

ARTICLE 3 – LES DIFFERENTS AXES D’ACCOMPAGNEMENT

Dans le cadre de son action en faveur du sport, la Région peut accompagner la pratique sportive et la professionnalisation du sport notamment sur les champs d’action suivants :

En investissement :

➤ Aide à l’équipement :

La Région en tant qu’aménageur de son territoire soutient le développement d’équipements sportifs, pour réduire la carence généralisée et favoriser le développement de la mixité de la pratique sportive francilienne (compétitive ou de loisirs), tout en répondant aux exigences de sécurité et de protection des pratiquants. Ainsi la Région est attachée à accompagner le club dans son développement et ses ambitions. Dans cette optique, elle entend soutenir le Football Club de Versailles comme la création du Stade Georges Lefèvre.

➤ Aide à l’acquisition de matériel :

La Région souhaite donner la possibilité au Football Club de Versailles d’acquérir du matériel sportif et parasportif.

➤ Aide à la mobilité :

La Région propose aux structures sportives franciliennes une aide à l’achat de véhicules afin de répondre à leurs besoins de déplacements pour leurs activités sportives et le transport des licenciés.

En fonctionnement :

➤ Aide à l’animation territoriale :

La Région accompagne les structures franciliennes dans leurs actions d’animations territoriales et à

l'occasion des rencontres à domicile, exemple : animation autour de la pratique féminine, le fair-play...

Afin de contribuer à la démocratisation du football, dans l'objectif d'offrir aux Franciliens dont les licenciés, la Région se donne également la possibilité de bénéficier de places (achats, invitations ou bons plans) pour assister aux matchs du Football Club de Versailles. Ces billets seront notamment offerts aux jeunes de 15 à 25 ans inscrits sur l'application « Labaz ».

➤ **Accès aux îles de loisirs régionales :**

La Région donne la possibilité au Football Club de Versailles d'accéder aux îles de loisirs régionales pour favoriser le développement des pratiques au profit de tous les publics et notamment des jeunes licenciés franciliens.

➤ **Professionnalisation et insertion :**

La Région peut soutenir le centre de formation afin de renforcer l'accompagnement des jeunes sportifs dans leur double projet, en favorisant à la fois leur développement sportif et leur réussite scolaire. Une attention particulière sera portée au développement de la pratique féminine.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Les parties conviennent de s'informer mutuellement et en temps utile de tout projet de manifestation ou d'action qu'elles entreprennent dans le cadre du présent partenariat. Elles s'engagent à favoriser la mise en place de communications conjointes visant à promouvoir et valoriser les actions réalisées en collaboration.

Le Football Club de Versailles s'engage à communiquer sur la contribution régionale, dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF. Le club assure notamment de la visibilité à l'action régionale sous les formes suivantes :

- Présence du logo de la région Île-de-France sur la page Partenaires du site internet du Football Club de Versailles et sur le maillot à domicile ;
- Visibilité du logo « partenaire principal » sur le stade de l'équipe première et sur le centre d'entraînement de Porchefontaine ;
- Mise en avant de « Labaz » dans une capsule vidéo présentée par les joueurs de l'équipe première, afin de promouvoir la pratique sportive auprès des jeunes franciliens de 15 à 25 ans ;
- Possibilité de mobilisation de quelques joueurs de l'effectif professionnel lors d'un événement soutenu ou organisé par la Région, dans un objectif de promotion de la pratique sportive, ainsi que des valeurs du Sport (effort, éthique, lutte contre les dérives...) ;
- Mise en place d'opérations de communication (jeux concours, déjeuner avec l'équipe, pack de supporters, échauffement avec l'équipe première...) ;
- Mise en avant du partenariat sur les réseaux sociaux lors d'actions communes.

Le club accorde par ailleurs un droit à l'image à la Région et notamment un droit :

- D'utilisation du logo composite et de l'appellation de Partenaire Institutionnel ;
- D'utilisation de l'image collective des joueurs (minimum 3 joueurs) ;
- D'accès à la base d'archives photos ou vidéos (sur demande) dont le Football Club de Versailles serait détenteur et libre de droits d'auteur.

5 - DURÉE DU PROTOCOLE

Le protocole est conclu pour une durée d'un an, reconductible tacitement par période de douze mois. Elle prendra fin au plus tard au 31 décembre 2028.

6 – CONDITIONS DE MODIFICATION ET DE RESILIATION DU PROTOCOLE

Toute modification du protocole fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional. En cas de non-respect d'un ou plusieurs engagements inscrits dans le présent protocole, celui-ci pourra être résilié de plein droit à la demande expresse de l'une des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le :

Le Président du
Football Club de Versailles

La Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France

Le Vice-président chargé des Sports, de
l'Héritage olympique et paralympique, de
la Citoyenneté et des Loisirs du Conseil
Régional d'Île-de-France

Alexandre MULLIEZ

Valérie PECRESSE

Patrick KARAM

**CONVENTION ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ET
FOOTBALL CLUB DE VERSAILLES 78**

**Volet Investissement
Dossiers n EX098412**

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, En vertu de la délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025, ci-après dénommée « **la Région** »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Football Club de Versailles 78
dont le statut juridique est : Société
N° SIRET : 899891568 00011
ayant son siège social situé au : 24, Allée Pierre de Coubertin – 78000 VERSAILLES
Représenté par Monsieur Alexandre MULLIEZ, en sa qualité de Président
ci-après dénommé « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région met en œuvre une politique sportive en faveur :

- de l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives,
- de la formation des jeunes sportifs et sportives de haut niveau,
- de la féminisation de la pratique et des instances dirigeantes,
- de la réduction de la carence territoriale en équipements sportifs,
- du rayonnement et de l'attractivité de la Région Île-de-France,
- et plus généralement du développement des disciplines sportives sur son territoire.

A cet effet, la Région a conclu avec le bénéficiaire un protocole de partenariat aux termes duquel il est prévu la possibilité pour ce dernier de solliciter des aides régionales pour les projets qu'il entend réaliser en lien avec les objectifs préalablement rappelés ci-dessus.

La présente convention a ainsi pour objet de définir, pour la saison sportive 2025-2026, des modalités particulières de financement au titre des aides qui lui sont attribuées compte-tenu des spécificités de ce club, notamment en termes de structuration, de réglementation, de modèle économique et d'impact territorial.

Il est par ailleurs rappelé que :

- l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n°

CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et des conditions ci-après exposées ;

- conformément aux dispositions prévues par l'article R. 113-3 du Code du sport, le bénéficiaire a transmis les pièces suivantes au moment du dépôt de sa / ses demande(s), à savoir :
 - ✓ les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ainsi que le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle la subvention est sollicitée ;
 - ✓ une attestation de non-perception de subventions publiques au titre de la saison sportive précédente ;
 - ✓ un document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées.
- conformément aux dispositions de l'article R. 113-5 du Code du sport, le bénéficiaire déclare avoir perçu ou sollicité pour la saison sportive 2025-2026 les aides publiques suivantes des collectivités territoriales et de leurs groupements, y compris celles qui sont versées en application de l'article L. 113-3 du Code du sport :

| Nom de l'attributaire de l'aide ou de l'acheteur | Montant en € de l'aide ou du marché | Objet |
|--|-------------------------------------|--|
| Saint-Germain-en-Laye | 484 100 € | Aménagement T1/E3 du stade Georges Lefevre |
| Département des Yvelines | 200 000 € | Aménagement T1/E3 du stade Georges Lefevre |

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025, la Région a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif figure dans la fiche projet annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au **Bénéficiaire** (dossier n°EX098412) une subvention correspondant à **33,48%** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **3 584 100,00 €**, soit un montant maximum de subvention de **1 200 000 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans la fiche projet annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Il est rappelé que le projet subventionné participe à des missions d'intérêt général prévues par l'article R. 113-2 du Code du sport.

Engagements du bénéficiaire concernant les projets d'équipements sportifs

Le bénéficiaire s'engage à :

- ✓ réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet annexée à la présente convention ;

- ✓ maintenir pendant une durée de 30 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif du développement des activités physiques et sportive dans le cadre d'une pratique compétitive
- ✓ réaliser (ou faire réaliser en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée) le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;
- ✓ recourir à des matériaux, produits et procédés de construction durables, réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation ;
- ✓ être en conformité avec les principales orientations du SDRIF-E (schéma Directeur de la Région Ile-de-France – Environnemental) et s'inscrire prioritairement dans une démarche de renouvellement des espaces urbanisés.

A partir de la mise en service de l'équipement, quel que soit le mode de gestion retenu, le bénéficiaire s'engage à :

- ✓ prévoir les moyens nécessaires (humains, matériels et financiers) garantissant le bon fonctionnement et l'entretien approprié de l'équipement, ainsi qu'une pratique sécurisée et de qualité pour les usagers ;
- ✓ refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers ;
- ✓ pour les projets portant un terrain extérieur de grands jeux normés, transmettre l'avis d'homologation de la fédération concernée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier des offres de stage ou des contrats de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

Le nombre d'offres est défini annuellement par la commission permanente et prévaut pour l'ensemble des aides qui pourraient être accordées au bénéficiaire.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- ✓ transmettre à la Région, avant le 31 mars 2027, un document justifiant de la détention de droits réels sur le terrain concerné par la subvention.
- ✓ informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- ✓ informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- ✓ informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- ✓ conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- ✓ faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- ✓ tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de

la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 30% du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération

s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- ✓ un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document doit comporter, par ailleurs, la date de mise en service effective du bien financé par la Région ;
- ✓ un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné ;
- ✓ un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité ;
- ✓ les justificatifs de publication des offres de stage sur la plateforme régionale <https://stages.iledefrance.fr>.

Pour chacun des projets financés, le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Pour les projets concernant des installations sportives, ou plus généralement des E.R.P. (établissement recevant du public), le bénéficiaire s'engage à transmettre les justificatifs de réception de l'opération ainsi que, le cas échéant, l'arrêté d'ouverture au public.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 20 novembre 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de

la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. L'absence de transmission à la Région, avant le 31 mars 2027, d'un document justifiant de la détention de droits réels sur le terrain concerné par la subvention, constitue un motif de résiliation.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- ✓ si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- ✓ dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- ✓ en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et la fiche projet annexée adoptée par délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025.

Le 21 novembre 2025

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France,
Valérie PECRESSE, Présidente

Le :

Le bénéficiaire
Football Club de Versailles 78
Alexandre MULLIEZ, Président

DOSSIER N° EX098412 - FOOTBALL CLUB DE VERSAILLES 78 : Construction du nouveau stade à Saint-Germain-en-Laye

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) | 3 584 100,00 € HT | 33,48 % | 1 200 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 1 200 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FOOTBALL CLUB DE VERSAILLES 78
Adresse administrative : 24 ALLEE PIERRE DE COUBERTIN
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur ALEXANDRE MULLIEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction du nouveau stade à Saint-Germain-en-Laye

Dates prévisionnelles : 1 avril 2026 - 31 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Ce projet s'inscrit dans une dynamique de développement sportif du FC Versailles, mais également dans la mise en œuvre d'actions en faveur de la sécurité du public et de la prévention de la violence dans les enceintes sportives.

Dans le cadre de son ambition d'obtenir un niveau de classification supérieur pour son installation sportive (niveau T1/E3 selon la réglementation fédérale en vigueur), le club souhaite engager une réhabilitation du stade Georges Lefèvre, situé au Camp des Loges à Saint-Germain-en-Laye. L'objectif est d'améliorer les structures existantes et de créer de nouvelles infrastructures répondant aux standards d'accueil, de sécurité et de confort attendus pour un club de haut niveau.

Le projet global de modernisation et de mise à niveau du stade inclut notamment :

- La création de tribunes adaptées aux exigences réglementaires en matière d'accueil et de sécurité du public ;

- La rénovation des bâtiments existants et des infrastructures d'accès, avec une augmentation des surfaces disponibles et la création de nouveaux circuits de circulation permettant une meilleure gestion des flux et un encadrement renforcé du public ;
- La construction de nouveaux vestiaires répondant aux normes fédérales et de sécurité ;
- Plus largement, la mise à niveau technique et fonctionnelle de l'ensemble des installations, afin d'offrir un environnement moderne, sécurisé et adapté aux besoins des joueurs, du staff et des spectateurs.

Au-delà de la dimension sportive et infrastructurelle, le FC Versailles souhaite inscrire ce projet dans une démarche citoyenne et éducative.

Le club mènera, au sein du complexe rénové, des actions de sensibilisation à la lutte contre la violence, la xénophobie et le racisme dans les stades — des valeurs qui constituent la raison d'être du club, profondément attaché à la promotion du respect, de l'inclusion et du vivre-ensemble à travers le sport.

Ces actions s'intégreront dans un programme d'éducation et d'animation à destination du public scolaire et des pratiquants, et se dérouleront dans les espaces sportifs, réceptifs et pédagogiques aménagés à l'arrière de la nouvelle tribune principale.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Construction d'un équipement sportif

Montant HT des travaux : 3 584 100 €

Montant HT de la base subventionnable : 3 584 100 €

Taux d'intervention appliqué : 33,48%

Montant de la subvention proposée : 1 200 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 33,48% du montant HT de la base subventionnable et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 3 090 750,00 | 86,24% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 240 000,00 | 6,70% |
| Maitrise d'œuvre | 253 350,00 | 7,07% |
| Total | 3 584 100,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres (20% du projet au minimum pour que la demande soit recevable) | 1 150 000,00 | 32,09% |
| Région Île-de-France : montant proposé au titre du dispositif objet de la demande | 1 200 000,00 | 33,48% |
| Commune | 484 100,00 | 13,51% |
| Département | 200 000,00 | 5,58% |
| Agence Nationale du Sport | 300 000,00 | 8,37% |
| Naming | 250 000,00 | 6,98% |
| Total | 3 584 100,00 | 100,00% |

Annexe 9 - Recapitulatif publications offres de stage clubs professionnels

OBLIGATION RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRES DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S) - ANNEE 2025

| Clubs professionnels | Année de convention | Nombre de publication(s) d'offres de stage | Dossier IRIS | Tiers IRIS |
|-----------------------------|----------------------------|---|---------------------|-------------------|
| RCF Rugby | 2025 | 3 | EX097822 | EXM11500 |
| Paris Football Club | 2025 | 3 | EX098239 | EXM11559 |
| Football Club de Versailles | 2025 | 3 | EX098412 | EXM11573 |

Annexe 10 - Versailles - FP modifiée - Convention spécifique

DOSSIER N° EX079441 - VERSAILLES (78) : construction d'un bâtiment au stade de Porchefontaine (vestiaires, salle de musculation, espaces fonctionnels..)

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) | 924 000,00 € HT | 21.65 % | 200 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 200 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78011 VERSAILLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de vestiaires de football au stade de Porchefontaine

Dates prévisionnelles : 18 mars 2025 – 30 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et permettre ainsi une mise en service des équipements pour la saison sportive 2025-2026.

Description :

Le stade de Porchefontaine est composé de 2 terrains de rugby et 3 terrains de football. L'un des terrains, actuellement classé T3/E4, doit être reclassé T2 selon les normes de la Fédération Française de Football, en cohérence avec le niveau de pratique des équipes du Football Club de Versailles, principal utilisateur du site (1 200 licenciés).

La Ville prévoit la construction d'un bâtiment de 355 m² avec des vestiaires, une salle de musculation, et des espaces fonctionnels, pour répondre aux exigences fédérales et libérer les vestiaires actuels pour un usage scolaire.

En effet, le stade de Porchefontaine accueille de nombreuses classes tout au long de l'année scolaire. En 2023-2024, les établissements secondaires ont bénéficié de plus 4 422 heures de créneaux sur les

installations du site. Les vestiaires actuels sont en flux tendu, notamment en raison de leur usage exclusif par le club de football.

La fait de libérer les vestiaires existants utilisés par le club grâce à la construction de nouveaux vestiaires dédiés, permettra à la Ville :

- d'augmenter le nombre de créneaux pour les établissements scolaires ;
- d'améliorer les conditions d'accueil des élèves ;
- de répondre à un besoin réel, même pour des activités extérieures comme la course d'orientation, rendue possible par la proximité des bois.

Le bâtiment est composé de :

- deux vestiaires pour 24 joueurs chacun avec douches collectives et sanitaires ;
- des vestiaires pour l'encadrement et les arbitres avec douches ;
- une salle de musculation équipée ;
- un local dédié à l'infirmerie et à un kinésithérapeute ;
- une salle de réunion/formation de 30 places assises ;
- des sanitaires aux normes pour PMR ;
- des locaux techniques et un local pour entreposer du matériel sportif.

Les caractéristiques techniques du bâtiment sont :

- une structure ossature bois ;
- une isolation performante : laine de roche, bardage bois, toiture végétalisée ;
- une autonomie énergétique : pompe à chaleur, alimentation dédiée en eau et électricité, ECS préchauffées.

Détail du calcul de la subvention :

Construction de vestiaires

Montant HT des dépenses : 984 000.00 €

Montant HT des dépenses éligibles : 924 000.00 € (sont exclues les dépenses liées aux travaux d'aménagements extérieurs d'un montant de 60 000 €).

Taux d'intervention appliqué : 21.65 %

Montant de la subvention proposée : 200 000 €

La participation régionale représente 21.65% des dépenses éligibles, soit 20.33 % du coût global du projet.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Coût de conception | 70 000.00 | 7.11% |
| Coût des travaux | 774 000.00 | 78.66% |
| Coût du mobilier | 80 000.00 | 8.13% |
| Travaux aménagements extérieurs | 60 000.00 | 6.10% |
| Total | 984 000.00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres de la Commune | 784 000.000 | 79.67% |
| Subvention Région Ile-de-France (proposée) | 200 000,00 | 20.33% |
| Total | 984 000.00 | 100,00% |

CONVENTION N°EX079441

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2025-317 du 20 novembre 2025 ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : COMMUNE DE VERSAILLES
dont le statut juridique est : Commune
N° SIRET : 217806462 00016
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : 4 AVENUE DE PARIS 78011 VERSAILLES
ayant pour représentant Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Maire
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région s'engage en faveur d'un accès équitable à la pratique sportive pour tous, en soutenant une offre diversifiée, allant des premières découvertes sportives jusqu'à la haute performance, du loisir à la compétition. Face à un manque généralisé d'équipements sportifs sur le territoire, elle accompagne activement les collectivités dans leurs projets de création ou de rénovation d'infrastructures sportives.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

La Région soutient la création et la réhabilitation des équipements sportifs franciliens qui contribuent à :

- favoriser l'accès pour tous à la pratique sportive, avec une attention particulière pour le public féminin et les personnes en situation de handicap ;
- réduire les carences en équipements sportifs en Île-de-France et favoriser l'aménagement équilibré du territoire régional ;
- augmenter les créneaux horaires d'utilisation et la capacité d'accueil des pratiquants multisports ;
- répondre aux besoins des lycées publics et privés sous contrat d'association en matière d'éducation physique et sportive ;
- accompagner le développement de grands équipements structurants portés par des fédérations sportives agréées et leurs structures déconcentrées franciliennes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2025-317 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la COMMUNE DE VERSAILLES pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : construction d'un bâtiment au stade de Porchefontaine (vestiaires, salle de musculation, espaces fonctionnels..) (référence dossier n°EX079441).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 23.67 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 924 000.00 €, soit un montant maximum de subvention de 200 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans selon la nature du ou des projets visés par la présente convention

Engagements communs pour tous les projets

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser (ou faire réaliser en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée) le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction durables, réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation ;
- être en conformité avec les principales orientations du SDRIF-E (schéma Directeur de la Région Ile-de-France – Environnemental) et s'inscrire prioritairement dans une démarche de renouvellement des espaces urbanisés.

A partir de la mise en service de l'équipement, quel que soit le mode de gestion retenu, le bénéficiaire s'engage à :

- prévoir les moyens nécessaires (humains, matériels et financiers) garantissant le bon fonctionnement et l'entretien approprié de l'équipement, ainsi qu'une pratique sécurisée et de qualité pour les usagers ;
- mettre l'équipement sportif soutenu, sauf s'il s'agit d'un équipement en accès libre ou sauf impossibilité déjà justifiée dans le cadre du dossier de demande de subvention, à la disposition d'un ou plusieurs clubs résidents locaux accueillant une pratique sportive mixte ou possédant une section féminine ;
- réserver des créneaux horaires à des conditions horaires privilégiées aux lycées ;
- refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 30 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre les justificatifs de réception de l'opération ainsi que, le cas échéant, l'arrêté d'ouverture au public.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 18 mars 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N°CP 2025-317 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
COMMUNE DE VERSAILLES
Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Maire

Annexe 11 - Fiche projet avenant EX088816

DOSSIER N° EX088816 – FONDATION INSTITUT PARASPORT ET SANTE (78) : Création de l'Institut de Santé Parasport Connecté

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| 1 ^{ère} affectation Délibération CP 2024-326 du 15 novembre 2024 | 5 000 000,00 € TTC | 20,00 % | 1 000 000,00 € |
| Modification base subventionnable et affectation complémentaire Délibération CP 2024-326 du 15 novembre 2024 | 33 618 677,48 € TTC | 11,90 % | 4 000 000,00 € |
| Montant total de la subvention | 33 618 677,48 € TTC | 14,87 % | 5 000 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION INSTITUT PARASPORT ET SANTE - IPS
Adresse administrative : 1 RUE BAPTISTE MARCET
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur FRANCOIS GENET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de l'Institut de Santé Parasport Connecté

Dates prévisionnelles : 4 septembre 2024 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La fondation sollicite un démarrage anticipé du projet afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux.

Description :

La fondation INSTITUT PARASPORT ET SANTE bénéficie actuellement d'un espace de consultation dédié à l'hôpital Raymond Poincaré de Garches, le Pôle Parasport Santé. Il s'agit d'un centre ressource destiné à tout patient souhaitant être accompagné et conseillé dans son projet d'activité physique adaptée à sa pathologie. Cette entité a pour but d'augmenter l'activité physique des personnes en situation de handicap par une évaluation personnalisée multidisciplinaires (médecin, enseignant, ingénieur biomécanique, ergothérapeute, kinésithérapeute, orthoprothésiste...).

Elle ambitionne désormais de réaliser le futur « Institut de Santé Parasport Connecté ». Ce projet consiste

à bâtir sur le site de Bécheville - Les Mureaux, dans le département des Yvelines, le premier institut au monde dédié exclusivement au parasport-santé, permettant de regrouper au sein du même site les activités de formation, de recherche, de rééducation et réadaptation, de détection, d'entraînement autour du parasport-santé. Il rassemblera les expertises et infrastructures nécessaires pour accompagner les personnes en situation de handicap vers la pratique de l'activité physique et du sport à tous niveaux.

Les objectifs de ce projet sont ainsi de :

- construire un institut pour devenir le premier centre de référence national de prévention par l'activité physique et le sport des personnes en situation de handicap ;
- rendre possible médicalement et techniquement la pratique d'une activité physique adaptée pour 16 000 consultations de personnes en situation de handicap en année cible ;
- former les 250 professionnels à cette capacitation parasportive, qu'ils soient professionnels de santé, de la rééducation ou professionnels du sport ;
- initier et centraliser des recherches physiologiques et technologiques d'excellence autour du parasport en réunissant compétences et moyens publics et privés ;
- évaluer les services attendus des dispositifs médicaux innovants de compensation du handicap ;
- constituer une base de données des bonnes pratiques du parasport et des innovations technologiques en la matière ;
- se positionner comme le centre de référence de la classification des athlètes parasportifs pour les compétitions nationales et internationales.

Implanté sur une parcelle de 28000m² propriété du Département des Yvelines, les travaux consistent à réaliser un bâtiment de plus de 7000m² composé des espaces suivants :

- un pôle de consultations de 900 m²,
- un pôle d'évaluation aux pratiques sportives et physiques de 2.340 m² en intérieur et de 4.200 m² en extérieur,
- un pôle recherche et formation de 421 m²,
- un espace de conférences de plus de 500 m²,
- un espace appareillage,
- un pôle de restauration,
- un pôle administration.

L'institut bénéficie par ailleurs du label Héritage des JOP Paris 2024, à savoir la mesure 39 : « Renforcer l'expertise relative à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement structurant d'intérêt régional

Montant TTC des travaux : 43 588 168 €

Montant TTC des travaux éligibles : 33 618 677,48 € (sont exclues les dépenses relatives aux opérations et études ayant commencé avant le début des travaux ainsi que celles portant sur des aménagements non éligibles, d'un montant de 9 969 490.52 €)

Par délibération n° CP 2024-326 du 15 novembre 2024, la commission permanente a voté en faveur de l'association ISPC Synergies, qui est absorbée par la Fondation Institut Parasport et Santé, une première affectation de 1 000 000 €. Il vous est proposé d'actualiser le montant de la base subventionnable, tel que présenté ci-avant et de voter en faveur de la Fondation une seconde affectation d'un montant de **4 000 000 €** (représentant un taux de 11,90 % du montant de la base subventionnable) par délibération CP 2025-317 du 20 novembre 2025.

Le montant global de la subvention en faveur de l'ISPC est ainsi porté à 5 000 000 €, représentant un taux de 14,87 % du montant TTC de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--|---------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Structure étanchéité | 10 884 000,00 | 24,97% |
| Façades | 2 424 000,00 | 5,56% |
| Menuiseries extérieures | 1 872 000,00 | 4,29% |
| Serrurerie | 588 000,00 | 1,35% |
| Second œuvre | 3 480 000,00 | 7,98% |
| Menuiseries intérieures | 1 865 400,00 | 4,28% |
| Agencement | 795 974,40 | 1,83% |
| Plomberie CVC | 240 000,00 | 0,55% |
| Electricité | 3 780 000,00 | 8,67% |
| Cuisine | 2 719 200,00 | 6,24% |
| Infrastructures sportives extérieures | 1 976 736,77 | 4,54% |
| Maitrise d'œuvre | 3 872 413,30 | 8,88% |
| Autres dépenses (AMO, aléas, assurances) | 5 384 260,33 | 12,35% |
| Total | 43 588 168,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|---------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Affectation Région Île-de-France 2024 (votée) | 1 000 000,00 | 2,29% |
| Affectation Région Île-de-France 2025 (proposée) | 4 000 000,00 | 9,18% |
| Autre subvention Etat (Santé DGOS) | 5 000 000,00 | 11,47% |
| Département | 20 000 000,00 | 45,88% |
| Métropole Grand Paris | 4 000 000,00 | 9,18% |
| Autres collectivités (FS2I) | 5 000 000,00 | 11,47% |
| Agence Nationale du Sport | 2 000 000,00 | 4,59% |
| Fonds privés | 2 588 168,00 | 5,94% |
| Total | 43 588 168,00 | 100,00% |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.111817 Infrastructures sportives et récréatives (ex SA.58993) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles

| |
|--|
| AVENANT N°1 A LA CONVENTION n° EX088816 |
|--|

Entre

La Région Île-de-France

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Institut de Santé Parasport Connecté Synergies

dont le siège social est situé 27, avenue de Verdun, 92120 Montrouge,
représenté par son président, Monsieur François GENET,
ci-après dénommé « Institut de Santé Parasport Connecté Synergies »

Et

Institut Parasport et Santé (IPS)

dont le siège social est situé Centre hospitalier intercommunal Meulan les Mureaux, 1, rue
Baptiste Marcet, 78130 Les Mureaux,
représenté par son président, Monsieur François GENET,
ci-après dénommé « Institut Parasport et Santé (IPS) »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération N° CP 2024-326 du 15 novembre 2024, la Commission permanente a autorisé la Présidente à signer une convention entre la Région Île-de-France et l'Institut de Santé Parasport Connecté Synergies portant sur le dossier d'aide N° EX088816 relatif à la création de l'Institut de Santé Parasport.

Compte-tenu de la dimension exceptionnelle du projet, tant par la nature des travaux réalisés que par son intérêt régional, la Région a décidé de redéfinir le montant de la base subventionnable et d'accorder une aide complémentaire au bénéficiaire.

Par ailleurs, considérant le rapprochement de l'association « Institut de Santé Parasport Connecté Synergies » et la fondation « Institut Parasport et Santé (IPS) » sous la forme d'une fusion absorption régie par le régime juridique des fusions de fondations et d'associations de l'article 20-1 de la loi n°87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat, de l'article 12-5 du décret n°2007-807 et des articles 15-2 à 15-6 du décret du 16 août 1901.

Dès lors, il y a lieu par le présent avenant de modifier la convention n° EX088816 précitée afin de :

- désigner la fondation « Institut Parasport et Santé (IPS) » en qualité de bénéficiaire direct des subventions attribuées pour ce projet,
- d'actualiser le montant de la base subventionnable ainsi que le montant de l'aide régionale accordée.

ARTICLE 1 : TRANSFERT DE LA SUBVENTION n° EX088816

La totalité de la subvention attribuée par la délibération n° CP 2024-326 du 15 novembre 2024 à l'association « Institut de Santé Parasport Connecté Synergies » est transférée à la fondation « Institut Parasport et Santé (IPS) » qui reprend le projet et en assure la maîtrise d'ouvrage.

La fondation « Institut Parasport et Santé (IPS) » s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de l'association « Institut de Santé Parasport Connecté Synergies » à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Dans tous les articles de la convention n° EX088816, le terme « bénéficiaire » désigne la fondation « Institut Parasport et Santé (IPS) ».

Les versements seront à effectuer à :

Nom de l'organisme : INSTITUT PARASPORT ET SANTE

Nom de la Banque : Banque Populaire Rives de Paris

Code Banque : 10207

Code Guichet : 00426

N° de compte et Clé : 24214595154 17

ARTICLE 2 : MODIFICATIONS DE L'ARTICLE 1 DE LA CONVENTION INITIALE

L'article 1 de la convention est ainsi modifié :

La Région s'engage à soutenir la fondation « Institut Parasport et Santé (IPS) » pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : Création de l'Institut de Santé Parasport (référence dossier n° EX088816).

Par délibération N° CP 2024-326 du 15 novembre 2024, la Région a voté en faveur du bénéficiaire une affectation correspondant à 2.97% de la base subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 33 618 677, 48 €, soit un montant maximum de subvention de 1 000 000 €.

Par délibération N° CP 2025-317 du 20 novembre 2025, la Région a voté en faveur du bénéficiaire une affectation complémentaire correspondant à 11.90% de la nouvelle base subventionnable, soit un montant maximum de subvention de 4 000 000 €.

Conformément aux délibérations **N° CP 2024-326 du 15 novembre 2024** et **N° CP 2025-317 du 20 novembre 2025**, la Région attribue à ce projet une subvention totale d'un montant maximal de **5 000 000 €**, représentant **14,87 %** des dépenses éligibles TTC du projet plafonné à **33 618 677,48 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DE L'ARTICLE 2.4 DE LA CONVENTION INITIALE

L'article 2.4 de la convention est ainsi modifié :

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la seconde subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2 de la convention initiale, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de ladite convention.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DES AUTRES TERMES DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les stipulations de la convention initiale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et restent en vigueur.

ARTICLE 6 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale adoptée par délibération N° CP 2024-326 du 15 novembre 2024, l'annexe dénommée fiche projet modifiée « EX088816 » et le présent avenant.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux

Le

**Pour la Présidente du
Conseil Régional d'Île-de-France,
La Directrice des Sports et des Loisirs**

Marjorie LESCURE

**Pour l'Institut de Santé
Parasport Connecté Synergies**

**Pour la Fondation
Institut Parasport et Santé**

**François GENET
Président**

**François GENET
Président**

Annexe 12 - Fiches projets plan régional piscines et patinoires

DOSSIER N° EX096440 - COMMUNE DU PECQ (78) : Travaux de modernisation de la piscine municipale

Dispositif : Plan régional piscines et patinoires (n° 00000085)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-323-2041412-132001-300

Action : 13200101- Plan piscines

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Dépense subventionnable | 3 000 000,00 € HT | 13,33 % | 400 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 400 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PECQ

Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
78230 LE PECQ

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Laurence BERNARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de modernisation de la piscine municipale

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2025 - 1 avril 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé du projet afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une réouverture de l'équipement pendant la saison sportive 2026-2027.

Description :

La commune de Le Pecq dispose d'une piscine municipale couverte comportant un bassin unique de 25m x 10 m de 4 couloirs, ainsi qu'un solarium agrémenté d'une pataugeoire. Il s'agit d'un équipement sportif structurant pour la commune qui s'inscrit pleinement dans les objectifs de sa politique sportive municipale.

Cette dernière favorise ainsi :

- la pratique sportive pour le plus grand nombre avec une politique tarifaire très attractive incluant de nombreux tarifs réduits et la gratuité pour certains publics ;
- l'utilisation du sport comme outil d'éducation et de citoyenneté avec la mise à disposition de nombreux créneaux à destination des publics scolaires, dont l'ensemble des classes des écoles primaires ;
- le soutien et l'accompagnement des associations sportives locales notamment en contribuant à l'amélioration du niveau de formation des éducateurs.

Construit dans les années 70 et conçu sur deux niveaux, cet équipement présente des signes de vétusté qui ne permettent ni de garantir une pratique sportive dans des conditions optimales ni de répondre aux usages et besoins actuels. Il nécessite dès lors des travaux de réhabilitation tant au niveau structurel, énergétique que fonctionnel.

A ce titre, le projet prévoit de réaliser les travaux de modernisation suivants :

- réhabilitation et extension du rez-de-chaussée et des locaux associés afin de bénéficier d'une zone d'accueil agrandie, fonctionnelle et conviviale, de réorganiser les locaux du personnel, les locaux associatifs, les vestiaires, les sanitaires et les douches ;
- réhabilitation de la zone bassin situé en R+1 comprenant la réfection des plages du bassin et la réalisation d'un cuvelage en inox, la réorganisation des espaces de ce niveau avec la création d'une infirmerie, l'installation du bureau du chef de bassin et la création de nouveaux espaces de rangement ;
- extension d'un bâtiment comprenant la création d'une zone technique et permettant d'accueillir le nouveau système de filtration d'eau (perlite), le remplacement de la chaudière existante et de la centrale de traitement d'air ;
- rénovation de l'espace extérieur avec suppression de la pataugeoire et installation d'un splashpad pour les enfants (inéligible) avec la réfection de l'ensemble du dallage existant.

Des travaux d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap sont également prévus. Ainsi, afin de faciliter la circulation des personnes en déficience visuelle, une ligne de guidage au sol présentant un contraste visuel et tactile permettra d'orienter les usagers depuis la porte d'entrée jusqu'à la banque d'accueil. En outre, l'installation d'un ascenseur permettra de relier la zone d'accueil/vestiaire au bassin.

Le projet intègre également des travaux de rénovation énergétique qui font l'objet d'une instruction au titre de l'AAP Rénovation énergétique des équipements sportifs (dossier EX097212).

Le bénéficiaire s'engage à mettre des créneaux à disposition à titre gracieux à un club résident local, ainsi qu'à réserver des créneaux, à des conditions tarifaires privilégiées, aux lycées qui en feraient la demande.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation sans extension d'un équipement aquatique

Montant HT des travaux : 5 620 833.25 €

Montant HT des travaux éligibles : 3 439 405.98 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de rénovation énergétiques, aux opérations de démolition et d'évacuation, ainsi qu'aux aménagements extérieurs et à l'aménagement d'un splashpad, d'un montant de 2 181 427,27 €)

Plafond HT des travaux éligibles : 3 000 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 15%

Tau d'intervention ramené à : 13.33%

Montant de la subvention proposée : 400 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 13.33% du montant HT de la base subventionnable, soit 7.12% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LE PECQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux de modernisation | 3 439 405,98 | 61,19% |
| Travaux de rénovation énergétique (si dépôt rénovation énergétique équipements sportifs) | 1 657 247,49 | 29,48% |
| Autres travaux | 524 179,78 | 9,33% |
| Total | 5 620 833,25 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Région Ile-de-France montant proposé au titre du dispositif "Plan Régional Piscines-Patinoires | 400 000,00 | 7,12% |
| Région Ile-de-France montant proposé au titre du dispositif "Rénovation énergétique des équipements sportifs" | 331 449,50 | 5,90% |
| Subvention Département | 1 060 000,00 | 18,86% |
| Agence Nationale du Sport | 500 000,00 | 8,90% |
| Fonds propres | 3 329 383,75 | 59,23% |
| Total | 5 620 833,25 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098216 - COMMUNE D'ASNIERES-SUR-SEINE (92) : Construction d'une nouvelle patinoire

Dispositif : Plan régional piscines et patinoires (n° 00000085)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-323-2041412-132001-300

Action : 13200101- Plan piscines

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Dépense subventionnable | 8 000 000,00 € HT | 11,00 % | 880 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 880 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D ASNIERES SUR SEINE

Adresse administrative : 1 PLACE DE DE L'HOTEL DE VILLE
92600 ASNIERES SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Manuel AESCHLIMANN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'une nouvelle patinoire

Dates prévisionnelles : 15 avril 2026 - 26 novembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune d'Asnières-sur-Seine, lauréate du label Ville Active et Sportive, mène une politique sportive orientée vers le développement de l'accès de toutes et tous aux pratiques sportives, en accompagnant 90 associations sportives (regroupant plus de 15 000 adhérents), en animant le territoire par l'organisation de nombreuses manifestations et en mettant en place un plan de renouvellement et de modernisation de ses équipements sportifs adapté aux attentes de la population.

Construite dans les années 1970, la patinoire actuelle est aujourd'hui devenue obsolète, tant sur le plan technique qu'environnemental, et ne répond plus ni aux exigences de confort, ni aux standards d'accessibilité ou de sécurité attendus pour un équipement de cette nature. Fort de ce constat, la commune a décidé d'engager une démarche de reconstruction complète, s'inscrivant dans une logique de transition énergétique, de renouveau architectural et d'amélioration de l'accès aux disciplines sportives concernées.

Le projet prévoit d'aménager 3032m² de surface utile (hors locaux techniques) sur une surface de plancher de 3986m². Cet agencement doit permettre de garantir une cohabitation entre les différents types d'usagers, des temps de rotation efficaces pour les clubs, une fluidité d'accès pour les publics libres et accompagnés et une facilité de maintenance et d'exploitation quotidienne.

Le bâtiment sera aménagé sur 2 niveaux répartis comme suit :

- le rez-de-chaussée accueillera la piste de glace de dimension 60m x 30 m, les vestiaires (scolaires, associations, arbitres) et les espaces publics (hall, billetterie, location des patins, sanitaires) ;
- le r+1 sera dédié aux spectateurs et au mouvement associatif. Il comprendra ainsi une tribune de 500 places, des locaux techniques (ventilation) et des locaux associatifs, avec une accessibilité PMR assurée par un ascenseur.

Le projet se distingue par un engagement environnemental fort, à la fois sur les performances thermiques du bâtiment, la récupération d'énergie et la gestion responsable des ressources. Il est ainsi prévu :

- une toiture végétalisée, participant à la régulation thermique et à la gestion des eaux pluviales ;
- une centrale photovoltaïque de 205 m², contribuant à la production d'énergie renouvelable du site ;
- une enveloppe thermique performante, une étanchéité à l'air maîtrisée, une optimisation du traitement de l'air et une gestion intelligente des flux thermiques et des températures intérieures ;
- des matériaux biosourcés (ossature et bardage bois) ;
- un dispositif de réutilisation des eaux de surfacage de la glace, un dispositif de récupération de la chaleur produite par les groupes froids pour alimenter le bassin de la piscine adjacente et enfin un fluide frigorigène sans impact carbone.

Le futur équipement sera occupé par plusieurs associations sportives à titre gracieux (Asnières Patinage Artistique et Asnières Hockey Club) qui comptent toutes une pratique féminine importante, ainsi que le public scolaire. Il sera également ouvert au public sur certains créneaux horaires.

Le club de hockey dispose par ailleurs d'une section handisport et a obtenu le label club inclusif pour sa contribution en faveur de la pratique parasport. Il s'inscrit ainsi dans la continuité de l'action de la commune qui mène aujourd'hui une politique sportive sur plusieurs axes d'intervention en direction de ces publics.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction d'une patinoire

Montant HT du projet : 14 040 890.51 €

Montant HT des travaux éligibles : 8 314 258.50 € (sont exclues les dépenses relatives à la construction du parking, aux aménagements extérieurs et paysagers, aux panneaux photovoltaïques, ainsi qu'aux honoraires de MOE antérieurs à la date d'éligibilité du projet, d'un montant de 5 726 632.01 €)

Plafond HT des travaux éligibles : 8 000 000 €

Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI et majoration : 10% et 80 000 € au titre de la politique sportive en faveur des personnes en situation de handicap

Montant de la subvention proposée : 880 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 11% du montant HT de la base subventionnable, soit 6.27% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|---------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Travaux | 11 896 985,00 | 84,73% |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 473 655,51 | 3,37% |
| Maîtrise d'œuvre | 1 670 250,00 | 11,90% |
| Total | 14 040 890,51 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|---------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Région Ile-de-France : montant proposé | 880 000,00 | 6,27% |
| Métropole Grand Paris | 1 000 000,00 | 7,12% |
| Fonds propres | 12 160 890,51 | 86,61% |
| Total | 14 040 890,51 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098616 - COMMUNE DE NEUILLY-SUR-MARNE (94) : Création d'une zone de baignade dans la Marne

Dispositif : Plan régional piscines et patinoires (n° 00000085)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-323-2041412-132001-300

Action : 13200101- Plan piscines

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------|--------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Dépense subventionnable | 250 000,00 € HT | 80,00 % | 200 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 200 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEUILLY-SUR-MARNE

Adresse administrative : 1 PLACE FRANCOIS MITTERRAND
93330 NEUILLY SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Zartoshte BAKHTIARI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une zone de baignade dans la Marne

Dates prévisionnelles : 1 août 2025 - 15 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une ouverture de l'équipement pour le début de la période estivale 2026.

Description :

La commune de Neuilly-sur-Marne est fortement engagée dans la redynamisation des bords de Marne et souhaite y développer une offre dense et variée d'activités ludiques, aquatiques et nautiques. Cette ambition s'est notamment traduite par l'installation d'une piscine temporaire en milieu naturel pendant la période estivale 2024 (ayant fait l'objet d'une aide régionale). Elle se poursuit par le projet de création d'une zone de baignade pérenne en aval immédiat du port de plaisance.

La zone de baignade sera composée de 3 bassins :

- 1 bassin de 15x25m, soit 375m² avec fond à 1,80m ;
- 1 bassin de 10x9m, soit 90m² avec fond de 1,1 à 1,5m ;
- 1 bassin pataugeoire de 4x10m, soit 40m² avec fond à 0,40m.

Les travaux envisagés consistent à :

- poser de nouveaux pieux de guidage ;
- aménager un ponton flottant de 26m de longueur et 2.50m de largeur et des modules flottants d'une surface de 248 m² ;
- installer des échelles de sécurité, des garde-corps et des bouées de sauvetage ;

- installer des fonds immergés à 0.40 cm, 1.20m et 1.80m ;
- mettre en place un poste de secours et des sanitaires.

Il est également prévu un aménagement paysager sur un talus existant (non éligible).

Une fois l'autorisation de baignade au sein des eaux de la Marne délivrée, le site permettra d'accueillir des activités d'apprentissage de la natation pour tous les enfants du territoire, en toute sécurité, afin de prévenir des risques de noyade, en complément de l'offre d'apprentissage au sein de la piscine municipale déjà existante. Ce projet représente ainsi une véritable opportunité et une solution alternative de proximité d'offre de piscines, destiné à accueillir des activités d'apprentissage de la natation et de loisirs.

La création de cette zone de baignade pourra également permettre l'organisation de parcours sportifs en bord de rivière : course à pied, vélo, natation. Elle sera ainsi le lieu de nombreuses manifestations en lien avec les diverses activités nautiques et aquatiques de la ville. Ce site deviendra par ailleurs un véritable lieu de fraîcheur durant la période estivale et notamment durant les vagues de chaleur tout en assurant des conditions de baignade sécurisées dans le cours d'eau.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : bassin mobile d'apprentissage en milieu naturel

Montant HT des travaux : 1 517 552.18 €

Montant HT des travaux éligibles : 1 424 859.22 € (sont exclues les dépenses relatives aux aménagements paysagers et aux aléas, d'un montant de 92 692.96 €)

Montant de la base subventionnable : 250 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 80%

Montant de la subvention proposée : 200 000 €

Le montant de la subvention proposée représente 80% du montant HT de la base subventionnable, soit 13.18% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- NEUILLY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| MOE | 75 000,00 | 4,94% |
| Travaux | 1 373 859,22 | 90,53% |
| Aléas | 68 692,96 | 4,53% |
| Total | 1 517 552,18 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région Ile-de-France (proposée) | 200 000,00 | 13,18% |
| ANS (Agence National du Sport) | 255 252,28 | 16,82% |
| Fonds propres | 303 523,81 | 20,00% |
| MGP | 758 776,09 | 50,00% |
| Total | 1 517 552,18 | 100,00% |

Annexe 13 - Fiches projets acquisition de matériel sportif

DOSSIER N° EX098185 - COMMUNE DE LEVALLOIS PERRET - Acquisition d'un praticable de gymnastique pour le Palais des Sports Gabriel Péri

Dispositif : Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs (n° 00001355)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041481-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs | 59 048,80 € HT | 30,00 % | 17 714,64 € |
| Montant total de la subvention | | | 17 714,64 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEVALLOIS-PERRET
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Agnès POTTIER-DUMAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un praticable de gymnastique pour le Palais des Sports Gabriel Péri.

Dates prévisionnelles : 19 mars 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

La Ville de Levallois-Perret souhaite acquérir un praticable de gymnastique de compétition pour équiper la salle Caron, au sein du Palais des Sports Gabriel-Péri. Cette salle constitue actuellement le seul espace dédié à la gymnastique sur l'ensemble du complexe sportif. Le matériel en place est aujourd'hui vétuste, avec un rebond altéré, ne garantissant plus des conditions de sécurité satisfaisantes pour les usagers.

Le projet prévoit l'achat d'un praticable à ressorts de 14 x 14 m, conforme aux normes de compétition, avec moquette de recouvrement. Il s'agit de matériel neuf, destiné à un usage intensif, 4 fois par semaine ou plus. Il bénéficiera à 1 544 pratiquants chaque année, dont 1 275 femmes et filles, majoritairement âgées de moins de 15 ans.

Les bénéficiaires sont variés : scolaires, lycéens, jeunes en situation de handicap, mais aussi adhérents associatifs et pratiquants loisirs. Ce praticable permettra de répondre à une demande croissante en matière de gymnastique, de nouveaux sports comme le parcours, ainsi que de pratiques comme le yoga, la danse ou le fitness.

En facilitant la pratique régulière dans un cadre sécurisé et performant, ce projet contribue à l'intérêt général et à la promotion de l'activité physique, notamment auprès du jeune public et des publics spécifiques. Ce matériel lourd, essentiel à la pratique fédérale, soutient la diversité des disciplines et l'inclusion par le sport.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'acquisition : acquisition de matériel sportif lourd, mobile ou non

Montant HT du projet : 59 048,80 €

Taux d'intervention maximum prévu dans le RI : 30%

Montant de la subvention proposée : 17 714,64 €

Le montant de la subvention proposée représente 30% du montant HT de la base subventionnable et du montant du projet.

Localisation géographique :

- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achats de matériels, équipements | 52 798,80 | 89,42% |
| Installation/pose | 2 225,00 | 3,77% |
| Autres(s) dépense(s) | 4 025,00 | 6,82% |
| Total | 59 048,80 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres | 41 334,16 | 70,00% |
| Subvention de la Région Ile-de-France | 17 714,64 | 30,00% |
| Total | 59 048,80 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098257 - COMMUNE DE COUDRAY MONTCEAUX - Aménagement de terrains de Teqball et de Tennis de table au Parc des sports de Coudray

Dispositif : Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs (n° 00001355)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041481-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs | 54 157,71 € HT | 11,32 % | 6 128,76 € |
| Montant total de la subvention | | | 6 128,76 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU COUDRAY MONTCEAUX

Adresse administrative : 45 AVENUE CHARLES DE GAULLE
91830 LE COUDRAY MONTCEAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame AURELIE GROS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement de terrains de Teqball et de Tennis de table au Parc des sports de Coudray.

Dates prévisionnelles : 18 avril 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

La Ville du Coudray-Montceaux porte un projet d'aménagement de nouveaux équipements sportifs en accès libre, au sein du Parc des Sports, dans le cadre d'un réaménagement global de 13 hectares. Ce parc a été co-construit avec les habitants et s'inscrit dans une logique de démocratisation de la pratique sportive, d'amélioration du cadre de vie et de valorisation des espaces naturels.

Le présent projet vise à installer deux terrains de Teqball et plusieurs tables de tennis de table à proximité du gymnase, dans une logique de complémentarité avec les équipements existants. Ces installations seront fixes, posées sur une surface bétonnée, avec une possibilité de conserver partiellement le gazon naturel.

Les équipements seront neufs, robustes, durables et prévus pour une utilisation autonome et sécurisée. Ils favoriseront une pratique libre, sans encadrement, encourageant la spontanéité, la convivialité, et le partage entre générations.

Ce mobilier sportif urbain vise une fréquentation régulière, estimée à 4 fois par semaine ou plus, avec environ 5 000 bénéficiaires par an, dont 2 000 femmes et filles. Le public cible principal est constitué de jeunes âgés de 15 à 25 ans, tout en étant ouvert à l'ensemble des habitants, quel que soit leur âge ou leur niveau.

Ce projet contribue à la diversification de l'offre sportive, à la promotion des nouvelles pratiques, comme le Teqball, et à la création d'un environnement propice à l'activité physique pour tous.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'acquisition : acquisition de mobiliers urbains sportifs fixes, en accès libre

Montant HT du projet : 54 157,71 €

Total des dépenses éligibles : 20 429,20 €

Taux d'intervention maximum prévu dans le RI : 30%

Montant de la subvention proposée : 6 128,16 €

Le montant de la subvention proposée représente 30% du montant HT des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- LE COUDRAY-MONTCEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achats de matériels, équipements | 44 956,44 | 83,01% |
| Installation - pose | 9 201,27 | 16,99% |
| Total | 54 157,71 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Commune | 41 704,52 | 77,01% |
| Subvention de la Région Ile-de-France | 6 128,76 | 11,32% |
| Subvention ANS | 6 324,43 | 11,68% |
| Total | 54 157,71 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098259 - COMITE REGIONAL D'ILE DE FRANCE DE LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIEES - renouvellement du tapis de lutte de la salle Lino VENTURA

Dispositif : Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs (n° 00001355)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs | 14 520,00 € TTC | 29,38 % | 4 266,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 4 266,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL D'ILE DE FRANCE DE LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIEES FFL DA
Adresse administrative : 2 RUE LOUIS PERGAUD
94700 MAISONS ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DANIEL EMELIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renouvellement du tapis de lutte de la salle Lino VENTURA.

Dates prévisionnelles : 10 juin 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

La présente demande vise à obtenir un soutien financier pour le remplacement du tapis de lutte de la salle Lino Ventura, équipement de référence à Paris pour la pratique de la lutte et de ses disciplines associées. Ce tapis, installé après le Mondial 2017, a subi huit années d'utilisation intensive, ainsi qu'une inondation, entraînant une usure importante.

Le matériel actuel présente des défauts de sécurité majeurs : jointures déformées, difficultés de désinfection, risque accru de blessures. Ces conditions compromettent la sécurité des pratiquants et freinent le développement des clubs.

Quatre clubs parisiens se partagent l'équipement (Paris Olympique, Paris Wrestling, Wrestling Académie Paris, PUC), représentant près de 900 licenciés, ce qui en fait l'un des tapis de lutte les plus utilisés en France.

La salle accueille également des stages et formations pour le comité départemental et le comité régional, contribuant au rayonnement régional et national de la discipline. Elle constitue ainsi un pôle structurant pour la lutte à Paris.

Le projet consiste à acquérir un tapis de lutte neuf, conforme aux normes actuelles, pour garantir la sécurité, l'hygiène et la qualité des entraînements et des compétitions.

Le financement est déjà partiellement assuré par le comité régional, le comité départemental et les clubs utilisateurs. La subvention sollicitée permettra de compléter le plan de financement.

Ce renouvellement est essentiel à la continuité des activités sportives, à l'accueil de jeunes pratiquants et à la promotion de la lutte dans la capitale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'acquisition : acquisition de matériel sportif événementiel amovible

Montant TTC du projet : 14 520 €

Total des dépenses éligibles : 14 220 €

Taux d'intervention maximum prévu dans le RI : 30%

Montant de la subvention proposée : 4 266 €

Le montant de la subvention proposée représente 30% du montant TTC des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achats de matériels, équipements | 14 520,00 | 100,00% |
| Total | 14 520,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres | 10 254,00 | 70,62% |
| Subvention de la Région Ile-de-France | 4 266,00 | 29,38% |
| Total | 14 520,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098287 - VILLE DE VILLEMOMBLE - Equipement complet de la salle de musculation Paul DELOUVRIER

Dispositif : Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs (n° 00001355)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041481-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs | 32 903,94 € HT | 29,23 % | 9 619,28 € |
| | Montant total de la subvention | | 9 619,28 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEMOMBLE
Adresse administrative : 13BIS RUE D'AVRON
93250 VILLEMOMBLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN MICHEL BLUTEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de l'équipement complet pour la salle de musculation Paul DELOUVRIER.

Dates prévisionnelles : 19 juin 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

Le projet concerne la remise à niveau complète de la salle de musculation Paul Delouvrier, devenue obsolète en raison d'équipements vétustes et d'un sol inadapté à la pratique sécurisée de la musculation. L'objectif est de permettre à tous les usagers, et en particulier aux femmes et jeunes filles, d'accéder à un espace sportif moderne et sécurisé, favorisant la préparation physique dans des conditions optimales.

La pratique féminine est une priorité dans ce projet : sur les 150 bénéficiaires annuels, 60 sont des pratiquantes, issues d'associations locales ou d'établissements scolaires partenaires. Des créneaux spécifiques mixtes et féminins seront réservés pour garantir une fréquentation équilibrée et encourager l'engagement des femmes dans une discipline encore souvent perçue comme masculine.

Le projet bénéficiera à des structures diverses telles que l'Association Gymnastique Volontaire Bel Air, l'AIPEI, le Villemomble Handball, le VS GYM, ainsi qu'au lycée Blaise Pascal et au lycée privé Blanche de Castille.

Les travaux comprendront l'acquisition d'appareils de musculation neufs et l'installation d'un sol amortissant conforme aux exigences de sécurité.

Fréquentée plus de 4 fois par semaine, la salle contribuera activement au développement de la pratique sportive féminine, à la lutte contre les stéréotypes de genre dans le sport, et à la valorisation de l'égalité femmes-hommes dans les équipements municipaux.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'acquisition : acquisition de matériel sportif lourd destiné à la pratique fédérale

Montant HT du projet : 32 903,94 €

Total des dépenses éligibles : 32 063,94 €

Taux d'intervention maximum prévu dans le RI : 30%

Montant de la subvention proposée : 9 619,28 €

Le montant de la subvention proposée représente 30% du montant HT des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- VILLEMOMBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achats de matériels, équipements | 32 903,94 | 100,00% |
| Total | 32 903,94 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Commune | 23 284,66 | 70,77% |
| Subvention de la Région Ile-de-France | 9 619,28 | 29,23% |
| Total | 32 903,94 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098289 - COMMUNE DE MORSANG SUR ORGE - Acquisition de tables de Teqball pour le stade Léo Lagrange et les événements sportifs municipaux

Dispositif : Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs (n° 00001355)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-2041481-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs | 8 747,50 € HT | 30,00 % | 2 624,25 € |
| | Montant total de la subvention | | 2 624,25 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORSANG SUR ORGE

Adresse administrative : 72 RUE JEAN RAYNAL
91390 MORSANG SUR ORGE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Marianne DURANTON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de tables de Teqball pour le stade Léo Lagrange et les événements sportifs municipaux.

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

Le présent projet concerne l'acquisition de trois tables de Teqball destinées au stade Léo Lagrange ainsi qu'aux événements sportifs municipaux organisés dans les quartiers prioritaires de la ville.

Il s'inscrit dans une démarche de démocratisation de la pratique sportive, visant à faire découvrir une discipline émergente, ludique et accessible au plus grand nombre.

Le Teqball, activité innovante mêlant football et tennis-ballon, développe des compétences motrices, techniques et sociales, favorisant la pratique intergénérationnelle et mixte.

Le projet prévoit l'installation d'une table fixe en libre accès et deux tables amovibles mobilisables pour des animations sportives itinérantes, notamment dans les quartiers carencés.

Ces équipements permettront de renforcer l'offre sportive municipale, en cohérence avec les orientations de la collectivité en faveur de l'inclusion sociale, de l'égalité des chances et de l'animation territoriale.

L'objectif est également de favoriser l'accès des jeunes filles à la pratique sportive dans l'espace public. Parmi les 200 bénéficiaires estimés par an, 100 sont des filles, principalement issues du public scolaire.

La fréquence d'utilisation prévue est de 1 à 3 fois par semaine, avec une mobilisation accrue lors des temps forts saisonniers, comme les animations estivales.

L'intégration de ces équipements dans le parc sportif urbain vise à encourager une pratique régulière, libre et autonome, tout en luttant contre la sédentarité des jeunes.

Le caractère amovible et modulable des tables renforce leur potentiel d'usage en dehors des infrastructures traditionnelles, ce qui contribue à animer l'espace public et à favoriser les rencontres sportives spontanées.

Ce projet s'inscrit pleinement dans les objectifs de cohésion sociale, d'égalité femmes-hommes, de développement du sport de proximité et de promotion d'une pratique sportive innovante, inclusive et durable.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'acquisition : acquisition de mobilier urbain fixe

Montant HT du projet : 8 747,50 €

Total des dépenses éligibles : 8 747,50 €

Taux d'intervention maximum prévu dans le RI : 30%

Montant de la subvention proposée : 2 624,25 €

Le montant de la subvention proposée représente 30% du montant HT des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- MORSANG-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achats de matériels, équipements | 8 747,50 | 100,00% |
| Total | 8 747,50 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------------|----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres | 6 123,25 | 70,00% |
| Subvention de la Région Ile-de-France | 2 624,25 | 30,00% |
| Total | 8 747,50 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098290 - LA VIE AU GRAND AIR DE SAINT MAUR - Acquisition d'un parcours de course d'obstacles pour le pentathlon

Dispositif : Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs (n° 00001355)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs | 90 910,90 € TTC | 4,22 % | 3 835,80 € |
| | Montant total de la subvention | | 3 835,80 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA VIE AU GRAND AIR DE SAINT-MAUR
Adresse administrative : 8 AVENUE DU NORD
94100 ST MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS BEDU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un parcours de course d'obstacles pour le pentathlon.

Dates prévisionnelles : 17 juillet 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

Le club VGA Saint-Maur, premier club de France en pentathlon moderne, porte un projet d'envergure : l'acquisition d'un parcours de course d'obstacles homologué pour préparer ses athlètes à la nouvelle épreuve du pentathlon, qui remplace l'équitation dès 2025.

Cette discipline modernisée, désormais plus accessible, sera présente aux Jeux Olympiques de Los Angeles en 2028. À ce jour, un seul parcours d'entraînement est disponible en France, ce qui freine le développement et la préparation des pentathlètes, notamment en Île-de-France.

L'objectif du projet est de permettre une préparation technique de haut niveau, tout en démocratisant cette épreuve auprès des jeunes et des publics éloignés de la pratique sportive.

L'installation sera réalisée à proximité immédiate du complexe sportif Pierre Brossolette à Saint-Maur-des-Fossés, pour favoriser une pratique régulière et sécurisée par les licenciés, scolaires, associations sportives et établissements scolaires partenaires.

Le parcours sera composé de modules techniques variés : murs à franchir, anneaux, barres de singes, grande roue... ainsi que d'équipements de sécurité et d'un espace de stockage adapté.

Le projet bénéficie à 200 pratiquants par an, dont 40 % de filles et femmes, et encourage la mixité dans une discipline historiquement masculine.

En plus de viser l'excellence sportive, il constitue un levier fort pour attirer de nouveaux pratiquants, notamment les jeunes de 15 à 25 ans, et valoriser une activité physique ludique et inclusive.

Il s'intègre dans une stratégie de promotion du sport accessible, moderne et sans barrières financières, en remplaçant une épreuve coûteuse (équitation) par une pratique innovante et universelle.

La réalisation de ce projet contribuerait à renforcer le rayonnement de ce sport en Île-de-France et à soutenir une pratique féminine en plein essor, en garantissant aux jeunes sportives un accès égal aux infrastructures de haut niveau.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'acquisition : acquisition de matériel sportif lourd, mobile ou non, destiné à la pratique sportive fédérale

Montant TTC du projet : 90 910,90 €

Total des dépenses éligibles : 7 671,60 €

Taux d'intervention maximum prévu dans le RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 3 835,80 €

Le montant de la subvention proposée représente 50% du montant TTC des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achats de matériels, équipements | 85 974,90 | 94,57% |
| Installation/pose | 4 936,00 | 5,43% |
| Total | 90 910,90 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Département | 15 000,00 | 16,50% |
| Subvention Agence Nationale du Sport | 41 228,00 | 45,35% |
| Fonds propres | 30 847,10 | 33,93% |
| Subvention de la Région Ile-de-France | 3 835,80 | 4,22% |
| Total | 90 910,90 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098346 - ASSOCIATION LA JEUNESSE DE CROISSY - Acquisition d'agrès de gymnastique pour la salle de gymnastique du Stade Omnisport de Croissy/Seine

Dispositif : Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs (n° 00001355)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs | 5 361,41 € TTC | 30,00 % | 1 608,42 € |
| Montant total de la subvention | | | 1 608,42 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA JEUNESSE DE CROISSY

Adresse administrative : 2 TER AVENUE DU MARECHAL FOCH
78290 CROISSY SUR SEINE

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame SYLVIE LAURENCE VICTOIRE CASES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'agrès de gymnastique pour la salle de gymnastique du Stade Omnisport de Croissy/Seine.

Dates prévisionnelles : 28 juillet 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

Le club de la Jeunesse de Croissy sollicite une aide pour l'acquisition d'agrès neufs destinés à la salle de gymnastique du Stade Omnisport de Croissy-sur-Seine. Ce projet vise à renouveler des équipements vieillissants afin d'offrir aux gymnastes, féminines et masculins, des conditions de pratique sécurisées et adaptées.

Les équipements concernés comprennent un tremplin de compétition Nova'Jump (soft et hard), des protections rembourrées pour la poutre, des modules en mousse (grand module, demi-courbette) ainsi qu'un espalier 2 places. Ces matériels sont essentiels pour la pratique de la gymnastique artistique ainsi que pour la gymnastique adaptée, discipline partagée par certains adhérents utilisant les modules en mousse.

La salle accueille environ 408 utilisateurs par an, dont 309 sont des filles, principalement âgées de moins de 15 ans, démontrant une forte implication féminine dans la pratique.

L'utilisation des équipements est intensive, avec une fréquence de plus de 4 séances hebdomadaires, soulignant la nécessité d'un matériel neuf et robuste.

Ce projet s'inscrit dans une dynamique locale visant à promouvoir un sport inclusif, accessible aux jeunes filles comme aux garçons, ainsi qu'aux personnes en situation de handicap grâce à la gymnastique adaptée.

Le renouvellement de ces agrès est indispensable pour assurer la sécurité, la progression technique et le bien-être des gymnastes, contribuant ainsi à la pérennité et au développement de la gymnastique à Croissy-sur-Seine.

Le projet porte sur du matériel neuf, lourd et destiné à la pratique sportive fédérale, répondant aux exigences des fédérations. La réalisation de ce projet permettrait au club d'améliorer ses infrastructures, renforcer la pratique féminine et adapter l'offre sportive aux besoins des jeunes générations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'acquisition : acquisition de matériel sportif lourd destiné à la pratique fédérale

Montant TTC du projet : 5 361,41 €

Total des dépenses éligibles : 5 361,41 €

Taux d'intervention maximum prévu dans le RI : 30%

Montant de la subvention proposée : 1 608,42 €

Le montant de la subvention proposée représente 30% du montant TTC des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- CROISSY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achats de matériels, équipements | 5 361,41 | 100,00% |
| Total | 5 361,41 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------------|----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres | 3 752,99 | 70,00% |
| Subvention de la Région Ile-de-France | 1 608,42 | 30,00% |
| Total | 5 361,41 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098371 - LIGUE D'AEROMODELISME D'ILE-DE-FRANCE - Acquisition d'une structure drone soccer (Cage gonflable entourée de filets avec 6 drones)

Dispositif : Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs (n° 00001355)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs | 31 000,00 € TTC | 19,35 % | 6 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 6 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE D'AEROMODELISME D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative : CHEMIN DES MARMOUZETS
94510 LA QUEUE EN BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERICK CHENET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'une structure drone soccer (Cage gonflable entourée de filets avec 6 drones).

Dates prévisionnelles : 20 septembre 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

Le projet vise à acquérir une structure gonflable sécurisée de Drone Soccer, accompagnée de 6 drones avec batteries, afin de proposer une nouvelle discipline innovante mêlant sport, technologie et pédagogie. L'objectif est de permettre aux jeunes, notamment ceux de moins de 15 ans, d'apprendre à piloter un drone à quatre axes en toute sécurité, tout en développant des compétences en robotique, électronique et aéronautique.

Le Drone Soccer est un sport collectif, comparable au football, où deux équipes s'affrontent dans une arène filetée de 20 m x 10 m, visant à marquer en traversant un cerceau suspendu avec un drone « Striker ». Il s'agit d'une activité ludique et éducative qui combine technicité, stratégie, communication et esprit d'équipe.

Ce sport favorise la mixité, l'inclusion des personnes en situation de handicap (valides et non-valides jouant ensemble), ainsi que la pratique féminine, avec des règles et un cadre accessible à toutes et tous. Le projet entend mobiliser 100 filles parmi les 800 bénéficiaires annuels, en proposant un cadre bienveillant, inclusif et intergénérationnel.

L'équipement sera utilisé dans le cadre d'ateliers réguliers, de démonstrations événementielles et de modules pédagogiques développés en lien avec des lycées et d'autres acteurs de l'Éducation. Il contribuera à ouvrir les métiers du drone à de nouveaux publics, en particulier les jeunes issus de milieux éloignés de ces technologies.

Enfin, ce projet porté par un comité régional s'inscrit dans une démarche de démocratisation du sport, en valorisant la diversité, la parité, et la cohésion sociale par l'innovation. Le Drone Soccer est ainsi pensé comme un véritable levier d'attractivité, d'inclusion et de formation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'acquisition : acquisition de matériel sportif événementiel amovibles

Montant TTC du projet : 31 000 €

Total des dépenses éligibles : 27 401,51 €

Montant de la subvention demandée : 6 000 €

Montant de la subvention proposée : 6 000 € TTC.

Localisation géographique :

- LA QUEUE-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achats de matériels, équipements | 27 400,00 | 88,39% |
| Installation/pose | 2 100,00 | 6,77% |
| Autres(s) dépense(s) | 1 500,00 | 4,84% |
| Total | 31 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Commune | 800,00 | 2,58% |
| Subvention Département | 1 500,00 | 4,84% |
| Subvention Comité/Ligue régionale | 3 200,00 | 10,32% |
| Subvention Agence Nationale du Sport | 1 500,00 | 4,84% |
| Fonds propres | 18 000,00 | 58,06% |
| Subvention de la Région Ile-de-France | 6 000,00 | 19,35% |
| Total | 31 000,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098456 - FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL - Acquisition d'équipements mobiles dans les lycées (terrain de handball 4x4)

Dispositif : Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs (n° 00001355)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien régional à l'acquisition de matériels sportifs, Esportifs ou Parasportifs | 194 144,00 € HT | 30,00 % | 58 243,20 € |
| Montant total de la subvention | | | 58 243,20 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL

Adresse administrative : 1 RUE DANIEL COSTANTINI
94000 CRETEIL

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Philippe BANA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements mobiles dans les lycées (terrain de handball 4x4).

Dates prévisionnelles : 8 septembre 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

Dans le cadre du développement du Hand à 4, la Fédération Française de Handball (FF Handball) se fixe pour objectif de mettre à disposition un terrain par département et par an en région Île-de-France, jusqu'en 2028. Cela représente 32 terrains au total.

Contexte et enjeux

Depuis janvier 2025, la FF Handball œuvre à la promotion du Hand à 4 dans les écoles primaires sur l'ensemble du territoire métropolitain. Fort de cette première étape réussie, le projet entre désormais dans une seconde phase, visant à équiper les collèges et lycées, en priorité dans la région Île-de-France.

Cette démarche s'inscrit dans une volonté plus large de rendre le handball accessible, inclusif et adapté à tous les jeunes, qu'ils soient débutants ou déjà initiés à la discipline.

Description du projet

En partenariat avec les académies de la région Île-de-France, la FF Handball projette l'installation de terrains de Hand à 4 dans les cours d'établissement scolaires. Le Hand à 4, une forme de pratique réduite, sans contact et plus inclusive, facilite une première approche du handball, accessible à tous les profils d'élèves. Ces terrains, à usage pluridisciplinaire et extérieur, permettront non seulement la pratique du handball, mais aussi d'autres activités physiques et sportives.

Objectifs spécifiques :

- Favoriser la pratique régulière et encadrée du handball dans les établissements secondaires ;
- Encourager le développement des Associations Sportives (AS), des classes à horaires aménagés, ou encore des sections sportives scolaires ;
- Offrir un espace de pratique mutualisé entre établissements scolaires et clubs locaux, en dehors des heures scolaires ;
- Permettre l'intervention d'éducateurs diplômés pour encadrer les séances, si nécessaire.

Bénéfices attendus :

- Amélioration de l'accès au sport pour les jeunes de la Région.
- Renforcement du lien école-club dans une logique de continuité éducative.
- Valorisation des espaces extérieurs dans les établissements scolaires.
- Dynamisation des pratiques sportives scolaires, avec un impact positif sur la santé, la socialisation et la motivation des élèves.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'acquisition : acquisition de matériel sportif lourd destiné à la pratique fédérale

Montant HT du projet : 233 682,43 €

Total des dépenses éligibles : 194 144 €

Taux d'intervention maximum prévu dans le RI : 30%

Montant de la subvention proposée : 58 243,20 €

Le montant de la subvention proposée représente 30% du montant HT des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achats de matériels, équipements | 213 522,43 | 91,37% |
| Installation/pose | 20 160,00 | 8,63% |
| Total | 233 682,43 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--------------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Agence Nationale du Sport | 172 000,00 | 73,60% |
| Subvention Région Ile-de-France | 58 243,20 | 24,92% |
| Fonds propres | 3 439,23 | 1,47% |
| Total | 233 682,43 | 100,00% |

Annexe 14 - Fiches projets et conventions - Le Blanc Mesnil - FF Rugby - Paris Basketball

DOSSIER N° EX098463 - COMMUNE DE BLANC MESNIL - Installation d'un site gymnique provisoire

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-2041411-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) | 218 800,00 € HT | 31,99 % | 70 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 70 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU BLANC-MESNIL
Adresse administrative : PLACE GABRIEL PERI
93150 LE BLANC MESNIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe RANQUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'une installation d'un site gymnique provisoire.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

À la suite de l'incendie du gymnase Macé le Mansois en juillet dernier, la Ville du Blanc-Mesnil a engagé une démarche visant à maintenir l'offre sportive locale, notamment pour les activités gymniques. Le club BMS Gymnastique, fort de 815 adhérents, se trouve depuis contraint de répartir ses activités sur plusieurs équipements extérieurs à la commune. De plus, les établissements scolaires du secteur (premier et second degré) ont perdu un espace indispensable à l'enseignement de l'EPS.

Pour répondre à cette situation, la Ville prévoit l'installation d'un gymnase provisoire d'une superficie de 900 m², exclusivement dédié à la pratique de la gymnastique. Ce site provisoire permettra d'accueillir les adhérents du BMS Gymnastique et les élèves des établissements voisins (lycée Mozart, collèges Moulin et Briand) dès le premier trimestre 2026.

Ce projet vise à garantir la continuité des activités sportives associatives et scolaires dans des conditions

optimales, tout en soulageant les équipements sportifs alentours. Il s'inscrit dans une logique de soutien aux pratiques sportives locales, de sécurisation des parcours éducatifs et de réactivité face à une situation d'urgence.

Les publics concernés sont les associations sportives, les établissements scolaires et les services municipaux. La Ville mobilise ainsi ses ressources pour une solution rapide, fonctionnelle et adaptée aux besoins du territoire.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'acquisition : Matériels sportifs lourds destinés à la pratique sportive fédérale

Montant HT du projet : 218 800 €

Montant de la subvention demandée : 100 000 €

Montant de la subvention proposée : 70 000 € HT.

Localisation géographique :

- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Pose et fourniture équipements sportifs et matériel | 105 300,00 | 48,13% |
| Maitrise d'œuvre | 113 500,00 | 51,87% |
| Total | 218 800,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention de la Région Ile-de-France | 70 000,00 | 31,99% |
| Commune | 148 800,00 | 68,01% |
| Total | 218 800,00 | 100,00% |

CONVENTION N°EX098463

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : COMMUNE DU BLANC-MESNIL
dont le statut juridique est : Commune
N° SIRET : 219300076 00011
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : PLACE GABRIEL PERI 93150 LE BLANC MESNIL
ayant pour représentant Monsieur Jean-Philippe RANQUET (Maire)
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier pour installer un site gymnique provisoire. Ce soutien doit permettre de garantir la continuité des activités sportives associatives et scolaires dans des conditions optimales, tout en soulageant les équipements sportifs alentours. Ce projet intervient à la suite de l'incendie du gymnase Macé le Mansois survenu en juillet 2025.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération CP2025-317 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la COMMUNE DU BLANC-MESNIL pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : acquisition d'une installation d'un site gymnique provisoire. (référence dossier n°EX098463).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 31,99 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 218 800,00 €, soit un montant maximum de subvention de 70 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de (2 à 5 ans) l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité physique et sportive prévue dans la fiche projet annexée.

Engagements communs pour tous les projets

Le bénéficiaire s'engage à :

- acquérir le matériel visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction durables, réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation ;
- prévoir les moyens nécessaires (humains, matériels et financiers) garantissant le bon

fonctionnement et l'entretien approprié du matériel, ainsi qu'une pratique sécurisée et de qualité pour les usagers ;

- refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation du matériel, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

Engagements spécifiques pour les projets d'acquisition de matériels parasportifs

En cas de renouvellement de matériel, le sportif de haut niveau bénéficiaire s'engage à :

- restituer le matériel usager soit au Comité régional Handisport d'Ile-de-France, soit au comité ou à la ligue francilienne de sa discipline parasportive.

- informer la Région de la liste du matériel rendu et de son devenir.

Si le bénéficiaire est un comité sportif ou une ligue, il s'engage à mettre gratuitement à disposition des clubs ou associations qui en feront la demande, le matériel subventionné pour des actions de découverte de la pratique parasportive ou de manifestations.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 2 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire s'engage à rendre visible le soutien de la Région à l'acquisition du matériel, objet de la présente convention. Cette visibilité se fera à minima par la pose d'autocollants avec le logo de la Région, dont la dimension doit être proportionnelle à la taille du matériel.

La commune s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 30 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région

- de l'attestation de publication d'offre de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} octobre 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le CP2025-317 du 20 novembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le 20 novembre 2025

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France
La directrice des sports, des loisirs et de la citoyenneté
Du Pôle des Politiques sportives, de santé, de solidarité et de sécurité

Marjorie LESCURE

Le bénéficiaire
COMMUNE DU BLANC-MESNIL
Jean-Philippe RANQUET - Maire

DOSSIER N° EX098464 - FÉDÉRATION FRANÇAISE DE RUGBY - Acquisition de matériel sportif pour le CNR Pantin

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-204181-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) | 911 947,70 € HT | 80,00 % | 729 558,16 € |
| Montant total de la subvention | | | 729 558,16 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE RUGBY
Adresse administrative : 3-5 RUE JEAN DE MONTAIGU
91463 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FLORIAN GRILL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de matériel sportif pour le CNR Pantin

Dates prévisionnelles : 9 août 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

Le CNR Pantin, dont l'ouverture est prévue fin janvier 2026, répond à un double enjeu pour la Fédération Française de Rugby :

- devenir un centre de préparation et de performance pour accéder au plus haut niveau ;
- Incarner la Fédération à missions en en devenant le site porte-étendard.

Un site de très haut niveau pour la performance sportive

Le site accueillera des infrastructures de premier plan permettant de recevoir des populations sportives dans les meilleures conditions :

- trois terrains de rugby, dont un en pelouse hybride renforcée et deux terrains synthétiques ;
- un préau sportif couvert en pelouse synthétique (40 m x 20 m) ;
- un espace performance comprenant une salle de musculation (racks, cardio-training, dojo...), une salle de kinésithérapie et une salle médicale ;

- des salles dédiées à l'analyse vidéo ;
- des espaces de détente pour les équipes en stage.

Très bien connecté au centre de Paris (ligne 7 du métro) et situé à proximité de l'aéroport Charles-de-Gaulle, le CNR Pantin pourra accueillir des stages de nations du tiers 2 de Rugby Europe (Allemagne, Espagne, Portugal).

Le site a également vocation à accueillir la filière d'accès au haut niveau de la FFR, notamment les stages des équipes U18 et d'autres rassemblements fédéraux.

Un lieu emblématique de la Fédération à missions

Le CNR Pantin se veut également un étendard du projet citoyen de la FFR, engagé dans l'éducation, la citoyenneté et l'ancrage territorial.

La FFR accueillera sur place plusieurs acteurs du rugby local :

- le ROP (Rugby Olympique Pantin) ;
- le Comité Départemental du 93 ;
- l'École des XV.

L'École des XV utilise le rugby comme outil pédagogique pour lutter contre le décrochage scolaire d'enfants issus de quartiers sensibles. La FFR mettra à sa disposition les terrains du CNR Pantin pour permettre le développement de ce programme éducatif et citoyen.

Au-delà, le site est destiné à accueillir d'autres actions de la Fédération à missions, notamment :

- une étape du Tournoi National des Quartiers et des Campagnes, pour permettre à des jeunes issus de QPV de découvrir le rugby et ses valeurs ;
- une étape du dispositif Du Stade Vers l'Emploi (job-datings adossés à la pratique sportive) ;
- des actions autour du Rugby Santé et de la sensibilisation à l'endométriose.

Le projet vise à équiper le Centre National de Rugby (CNR) de Pantin avec du matériel sportif moderne et adapté, destiné à l'ensemble de ses usagers : la filière fédérale d'accession féminine et masculine, les clubs franciliens, ainsi que les publics scolaires et universitaires. Cette dotation est essentielle pour optimiser la performance des sportifs, en offrant des conditions améliorées de préparation physique, un suivi médical de haut niveau, des espaces de pratique sécurisés ainsi que des dispositifs de récupération efficaces.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'acquisition : acquisition de matériel sportif lourd destiné à la pratique fédérale

Montant HT du projet : 911 947,70 €

Taux d'intervention : 80%

Montant de la subvention proposée : 729 558,16 €

Le montant de la subvention proposée représente 80% du montant HT des dépenses.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achats de matériels, équipements | 911 947,70 | 100,00% |
| Total | 911 947,70 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres | 182 389,54 | 20,00% |
| Subvention de la Région Ile-de-France | 729 558,16 | 80,00% |
| Total | 911 947,70 | 100,00% |

CONVENTION N° EX098464

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : FEDERATION FRANCAISE DE RUGBY
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 784405813 00089
Code APE : 93.19Z
dont le siège social est situé au : 3-5 RUE JEAN DE MONTAIGU 91463 MARCOUSSIS
ayant pour représentant Monsieur Florian GRILL, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier afin d'équiper le Centre National de Rugby de Pantin de matériels performants. Ce soutien doit permettre de faire du CNR Pantin un pôle de référence qui accueillera les acteurs du rugby local et des équipes internationales en leur mettant à disposition le matériel sportif le plus performant.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération CP2025-317 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir FEDERATION FRANCAISE DE RUGBY pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : Acquisition de matériel sportif pour le CNR Pantin. (référence dossier n° EX098464).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 80,00 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 911 947,70 € €, soit un montant maximum de subvention de 729 558,16 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de (2 à 5 ans) l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité physique et sportive prévue dans la fiche projet annexée.

Engagements communs pour tous les projets

Le bénéficiaire s'engage à :

- acquérir le matériel visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction durables, réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation ;
- prévoir les moyens nécessaires (humains, matériels et financiers) garantissant le bon fonctionnement et l'entretien approprié du matériel, ainsi qu'une pratique sécurisée et de qualité pour les usagers ;
- refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation du matériel, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

Engagements spécifiques pour les projets d'acquisition de matériels parasportifs

En cas de renouvellement de matériel, le sportif de haut niveau bénéficiaire s'engage à :

- restituer le matériel usager soit au Comité régional Handisport d'Ile-de-France, soit au comité ou à la ligue francilienne de sa discipline parasportive.
- informer la Région de la liste du matériel rendu et de son devenir.

Si le bénéficiaire est un comité sportif ou une ligue, il s'engage à mettre gratuitement à disposition des clubs ou associations qui en feront la demande, le matériel subventionné pour des actions de découverte de la pratique parasportive ou de manifestations.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire s'engage à rendre visible le soutien de la Région à l'acquisition du matériel, objet de la présente convention. Cette visibilité se fera à minima par la pose d'autocollants avec le logo de la Région, dont la dimension doit être proportionnelle à la taille du matériel.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 30 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas de comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document doit comporter, par ailleurs, la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- l'attestation de publication d'offre de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 9 août 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le CP2025-317 du 20 novembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
FEDERATION FRANCAISE DE RUGBY
Monsieur Florian GRILL, Président

DOSSIER N° EX098408 - PARIS BASKETBALL - Acquisition d'un écran d'affichage sportif au sein de l'adidas arena

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200302- Achat d'équipements en faveur du handisport

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) | 200 950,00 € HT | 79,62 % | 160 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 160 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS BASKETBALL

Adresse administrative : 81 BOULEVARD MASSENA
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur MATHIAS PRIEZ, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition d'un écran d'affichage sportif au sein de l'adidas arena.

Dates prévisionnelles : 20 mars 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de la demande sollicite un démarrage anticipé afin de respecter le calendrier prévisionnel de son projet.

Description :

Le Paris Basketball, club résident exclusif de l'adidas arena pour une durée de 12 ans, souhaite moderniser son affichage sportif pour répondre aux exigences des compétitions européennes, notamment celles de l'EuroLeague. Bien que récemment construit et cofinancé par la Région Île-de-France, l'équipement ne dispose pas aujourd'hui d'un écran digital répondant aux standards attendus par les spectateurs et les instances sportives internationales.

Le projet consiste à remplacer l'afficheur numérique actuel situé sur le mur nord de l'arena par un écran géant digital, plus grand, modulable et haute résolution. Ce nouvel outil permettra une visualisation optimale du score, des statistiques en temps réel, ainsi que la diffusion d'animations vidéos, renforçant ainsi l'immersion et la qualité du spectacle sportif.

L'acquisition de cet écran s'inscrit dans une logique de développement du club à l'échelle européenne, en

améliorant l'environnement technique, le confort des spectateurs et la visibilité médiatique de la salle. Elle permet également de soutenir la professionnalisation du sport francilien, en dotant ses acteurs des outils nécessaires à leur montée en gamme.

Le public visé est large et diversifié, avec une fréquentation annuelle estimée à 250 000 personnes, dont 100 000 femmes. Le projet participe donc activement à l'attractivité du sport professionnel auprès des publics féminins et familiaux, dans une volonté de mixité dans les tribunes.

Ce nouvel affichage est aussi un levier d'animation pour les matchs et les événements sportifs ou culturels organisés dans l'arena, permettant de renforcer l'engagement du public et de valoriser le dynamisme de l'arena comme équipement phare du territoire francilien.

En résumé, ce projet contribue à la modernisation des équipements professionnels, à la montée en gamme du basketball parisien et à l'expérience spectateur inclusive et immersive, en cohérence avec les ambitions sportives de la région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Montant HT du projet : 200 950 €

Montant de la subvention demandée : 160 760 €

Montant de la subvention proposée : 160 000 € HT.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achats de matériels, équipements | 170 350,00 | 84,77% |
| Installation/pose | 30 600,00 | 15,23% |
| Total | 200 950,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres | 40 950,00 | 20,38% |
| Subvention de la Région Ile-de-France | 160 000,00 | 79,62% |
| Total | 200 950,00 | 100,00% |

CONVENTION N° EX098408

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : PARIS BASKETBALL
dont le statut juridique est : Société Anonyme
N° SIRET : 488120452 00047
Code APE : 93.12Z
dont le siège social est situé au : 81, boulevard Masséna - 75013 PARIS
ayant pour représentant Monsieur David KAHN, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier afin d'équiper l'Adidas Arena d'un écran d'affichage sportif. Ce soutien doit permettre au club de répondre aux exigences des compétitions européennes et notamment l'Euroleague.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération CP2025-317 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le PARIS BASKETBALL pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : Acquisition d'un écran d'affichage sportif au sein de l'Adidas Arena. (référence dossier n°EX098408).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 79,62 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 200 950,00 €, soit un montant maximum de subvention de 160 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de (2 à 5 ans) l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité physique et sportive prévue dans la fiche projet annexée.

Engagements communs pour tous les projets

Le bénéficiaire s'engage à :

- acquérir le matériel visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction durables, réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation ;
- prévoir les moyens nécessaires (humains, matériels et financiers) garantissant le bon fonctionnement et l'entretien approprié du matériel, ainsi qu'une pratique sécurisée et de qualité pour les usagers ;
- refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation du matériel, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

Engagements spécifiques pour les projets d'acquisition de matériels parasportifs

En cas de renouvellement de matériel, le sportif de haut niveau bénéficiaire s'engage à :

- restituer le matériel usager soit au Comité régional Handisport d'Ile-de-France, soit au comité ou à la ligue francilienne de sa discipline parasportive.
- informer la Région de la liste du matériel rendu et de son devenir.

Si le bénéficiaire est un comité sportif ou une ligue, il s'engage à mettre gratuitement à disposition des clubs ou associations qui en feront la demande, le matériel subventionné pour des actions de découverte de la pratique parasportive ou de manifestations.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 ou 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 ou 2.5 ou 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers,

données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 30 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.1 ou 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 ou 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document doit comporter, par ailleurs, la date de mise en service effective du bien financé par la Région.
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- l'attestation de publication d'offre de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 20 mars 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le CP2025-317 du 20 novembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2025-317 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
PARIS BASKETBALL
Monsieur David KHAN, Président

Annexe 15 - Fiches projet Minibus

**DOSSIER N° EX098083 - LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE
NATIONALE - aide à l'acquisition d'un minibus**

Dispositif : Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins de structures sportives (n° 00001310)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins de structures sportives | 28 750,00 € TTC | 80,00 % | 23 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 23 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA
FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE
NATIONALE

Adresse administrative : COUR DE LA GARE
93340 LE RAINCY

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame SOPHIE BAREK, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un minibus

Dates prévisionnelles : 1 juin 2025 - 30 mai 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de livraison des véhicules neufs, le bénéficiaire a souhaité anticiper sa commande.

Description :

La Ligue Île-de-France de la Fédération Sportive de la Police Nationale souhaite acquérir un minibus neuf, motorisation essence Crit'Air 1, spécialement adapté au transport de personnes à mobilité réduite (PMR).

Ce véhicule, équipé d'une rampe d'accès, permettra d'assurer des déplacements réguliers dans toute l'Île-de-France et hors région à l'occasion des championnats, coupes de France, regroupements et stages.

À ce jour, la Ligue ne dispose d'aucun moyen de transport collectif, ce qui complexifie l'organisation logistique et entraîne des coûts supplémentaires. L'acquisition de ce minibus représente donc une solution essentielle pour répondre aux besoins de mobilité.

Le véhicule sera mis à disposition des permanents de la Ligue, des conseillers techniques régionaux et

départementaux ainsi que des responsables d'associations locales, dans un cadre de mutualisation et selon des modalités partagées. Il bénéficiera à l'ensemble du réseau : 189 associations affiliées et huit comités départementaux.

Grâce à son aménagement PMR, il favorisera également l'inclusion en permettant la participation active des personnes en situation de handicap aux compétitions, journées de cohésion, événements familiaux et actions dédiées au sport féminin. Ce projet s'inscrit ainsi dans un double dynamique : renforcer l'accessibilité et consolider le développement du sport policier francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LE RAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|----------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achat véhicule | 28 750,00 | 100,00% |
| Total | 28 750,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région Île-de-France proposée | 23 000,00 | 80,00% |
| Fonds propres | 5 750,00 | 20,00% |
| Total | 28 750,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098178 - GR VAL D'EUROPE - aide à l'acquisition d'un minibus

Dispositif : Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins de structures sportives (n° 00001310)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins de structures sportives | 25 000,00 € TTC | 80,00 % | 20 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 20 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATEC MLV GR VAL D'EUROPE

Adresse administrative : 51 RUE DE PARIS
77700 BAILLY ROMAINVILLIERS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame ISABELLE SUZANNE HENRIETTE GREAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un minibus

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 30 mai 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de livraison des véhicules neufs, le bénéficiaire a souhaité anticiper sa commande.

Description :

Le GR Val d'Europe souhaite acquérir un minibus neuf, motorisation essence classée Crit'Air 1, afin d'assurer le transport de ses jeunes gymnastes lors des Championnats de France, des stages en Pôle Espoir et des tournois internationaux.

L'association ne disposant d'aucun véhicule collectif, l'acquisition d'un véhicule 7 places est devenue indispensable pour répondre aux besoins croissants de mobilité. Son utilisation sera régulière tout au long de l'année, tant pour les entraînements que pour les compétitions et stages organisés en Seine-et-Marne et en Île-de-France.

Ce projet permettra de garantir la sécurité et le confort des gymnastes, tout en soulageant les encadrants dans la gestion des déplacements. Il constitue un levier essentiel pour soutenir le développement des activités sportives et éducatives de la structure, et pour accompagner l'ambition de rayonnement du club au niveau régional, national et international.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- BAILLY-ROMAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achat véhicule + Flocage | 25 000,00 | 100,00% |
| Total | 25 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région île-de-France proposée | 20 000,00 | 80,00% |
| Fonds propres | 5 000,00 | 20,00% |
| Total | 25 000,00 | 100,00% |

**DOSSIER N° EX098183 - CLUB OMNISPORTS DE GARGENVILLE RUGBY –
aide à l'acquisition d'un minibus**

Dispositif : Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins de structures sportives (n° 00001310)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins de structures sportives | 31 250,00 € TTC | 80,00 % | 25 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 25 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB OMNISPORTS GARGENVILLE

Adresse administrative : 18 RUE DE LA DIVISION LECLERC
78440 GARGENVILLE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Pascal BRONDEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un minibus

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 30 mai 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de livraison des véhicules neufs, le bénéficiaire a souhaité anticiper sa commande.

Description :

Le club omnisports de Gargenville Rugby souhaite acquérir un minibus neuf électrique de 9 places pour organiser avec plusieurs structures du bassin, de nombreux déplacements pour les entraînements, les compétitions et les stages.

L'acquisition d'un minibus répond à un besoin essentiel de mobilité entre les différents sites et contribue à améliorer l'organisation sportive. Ce projet s'inscrit également dans une démarche écologique en réduisant le recours aux bus traditionnels, plus polluants.

Le véhicule facilitera le développement de l'offre sportive pour les jeunes et soutiendra la dynamique inclusive de la section rugby adapté.

Les clubs partenaires du territoire bénéficieront indirectement de cette initiative, qui vise à renforcer l'attractivité et la cohésion autour du rugby. Plus largement, il s'agit d'un outil structurant pour relancer et consolider la pratique du rugby sur le bassin, notamment après les difficultés rencontrées par le sport amateur ces dernières années.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- GARGENVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achat véhicule + flocage | 31 250,00 | 100,00% |
| Total | 31 250,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région Ile-de-France proposée | 25 000,00 | 80,00% |
| Fonds propres | 6 250,00 | 20,00% |
| Total | 31 250,00 | 100,00% |

DOSSIER N° EX098314 - LA JEUNESSE DE CROISSY - aide à l'acquisition de deux minibus -

Dispositif : Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins de structures sportives (n° 00001310)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins de structures sportives | 50 000,00 € TTC | 80,00 % | 40 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 40 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA JEUNESSE DE CROISSY
Adresse administrative : 2 TER AVENUE DU MARECHAL FOCH
78290 CROISSY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE LAURENCE VICTOIRE CASES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de deux minibus

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 30 avril 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de livraison des véhicules d'occasion, le bénéficiaire a souhaité anticiper sa commande.

Description :

L'association Jeunesse de Croissy sollicite une aide pour l'acquisition de deux minibus motorisation électrique, 9 places pour transporter les adhérents lors des compétitions sportives le week-end et pour les déplacements liés au sport santé en semaine.

Les besoins couvrent des trajets réguliers en Île-de-France et ponctuellement dans toute la France. Le minibus offre une capacité adaptée aux déplacements collectifs tout en réduisant le recours aux véhicules particuliers.

La fréquence d'utilisation est d'au moins 4 jours par semaine, dont 2 jours le week-end (30 week-ends par an) pour les compétitions. En semaine, les véhicules sont mobilisés pour accompagner les publics fragiles, notamment les personnes âgées et en situation de handicap.

Les sections bénéficiaires sont : aquasport, athlétisme, basket, gymnastique, judo et karaté. Un partenariat est en cours avec la résidence Happy Senior au Vésinet, où l'absence de transport empêche les résidents de participer à des activités. Les véhicules facilitent aussi les interclubs et stages organisés à chaque période de vacances scolaires.

Ils contribuent à développer la cohésion de groupe et à valoriser leurs adhérents lors des compétitions régionales et nationales. Ce projet permet d'offrir une mobilité sécurisée et adaptée aux enfants, adolescents, adultes et seniors. Il constitue un outil indispensable pour poursuivre leur mission : faciliter l'accès au sport pour tous.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CROISSY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achat véhicule + flocage | 50 000,00 | 100,00% |
| Total | 50 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---------------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 10 000,00 | 20,00% |
| Subvention Région Ile-de-France | 40 000,00 | 80,00% |
| Total | 50 000,00 | 100,00% |

DOSSIER N° 25004577 - LIGUE ILE-DE-FRANCE DE JUDO - aide à l'acquisition d'un minibus

Dispositif : Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins de structures sportives (n° 00001310)

Délibération Cadre : CP2024-085 du 28/03/2024

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Aide à l'acquisition de minibus pour les besoins de structures sportives | 31 250,00 € TTC | 80,00 % | 25 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 25 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ILE DE FRANCE DE JUDO JUJITSU
KENDO ET DISCIPLINES ASSOCIES
Adresse administrative : 25 AVENUE DE LA PORTE DE CHATILLON
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROGER VACHON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un minibus

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 30 mai 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de livraison des véhicules neufs, le bénéficiaire a souhaité anticiper sa commande.

Description :

La Ligue Île-de-France de Judo a décidé d'acquérir un minibus neuf de 9 places, électrique. Son utilisation sera quotidienne, week-end compris. Le minibus sera mis à disposition des clubs franciliens pour leurs déplacements en compétition, stages et actions événementielles.

Un partenariat sera établi avec les clubs franciliens pour le prêt du véhicule, la ligue assurant la gestion du planning de disponibilité.

Ce club permettra aux clubs de se déplacer sur des animations inclusives. De nombreuses actions pour la pratique du judo avec handicap(s) sont menées par la ligue dans la région île-de-France (journées et compétitions inclusives, animations para judo...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Achat véhicule + flocage | 31 250,00 | 100,00% |
| Total | 31 250,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région Ile-de-France proposée | 25 000,00 | 80,00% |
| Fonds propres | 6 250,00 | 20,00% |
| Total | 31 250,00 | 100,00% |

Annexe 16 - Information relatives aux annexes non diffusables CLUBS SPORTIFS

CLUBS SPORTIFS

LES DOCUMENTS PREVUS PAR L'ARTICLE R. 113-3 DU CODE DU SPORT
SONT CONSULTABLES AU SECRETARIAT GENERAL.